



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

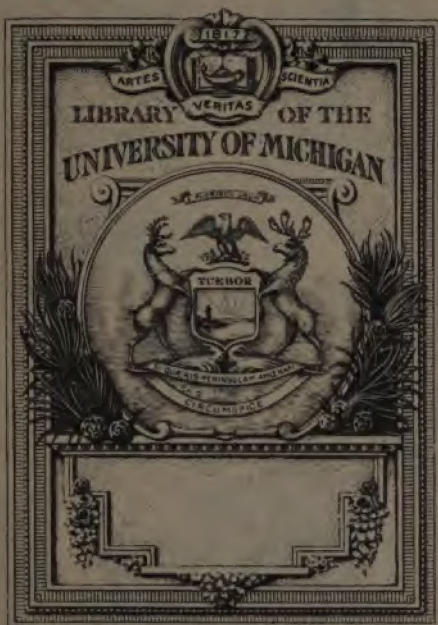
Nous vous demandons également de:

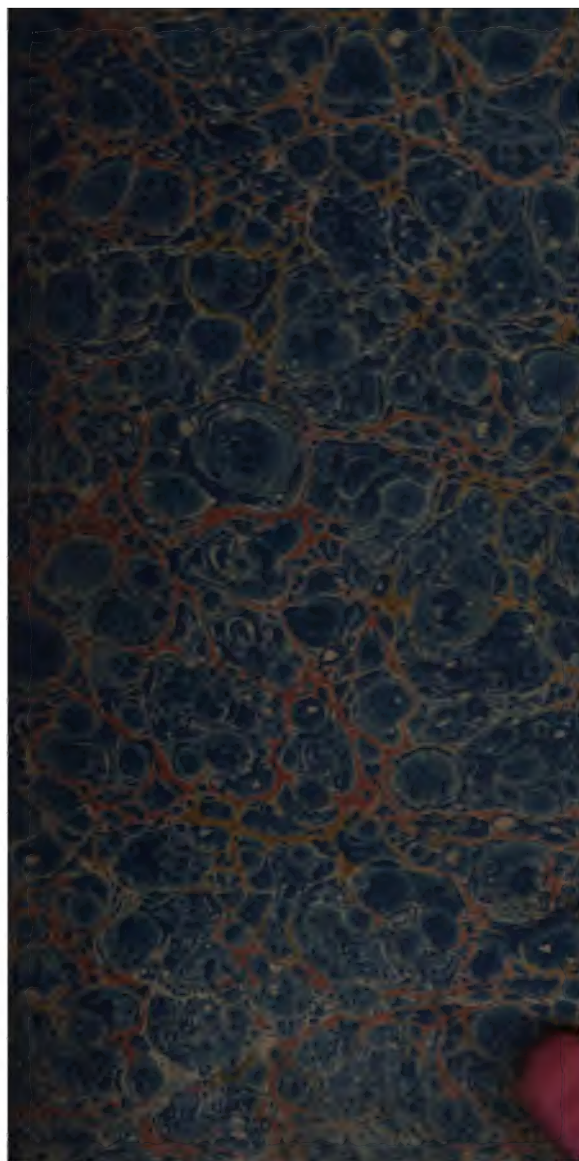
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



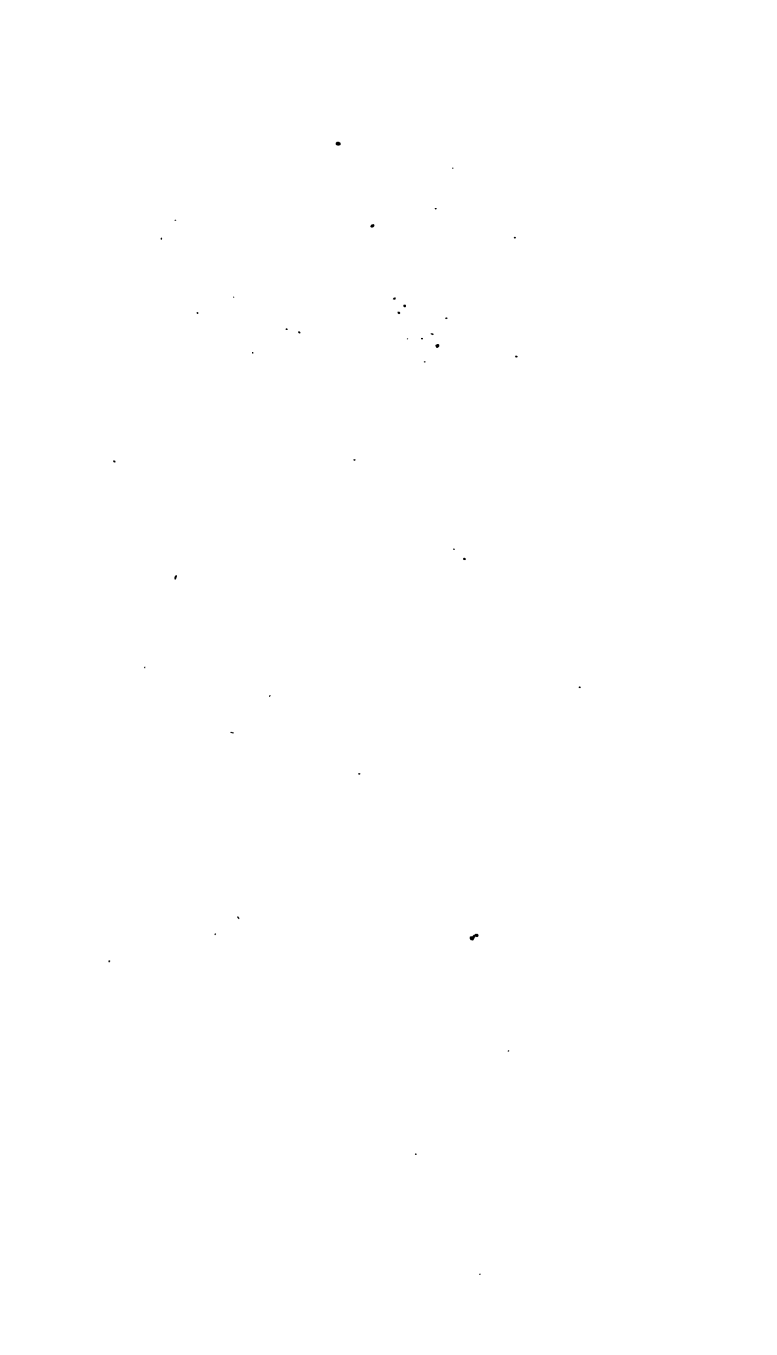




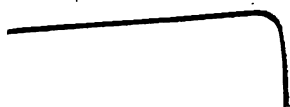
91
31



LF
2163
.C93



HISTOIRE
DE
L'UNIVERSITÉ
DE PARIS.
TOME SECOND.



HISTOIRE

DE

L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.

TOME SECOND.



HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS,

Depuis son origine jusqu'en l'année 1600.

Jean Baptiste Lorrain
Par M. CREVIER, Professeur Emérite
de Rhétorique en l'Université de Paris,
au Collège de Beauvais.

TOME SECOND.



A PARIS,

Chez DESAINT & SAILLANT, rue
S. Jean de Beauvais, vis-à-vis
le Collège.

M. DCC. LXI.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

W



HISTOIRE

Re. et.

W. Scher

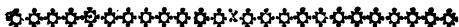
12-18-40

42-18

DE

L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.



LIVRE III.

§. I.



LEXANDRE IV, qui pen- Urbain IV
dant tout son pontificat fut favorisé &
appliqué à tourmenter l'U- protégé l'U.
niversité de Paris, étant niversité.
mort au mois de Mai 1261, eut pour *Hist. Un.*
successeur dans sa place suprême, mais *Par. T. II.*
non dans sa conduite rigoureuse à l'é- *p. 363.*
gard d'un corps estimable & utile à *Fleuri,*
Hist. Eccl.
T. XVII.
p. 396. 524

Tome II.

A

2 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

l'Eglise , Jacques Pantaléon , patriarche de Jérusalem , qui prit le nom d'Urbain IV. Ce pape ne pouvoit manquer de protéger notre Université , dont il étoit élève. Né à Troyes en Champagne dans la condition la plus basse , fils , dit-on , d'un savetier , il vint étudier à Paris , & il y passa par tous les degrés. Il professa les Arts , le Droit canon , la Théologie. Son mérite l'éleva successivement aux dignités d'archidiacre de Liège , d'évêque de Verdun , de patriarche de Jérusalem , & enfin au comble des honneurs ecclésiastiques , au souverain pontificat. Dans sa grandeur il ne s'oublia point. Sa vie fut louable dans toutes ses parties par l'union de la doctrine & de la piété ; & il fit voir , comme il le dit un jour à quelqu'un qui lui reprochoit la bassesse de sa naissance , que la vraie noblesse n'étoit pas de naître noble , mais de le devenir par sa vertu. Caractère doux & modéré , il sçut pardonner les injures. N'étant encore qu'archidiacre de Liège , il avoit été maltraité en sa personne , dévalisé , & arrêté prisonnier par trois gentilshommes du pays de Trèves. Quand ils le virent devenu

DE PARIS, LIV. III. 3

pape , ils tremblèrent , & lui écrivirent pour le supplier d'accepter la restitution de tout ce qu'ils lui avoient enlevé , de leur imposer telle satisfaction qu'il jugeroit à propos pour l'offense : seulement ils lui demandoient en grace de les dispenser d'aller recevoir à Rome l'absolution des censures qu'ils avoient encourues. Urbain donna commission de les absoudre au prieur des frères Prêcheurs de Colblentz , en le chargeant de les assurer qu'il leur remettoit tous les torts qu'il avoit soufferts de leur part , & qu'il n'exigeoit d'eux autre chose , sinon qu'ils s'abstinissent à l'avenir de pareilles violences.

Ce bon pape prit pour modèle de la façon dont il devoit procéder en ce qui regarde l'Université de Paris , non pas son prédécesseur immédiat , mais Grégoire IX. Il confirma & renouvela la bulle de régleme[n]t & de pacification que ce pontife avoit donnée en 1231. Comme lui , il donna une bulle pour vaincre l'opiniâtreté avec laquelle les ecclésiastiques séculiers & réguliers refusoient de soumettre les maisons qui leur apparte-

*Hist. Un.
Par. T. II
p. 365-36*

4 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

noient à la taxe de l'Université, par rapport au logement des écoliers. Comme lui encore, il ordonna à l'évêque de Paris, aux abbés de S. Germain & de sainte Geneviève, & au doyen de S. Marcel, d'exiger de leurs vassaux le même serment que le roi faisoit prêter aux bourgeois de la ville pour la sûreté des maîtres & écoliers de l'Université. p. 370. Urbain IV accorda aussi aux pauvres écoliers de l'hôpital de S. Nicolas du Louvre un privilège, suivant lequel ils ne pouvoient être traduits ni obligés de plaider pendant l'espace de trois ans en vertu d'aucunes lettres apostoliques devant quelque tribunal que ce fût, hors les limites de la ville & du diocèse de Paris, pour raison des biens qu'ils possédoient dans l'enceinte de ces mêmes limites. Et comme dans les mœurs grossières de ce tems-là les querelles & les voyes de fait étoient fort communes entre les écoliers & & même entre les maîtres, qui tous étoient clercs; le même pape leur procura, à l'exemple de quelquesuns de ses prédécesseurs, la facilité de se faire absoudre des excommunications encourues par eux pour ces excès, en

DE PARIS, LIV. III.

revêtant pour cela de ses pouvoirs le
prieur du * Chardonnet. Mais le plus
grand bienfait d'Urbain IV envers
l'Université, est de lui avoir donné p. 369
un pacificateur & un modérateur en la
personne de Simon de Brie, qu'il fit
cardinal, & établit son légat en Fran-
ce. Ce légat étoit chargé de la plus
importante affaire qu'eût alors l'Eglise
Romaine. Il venoit offrir à Charles
comte d'Anjou, frère du roi S. Louis,
le royaume des deux Siciles, dont il
s'agissoit de dépousséder Mainfroi, en-
nemi & persécuteur des papes. D'au-
tres soins occupèrent encore Simon
de Brie pendant le cours d'une légat-
ion de plusieurs années. Mais il n'en
prenoît pas moins un intérêt très vif
à tout ce qui regardoit l'Université
de Paris, dans le sein de laquelle il
avoit puisé, comme il le dit lui-mê-
me, les premiers élémens des scien-
ces; & nous le verrons appliqué à en
bannir les troubles, & à perfectionner
la police & le régime du corps. p. 474

Telles sont les marques de pro-

* Le clos du Char-
donnet, dont la paroisse
S. Nicolas conserve en-
core le nom, commen-
çoit alors à se peupler.

Je ne puis dire au juste
ce que c'étoit que le
prieur du Chardonnet, &
dont il s'agit ici.

6 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tection & de bienveillance dont Urbain IV favorisa l'Université durant un court pontificat de trois ans. Il mourut le deux Octobre 1264, ayant institué dans l'année même la fête du S. Sacrement.

Clément IV
succède à Urbain IV.

p. 369 &
374.

Fleuri,
Hist. Eccl.
T. XVIII.
p. 21, 60, 61.

Il eut pour successeur Clément IV, appelé auparavant Gui Fulcodi, ou le Gros, François comme lui, né à S. Gilles en Languedoc, qui après avoir brillé dans la jurisprudence, & mérité d'être admis par S. Louis dans son conseil secret, devenu veuf entra dans l'état ecclésiastique, & ne s'y distingua pas moins que dans le monde par ses talens & par ses vertus. Il fut archidiacre & ensuite évêque du Pui. Il passa de ce siège à l'archevêché de Narbonne. Urbain IV le nomma cardinal, & l'envoya son légat en Angleterre pour travailler à pacifier les dissensions cruelles qui y régnoient entre le roi Henri III & les barons. Pendant qu'il étoit occupé de ce soin, il apprit qu'on l'avoit élu absent pour remplir la chaire de S. Pierre. Il y porta une conduite & des sentimens dignes de la sainteté de cette place auguste. Rien n'est plus modeste que deux lettres que nous avons de

lui à ses parens. Il ne veut point qu'ils sortent de leur état : il leur défend de se charger d'aucune sollicitation ou recommandation auprès de lui : en un mot il leur déclare bien nettement que son exaltation ne change rien à leur fortune. Ce pontife vertueux & habile accorda à l'Université de Paris une protection éclairée , qui tendoit à la faire fleurir par le bon ordre , & par le bon usage de ses privilèges , sans souffrir qu'ils dégénéraient en une vexation qui devînt onéreuse au public & aux particuliers.

Le tribunal de la conservation des privilèges apostoliques de l'Université s'étoit formé depuis un nombre d'années , & avoit peu à peu augmenté ses droits. Je ne lui connois point de titre plus favorable ni plus ample , qu'une bulle * d'Innocent IV en 1253, qui commet l'évêque de Senlis pour empêcher que les maîtres & écoliers ne soient forcés d'aller plaider hors de la ville sur des contestations nées dans la ville ; & qui donne pouvoir à ce prélat de réprimer par les censures toute entreprise tendante à les y contraindre. Ce privilège , par l'u-

Abus du tribunal de conservation. Bul du pape à sujet.

Hist. v. par. T. II p. 370.

* T. I. p. 364.

8 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

sage, ou plutôt par l'abus que l'on en avoit fait, s'étoit rendu excessif & odieux. Les suppôts de l'Université faisoient citer au tribunal de la conservation des clercs & des laïcs établis aux extrémités du royaume, afin de les matter par les fatigues & par les dépenses, & de les contraindre ainsi de condescendre à leurs injustes prétentions : & s'ils trouvoient en eux de la résistance, une jeunesse pétulente & fougueuse se portoit quelquefois jusqu'à cet excès que de battre outrageusement les parties adverses, & même de les tuer. La fraude augmentoit encore le mal. Des fourbes, qui ne prenoient le titre d'écoliers que pour en abuser, ou qui se l'attribuoient sans fondement légitime, véxoient sous ce prétexte un grand nombre de personnes ; & par des procès injustes, & dont les frais devenoient ruineux, ils portoient le trouble dans les familles.

Clément IV instruit de ces abus, en fut d'autant plus affligé, qu'il les voyoit se commettre dans une ville, qui, suivant qu'il s'exprime lui-même, étoit la source de la science, & qui brillant par cette raison d'une gloire

répandue dans tout l'univers , sembloit représenter l'éclat du séjour céleste. Mais quelque affection qu'il se sentît pour la ville & l'Université de Paris , il ne crut pas devoir tolérer le scandale par prévention pour les personnes : & l'on peut conjecturer qu'il eut la pensée , ou d'abolir le tribunal de la conservation , ou du moins de le restreindre dans des bornes fort étroites.

Premièrement , comme l'évêque de Paris se plaignoit d'être inquiété par les conservateurs apostoliques , qui étoient quelquefois de simples ecclésiastiques , exemts de sa juridiction par privilège , Clément par une bulle du vingt-sept Mai 1265 , voulant lui épargner ce désagrément , lui déclare qu'il ne prétend point qu'aucun privilégié de son diocèse , puisse en vertu de lettres apostoliques exercer la juridiction de conservateur contre lui ou contre son Eglise *.

* Ce privilège fut renouvelé en faveur des doyen & chapitre de l'Eglise de Paris , & expliqué même plus nettement , par une bulle de Boniface VIII , qui leur accorde de ne pouvoir être frappés d'excommunication ni d'interdit par aucun exécuteur de lettres apostoliques , ni conservateur de privilèges. Et la terreur des foudres du conservateur de l'Université.

10 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Mais en second lieu Clément IV dans une autre bulle du même jour , adressée à Simon de Brie cardinal de sainte Cécile son légat en France , va plus loin , & exprime ses intentions d'une manière bien plus expresse contre le tribunal de la conservation. Après avoir détaillé les abus qui en naissent , ou qui s'en autorisent , il ordonne à son légat de se faire représenter le privilège sur lequel l'Université se fonde , & de lui en envoyer une copie , afin qu'il puisse la soumettre à l'examen , & juger en conséquence s'il n'est point légitimement suspect de fausseté , ou obtenu par subreption. En attendant , il en suspend l'effet , & déclare nulles toutes les procédures qui seroient faites sur le fondement de ce privilège.

Ces dispositions sévères sembloient annoncer l'abolition du tribunal de la conservation. Mais apparemment le pape vouloit seulement inspirer cette crainte à l'Université , pour l'engager

étoit si grande , que dans le registre du chapitre où l'on garde la bulle de Boniface VIII , il est soigneusement remarqué

que le conservateur n'a point de clause dérogatoire à cette bulle. Voyez Duboullai, *Hist. Un. Par.* T. III. p. 676.

à user plus modérément de ses privilèges. Ce qui est certain, c'est que le tribunal subsista sans interruption, puisque dans le statut de Simon de Brie, qui est de l'année suivante 1266, il est parlé de l'élection du conservateur apostolique. p. 378.

Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'il se fût introduit alors de grands abus dans l'Université, vû que la division y régnoit. Un schisme malheureux mettoit en combustion la Faculté des Arts. La Nation de France faisoit un parti, & les trois Nations restantes un autre : & ces deux partis avoient porté la fureur de la discorde jusqu'à se donner chacun un chef. Il y avoit alors deux Recteurs dans l'Université, un pour la Nation de France, & un autre pour les trois Nations de Picardie, Normandie, & Angleterre. Troubles dans l'Université. Deux Recteurs. p. 369 & 375 & seqq

Cette division avoit deux sources principales. La première venoit des difficultés sur les limites respectives des Nations. Chaque Nation souhaitoit extrêmement de se voir nombreuse, & elle n'abandonnoit volontiers aucune partie du terrain qui pouvoit lui fournir des sujets. Un aspirant,

12 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

né à * Ulli S. Georges , diocèse de Beauvais , s'étant présenté à la Nation de France , fut revendiqué par celle de Picardie , avec fracas , par voies de fait. Premier sujet de querelle , qui n'intéressoit que les deux Nations de France & de Picardie.

Le second mettoit aux mains la Nation de France contre les trois autres. Plus nombreuse seule qu'elles toutes ensemble , la Nation de France supportoit avec peine l'égalité de ses sœurs. Elle prétendoit fournir trois examinateurs au lieu d'un , pour l'examen commun des aspirans à la maîtrise ès Arts. Elle ne vouloit point confondre les revenus qu'elle tiroit des droits payés par ses candidats , avec les revenus des autres Nations , qui étoient beaucoup moindres. La dispute sur ces points & sur quelques autres s'échauffa tellement , qu'enfin l'on en vint , comme j'ai dit , à un schisme ouvert. Chaque parti rompit toute union avec l'autre , & se donna un Recteur.

* Le lieu est nommé Beauvais. Je suppose que dans le texte *Ulliacum*. l'un de ces noms est la traduction de l'autre. Je trouve Ulli S. Georges dans l'élection de

On peut juger qu'entre des esprits ainsi aigris, dans un siècle où l'on ne savoit guères se contraindre, il se passa bien des scènes, qui augmentèrent le feu de la division. L'évêque de Paris & le conservateur apostolique, au lieu de l'appaiser, l'allumèrent encore davantage par des excommunications qu'ils lancèrent, quoique pour des objets différens, l'un contre les Recteur & Procureurs des trois Nations, l'autre contre le Recteur & le Procureur de la Nation de France.

Tel étoit l'état des choses, lorsque le cardinal Simon de Brie en prit con-
Jugement & statut porté par le cardinal légat Simon de Brie
 noissance. Car les archidiacres du pays de Caux & de Meaux, choisis pour arbitres par les deux Nations de France & de Picardie sur le différend qui leur étoit particulier, avoient prononcé une sentence qui ne s'étoit trouvée du goût d'aucune des deux parties contendantes, & qui par conséquent laissoit subsister la discorde en son entier.

Le cardinal légat étoit un homme sage, & d'ailleurs revêtu d'une autorité qui le rendoit respectable. Il commença par engager les évêques de Paris & de Senlis, dont le dernier étoit conservateur apostolique, à con-

14 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

sentir la relaxation des censures qu'ils avoient prononcées : & de leur aveu il leva la double excommunication par sentence du 25 Mars 1265.

Il n'eut pas de peine à obtenir des parties elles-mêmes, que par un compromis en bonne forme elles l'acceptassent pour arbitre & pour médiateur, & qu'elles soumissent tous leurs sujets de dispute à sa décision. Elles se lassoient sans doute d'une querelle qui duroit depuis plus d'un an, & il auroit pû les obliger d'en passer par son jugement s'il eût voulu user de son droit. Il écouta les parties, il les interrogea, il reçut leurs mémoires, & donna ensuite sa sentence arbitrale.

Son premier objet dans cette sentence fut de réunir les membres d'un corps divisé par un schisme téméraire & funeste. Il ordonna donc aux Nations de se rejoindre pour agir, comme auparavant, de concert, défendant qu'aucune d'elles entreprît de faire ni règlement, ni conclusion sur les affaires communes de la Faculté des Arts, qu'avec le concours des autres. Il destitua les deux Recteurs, qui rendoient le corps monstrueux, comme il s'exprime, en lui donnant deux

rêtes ; & il enjoignit aux Nations d'en élire un seul. L'état de ceux qui durant le schisme avoient été reçus bacheliers, licentiés, & maîtres ès Arts, pouvoit faire de la difficulté. Il se trouvoit de nécessité quelque irrégularité dans la manière dont ils avoient obtenu ces degrés. Mais en contester ou discuter la validité, c'étoit ranimer toutes les discordes passées. Le légat, qui vouloit la paix, les tint pour bien & valablement obtenus, & ordonna qu'ils fussent réputés aussi légitimes, que si toutes les formes y eussent été observées. La demande de la Nation de France par rapport aux trois examinateurs étoit exorbitante, & incompatible avec l'union ; & elle fut rejetée par le légat. Il porta le même jugement de la demande en séparation des revenus. Mais puisque les quatre Nations sont quatre compagnies distinguées, il est tout naturel que chacune ait ses revenus à part : & cette distinction s'est établie, & a lieu encore aujourd'hui, malgré le jugement de Simon de Brie.

Il porta sa prévoyance sur l'avenir, & non content d'avoir fait cesser une rupture scandaleuse, il se proposa d'empêcher qu'elle pût jamais renaître.

16 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tre. Il ne suffisoit pas pour cela de défendre tout schisme entre les Nations. Car delà il résulteroit cet inconvénient, qu'une Nation opprimée par les trois autres n'auroit point eu de ressource contre la servitude. Il statua donc que si une ou deux Nations croyoient avoir un juste sujet de se séparer des autres, elles porteroient leurs griefs devant sept juges, qui seroient les trois plus anciens maîtres en Théologie, & les quatre plus anciens décrétistes, tous exerçant actuellement la régence. Que ces sept juges prendroient connoissance de l'affaire dans les trois jours où la plainte leur auroit été présentée, & qu'ils rendroient leur jugement dans le mois, & condamneroit la Nation ou les Nations délinquantes à une satisfaction convenable, à laquelle les condamnés seroient tenus de se soumettre sous peine d'excommunication. Que si ces juges laissoient passer le mois sans prononcer de jugement, alors l'affaire seroit dévolue au tribunal de l'évêque de Paris, qui la décideroit en dernier ressort, & qui, s'il trouvoit des rebelles, les réduiroit par les censures. Ces précautions sont sages, & proportionnées aux circonstances & aux besoins.

On voit que le légat ne faisoit pas seulement fonction de juge des contestations qui s'étoient élevées, mais soutenoit aussi le personnage de réformateur autorisé à porter de nouvelles loix. En cette qualité il régla la durée du rectorat. Depuis quelques tems l'abus s'étoit introduit de restreindre cette magistrature à l'espace d'un mois, ou de six semaines. Le légat frappé de l'inconvénient de ces fréquens changemens, qui pouvoient troubler la tranquillité du corps, & relâcher la discipline, ordonna que chaque Recteur seroit trois mois en place, & il fixa les quatre élections par chaque année aux tems qui s'observent encore aujourd'hui.

Je ne doute pas que le règlement sur ce point ne paroisse insuffisant, & que la durée de trois mois prescrite au rectorat ne soit estimée bien courte. On l'a en effet jugé telle dans l'Université, puisque depuis un assez long-tems le Recteur garde presque toujours sa dignité au moins un an, communément deux, quelquefois trois. Mais nos ancêtres regardoient comme un objet bien important, le maintien

18 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de la liberté du corps. On craignoit
pour elle les longues magistratures :
& pendant plus de trois cens ans le
réglement de Simon de Brie sur la
durée du rectorat a été observé à la
lettre. Je n'y connois durant ce long
espace qu'une seule exception, en l'an-
née 1366, que j'aurai soin de remar-
quer. Ce n'est qu'au tems de la Ligue
que l'on commença à se relâcher fré-
quemment de cette grande rigidité.
Alors les rectorats de six & de neuf
mois devinrent communs : & depuis
cette date l'usage s'est peu à peu éta-
bli tel qu'il s'observe aujourd'hui. On
n'a pourtant pas oublié l'esprit d'at-
tention jalouse sur les intérêts de la
liberté : & l'on retient soigneusement
la pratique des quatre élections par
année, à chacune desquelles les In-
trians ou électeurs sont pleinement en
droit de donner un successeur à celui
qui gère actuellement le rectorat.

■ Simon de Brie n'innova rien par
rapport à la forme de l'élection du
Recteur, & il se contenta d'ordonner
qu'un Recteur unique feroit élu par
les quatre Procureurs, ou par quatre
maîtres choisis dans les Nations, sui-

DE PARIS , LIV. III. 19
vant la teneur du ^a statut dressé & mis
en pratique déjà depuis quelques an-
nées.

Voilà tout ce que contient le texte
du règlement de Simon de Brie. Mais
en marge de l'exemplaire qui se con-
serve dans le livre ^b du Recteur , se
trouve une note qui pour n'être pas
de la même antiquité , ne laisse pas de
mériter beaucoup de considération.
Suivant cette note la loi étoit que nul
ne pouvoit devenir Intrant ou Elec-
teur , qu'il ne fût éligible pour le rec-
torat ; & que ceux-là seuls étoient
éligibles , qui avoient acquis le degré
de Bachelier en Théologie ^c , ou qui
avoient régenté en Grammaire pen-
dant six ans de suite. Pour la nomina-
tion des Intrants tous ceux qui ré-

^a Le statut cité ici ne
peut pas être celui de
l'an 1249 , qui a été rap-
porté dans le livre précé-
dent , p. 372 , & par lequel
l'élection du Recteur est
déterminément attribuée
aux Procureurs des Na-
tions. Il faut que dans
l'intervalle entre les an-
nées 1249 & 1266 ait été
dressé un règlement , qui
permet l'alternative dont
le légat fait mention.

^b Le livre du Recteur

est un chartulaire ancien ,
qui comprend plusieurs
pièces & titres concer-
nant l'Université , & qui
est commis à la garde du
Recteur.

^c Le texte de la note
porte *vel legerit cursorie* ,
c'est-à-dire , qui eussent
fait leur cours des lectu-
res requises pour parve-
nir au baccalauréat. J'ai
omis cette clause , comme
n'étant plus d'aucun usage
aujourd'hui.

gentoient actuellement à Paris , devoient jouir du droit de suffrage. Ces dispositions ont souffert par la suite des tems quelques changemens. Mais j'ai été bien aise de les rapporter, dans la vûe de faire observer combien on a toujours cru devoir prendre de précautions pour remettre le choix du Recteur entre des mains sûres, & de qui l'on pût attendre une détermination avantageuse au corps & faite avec maturité. Ce même esprit s'est conservé jusqu'à nos jours , & il a dicté les derniers réglemens sur cette matière.

Le légat avoit à cœur de prévenir, autant qu'il est possible à la prudence humaine , toutes les contestations : & comme un des objets du différend qu'il travailloit à calmer , avoit été la difficulté de fixer en certains cas les limites des Nations, il voulut qu'actuellement & à l'avenir on s'en tint au ferment du bachelier revendiqué par deux Nations différentes, en sorte qu'il feroit incorporé à celle à laquelle il jurerait qu'il croyoit appartenir.

Restoit à prononcer sur certains faits allégués par les parties, dont les uns étoient prouvés , & les autres ne

Étoient pas. Par rapport à ceux-ci, les parties furent mises hors de cour. Quant aux violences dont les auteurs étoient connus, le légat condamna les coupables à un pèlerinage, en expiation de l'offense, & pour mériter l'absolution des censures.

Ce jugement & statut de réforme fut lû & publié dans l'Eglise de sainte Geneviève en présence de toutes les parties, de tous les maîtres de la Faculté des Arts exerçant actuellement la régence, & des Procureurs des quatre Nations, qui tous déclarèrent qu'ils se soumettoient à l'ordonnance du légat, & s'engageoient à l'observer.

Ainsi fut terminée par la sagesse du cardinal Simon de Brie une contestation fâcheuse. Mais le mal n'étoit pas guéri radicalement : il se renouvela, & exigea de la part du même cardinal de nouveaux soins, & un nouveau remède, comme on le verra dans la suite.

L'acte que je viens d'extraire est une pièce importante dans l'histoire de l'Université, & je ne veux en rien omettre de ce qui me paroît digne de remarque.

Observations particulières.

J'observe donc premièrement que

22 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Sur le Recteur.

dans cet acte, où il ne s'agit que de la Faculté des Arts & des Nations qui la composent, néanmoins le Recteur que les Nations doivent choisir, n'est jamais nommé Recteur de la Faculté des Arts, mais Recteur de l'Université. J'ai déjà fait ailleurs une observation pareille, & j'ai marqué la raison qui la rend précieuse.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 377 &
380.*

Sur le chancelier de Ste Geneviève.

p. 378.

Je remarque en second lieu que dans le même acte, lorsqu'il s'agit de la licence ès Arts, le chancelier seul de sainte Geneviève est exprimé, & qu'il n'est fait nulle mention de celui de Notre-Dame. Deux statuts de la Faculté des Arts dont j'ai parlé précédemment, & qui sont des années 1259 & 1260, en usent de même. Seroit-ce qu'alors la Faculté des Arts n'eût relation qu'avec le chancelier de sainte Geneviève, & que celui de Notre-Dame ne donnât point la licence dans cette Faculté? C'est ce qu'alléguent & assurent positivement les trois Nations de Picardie, Normandie, & Angleterre, dans un procès qu'elles soutinrent en 1382 contre la Nation de France, & contre un certain Jourdain de Clèves, soi-disant vice-chancelier de sainte Geneviève. » Ancien-

T. IV.
p. 589.

» nement, disent-elles, la Faculté des
 » Arts ne connoissoit point d'autre
 » examen que celui du monastère de
 » sainte Geneviève, quoiqu'aujour-
 » dhui il s'en tienne un dans l'Eglise
 » de Paris. » Je laisse ce point à déci-
 der à ceux qui prendroient intérêt à la
 chose.

Ma troisième observation roulera Sur la nomi-
nation aux
offices de
l'Université
 sur la prétention qu'ont eue pendant
 très longtems les Nations de nommer
 seules par elles-mêmes, ou par leurs
 Procureurs conjointement avec le Rec-
 teur, aux offices de l'Université. Cette
 prétention est autorisée par la ma-
 nière dont s'explique le statut de Si-
 mon de Brie sur l'élection du conser-
 vateur apostolique, qui doit être ob-
 tenu du pape au nom de la Faculté Hist. Un.
Par. T. III
p. 378.
 des Arts selon les termes de l'acte, &
 par le consentement commun & ex-
 près de chacune des Nations. Il n'est
 point parlé des Facultés qui se disent
 supérieures, quoique celle de Théo-
 logie existât alors en corps distinct &
 séparé, & que les Décrétistes & les
 Médecins, comme il paroît par un
 acte de l'année suivante 1267, eussent
 déjà leurs doyens. Au reste dans ce que
 j'observe ici, j'ai pour objet de rap-

24 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 peller la mémoire de l'antiquité, plu-
 tôt que de faire revivre un droit qui
 s'est comme éteint par le non usage.
 Aujourd'hui, & depuis un espace de
 temps considérable, les Procureurs ne
 contestent plus aux doyens le droit de
 concourir avec eux, sous la présidence
 du Recteur, à la nomination des offi-
 ciers de l'Université *.

Sur la caisse
 commune des
 Nations.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 377-381.

Sur les pré-
 rogatives des
 Régens
 actuels.

J'ai déjà remarqué que d'antiquité
 les quatre Nations avoient une caisse
 commune, où se portoient les deniers
 provenans des droits que payoient
 ceux qui devenoient Bacheliers & Maî-
 tres ès Arts. Cette prarique est con-
 statée par le règlement dont il s'agit
 ici : mais comme je l'ai observé, elle
 ne s'est pas soutenue, & il y avoit rai-
 son de la changer.

J'observe en cinquième lieu qu'il
 paroît par le même statut que les
 seuls régens actuellement en exercice
 avoient droit aux charges, aux em-
 plois, & même aux délibérations or-
 dinaires de l'Université. Je dis ordi-
 naires, parce que dans les cas où l'on
 vouloit rendre la délibération plus so-

* Il faut seulement ex-
 cepter les Messagers, qui
 sont nommés par la Na-
 tion, & les bedeaux, qui

font pareillement nom-
 més par la compagnie,
 au service de laquelle ils
 sont attachés.

lennelle,

lennelle , comme lorsque fut porté le décret dont j'ai parlé , pour assigner toujours le dernier rang aux Jacobins , on convoquoit tous les maîtres tant régens que non régens. La qualité de suppôts de l'Université une fois acquise ne se perdoit point , à moins qu'il n'intervînt un délit qui fût sujet à la peine de privation. Mais ceux-là seuls qui exerçoient actuellement la régence , jouissoient en plein des droits du corps. Ainsi les sept anciens maîtres , tant en Décret qu'en Théologie , que le statut de Simon de Brie donne pour juges aux Nations dans le cas de plainte en séparation , doivent être régens actuels : & l'exercice de la régence étoit une condition tellement nécessaire en soi , que le légat se croit obligé d'ordonner que si quelqu'un d'eux durant l'instruction de l'affaire venoit à cesser de régenter , il ne laisseroit pas de continuer ses fonctions de juge jusqu'à la décision du procès : preuve que de droit il en devenoit incapable. De même un Recteur qui quittoit la régence , perdoit en même tems le rectorat. Ajoutons que la note marginale qui accompagne le statut , exprime la qualité de régent actuel

*Hist. Un
Par. T. II
p. 356.*

p. 379.

p. 380.

26 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 381.*

comme requise pour donner son suffrage dans le choix des intrans qui doivent nommer le Recteur. Enfin les seuls maîtres exerçant actuellement la régence sont appelés à la lecture & publication du jugement du légat. Cette ancienne discipline a souffert parmi nous un grand changement.

Sur une circonstance singulière.

p. 375.

Ma sixième & dernière observation regardera une circonstance qui a bien de quoi nous étonner. L'autorité du Roi n'est pas réputée suffisante pour décider une querelle aussi mince que celle où il s'agissoit de juger à laquelle des deux Nations , de France ou de Picardie , appartiendrait un bachelier natif d'Ulli S. Georges. Ces deux Nations ayant , comme je l'ai dit , pris pour arbitres de leur différend les archidiacres du pays de Caux & de Meaux , la Nation de France se plaignit au légat que ces arbitres avoient passé leurs pouvoirs en consentant que *l'illustre roi de France* décidât la contestation , & en exprimant dans leur sentence que le Roi avoit ordonné , que le bachelier dont il s'agissoit actuellement , seroit de la Nation de France ; & que ceux du même lieu qui se présenteroient dans la suite , appartienn-

droient à la Nation de Picardie. Elle protesta, qu'elle n'avoit point donné un pareil pouvoir aux arbitres; qu'elle n'a point consenti que ce pouvoir fût donné au Roi, & qu'elle n'approuvé point sa décision. Et de fait, l'affaire, comme nous l'avons vû, fut jugée autrement par le légat. Voilà jusqu'où l'on portoit alors la prétention de l'indépendance de la juridiction séculière. L'Université ne reconnoissoit pour juge dans les affaires qui intéressoient le corps, ou les compagnies qui le composoient, que le pape & ses légats ou commissaires.

Cette même année 1266 Guillaume de S. Amour fit une tentative auprès du pape Clément IV, pour tâcher de rentrer dans les bonnes grâces de la cour de Rome. J'ai dit qu'il avoit été banni du royaume de France par le pape Aléxandre IV, & qu'il s'étoit retiré dans son lieu natal. L'Université regretta infiniment son absence, & elle n'osa rien de ce qu'elle pouvoit dépendre d'elle pour obtenir son retour à Paris. Délibérations fréquentes, mortifications procurées aux Mendians ennemis de ce docteur, députations au pape : tout fut inutile.

Fin de Guillaume de Amour.

Hist. Un.
Par. T. II
p. 348--55

tous à beaucoup près comme une peine justement méritée. Le Roman de la Rose , ouvrage composé de * son tems , en parle comme d'une persécution inique.

*Estre banni de ce royaume, dit le poëte,
A tort , com' fut maistre Guillaume
De saint Amour , qu'hypocrisie
Fit exiler par grand' envie.*

Mais sans citer ici un ouvrage frivole , & à examiner les choses en elles-mêmes, la mémoire de Guillaume de S. Amour doit être précieuse à l'Université , dont il défendit les intérêts avec un courage invincible. Seulement on pourroit souhaiter , qu'il eût eu soin de distinguer les personnes d'avec la cause , & qu'en résistant aux prétentions il eût rendu plus de justice au mérite.

Violences commises par les gens de l'official de Paris contre des écoliers. Jugement du légat Simon de Brie. Le légat Simon de Brie étoit vraiment affectionné à l'Université de Paris , & il lui donna une nouvelle preuve de sa protection en l'année 1267 , dans une affaire importante

* Guillaume de Loris , premier auteur du roman de la Rose , vivoit du tems de S. Louis ; &

Jean de Meun , qui l'achevé , écrivoit quarante ans après, sous le règne de Philippe le Bel.

pour la tranquillité des études & la sûreté des étudiants. Il étoit arrivé que des écoliers s'étant rassemblés en assez grand nombre dans le parvis de Notre-Dame, tant pour la promenade, que pour s'exercer par la dispute sur les matières de leurs études, avoient été attaqués par les gens de l'official de Paris, & trois d'entre eux maltraités outrageusement, & blessés jusqu'à être mis en danger de mort. L'official, qui auroit dû faire justice des coupables, vû que la violence s'étoit commise par les gens, sous ses yeux, & dans un territoire soumis directement à sa juridiction, favorisa leur évasion, comme s'il eût été leur complice, & qu'il eût craint d'être décelé par eux. L'Université porta ses plaintes au légat, & en attendant qu'elle eût obtenu justice, elle cessa ses leçons.

Cependant le légat ne perdit pas beaucoup de tems. L'action s'étoit passée le cinq Mars, & le quinze du même mois il se transporta en personne dans la maison de l'official pour commencer l'instruction du procès. L'affaire dura trois mois, à cause du grand nombre de témoins qu'il fallut entendre, & des subterfuges de l'of-

32 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ficial, qui cherchoit à échapper. Enfin le légat acquit assez de preuves pour se convaincre que l'official étoit en faute, comme ayant négligé soit d'empêcher soit de punir une violence si criminelle ; & qu'en conséquence il devoit répondre de tous les torts qui s'en étoient ensuivis, & singulièrement du retardement qu'avoient souffert les progrès des études par une cessation de leçons pendant trois mois, à laquelle il avoit donné occasion. Le légat prononça son jugement le vingt-&-un Juin, par lequel il destitua l'official, le déclara incapable d'exercer jamais pareil emploi, soit à Paris soit dans tout autre diocèse, & le bannit de la ville pour trois ans, à moins que l'Université elle-même ne le rappellât avant ce terme.

L'official destitué interjeta appel au pape. L'Université de son côté nomma des députés pour aller poursuivre à Rome la confirmation du jugement du légat. Mais l'affaire ne fut pas poussée plus loin. Celui qui étoit condamné, profita de l'ouverture que lui présentait la sentence même de condamnation portée contre lui. Il s'humilia, il pria le légat de le réconci-

lier avec l'Université : & il obtint son pardon, moyennant le serment qu'il fit de ne recevoir jamais à son service , & de donner même ses soins pour faire prendre & livrer à la justice , ceux de ses domestiques qui avoient eu part à la violence.

Nous avons l'acte par lequel l'Université nomme ses députés & agens en cour de Rome pour cette affaire : & cet acte prouve bien que la Faculté de Théologie nouvellement formée n'avoit pas encore acquis une consistance solide. Elle ne délibère point avec les autres corps , mais elle donne son consentement à la délibération. L'intitulé porte les noms des doyens de Décret & de Médecine , du Recteur , & des quatre Procureurs. Vient ensuite la mention des maîtres en Théologie comme consentans : & leurs noms ne se trouvent qu'au bas de l'acte. Encore est-il bon d'observer une distinction. Parmi eux il y avoit des docteurs séculiers , il y en avoit de réguliers. Les premiers donnent leur consentement en présence du Recteur & des autres Maîtres ; les seconds devant le notaire qui a rédigé l'acte.

Comment donc la délibération s'é-

Observations sur l'acte de l'Université dans cette affaire

34 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

toit-elle faite ? Sans doute par Nations , suivant d'ancienne forme. Les doyens de Décret & de Médecine ne disent pas un mot de leurs Facultés , qui n'existoient pas encore en compagnies distinctes , & ils se comprennent eux-mêmes dans les * Nations. Les Nations seules sont spécifiées , & c'est de leurs sceaux que l'acte est muni.

Quant à ce que le Recteur dans l'acte dont il s'agit , n'est nommé qu'au troisième rang après les doyens de Décret & de Médecine , on peut se rappeler ce que j'ai observé sur un pareil renversement d'ordre dans la bulle qui règle la manière de procéder à la nomination du proviseur de Sorbonne. Les rangs sont si peu soigneusement gardés dans ces actes anciens , que dans celui sur lequel roulent actuellement nos observations , la Nation d'Angleterre occupe la seconde place , quoique dans le statut de Simon de Brie , qui est de l'année précédente , elle ne soit nommée que la quatrième.

Je ne dois pas manquer de faire observer que ce même acte , de l'an

* Voyez la dissertation sur les origines de l'Université à la fin de tout l'ouvrage.

1267, est le premier où paroisse le nom de doyen dans l'Université, mais pour le Droit & la Médecine, & non pour la Théologie.

Nous voici parvenus aux dernières années de S. Louis, sous le règne duquel l'Université fut agitée par de violentes tempêtes, & qui ne paroît pas lui avoir accordé une protection distinguée, quoique sans doute il ait toujours observé à son égard une exacte justice. La faveur singulière qu'il porta aux religieux mendiants, peut bien l'avoir refroidi par rapport à une compagnie avec laquelle ils avoient de vifs démêlés. Mais il ne leur prêta jamais son secours contre elle : & si le pape Alexandre IV eût mis dans ses procédés la même modération que S. Louis, il est bien probable que jamais les Mendiants ne seroient entrés dans l'Université.

Traite sur Louis, qui ont rapport au sujet de cette histoire.

La vénération pour la mémoire de ce grand & saint prince, qui a rendu la France heureuse pendant sa vie par un sage gouvernement, & qui maintenant la protège du haut du ciel par ses prières, ne me permet pas d'omettre ici quelques traits de sa vie qui peuvent avoir rapport à mon sujet.

36 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Son amour
pour les saintes
Lettres.
*Hist. Un.
T. III.
122. 123.*

Il aimoit les Lettres, mais les Lettres saintes, pour lesquelles sa piété tendre lui inspiroit un goût merveilleux; & il rassembloit volontiers autour de lui un nombre de savans & pieux personnages, prélats & simples ecclésiastiques, séculiers & réguliers, avec lesquels il s'entretenoit de matières intéressantes pour la Religion. Il lisoit beaucoup lui-même: & ce qui prouve en lui un goût solide & éclairé, c'est que sans se laisser entraîner à la mode régnante, il aimoit mieux étudier les ouvrages des Pères, que les écrits des scholastiques de son tems.

bibliothèque.
e.

Il forma une bibliothèque, & il en prit l'idée sur l'exemple des princes Sarrafins, qu'il avoit appris dans sa première croisade avoir amassé un grand nombre de livres pour l'utilité des Philosophes de leur secte & de leur nation. Il fut piqué d'une sainte émulation: il reconnut avec douleur la vérité de cette parole de l'Evangile; „ Les enfans du siècle sont plus prudents par rapport à leur objet, que „ les enfans de lumière: „ & il résolut de leur enlever cet avantage. De retour en son royaume il fit visiter les anciennes abbayes, pour en tirer les

ouvrages des Pères & des Auteurs ecclésiastiques, qu'il faisoit transcrire à son usage, & à l'usage de ceux qui désiroient comme lui des s'instruire, & auxquels il les prêtoit très volontiers. Attentif à la propagation de la doctrine, il vouloit, non que l'on achetât pour lui des livres déjà écrits, mais que l'on en fît de nouvelles copies, afin de multiplier les instrumens de la science. Il plaça les livres qu'il avoit ainsi acquis dans le trésor de la sainte Chapelle fondée par lui dans son palais, & lorsqu'il avoit des momens libres il prenoit plaisir à s'y renfermer pour vaquer à la lecture. Par son testament il disposa de sa bibliothèque, qu'il voulut être partagée entre les frères Prêcheurs & les frères Mineurs de Paris, l'abbaye de Royaumont, dont il étoit fondateur, & les frères Prêcheurs de Compiègne.

*Hist. L
Par. T. I
p. 392.*

Il est naturel de penser que les soins qu'il se donna pour éclairer son esprit, contribuèrent à nourrir en lui la fermeté avec laquelle il sçut défendre, conformément aux anciennes maximes, les droits & l'indépendance de sa couronne contre les entreprises des ecclésiastiques. Sa vie nous

38 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

fournit beaucoup de traits de cette espèce, mais qui m'écarteroient de mon plan si je voulois en donner le détail.

3a Pragmatique sanction.

Hist. Un.

Par. T. II.

p. 389-391.

Fleuri,

Hist. Eccl.

T. X^V III.

p. 126. 115.

Je ne citerai que la Pragmatique sanction qu'il dressa en l'an 1269, avant

que de partir pour sa seconde expédition contre les Infidèles. Il éprou-

voit actuellement que le pape Clément IV, quoique très désintéressé en

ce qui le touchoit personnellement, avoit, comme le remarque M. l'abbé

Fleuri, un étrange attachement aux moindres droits qu'il croyoit appar-

tenir à son Eglise; & il voyoit attaquées par ce pontife, d'ailleurs son

ami, quelques nominations qu'il avoit faites à des bénéfices vacans en ré-

gale. Il prévoyoit que son absence donneroit lieu à la cour de Rome de

suivre & de pousser même plus loin ses prétentions. C'est dans cet es-

prit, & en même tems pour munir la liberté de l'Eglise contre les atteintes

que vouloient quelquefois lui porter les seigneurs de ses Etats, qu'il

donna la Pragmatique. Elle est fort courte, & ne consiste qu'en six arti-

cles; dont les deux premiers & le quatrième tendent à maintenir la liberté canonique des nominations &

élections aux bénéfices & prélatu-
res ecclésiastiques. Mais la préface mérite
une attention particulière dans le point
de vue de l'ancienne doctrine sur l'in-
dépendance de nos rois. S. Louis y
proteste que sa couronne n'a jamais été
soumise qu'au pouvoir & à la protec-
tion de Dieu seul, & que son inten-
tion est qu'elle jouisse à jamais de
cette indépendance.

Le roi S. Louis fit aussi son testa-
ment avant que de partir, dans lequel
entre les legs pieux que sa charité lui
suggéra, je dois remarquer spéciale-
ment ceux dont il gratifia les pauvres
écoliers de S. Thomas du Louvre, les
pauvres écoliers de S. Honoré, les
bons Enfans, & les * petits écoliers
qui n'étoient attachés à aucune mai-
son.

Ses legs tes-
tamentaires
à de pauvres
écoliers.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 393.

Enfin le dernier trait dont je ferai
mention en ce qui regarde S. Louis,
est la fidélité de ce religieux prince à
se conformer dans la pratique à la
décision de l'Evêque & de l'Univer-
sité de Paris contre la pluralité des bé-
néfices. » Son usage constant dans la
» dispensation des bénéfices qui étoient

Sa pratique
improbative
de la plura-
lité des bé-
néfices.

p. 394-396.

* *Minutis scholaribus.*

40 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» à sa nomination , dit Guillaume de Nangis , » fut toujours de n'en donner point un second à quiconque en avoit un premier. Quel que lettré que fut le sujet dont il s'agissoit, le Roi, » avant que de le nommer , exigeoit » qu'il renonçât au bénéfice dont il étoit déjà revêtu. » S. Louis avoit cette discipline tellement à cœur , que dans la commission qu'il fit expédier au mois de Mars 1269 à l'évêque de Paris , pour nommer en son absence conjointement avec le chancelier de l'Eglise de Paris & les prieur des frères Prêcheurs & gardien des frères Mineurs de Paris , aux bénéfices qui devoient être à la disposition du roi , il enjoint à ce prélat & à ses collègues de ne choisir que des sujets capables , & qui n'aient aucun autre bénéfice ecclésiastique : & ce même avis est un de ceux qu'il donne à son fils en mourant : » Les bénéfices de sainte Eglise » donne à personnes bonnes & dignes, » du conseil de preud'hommes , & » donne à ceux qui n'ont rien en sainte Eglise. »

Mort de S.
uis.

Tout le monde sait que S. Louis mourut dans son camp près de Tunis , le vingt-cinquième jour d'Août 1270.

À la fin de cette même année Etienne évêque de Paris, assisté de plusieurs maîtres en Théologie, condamna des erreurs capitales qui s'enseignoient dans les Ecoles : & cet événement nous avertit de reprendre ici le peu de faits ou de remarques que nous fournissent les années immédiatement précédentes touchant l'état des études.

En 1267 le pape Clément IV écrivit à Maturin archevêque de Narbonne, qu'on avoit voulu lui rendre sa foi suspecte sur la vérité de la chaire de J. C. dans le Sacrement de l'Eucharistie. L'Ecole de Paris étoit impliquée dans cette accusation. On faisoit dire à Maturin que dans Paris c'étoit une opinion commune & soutenue par plusieurs, que le Sacrement ne contient que le signe & non la réalité du corps de J. C. L'accusé se justifia par une longue lettre adressée au pape ; dans laquelle il s'explique de la façon la plus orthodoxe sur cet important article de la foi de l'Eglise. Il prend en même tems la défense de l'Ecole de Paris, » qui a, dit-il, confirmé en nous la foi dans laquelle nous avons été baptisés. »

La doctrine de l'Université de Pa-

Affaires
théologi-
ques.

Fleuri &
Hist. Eccl.
T. XVIII
p. 113.

Hist. Un.
Par. T. I. L.
p. 372.

42 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ris se maintenoit donc pure & saine sur le dogme de la présence réelle.

• Mais en général la méthode d'étudier la Théologie n'y étoit pas exemte de reproches. Roger Bacon , Anglois , *hist. Un. T. III. 383.* écrivain du tems , se plaignoit qu'à Paris on ne faisoit pas le cas que l'on auroit dû de l'étude du texte sacré. » Les bacheliers , dit-il , enseignent les » uns la Bible , les autres le livre des » Sentences. Mais ces derniers ont le » pas & la prééminence sur les autres : » c'est l'étude du livre des Sentences » qui passe pour le principal objet , » pendant que toutes les préférences » devroient être pour le texte de la Bi- » ble. En tout genre , les textes méritaient la première attention : combien » plus un texte dicté par l'esprit de » Dieu ? »

Il est certain que l'on raisonnoit trop en Théologie : & les études philosophiques , fondées uniquement sur Aristote , préparoient les voies à cet abus , & tendoient même à altérer , par le mélange d'opinions puisées dans un philosophe Payen , la pureté de la doctrine de notre sainte Religion. De *397. & jud. de errori- T. I. 175. 188.* cette nature étoient les erreurs que proscrivit l'évêque de Paris. Elles rou-

loient sur l'éternité du monde , opinion Aristotélicienne , d'où il s'ensuit que l'on ne peut point assigner un premier homme ; sur les influences des corps célestes , qui dominoient les inférieurs , & par conséquent ne laissoient point au libre arbitre la faculté du choix , & le réduisoient à un état purement passif. Une suite nécessaire de cette doctrine impie étoit de nier la Providence. On bornoit la science de Dieu & sa puissance. On avançoit qu'il ne connoît rien hors de soi , & par conséquent ne connoît point les choses singulières & individuelles ; qu'il ne peut donner l'incorruption & l'immortalité à ce qui est de sa nature corruptible & mortel. Par conséquent point de résurrection. L'ame même , dont Aristote n'a pas bien connu la spiritualité , suivoit la condition des autres formes & se corrompoit avec le corps : la peine du feu corporel ne pouvoit pas se faire sentir à l'ame. Enfin l'on confondoit la lumière qui éclaire tous les hommes , & qui est essentiellement une , avec l'illumination que chaque homme en reçoit , & qui est une modalité particulière dans chacun : & de là on concluoit qu'un seul

44 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
& unique entendement existe dans
tous.

Comme toutes ces erreurs , destruc-
tives de la Religion même natu-
relle , tiroient leur origine d'une fausse
philosophie , l'évêque de Paris & ceux
qui l'assistoient crurent devoir aller à
la source : & le concile ou synode or-
donna que le Recteur de l'Université
& les Procureurs de la Faculté des Arts
seroient avertis de ne point souffrir
que l'on traitât dans leurs écoles des
questions appartenantes à la Foi , de
peur que les esprits encore foibles des
jeunes gens ne s'accoutumassent à vou-
loir fonder des mystères qu'il faut
croire , & non pas soumettre au rai-
sonnement.

Décret de la
Faculté des
Arts pour la
conservation
de la Foi
parmi ses
suppôts.

*Hist. Un.
Par. T. 411.
p. 398.*

En conséquence de ce décret , qui
est du trois Décembre 1270 , la Fa-
culté des Arts s'assembla le treize
Mars de l'année suivante dans l'Eglise
de sainte Geneviève , & conformé-
ment à l'ordonnance du concile elle
défendit d'un vœu unanime à tous ses
suppôts , de traiter dans leurs leçons
ou leurs disputes aucune question pure-
ment théologique , sous peine de pri-
vation. En second lieu , comme il y
a des questions mixtes , & qui sont

philosophiques & théologiques tout ensemble, elle ordonna que ceux de ses maîtres ou bacheliers, qui en les discutant les décideroient contre la Foi, seroient retranchés comme hérétiques, si dans trois jours après en avoir été avertis ils ne rétractoient leur erreur.

Ce règlement, dressé par la Faculté des Arts sur la réquisition de l'évêque de Paris & de plusieurs docteurs en Théologie, est un monument précieux, qui atteste la juridiction exercée de toute antiquité par cette compagnie sur ses membres en matière de doctrine. Nous l'avons vû de nos jours faire usage de ce droit à l'égard d'un de ses Professeurs, qui s'étoit égaré dans des visions contraires à la simplicité & à la pureté de la Foi*.

Observation
sur ce décret

Les maîtres qui s'assemblèrent pour porter le statut de 1271, se qualifient Professeurs de Logique, ou de Philosophie naturelle, c'est-à-dire, de la science qui se propose d'examiner & de connoître la nature des choses. Il

* On trouvera un récit détaillé de ce jugement dans l'Instruction pastorale de M. l'Evêque

de Soissons contre les erreurs des frères Hardouin & Berruyer, T. II. in-quart. p. 338.

48 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

acte que l'on gardoit dans la bibliothèque du chapitre l'original de Pierre Lombard, & on en fait la description, comme d'un effet qu'il est important de reconnoître. Il étoit couvert d'une peau de veau, déjà presque dégarnie de ses poils, avec des cloux ronds de cuivre enfoncés dans le bois.

La Théologie, comme l'on voit, attiroit toujours dans l'Ecole de Paris les premières attentions : & il falloit qu'elle y fût bien honorée, puisque des évêques en exerçoient la profession. C'est de quoi nous trouverons plu-

p. 675. sieurs exemples. Je citerai ici Boniface évêque de Laufane, qui dans le siècle dont j'écris actuellement l'histoire, ayant quitté son évêché, revint à l'état de Professeur en Théologie à Paris. Les autres études n'y étoient pas négligées.

Etat des autres genres d'études.

p. 397.

Erard de Lifigni, neveu de Gui de Melot évêque d'Auxerre, & successeur de son oncle dans ce siège, est loué pour avoir pendant sa jeunesse régenté les Arts avec réputation. Il passa ensuite à l'étude des loix civiles, & il fut aussi reçu licentié en Droit canon à Paris. C'est par ces degrés qu'il parvint à se rendre digne de l'épiscopat, auquel

auquel il fut élevé en 1270. Il devint cardinal en 1278 , & mourut peu après sa promotion. *Hist. Un
par. T. II
p. 449.*

Un docteur venu d'Arabie (on ne dit pas s'il étoit Arabe de naissance , ni quelle science il professoit) s'étant présenté pour être aggrégé au corps des maîtres de Paris , subit examen , & il satisfit tellement ses juges , qu'il fut dispensé du cours ordinaire d'études , & admis tout d'un coup à la régence. C'est le premier exemple que je connoisse de pareille dispense , depuis l'institution des degrés & la fixation des années d'études & des actes nécessaires pour les acquérir. La chose pourtant n'étoit pas rare dans les commencemens. Pour accorder les degrés on n'exigeoit pas rigoureusement que les études préalables eussent été faites à Paris : & pourvu qu'au fond le sujet fût capable , on passoit assez aisément sur les formes. On a reconnu l'abus de cette facilité : la discipline s'est resserrée : & la *cooptation* (c'est ainsi que nous appellons l'admission dans le corps sans cours d'études conforme aux statuts) est aujourd'hui d'un usage assez peu fréquent. *Premier
exemple de
cooptation.
p. 397.*

Je juge que la Médecine étoit fort
Tome II. C

Décrets & cultivée à Paris dans les tems dont je
 statuts portés par les Do- par le maintenant, parce que je vois
 cteurs en Mé- ceux qui la professoient se former en
 decine. compagnie, s'assembler, prendre des
 conclusions pour la discipline de leur
 Ecole : ce qui suppose que le nom-
 bre des maîtres en ce genre devenoit
 considérable, & que le goût s'y met-
 toit. En l'an 1270 je trouve deux
 décrets portés par les Médecins con-
 tre les fraudes employées, ou qui
 pourroient l'être, pour acquérir la
 licence ou la maîtrise. S'il étoit né-
 cessaire d'empêcher la fraude il y
 avoit donc empressement, & même
 poussé trop loin, à obtenir le droit de
 pratiquer la Médecine; & l'abus rend
 ici témoignage au crédit que l'art
 acquéroit. Il est dit que l'assemblée
 dans laquelle fut rendu le premier de
 ces deux décrets, se tint dans l'Eglise
 de sainte Geneviève la petite. C'est
 ainsi que l'on désignoit alors l'Eglise
 de sainte Geneviève des Ardens, qui
 tout récemment a été détruite pour
 faire place à l'hôpital des Enfants trou-
 vés. Ce décret condamne un aspirant,
 dont la fraude avoit été découverte, à
 une amende de dix livres Tournois : &
 de cette somme fut acheté un bâti-

DE PARIS, LIV. III. 51
 ment isolé dans le voisinage de l'Eglise
 de sainte Geneviève des Ardens. Les
 deux décrets font mention du doyen
 de Médecine Pierre de Limoges : &
 néanmoins ils sont consignés l'un &
 l'autre dans l'ancien livre du Recteur.
 D'où il est naturel d'inférer que la
 Faculté de Médecine n'avoit pas en-
 core pris entièrement sa nouvelle for-
 me , & qu'elle retenoit quelque chose
 de son ancien régime , suivant lequel
 elle étoit liée plus étroitement au
 Recteur & au réctorat.

Duboullai rapporte à l'an 1271 un p. 4001
 statut de la même Faculté de Médecine,
 que je croirois plus volontiers de * l'an
 1301, mais qui n'est que le renouvelle-
 ment d'un statut plus ancien , dont la
 date n'est point marquée. Ce statut, qui
 est encore tiré du livre du Recteur, con-
 tient trois articles. Le premier défend
 à tout Juif ou Juive d'exercer la Méde-
 cine envers aucune personne faisant
 profession de la Foi catholique. Le se-
 cond ordonne aux Chirurgiens , Apo-

* Ce statut porte la
 date de l'année MXXXI,
 date visiblement fautive ,
 & antérieure à tous les
 monumens qui nous re-
 stent de l'étude de la Mé-
 decine à Paris. Je ne vois

pas sur quel fondement
 Duboullai se détermine
 pour l'année MCCLXXI.
 Le changement est bien
 plus naturel en lisant
 MCCC I.

52 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
thicaire, & Herboristes, de se renfermer dans les limites de leurs fonctions, & en conséquence, de se contenter, le Chirurgien de l'opération manuelle, l'Apothicaire de la composition des médicamens, & l'Herboriste de l'administration des simples, suivant l'ordonnance du Médecin. Enfin, comme les étudians en Médecine s'ingéroient dès lors de commencer à pratiquer, il leur est défendu de le faire, sinon en présence d'un Médecin & suivant ses conseils.

La dernière partie de ce statut a été encore renouvelée par l'art. 59 de la dernière réforme de l'Université : & néanmoins elle n'a pû se maintenir dans l'observation. Les bacheliers en Médecine durant le cours de leur licence exercent la profession sans empêchement, quoique sans autorisation légitime.

Pour ce qui est des Chirurgiens, on fait assez combien ils se sont efforcés de se tirer de la dépendance de la Faculté de Médecine. Voilà pourtant un titre bien ancien, qui constate leur assujettissement à ses décrets. Et cette police n'est point particulière à l'Ecole de Paris. Nous voyons qu'une or-

donnance de l'empereur Frédéric pour celle de Salerne en 1237, statue expressément que nul Chirurgien ne sera admis à pratiquer, qui ne produise des lettres testimoniales de quelqu'un des Professeurs Médecins en Chirurgie, par lesquelles il fasse apparaître de ses études & de sa capacité.

*Hist. Un
Par. T. II
p. 158.*

Les docteurs en Médecine auteurs du statut dont il est ici question, prennent la qualité de régens. C'étoit aux régens en exercice, comme je l'ai observé, qu'étoit dévolue toute l'autorité dans les différentes compagnies de l'Université. Les Médecins ont conservé cet usage, au moins quant au titre. Tous se qualifient docteurs régens, & ils en acquièrent le droit par un acte particulier.

p. 400

Le livre du Recteur fournit encore un statut de Médecine de l'an 1272, qui y est accompagné de quelques autres réglemens sans date, concernant les bacheliers & ceux qui veulent obtenir la licence. Je n'y trouve rien de plus remarquable, que la fixation de la durée du cours de Médecine à neuf ans, depuis les premières leçons de l'Art jusqu'au doctorat. On y voit aussi les noms des livres qui se lisoient com-

p. 402. 40

94 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
munément dans les Ecoles de Médecine : & il est assez singulier que ceux d'Hippocrate & de Galien n'y paroissent pas. Ils étoient bien connus à Salerne , comme le prouve l'ordonnance que je viens de citer , de l'empereur Frédéric.

Sceaux des
Facultés de
Droit & de
Médecine.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 401. 410.*

La Faculté de Droit , qui se formoit en même tems que celle de Médecine, n'avoit point encore son sceau propre & particulier en 1271. Elle voulut en cette année se donner ce caractère constitutif de compagnie, à l'exemple, est-il dit , des Nations des Maîtres ès Arts , qui ont leurs sceaux , & qui s'en servent , sans que personne y trouve à redire. Remarquons en passant que voilà un témoignage bien positif de l'antiquité des Nations sur les Facultés. L'établissement du sceau de la Faculté de Droit trouva de l'opposition , comme cinquante ans auparavant celui du sceau commun de l'Université , de la part du chancelier de l'Eglise de Paris. Jean d'Allen , ou d'Orléans , déjà nommé ci-dessus , possédoit alors cette dignité. Il prétendit qu'une pareille nouveauté ne pouvoit s'introduire qu'avec la permission du pape , & il refusa de donner la licence aux

bacheliers en Droit qu'on lui présentoit. L'affaire se pacifia néanmoins. Il fut convenu entre les parties, que le nouveau sceau seroit mis en sequestre pendant un an, & que si dans le cours de l'année le pape gardoit le silence, & n'en interdisoit point l'usage, la querelle seroit censée décidée en faveur de la Faculté. L'accord fut exécuté de bonne foi. Au bout de l'année, le pape n'ayant rien prononcé sur l'objet de la contestation, la Faculté de Droit retira son sceau, & depuis ce tems elle en a librement fait usage jusqu'à ce jour. En 1274 la Faculté de Médecine imita celle de Droit, & se mit pareillement en possession d'un sceau qui lui appartint en propre. Il est marqué que ce sceau fut d'argent.

C'est ainsi que les Facultés de Droit & de Médecine mirent la dernière main à la formation de leur nouvel état, & devinrent des compagnies pleinement distinctes & séparées des Nations. Il y avoit déjà quelques années que la Faculté de Théologie leur en avoit donné l'exemple. Alors l'Université prit la forme qu'elle a toujours retenue depuis, & elle fut com-

L'Université
composée de
sept compa-
gnies.

56 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
posée , comme elle l'est encore , de
sept compagnies , savoir les trois Fa-
cultés de Théologie, Droit , & Méde-
cine , & les quatre Nations de la Fa-
culté des Arts. Les trois Facultés di-
res supérieures ne renferment que des
docteurs. Leurs bacheliers sont restés
dans les Nations : image & vestige de
l'antiquité.

Au reste il manquoit encore au nou-
vel établissement des Facultés , d'être
consenti & reconnu par un acte for-
mel de l'Université assemblée. Nous
verrons les Facultés mentionnées &
exprimées dans une délibération de
l'année 1277 ; & quatre ans après, l'ou-
vrage de leur institution confirmé par
une association complète à tous les
droits & privilèges de l'Université.

Nouveau
schisme entre
les Nations ,
terminé en-
core par le
légal Simon
de Brie.

*Hist. Un.
par T. III.
p. 402. &
411-418.*

La paix rétablie dans la Faculté des
Arts en 1266 par le règlement du
légal Simon de Brie , ne fut pas de
longue durée. L'absence du pacifica-
teur donna lieu aux troubles de renaî-
tre. Il avoit été rappelé en Italie par
la mort du pape Clément IV en 1268,
& trois ans après , c'est-à-dire , * en

* Duboullai place le | est fautive , si l'on confi-
fait en 1272. Mais on se | dère qu'il se passa trois
convaincra que cette date | ans & plus , ainsi qu'il

1271 un nouveau sujet de contestation (les corps libres n'en peuvent guères manquer) ralluma le feu de la discorde dans la Faculté des Arts.

Un certain Albéric , qui n'est pas connu d'ailleurs , ayant été élu Recteur , lorsqu'il s'agit de l'installer , la plus grande partie de la Nation de Normandie s'opposa à sa prise de possession , sous le prétexte que quelques-uns des maîtres proposoient contre l'élu divers reproches , qui s'ils étoient prouvés , le rendoient indigne du rectorat : d'où ils concluoient qu'Albéric devoit se purger de ces reproches , avant que d'être mis en possession. Il paroît que les accusations étoient frivoles. Albéric soutenu de trois Nations & des suppôts du diocèse de Rouen , passa outre , prêta serment , & fut mis en place. Les Normans des six autres diocèses refusèrent de le reconnoître & de lui obéir , & ainsi se forma le schisme. Ils furent cités devant les juges indiqués par le règlement de 1266 , trois maîtres en Théologie , quatre de la Faculté de Décret ,

sera dit plus bas , entre la naissance du différend & le compromis envoyé en cour de Rome au cardinal Simon de Brie , & que le jugement fut rendu au commencement de Mars 1275.

§ 8 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

qui prononcèrent en faveur d'Albéric. Les Normans ne se tinrent pas pour bien condamnés. Ils appellèrent au pape , & persistèrent dans leur opposition. En conséquence les trois autres Nations les regardant comme frappés de l'excommunication portée par le réglemeut du légat contre les rebelles , lorsque le tems du réctorat d'Albéric fut expiré , s'assemblèrent sans eux , & créèrent un nouveau Recteur : & les Normans de leur côté , pour ne point paroître reculer ni céder à leurs parties adverses , font pareillement une élection de Recteur. C'étoit rendre le mal irremédiable. Aussi ce scandale de deux chefs pour un seul corps dura-t-il plus de trois ans. A chaque trimestre , chacun des deux partis nommoit son Recteur : & par une suite nécessaire toutes les opérations où doit intervenir l'autorité du Recteur , étoient doubles , & se portoient un mutuel empêchement. Enfin l'acharnement & l'opiniâtreté s'amortirent : on se laissa d'un état si violent : & les deux partis désirant la paix , & ne pouvant se la procurer , recoururent au même conciliateur dont la sagesse leur avoit déjà été si

utile en un semblable différend. Ils signèrent un compromis , par lequel ils soumettoient toutes leurs prétentions respectives à l'arbitrage & au jugement œconomique du cardinal Simon de Brie , & ils le lui envoyèrent en cour de Rome muni du sceau de l'Université , trois ans & plus après la sentence rendue par les sept juges.

Le cardinal venoit d'être nommé de nouveau légat en France par le pape Grégoire X , & lorsqu'il fut à Paris il prit connoissance de l'affaire , & la décida paternellement avec une équité & une sagesse qui ne laissent rien à désirer. Après avoir écouté les parties, avant que de procéder au jugement , il obtint des deux Recteurs une démission libre de leur charge , qu'il leur rendit pour l'exercer jusqu'à son bon plaisir. Ensuite il donna sa décision sur tous les articles contestés : & premièrement il renouvela sa première ordonnance touchant l'unité du Recteur & la conservation de l'union entre les quatre Nations. En second lieu il révoqua les pouvoirs qu'il avoit donnés aux deux Recteurs pour continuer les fonctions de leur charge , &

60 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

craignant que l'élection d'un nouveau Recteur , dans une circonstance où la réconciliation étoit encore tendre , comme il s'explique , & n'avoit pas eu le tems de s'affermir , ne rouvrit la plaie de la dissension , il s'attribua pour cette fois seulement la nomination du Recteur qu'il s'agissoit actuellement de mettre en place. Sur les actes qui s'étoient passés de la part des trois Nations contre celle de Normandie & réciproquement , il ne donna gain de cause à aucune des deux parties. Il ne ratifia pas non plus la sentence des sept juges contre la Nation de Normandie , ce qu'il n'auroit pû faire sans déclarer cette Nation engagée dans les liens de l'excommunication. Son dessein étoit d'étouffer & de faire oublier les querelles, & non pas de les perpétuer, en mettant les uns dans le cas de triompher , & causant aux autres le dépit de perdre leur cause.

La même difficulté qui étoit née du précédent schisme à l'égard des Licenciés & Maîtres ès Arts , se retrouvait encore ici. Le légat la décida de la même manière au fond que la première fois, mais avec encore plus

de précision. Il n'hésita point à déclarer les licences bonnes & valables, comme ayant été accordées par les chanceliers, qui en ont le pouvoir, & qui leur donnent force & vertu. Pour ce qui est de l'acte d'installation en la qualité de maître, acte qui se passoit dans les Nations avec beaucoup de formalités, il est clair que la célébration n'en avoit pas pû être bien régulière pendant que les compagnies étoient en division. Il falloit y suppléer par autorité ce qui avoit manqué du côté des formes, si l'on vouloit qu'ils subsistassent : & c'est ce que fit le légat, dont l'intention étoit, comme il le dit lui-même, que l'équité prévalût sur la rigueur du droit, la miséricorde sur la sévérité, & la charité sur la puissance. Ainsi pour le bien de la paix il ordonna que ceux qui étoient devenus Maîtres ès Arts durant les rems de troubles, fussent réputés pour légitimement établis, & demeurassent en possession de leur état.

Quant à ce qui regardoit les principaux coupables & ceux qui avoient le plus contribué à aigrir les affaires & à échauffer les esprits, il s'en réserva la punition, menaçant de les traiter

62 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
d'une manière capable de faire exem-
ple, & d'effrayer les téméraires qui
seroient tentés de les imiter.

Le jugement du légat fut prononcé,
comme le premier, dans l'Eglise de
sainte Geneviève, au * commence-
ment du mois de Mai 1275.

L'acte qui le contient, subsiste dans
nos anciens livres, & quoique je l'aie
fort abrégé, je crois pourtant en avoir
assez dit pour faire approuver & esti-
mer la sagesse des dispositions qu'il
renferme. Il vaut la peine d'être lû
en entier. Je me connois peu en actes
de cette espèce : mais je m'imagine
pourtant pouvoir assûrer que celui-ci
est bien fait. Les prétentions des par-
ties sont nettement exposées, les faits
bien présentés, le prononcé clair,
précis, dicté par l'esprit d'équité & de
paix. Il seroit à souhaiter que l'on en
eût une édition plus correcte que celle
qu'a donné Duboullai, dans laquelle
le texte est défiguré par un grand nom-
bre de fautes.

Pour plus grande clarté je n'ai parlé

*Le texte imprimé par Duboullai porte <i>le mardi</i> <i>avant les nones de Mai.</i> Mais en l'année 1275 il n'y eut point de mardi	entre le premier & le sept Mai : & par conséquent il faut qu'il soit survenu quelque faute, quelque altération dans cette date.
---	---

que du Recteur, quoique dans la querelle il se soit agi aussi des Procureurs & des bedeaux des Nations. Leur sort suivit celui du Recteur durant le schisme, & à la conclusion de la paix. Chaque parti avoit eu les siens ; & ils furent tous destitués par le légat, qui en nomma d'autres en leur place pour la première fois, sauf à laisser ensuite les choses reprendre leur cours ordinaire. Chaque Nation n'avoit alors qu'un seul bedeau.

Pendant la durée du schisme l'Université perdit deux de ses principaux ornemens, S. Thomas d'Aquin & S. Bonaventure. S. Thomas mourut en allant au concile de Lyon, dans lequel le pape Grégoire X comptoit se servir utilement de ses lumières à l'égard des Grecs, dont la réunion étoit un des objets de ce concile, & qu'il s'agissoit d'abord de ramener à la foi de l'Eglise Latine sur la procession du S. Esprit. Il étoit parti de Naples pour obéir au commandement du pape. Mais il fut arrêté par la maladie dans le monastère de Fosse-neuve, diocèse de Terracine, ordre de Cîteaux, & il y mourut le sept Mars de l'an 1273, dans des sentimens dignes de la vie qu'il avoit menée.

Mort de S. Thomas d'Aquin.

Hist. Un. Par. T. II. p. 405.

64 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 408.*

L'Université, qui autrefois lui avoit été peu favorable, mais, comme je l'ai remarqué, par des motifs qui n'avoient rien de personnel, le regretta infiniment. Il nous reste un monument de l'estime & de la vénération que lui portoit la Faculté des Arts. C'est une lettre écrite par le Recteur de l'Université & par les Procureurs & autres Maîtres régentans ès Arts dans la ville de Paris, au chapitre général des Dominicains, qui se tenoit à Lyon l'an 1274. Dans cette lettre la Faculté des Arts témoigne qu'elle avoit demandé deux ans auparavant qu'on lui envoyât ce grand & illustre docteur.

» Mais, ajoute-t-elle, puisque nous
 » n'avons pû obtenir qu'il nous fût
 » rendu vivant, au moins souhaitons-
 » nous ardemment de posséder son
 » corps après sa mort. Et dans quel
 » lieu peuvent reposer plus convena-
 » blement ses os précieux, que dans la
 » plus fameuse de toutes les Écoles, qui
 » l'a nourri & formé, & qui récipro-
 » quement a reçu de lui les enseigne-
 » mens de la plus sublime doctrine? »

La Faculté, ou collège, comme elle se nomme elle-même, demande encore qu'on lui envoie quelques écrits

du même docteur sur des matières philosophiques, & en particulier un commentaire sur le Timée de Platon, & un traité sur la construction des Aqueducs. La lettre est datée du deux Mai 1274, & scellée des sceaux du Recteur & des quatre Procureurs. Je ne vois pas qu'elle ait eu aucun effet. Il est assez singulier qu'ayant été écrite durant la dissension des Nations, elle ne fasse aucune mention & ne conserve point de trace de cet événement.

S. Bonaventure survécut peu S. Thomas. Il mourut à Lyon durant la tenue du concile le Dimanche quinze Juillet 1274. Il avoit été fait cardinal par le pape Grégoire X, dont les choix dirigés par l'estime du mérite firent honneur à son jugement, & placèrent de grandes lumières avantageusement pour l'Eglise.

Mort de
Bonaven-
ture.

Hist. Un
Par. 2. 1. 4
p. 405. 40

Ce fut ce même pape qui nomma cardinal Pierre de Tarentaise, Dominicain recommandable par sa piété & par sa doctrine, qui après avoir professé la Théologie à Paris avec beaucoup d'éclat & de succès, devint successivement archevêque de Lyon, cardinal évêque d'Ostie, & enfin souverain pontife sous le nom d'Innocent V.

Illustres é
ves de l'U
versité.
p. 405.

66 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ist. Un.
T. III.
404

Grégoire X donna encore à l'Eglise de Cantorberi un digne pasteur en la personne d'un autre Dominicain , Anglois de naissance , Robert Kilouarbi. Robert , avant que d'entrer dans l'ordre des frères Prêcheurs , avoit professé les Arts à Paris , & composé quelques ouvrages sur la Grammaire & la Logique. De retour en sa patrie , il acheva son cours d'études à Oxfort , & devint habile Théologien. On remarque de lui qu'il lisoit & possédoit parfaitement les originaux des Pères , c'est-à-dire qu'il remontoit aux sources , étudiant les ouvrages entiers des Pères de l'Eglise , & ne se contentant pas des extraits qu'il en trouvoit dans Pierre Lombard & dans les autres scholastiques. Il fut fait cardinal par le pape Nicolas III.

églement
l'Univer-
pour les
raires.

419

Nous avons observé que dans ces tems anciens dont nous écrivons l'histoire ; une des difficultés des études venoit de la rareté & conséquemment de la cherté des livres. Les libraires , que l'Université appelloit * *Stationnaires* , augmentoient cet inconvénient

* Une des significations du mot Latin *stationarius* est *entrepôt*. Or les libraires ne faisoient presque autre chose alors , que fournir un *entrepôt* aux livres que des particuliers leur donnoient à vendre.

par les fraudes que leur suggéroit leur avidité pour le gain. Leur commerce étoit alors extrêmement borné , & il se réduisoit presque à fournir un entrepos aux livres dont les possesseurs vouloient se défaire , & à les transmettre à ceux qui avoient envie de les acheter. On conçoit qu'il étoit aisé qu'il se glisât de l'abus dans ce courtage : & pour y remédier l'Université assemblée le huit Décembre 1275 dans le chapitre des frères Prêcheurs , dressa un statut ou règlement , qui est le premier où il soit fait mention des libraires.

Ce statut les oblige à prêter serment à l'Université une fois chaque année , ou au moins tous les deux ans , plus souvent néanmoins , si elle le juge nécessaire , comme ils se comporteront loyalement & avec fidélité dans l'exercice de leur emploi. Il leur défend d'acheter pour leur compte les livres qui leur seront remis pour être vendus, s'il ne s'est écoulé un mois depuis la date du jour auquel ils les auront reçûs : & l'Université leur ordonne de les exposer sur le champ en vente , affichant le titre du livre & le prix : & ce prix sera payé , non au

68 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 libraire, mais au propriétaire à qui le
 livre appartient. Le libraire recevra
 seulement son droit, qui est taxé à
 quatre deniers pour livre du prix to-
 tal. Si les libraires commettent quel-
 que fraude dans leur commerce, ils
 seront destitués de leur office : & il
 est défendu à tous maîtres & ~~coliers~~
 de faire aucun marché avec les librai-
 res déclarés coupables de malverfa-
 tion, sous peine d'être privés eux-
 mêmes des droits & privilèges de
 l'Université.

On peut juger par ce statut, com-
 bien est ancienne, & jusqu'où alloit
 autrefois la dépendance des libraires
 par rapport à l'Université. Nous ver-
 rons cette discipline se conserver en-
 core longtems, & il s'en présentera
 de fréquentes preuves dans le cours de
 notre histoire.

Statut de la
 Faculté des
 Arts pour la
 réforme de
 quelques
 abus & le
 maintien de
 sa discipline.
 Tribunal de
 la Faculté des
 Arts.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 420.

En même tems que l'Université fit
 pour les libraires le règlement dont
 je viens de parler, la Faculté des Arts
 montra son zèle pour le bon ordre
 de ses exercices & la bonne con-
 duite de ses suppôts, par un statut
 en plusieurs articles, qui fut arrêté le
 cinq Décembre de la même année
 1275, après une délibération faite

avec grande maturité, & précédée de conférences préparatoires, dans lesquelles la matière avoit été discutée avec le conseil de gens sages & bien au fait.

Ce statut se rapporte à trois ordres de personnes qui composoient la Faculté des Arts, savoir les déterminans, les bacheliers, & les maîtres. Les déterminans étoient de jeunes élèves, admis à faire preuve de leur savoir pour parvenir au baccalaureat. Pour cela ils soutenoient des actes que l'on appelloit déterminances, & dans lesquels ils rendoient compte de ce qu'ils avoient appris de Grammaire & de Philosophie. Cet exercice étoit commun entre tous, & il occupoit tout le tems du Carême. Les choses s'y passoient avec beaucoup de solennité, & comme la frivolité & le désordre se mêlent partout, on ne se contentoit pas d'une réjouissance modeste : les repas, les illuminations étoient de la fête, & les déterminans se choisissoient un capitaine, sous la bannière duquel ils marchaient, & qui n'employoit pas son autorité à réprimer les abus. La Faculté interdit absolument les illuminations, & l'élection

70 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

du capitaine. Pour ce qui est des repas, elle crût faire assez de les réduire à deux, qui se donneroient, l'un le premier jour, l'autre le dernier de l'exercice ou déterminance.

Les maîtres étoient en droit d'exiger une petite somme de leurs écoliers qu'ils avoient préparés à l'acte de déterminance. Ce droit est fixé à deux bourses, soit qu'ils présentent à cette épreuve un ou plusieurs aspirans.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 343. Les * bourses dans le siècle suivant étoient estimées six sols. Tels sont les articles du statut qui regardent les déterminans.

Les bacheliers faisoient des leçons, mais, comme je l'ai marqué ailleurs, sous la direction & la dépendance d'un maître. Ils se dispofoient par ces leçons à mériter le degré de licencié, & quelquefois même ils les continuoient encore après l'avoir obtenu, & avant que d'être reçus maîtres. Le statut leur ordonne premièrement de faire serment d'obéissance au Recteur & aux Procureurs avant que de commencer leurs leçons ; & en second

* On trouvera dans la suite (T. IV. de cet ouvrage) une explication plus détaillée & plus précise de ce que l'on entendoit par bourses.

lieu de n'y entreprendre l'explication d'aucun livre qu'ils n'aient entendu eux-mêmes expliquer & interpréter, ou une fois à Paris, ou deux fois dans une autre Université. C'étoit là le vrai moyen de conserver pure & exacte la tradition de l'enseignement.

Les articles qui concernent les maîtres, sont ceux-ci :

Premièrement il est dit que nul ne sera admis aux * actes communs de la Faculté, ou propres à chaque Nation, qu'il ne soit régent en exercice. Cette discipline s'observoit dès auparavant, ainsi que je l'ai remarqué, & l'on ne fait ici que renouveler & confirmer l'ancien usage.

Par le second article il paroît que les assemblées de la Faculté des Arts étoient très fréquentes. On les réduit à une par semaine, & l'on ordonne que les affaires qui pourront survenir dans l'intervalle d'une assemblée à l'autre, seront décidées, si elles sont pressantes & nécessaires, par le Rec-

* Je conserve l'expression originale, quoiqu'elle ait quelque obscurité. Prise dans sa généralité, elle me paroît embrasser & les assemblées où l'on délibère,

& les examens des candidats, les installations des maîtres, & autres pareils exercices, où les Régens avoient des fonctions à remplir, & des droits à percevoir.

72 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

teur. & les Procureurs, qui appelleront en conseil, supposé qu'ils le jugent nécessaire, quelquesuns des plus anciens & des plus sages de la compagnie. Ce pouvoir donné au Recteur & aux Procureurs est un fait remarquable par rapport à la suite. C'est l'époque de l'institution du tribunal de la Faculté des Arts, à l'imitation duquel a été établi le tribunal de l'Université.

Dans les deux derniers articles du statut il s'agit des fêtes, qui se multiplioient, & dont la sainteté étoit souvent déshonorée par des danses, par des débauches, par des jeux de hazard, qui s'exerçoient dans l'Eglise même & jusques sur l'autel, par des violences enfin, les écoliers marchant en armes dans les rues, & répandant la terreur parmi les bourgeois: & les maîtres étoient quelquefois complices de tous ces excès. La Faculté défend qu'aucune Nation ait plus d'une fête qui lui soit propre, non comprises celles de S. Nicolas & de sainte Catherine, qui sont communes à tous ceux qui font profession des Lettres. Elle interdit tout ce qui ressent la licence sous les peines les plus graves qu'elle

qu'elle puisse décerner contre les maîtres & les bacheliers. Je ne fais si l'on tint la main avec assez de vigueur à l'exécution de cette loi. Mais l'année ^{*Hist. Un.*} suivante le cardinal Simon de Brie ^{*Par. T. II.*} rendit une nouvelle ordonnance ^{*p. 431.*} contre les mêmes abus.

Je finirai ce que j'ai à dire sur ce statut en observant qu'il passa d'un vœu unanime , & sans aucune variété d'avis ; & qu'il n'est permis à la Faculté d'y faire des changemens ou de le modifier par quelque interprétation, que sous la même clause du consentement de tous les vocaux.

On voit par les derniers faits & réglemens qui viennent d'être rapportés , que l'Université avoit pris alors presque complètement sa forme & sa consistance. Nos mémoires deviennent plus continus & plus remplis , & d'ailleurs il ne se présentera de longtems aucun événement important qui fasse un tout considérable. Par ces raisons je crois devoir suivre dans ma narration , de plus près que je n'ai fait jusqu'ici , l'ordre des tems , & ne point chercher d'autre liaison que celle qui naît de la constitution générale du sujet.

74 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Confirma-
tion du privi-
lège de Phi-
lippe-Au-
guste.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 421.*

Statut de l'U-
niversité, qui
ordonne de
n'enseigner
que dans des
lieux publics
& ouverts à
tous.

p. 430.

Au mois de Janvier 1276 le roi Philippe le Hardi confirma le privilège accordé à l'Université par Philippe-Auguste son bisayeul en 1200, & ratifié par S. Louis en 1229.

Le deux Septembre de la même année 1276, l'Université fit une déclaration qui mérite d'être extrêmement remarquée, comme précieuse pour le bien public. Quelques maîtres donnoient leurs leçons dans des lieux particuliers, & la liberté du secret enhardissoit des esprits téméraires à avancer des erreurs qui corrompoient la pureté de la doctrine. Ces erreurs excitèrent le zèle du pape Jean XXI, & de l'évêque de Paris Etienne Tempier. Mais l'Université eut la gloire de prévenir les démarches du pape & de l'évêque, & de prendre les premières précautions pour écarter le scandale. Les termes du décret sont dignes d'observation, & je me fais un devoir de les rapporter. » Nous savons, disent les maîtres assemblés, » que les con- » venticules secrets pour enseigner sont » interdits par les saints canons, & » ennemis de la sagesse, dont nous » donnons des leçons par état, & qui » éclairant les esprits des hommes

» déteste les ~~épé~~ébres. Ainsi en vûe de
 » l'utilité commune , nous proposant
 » d'empêcher les mauvais effets de la
 » présomption de quelques mal inten-
 » tionnés , nous ordonnons d'un con-
 » sentement unanime qu'aucun maî-
 » tre ni bachelier , de quelque Faculté
 » que ce soit , n'ose lire & expliquer
 » aucun livre dans des lieux particu-
 » liers , ce qui est sujet à de très grands
 » inconvéniens , mais seulement dans
 » des endroits publics , où tous puis-
 » sent entrer librement , & être té-
 » moins de ce qui s'y enseigne pour
 » en rendre un fidèle compte. Nous
 » n'exceptons de cette loi que les li-
 » vres de Grammaire & de Logique ,
 » par rapport auxquels il n'y a pas
 » matière à soupçons. »

Cette loi est très sage , & les deux
 puissances , ecclésiastique & civile , ont
 un égal intérêt à en maintenir l'ob-
 servation. Je voudrois que ceux qui
 la portèrent , n'y eussent point mis
 d'exception : mais l'usage y a pourvû.
 Dans la forme de l'enseignement qui
 se pratique parmi nous , ceux qui pro-
 fessent la Grammaire , la Rhétorique ,
 & la Logique , ne sont pas moins ex-
 posés à la vûe du public & des magis-

76 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
trats , que les maîtres des autres arts
& sciences.

Erreurs en-
seignées dans
les Ecoles.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 431.*

Le décret dont je viens de parler fut
rendu , comme je l'ai dit , le deux Sep-
tembre 1276 dans une assemblée de
l'Université qui se tint aux Bernar-
dins , & le vingt-huit du mois de Jan-
vier suivant le pape écrivit à l'évêque
de Paris , pour lui ordonner de s'in-
former des erreurs qui s'enseignoient
dans sa ville épiscopale , & de trans-
mettre au S. Siège les informations
qu'il auroit faites.

Censure por-
tée par l'évé-
que de Paris,
avec le con-
seil des do-
cteurs en
Théologie.

p. 433.

L'évêque de Paris crut avec raison
être juge de la doctrine dans son dio-
cèse , & il agit en conséquence. Ayant
pris le conseil des docteurs en Théo-
logie & autres personnes sages , il pu-
blia le jour du Dimanche *Latate* , qui
tomboit cette année 1277 au sept de
Mars , une ordonnance ou censure
contre un très grand nombre de pro-
positions qui s'enseignoient dans les
Ecoles , ou du moins qui y étoient
traitées en problèmes.

La préface de l'ordonnance est re-
marquable. Les erreurs dont il s'agit y
sont attribuées à quelques professeurs
en Philosophie , qui succombant mal-
gré les défenses à la vaine présomp-

tion de parler de matières qui n'étoient point de leur ressort , les traitoient même par les principes d'une sagesse profane & payenne , & fauvoient les dehors par une distinction frivole. Leurs propositions, disoient-ils, étoient vraies selon le Philosophe , mais non selon la Foi catholique : » comme si , remarque judicieusement le prélat , » il y avoit deux vérités contraires , & » que l'on pût trouver dans les écrits » des Gentils une vérité qu'il fût permis d'opposer à la vérité de nos saintes Ecritures. » Ces inquiets & aveugles discoureurs, dans le tems qu'ils nioient ou éluoient des dogmes révélés , se livroient à des visions aussi absurdes qu'impies. Ils croyoient à la Géomantie , à la Nécromantie , comme il paroît par les livres de cette espèce que l'évêque exprime dans sa censure.

Après l'ordonnance vient la liste très nombreuse des propositions condamnées , qui attaquent tous nos mystères , & qui anéantissent même la Religion naturelle. Les points principaux auxquels elles se rapportent , comme celles dont j'ai parlé ci-dessus , sont l'éternité du monde , l'impossibi-

78 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

lité de la création , l'unité de l'entendement , les influences des astres , la mortalité de l'ame , & autres folies criminelles d'une Philosophie toute payenne.

J'observerai que parmi les propositions censurées , il y en a d'ambigues , & qui sont susceptibles d'un bon & d'un mauvais sens. Alors la censure distingue & énonce le sens qu'elle proscriit. Ainsi , par exemple , on ne condamne qu'avec explication cette proposition : *La première cause est la cause la plus éloignée de tous les êtres.* » C'est une erreur , dit la censure , si » l'on entend la proposition en sens » exclusif , & que l'on veuille nier que » la première cause soit aussi la cause » la plus prochaine. » J'ajouterai encore un autre exemple. *Notre entendement par ses facultés naturelles peut parvenir à connoître l'essence de la première cause.* Cette proposition est qualifiée malsonnante , » & elle devient , » ajoute la censure , une erreur , si on » l'entend d'une connoissance immédiate. » Telle est la circonspection avec laquelle l'évêque de Paris , assisté des docteurs en Théologie , crut devoir dresser la censure.

Il ne poussa pas néanmoins encore la précaution aussi loin qu'on eût pû le souhaiter. M. l'abbé Fleuri parmi les propositions condamnées en fait Hist. Eccl. T. XVIII. p. 251. 253. remarquer une qui a été soutenue par S. Thomas, & qui l'est encore par les Dominicains, & il pense de plus que quelquesunes n'ont été censurées, que parce qu'elles étoient contraires aux opinions du tems, comme celles-ci : *Les anges, & les ames séparées du corps, ne sont nulle part, & elles ne sont en un lieu que par leur opération.* La collection de M. d'Argentré, docteur de Coll. jud. de nov. error. T. I. p. 213. & seqq. Sorbonne & évêque de Tulle, indique encore quelques autres propositions innocentes, & enseignées par S. Thomas, dont il fallut révoquer & annuler la condamnation quarante-huit ans après, c'est-à-dire, l'an 1325. Tant il est vrai qu'en fait de censure, on ne doit procéder qu'avec une grande maturité, qui pèse tout, qui considère son objet sous toutes les faces, & qui se dénie autant d'un zèle trop échauffé, que d'une tolérance trop indulgente.

La même année 1277, l'Université fit un nouveau règlement contre les fraudes qui se commettoient par rap-

Acte où il est
fait mention
du consente-
ment des
quatre Facul-
tés.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 432.

port aux loyers des écoles & des mai-
sons bourgeoises. J'ai déjà touché ail-
leurs cet objet, qui dans l'état présent
des choses n'est plus d'aucun usage :
& je n'en aurois fait ici aucune men-
tion, si dans le statut que je viens
d'indiquer je ne trouvois cette clause :
Du consentement des quatre Facultés.
C'est la première fois, si je ne me
trompe, qu'elle se rencontre dans un
acte de délibération de l'Université.

Le cardinal Simon de Brie, toujours
légal en France, continuoit d'exercer
sa vigilance paternelle sur les besoins
de l'Université, & travailloit à en
éloigner toute semence de discorde.
En l'année 1278 il rendit deux ordon-
nances à cet effet & dans ce point de
vue.

Ordonnance
du cardinal
Simon de
Brie par rap-
port à l'éle-
ction du Re-
cteur.

p. 444.

La première regarde l'élection du
Recteur, & elle n'est que le renouvel-
lement du règlement de 1266, mais
avec une addition qui a quelque cho-
se de singulier. Le cardinal prévoit le
cas où manqueroit l'un des quatre
Procureurs : & alors il veut que pour
le suppléer dans la nomination du
Recteur, on appelle le plus jeune doc-
teur en Théologie régentant actuelle-
ment. S'il manquoit deux Procureurs,

les deux plus jeunes docteurs en Théologie les remplaceront. Cette disposition est peu favorable au droit exclusif des quatre Nations de la Faculté des Arts pour l'élection du chef de l'Université. Aussi n'a-t-elle jamais été mise à exécution. Nous voyons seulement que l'an 1438, peu après que les Anglois eurent été chassés de Paris, & la ville réduite sous l'obéissance de son roi légitime Charles VII, la Nation Anglicane dans l'Université manquant totalement de suppôts, la Nation de France fut d'avis que conformément au règlement du cardinal Simon de Brie, l'on invitât le plus jeune docteur en Théologie séculier à venir concourir à l'élection du Recteur. Mais c'est tout ce que nous apprennent de ce fait les monumens qui nous restent. Nous ne savons point si les deux autres Nations furent de même avis, ni par conséquent si la proposition hasardée par la Nation de France eut lieu. Et il est à présumer que la Faculté des Arts se maintint dans la possession de son droit, & ne permit point à la Faculté de Théologie d'y faire brèche.

La précaution prise par le cardinal

82 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

querelle
lente en-
les Na-
is d'An-
terre & de
ardie
r la pré-
ce.

ist. Un.
. T. III.
456.

Simon de Brie doit avoir été amenée par quelque événement, & nous en trouvons un vers le même tems sans date précise, qui peut avoir été l'occasion que nous cherchons. La Nation d'Angleterre disputoit le second rang entre les Nations à celle de Picardie, & la querelle fut portée à une telle fureur, que les suppôts de l'Université Anglois se jettoient sur les Picards partout où ils les rencontroient, & les poursuivant jusques dans leurs maisons, ils en tuèrent plusieurs, & contraignirent les autres à s'enfuir dans leur pays. Cette fuite priva pendant quelque tems la Faculté des Arts de l'une de ses Nations, & c'est sans doute ce qu'avoit en vûe le cardinal légat, lorsqu'il prenoit des mesures par rapport au cas où l'un des quatre Procureurs ne pourroit pas concourir à l'élection du Recteur. La querelle fut pacifiée, sans que nous puissions dire quelles furent les conditions de l'accord, si ce n'est que toute la suite de l'histoire nous fait connoître que la Nation de Picardie a retenu le second rang, & que celle d'Angleterre, que nous nommons aujourd'hui Nation d'Allemagne, a été obligée de se con-

tenter du quatrième. C'est donc sans aucun fondement qu'un auteur Anglois cité par Duboullai a écrit que le cardinal Simon de Brie prononça en faveur de la Nation d'Angleterre , & lui accorda même le premier rang entre les Nations , qu'elle ne demandoit pas. Le récit , improbable en soi , est démenti par les monumens.

La seconde ordonnance du cardinal légat , en 1278 , termina une querelle qui s'étoit élevée entre le Recteur & la Faculté des Arts d'une part , & de l'autre les docteurs en Décret & en Médecine. Ceux-ci prétendoient que lorsqu'il étoit besoin de convoquer une assemblée générale , le Recteur devoit par lui-même , ou au moins par un Maître ès Arts , notifier à leurs doyens le lieu , le jour , & le sujet de l'assemblée. Le Recteur au contraire & les Nations soutenoient qu'il suffisoit que les doyens fussent avertis par un bedeau. On négocia , on parla , on s'assembla aux Bernardins pour trouver les moyens de décider pacifiquement la question : & enfin on convint d'une espèce d'accommodement. Mais ce ne fut qu'une trêve , plutôt qu'une paix de durée. Bientôt la dispute se

Autre ordonnance du légat par rapport à la manière de notifier aux Doyens de Décret & de Médecine la convocation des assemblées générales.

Hist. Un. Par. T. III. p. 445.

84 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

réveilla , & les parties crurent ne pouvoir rien faire de plus sage , que de recourir à leur pacificateur ordinaire , & de se soumettre au jugement du cardinal Simon de Brie.

Le légat étoit alors accablé d'affaires , & de plus obligé de partir incessamment pour Rome, où le rappelloit le pape Nicolas III. Cependant sa bienveillance pour l'Université ne lui permit pas d'y laisser subsister une cause de dissension & de scandale , qui pouvoit amener des excès & des violences jusqu'à effusion de sang , comme il l'observe lui-même. S'étant donc fait instruire de l'affaire il rendit son jugement , qui en conservant quelque ménagement pour les Décretistes & les Médecins , donnoit pourtant gain de cause au Recteur. Car il prononça que le Recteur notifieroit par lui-même ou par un autre maître la convocation des assemblées aux doyens de Droit & de Médecine , s'il le vouloit & le trouvoit expédient : sinon , qu'il leur en feroit donner avis par un bedeau , porteur d'un billet signé & cacheté. Dans cette alternative permise au Recteur , on conçoit bien quel parti devoit lui plaire da-

DE PARIS , LIV. III. 85
vantage : & les doyens de Droit & de
Médecine ne revinrent point à la
charge.

Pour ce qui est de la Faculté de Théologie , elle a toujours eu de grandes distinctions dans l'Université. Son doyen, comme il paroît par un acte de l'an 1296 , que rapporte l'auteur de la réfutation manuscrite de Duboullai , avoit conservé le droit d'être averti par le Recteur lui-même , lorsqu'il falloit convoquer une assemblée générale. Il abusoit même de ce droit : ce qui fit naître alors une contestation , dont les suites nous sont inconnues. Nous verrons cette querelle se renouveler pour la dernière fois en 1341.

Au reste cet acte de l'an 1296 est le premier & le plus ancien monument que je connoisse , où il soit fait une mention expresse & certaine du doyen de Théologie.

En l'année 1279 la Faculté des Arts montra son zèle pour le maintien de ses loix & pour l'honneur des degrés Académiques , par un décret qu'elle porta le quatre Février dans l'Eglise de S. Julien le Pauvre. Des candidats peu scrupuleux se présentoient quelquefois , soit aux chanceliers pour obtenir

Statut de la Faculté des Arts pour le maintien de la discipline des études. Hist. Un. Par. T. III p. 447.

86 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

la licence, soit à la Nation à laquelle ils appartenoient pour être installés maîtres, sans avoir précédemment soutenu les actes probatoires par lesquels ils devoient constater leur capacité. L'usage des certificats & des attestations n'étoit pas alors établi. Le serment étoit presque la seule ressource dans tous les cas. Il fut donc dit & statué que nul ne seroit admis ni à la licence, ni à la maîtrise, qu'il n'eût solennellement juré qu'il avoit subi les épreuves préalablement requises, soit à Paris, soit dans une autre Université, où il y eût au moins douze régens. En cas de contravention, on déclare privés du fruit de leur fraude ceux qui l'auroient employée, & leur dégradation devoit être publiée dans les sermons & dans les écoles. Les études faites ailleurs qu'à Paris étoient alors admises & comptées pour bonnes, comme l'on voit, lorsqu'il s'agissoit d'obtenir les degrés. La discipline est devenue plus sévère dans la suite.

Institution
catal-

ib. Un.
T. III.
49.

L'institution des catalogues où soient consignés les noms de tous les écoliers, est de la même année 1279. Comme les privilèges attachés à la scholarité étoient grands, il y avoit

presse à prendre la qualité d'écolier ,
 souvent sans en remplir les devoirs ,
 & uniquement pour acquérir une sau-
 vegarde , à l'abri de laquelle des liber-
 tins , de jeunes débauchés , croyoient
 pouvoir impunément commettre tou-
 tes sortes d'excès. L'abus étoit déjà
 ancien , & il offensoit d'autant plus
 l'Université , qu'il rendoit ses privilè-
 ges odieux , & l'exposoit à les perdre.
 Elle avoit donc à cœur d'y remédier ,
 & j'ai rapporté un règlement de l'an
 1251 , qui défend aux maîtres de ré-
 clamer & de retirer des mains de la
 justice ceux qui , par leur mauvaise con-
 duitte , seroient indignes de la prote-
 ction de la compagnie. Mais la multi-
 tude des écoliers étoit si grande , que
 quelquefois leurs maîtres ne les con-
 noissoient pas , & couroient risque par
 conséquent d'être fort aisément trom-
 pés. Ce fut donc pour les mettre à por-
 tée d'éviter les fraudes , & de rendre
 un témoignage fidèle & éclairé , que
 la Faculté des Arts assemblée à S. Ju-
 lien le Pauvre le treize Octobre 1279,
 porta un décret pour ordonner à tous
 ses Professeurs de tenir un catalogue
 exact des noms de leurs écoliers , afin
 qu'ils pussent les connoître plus sûre-

38. HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ment , & discerner les bons d'avec les mauvais ; & elle déclara qu'elle ne reconnoîtroit elle-même pour vrais-écoliers , n'admettroit à ses degrés , & ne feroit jouir des privilèges du corps, que ceux à qui leurs maîtres rendroient témoignage d'avoir fréquenté assidûment les Ecoles , de s'être comportés sagement & modestement , & d'avoir satisfait au devoir de la reconnoissance envers ceux dont ils recevoient les leçons. Cette police , assurément bien entendue , a pris faveur.

ib. Vn. Le statut qui l'établit, fut renouvelé
T. III. dix ans après , & la pratique s'en est
439. maintenue jusqu'à présent. Les Professeurs de Philosophie & ceux des sciences supérieures tiennent des catalogues des noms de tous leurs écoliers ; & même dans la Faculté des Arts ces catalogues sont portés à un dépôt public , & remis au greffier de l'Université.

roit d'en- En 1280 le pape Nicolas III , par
ner par une bulle adressée à l'Université de
t. Paris , donna à tous les maîtres qui la
449. composoient , le pouvoir d'enseigner en quelque lieu que ce pût être , sans qu'il fût besoin pour eux de nouvel examen , ni de nouvelle institution.

Ce droit est beau : mais je ne fais si l'on doit en fixer l'époque à la bulle dont il s'agit ici. Anciennement l'enseignement étoit libre , comme je l'ai observé , & quiconque se croyoit capable de donner des leçons , ouvroit une Ecole , & par le fait devenoit Professeur. Cette liberté dégénérant en licence , on la restreignit sagement. On établit la nécessité d'un certain nombre d'années d'études , les examens , les degrés académiques. Mais je ne vois aucune trace que l'on ait limité le droit d'enseigner au lieu dans lequel on avoit fait ses preuves & obtenu la maîtrise. Je crois même trouver une induction au contraire dans la bulle d'érection de l'Université de Toulouse en 1233 ; par le pape Grégoire IX. Le souverain pontife y déclare que son intention est , que les maîtres de Toulouse jouissent des mêmes privilèges que ceux de Paris : & énonçant ensuite en détail ces privilèges, il y comprend celui d'enseigner par tout sans nouvelle épreuve ni examen. Qui peut douter que l'Université de Paris n'ait joui d'un droit dont on gratifioit une Ecole instituée sur son modèle ? Il faut bien pourtant :

*Hist. Univ.
Par. T. III.
p. 149. 150.*

qu'il se fût élevé quelque nuage , quelque obscurcissement, sur l'exercice de ce droit , puisque le pape Nicolas III , ainsi qu'on vient de le voir , l'accorda par forme de privilège à l'Université de Paris : & il l'accorda non comme un droit renouvelé , mais comme une faveur qu'il ne dit point être appuyée d'aucun usage précédent.

La même bulle ordonne que ceux qui auront une fois acquis le degré de maître en quelque Faculté que ce soit, ne laissent pas d'être réputés docteurs , quand même ils ne voudroient pas régenter actuellement. Il n'étoit pas juste en effet de les priver des honneurs d'un titre qui leur avoit tant coûté à acquérir : mais il est juste aussi , & il étoit d'usage , qu'ils ne jouissent pas à beaucoup près des mêmes avantages que les Professeurs actuels.

Duboullai parle d'une autre bulle du pape Nicolas III , qui donne aux docteurs de Paris la prééance partout sur les docteurs des autres Universités. L'historien déclare qu'il n'a pas vû cette bulle , mais il cite en confirmation l'exemple du docteur de Sorbonne Hallier , qui étant à Rome pour l'affaire des cinq propositions, deman-

da en cette qualité & obtint l'honneur de disputer le premier à une thèse solennelle de Théologie. Duboullai pouvoit aussi observer qu'au concile de Trente les Théologiens * de Paris précédèrent tous les autres Théologiens, à l'exception de ceux du pape.

L'élection du Recteur, objet capital pour le bon ordre & la paix de l'Université, parut à la Faculté des Arts en 1281 exiger de nouvelles loix, plus exactes & plus rigoureuses que les précédentes. La compagnie s'assembla le huit Janvier de cette année dans le chapitre des Mathurins, & porta sur cette matière un décret, dont les dispositions sont copiées en partie d'après les réglemens du conclave des cardinaux pour l'élection d'un pape, que Grégoire X. venoit d'instituer sept ans auparavant par une bulle publiée dans le concile de Lyon : & en effet, malgré la disproportion des objets, le nom de conclave est demeuré parmi nous au lieu & au cérémonial de l'élection du Recteur. Le décret ordonne que les quatre électeurs seront enfermés dans un même lieu, d'où il ne leur sera permis de

Etablissement du conclave pour l'élection du Recteur.

Hist. Un. Par. T. II. p. 451.

* Je détaillerai ce fait en son lieu.

92 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

fortir qu'après l'élection faite & conclue. Défense à eux de parler à qui que ce soit du dehors : défense à tout maître , régent ou non régent ; & même au Recteur , d'entrer dans le lieu où ils sont , ni de leur parler. Le tems à eux accordé pour délibérer sera mesuré par la durée d'une chandelle de cire , dont le poids & la forme sont exactement marqués ; que l'on allumera lorsqu'ils entreront , & à l'extinction de laquelle expireront leurs pouvoirs. Alors , s'ils n'ont pû convenir encore ensemble sur le choix dont ils étoient chargés , on nommera d'autres électeurs aux mêmes conditions ; & à ceux-ci , le même cas arrivant , on en substituera de troisièmes , entre lesquels si deux s'accordent en faveur d'un sujet ils appelleront le Recteur , afin que par son approbation il mette le sceau à leur suffrage. Le règlement est muni de peines décernées contre les électeurs qui ne pourront s'accorder dans le tems qui leur est prescrit , & contre le Recteur qui refuseroit d'accéder aux deux suffrages réunis. J'observe qu'il n'est fait ici aucune mention des Procureurs par rapport à l'élection : & nous avons vû leur droit

en ce point décheoir par degrés. Dans le statut de 1249 ils sont nommés seuls comme devant élire le Recteur ; dans celui du cardinal Simon de Brie en 1266 est exprimée une alternative entre eux ou quatre autres maîtres choisis par les Nations : ce dernier ne parle d'eux en aucune façon.

En suivant Duboullai à la trace , je rencontre après le statut dont je viens de parler un fait , qui est pourtant plus ancien de trois ans , puisqu'il se rapporte à l'année 1278. Ce fait est d'une nouvelle espèce dans notre histoire. L'Université acquiert , mais en l'achetant bien cherement , le droit de présentation à deux chapellenies , dont la fondation & dotation est une peine imposée aux moines de S. Germain des Prés , en réparation des violences meurtrières commises par eux & par leurs gens contre les écoliers.

Le Pré aux Clercs , appartenant à l'Université , & consacré par elle aux récréations & divertissemens de ses jeunes élèves , a été pendant plusieurs siècles une source féconde de querelles avec les moines de S. Germain. Dans l'occasion dont il s'agit , l'Uni-

Fondation de deux chapellenies , dont l'Université eut la présentation.

p. 452 & 451.

Mém. sur les bénéfices qui sont à la présentation de l'Université , p. 5.

Hist. de Paris , T. I. p. 436.

sion, voilà ce qui ^a regardoit le roi, comme il s'en exprime lui-même: Il ordonna donc que l'abbé & le couvent de S. Germain, à l'effet de faire prier Dieu pour ceux qui avoient été tués dans la querelle, fonderoient deux chapellenies perpétuelles, l'une dans l'Eglise des religieux du Val des Ecoliers, l'autre dans l'ancienne chapelle de S. Martin près les murs de l'abbaye. Qu'ils doteroient chacune de ces chapellenies de vingt livres Paris de revenu; & que lorsqu'elles vaueroient, le Recteur de l'Université présenteroit à l'abbé de S. Germain des sujets capables pour les remplir. De plus, les mêmes abbé & couvent furent condamnés à payer deux cens livres Tournois pour les réparations de la chapelle de S. Martin, & pour les livres & ornemens dont elle avoit besoin; deux cens livres au père de l'un des deux écoliers tués, & quatre cens aux parens de l'autre; enfin deux cens livres au Recteur, pour être distribuées en aumônes aux pauvres maîtres & écoliers. Quant aux laïcs impliqués dans l'affaire, quatre des plus coupa-

^a *Quantum ad nos spectabat.* Lettres du roi Philippe le Hardi sur cette affaire.

bles furent bannis du royaume jusqu'à ce qu'il plût au roi de les rappeler , & six autres seulement pour quatre mois hors de Paris.

La fondation des chapellenies étoit humiliante pour les moines , & la honte s'en renouvelloit à chaque paiement. Ils se délivrèrent de ce désagrément sept ans après , en 1285 , par un échange qu'ils firent avec le roi. Ils lui cédèrent à perpétuité ce qui leur restoit de droits sur la foire de S. Germain qui se tenoit après Pâque , & le roi se chargea en conséquence de payer aux deux chapelains leurs vingt livres de rente. Philippe le Bel en assigna le paiement l'année suivante sur les revenus du Châtelet.

Il est survenu bien de l'altération dans cet établissement : & les deux premières chapellenies dans lesquelles l'Université ait eu le droit de patronage , ont été si mal conservées , que les revenus de l'une sont totalement éteints , & qu'il ne subsiste plus même aucun vestige de l'autre. La chapelle de S. Martin , dans laquelle l'un de ces titres étoit fondé , appartenoit dès auparavant à l'Université , qui y faisoit dire la messe pour ses écoliers avant

98 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 qu'ils entraissent dans le pré & allaient y prendre leurs divertissemens. Elle a été détruite en 1368, & l'Université a acquis en compensation le droit de présentation à la cure de S. Germain le Vieux, ainsi que nous le dirons en son lieu. Pour ce qui est de la chapellenie du Val des Écoliers, nous ne pouvons dire ce qu'elle est devenue.

Pleine & entière association des Facultés aux droits & privilèges de l'Université.

*Hist. Un.
 Par. T. III.
 p. 455.*

En 1281 l'état des Facultés dans l'Université n'étoit pas encore entièrement consolidé, & l'on mettoit en question si l'Université devoit, dans les occasions prendre fait & cause pour les Facultés, & s'intéresser à les faire jouir de tous ses droits & privilèges. Un pareil doute n'a jamais été proposé par rapport aux Nations, & c'est une nouvelle preuve de la supériorité de leur antiquité sur les Facultés.

La question fut agitée à l'occasion d'un Médecin, qui ayant reçu quelque injure en poursuivoit la réparation; & elle fut décidée à l'avantage des Facultés, par le fait, & par une délibération expresse. Par le fait, en ce que toute l'Université cessa ses leçons pour obtenir au Médecin la justice qu'il demandoit. Mais comme

un exemple peut ne pas tirer à conséquence, & qu'il se trouvoit des gens qui soutenoient que les faits des Facultés n'étoient point faits de l'Université, la compagnie s'assembla le douze Juillet 1281 à S. Julien le Pauvre, & sur le principe que les bienfaits des princes doivent recevoir l'interprétation la plus ample & la plus favorable; elle déclara que les faits des Facultés de Théologie, de Décret, de Médecine, & des * Arts, entant qu'ils touchent les privilèges de l'Université, sont faits de l'Université, & doivent être poursuivis en son nom. Ce décret est l'époque de la pleine & entière association des Facultés à tous les droits & privilèges de l'Université.

Dans l'affaire qui y donna lieu, je trouve une circonstance bien capable de faire sentir combien alors l'autorité royale étoit moins forte & moins vigoureuse qu'elle ne l'est aujourd'hui.

* Ceci n'est point contraire à ce que je viens de dire à l'avantage des Nations. Il est vrai que les Nations forment la Faculté des Arts: mais elles sont plus anciennes, & d'abord elles ont

formé toute l'Université. Le nom de Faculté des Arts n'est né que depuis que les Facultés supérieures ont commencé à se former, & à se distinguer des Nations.

Les cessations de leçons déplaisoient au gouvernement, & le roi témoigna souhaiter que l'Université révoquât celle qu'elle avoit ordonnée en faveur du Médecin offensé. L'Université résolue d'acquiescer aux volontés du prince, lui députa quelquesuns de ses suppôts, qu'elle chargea de lui parler en ces propres termes : » Sire, à^a vo-

» tre prière, & par respect pour vous,

» les maîtres veulent reprendre leurs

» leçons, sous la ferme espérance

» néanmoins que vous nous ferez jouir

» du privilège à nous accordé par vo-

» tre bifayeul ; & que si le Médecin

» outragé n'a pas encore reçu une sa-

» tisfaction suffisante, il l'obtiendra

» par votre autorité. » Ce style, cette mention de prières de la part du roi, ces conditions apposées sans détour à la déférence que l'Université veut bien avoir pour les desirs du souverain, tout cela est assurément bien éloigné de nos mœurs.

Il ne paroît pas que le roi Philippe le Hardi en ait été blessé. Il continua de protéger l'Université, & trois ans après partant pour la guerre d'Arragon, il rendit une ordonnance pour lui as-

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 471.*

^a Ad preces vestras, & ob reverentiam vestram,

sûrer en son absence la prestation du serment que lui devoit le prévôt de Paris.

Le cardinal Simon de Brie, à qui l'Université de Paris avoit tant d'obligations, étoit devenu pape en l'année 1281 sous le nom de Martin IV. Dans son élévation suprême il n'oublia pas une compagnie qui lui avoit toujours été chère ; & j'ai déjà fait mention de la bulle qu'il donna en 1283, pour assûrer à l'Université le paiement d'une petite taxe imposée sur tous ses suppôts, & lui procurer ainsi un fond certain, qui la mît en état de faire face aux dépenses nécessaires.

Le cardinal Simon de Brie devint pape sous le nom de Martin IV. Bull. touchant la caisse commune de l'Université.

Hist. Un. Par. T. II. p. 463.

Mais le clergé n'eut pas lieu de se louer de ce même pape, qui favorisa les entreprises des religieux mendiants au préjudice des droits des prélats. Dès la première année de son pontificat, il autorisa par des privilèges dérogoratoires au droit commun les Dominicains & les Franciscains à prêcher, & à entendre les confessions des Fidèles, sans être obligés de prendre la permission ni des évêques ni des cures. L'évêque d'Amiens Guillaume de Maçon, prélat fort instruit,

Privilèges accordés par ce pape aux Mendians. Plaintes des évêques de France, qui demandent l'adjonction de l'Université.

p. 465.

étoit à Rome pendant que les Mendians sollicitoient ces privilèges. Il s'y opposa, il réclama en faveur des droits du clergé. Mais ceux contre qui il agissoit, eurent le crédit de l'éloigner de Rome en lui faisant donner par le pape une commission pour un autre lieu : & l'affaire se termina à leur satisfaction.

Les prélats de France ne souffrirent pas tranquillement cette énorme lésion de leurs droits. Ils s'assemblèrent à Paris au nombre de quatre archevêques & vingt évêques, & ils demandèrent l'adjonction de l'Université dans une cause, à laquelle ni ses principes ni ses intérêts ne lui permettoient de rester indifférente. Ils envoyèrent donc dans les Ecoles avertir & prier tous les maîtres en quelque Faculté que ce fût, les bacheliers, & même les simples étudiants, de daigner venir le jour de S. Nicolas six Décembre 1281, dans la salle de l'évêché, pour entendre ce que le clergé avoit à leur proposer.

L'archevêque de Bourges Simon de Beaulieu ouvrit la séance par un sermon sur la charité, dont il établit les principaux caractères, & en particu-

lier celui qui la porte à se contenter de ses droits , & à ne point usurper ceux d'autrui. Delà il prit occasion de représenter quel désordre introduisoient dans l'Eglise des privilèges exorbitans, qui détruisoient toute subordination, qui privoient de leur autorité les ministres légitimes; & qui donnoient lieu à une nouvelle espèce d'ouvriers, sans mission canonique, d'usurper toutes les fonctions du saint ministère. Il ajouta que les Mendians, à la sollicitation du clergé, avoient été priés par les plus grands du royaume, & par le Roi lui-même, de s'abstenir de leurs entreprises ambitieuses, & qu'ils ne s'étoient relâchés sur rien. » Ainsi, » conclut-il, nous qui sommes ici présents, tant en notre nom, qu'au nom » de tous les évêques de France nos » confrères, dont nous avons les pouvoirs, nous sommes venus vous » porter nos plaintes contre l'insolence » de ces religieux. Ce que nous sommes vous le ferez, & nous avons été » ce que vous êtes. Car je ne crois pas » qu'il y ait aujourd'hui un prélat en » France, qui ne soit tiré de cette Université. Notre cause est donc la vôtre, & il vous convient d'y prendre

» le même intérêt que nous. Pour vous
 » mettre au fait , & vous convaincre
 » de la justice des plaintes que nous
 » formons contre les privilèges accor-
 » dés aux Mendiens , on va vous en
 » faire la lecture. »

Les privilèges furent lûs , & en opposition le canon du concile de Latran qui prescrit la confession annuelle à son propre prêtre , loi respectable , avec laquelle on soutenoit que ces privilèges étoient incompatibles. L'évêque d'Amiens , Guillaume de Mâcon , prit alors la parole , & prouva cette incompatibilité par l'autorité des saints décrets , dont il avoit une grande connoissance. Il finit , comme l'archevêque de Bourges , en priant l'Université de daigner se joindre aux prélats , qui étoient résolus de résister à l'injustice jusqu'à l'effusion de leur sang.

L'Université convenoit de principes avec le clergé , & quoique nous n'ayons à citer aucune délibération qu'elle ait prise dans l'affaire dont il s'agissoit , quoiqu'elle paroisse avoir gardé des ménagemens , sans doute par reconnaissance pour la personne du pape , à qui elle étoit redevable de

tant de bienfaits, elle fit néanmoins assez connoître quels étoient ses sentimens. Les Dominicains & les Franciscains, communément divisés par des jalousies particulières, mais réunis alors par la société d'intérêt, défendoient leur cause avec opiniâtreté. Les prélats, par des avis distribués dans toutes les Ecoles, prièrent encore une fois l'Université de se rendre dans l'Eglise des Bernardins le jour de S. Thomas à l'heure du sermon. Là un maître en Théologie prêcha, & blâma en général ceux qui refusoient d'obéir à leurs seigneurs & à leurs prélats. L'application étoit aisée à faire; & afin qu'il ne restât aucun doute, l'évêque d'Amiens, qui monta en chaire après le docteur, nomma disertement les Mendians, réfuta leurs raisonnemens & leurs discours, & pria les suppôts de toutes les différentes nations qui étudioient dans l'Université, de transcrire les privilèges, & d'en envoyer des copies chacun dans leur pays, pour instruire toute la Chrétienté des innovations par lesquelles les frères Prêcheurs & Mineurs troubloient l'ordre de l'Eglise. Tout cela marque un concert entre le Clergé & l'Univer-

206 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
fité : & Gilles de Rome, le plus fa-
meux docteur qui fût alors dans Paris,
se déclara publiquement, quoiqu'Au-
gustin & par conséquent Mendiant,
en faveur de la cause des prélats.

Explications
accordées
par le pape.

L'évêque d'Amiens dans son ser-
mon du jour de S. Thomas avoit an-
noncé une promesse faite par le pape
de révoquer, ou du moins d'expliquer,
les bulles qui excitoient les plaintes du
clergé. La révocation étoit un pas dif-
ficile à faire. Il est plus doux de s'ex-
pliquer : & Martin IV donna cette
satisfaction aux prélats. Une nouvelle
bulle datée du mois de Janvier 1282,
ordonne aux Fidèles qui se confesse-
ront aux religieux mendiants, de se
confesser cependant au moins une fois
l'année à leurs curés, selon la défini-
tion du concile général de Latran, &
elle enjoint aux Mendiants eux-mêmes
d'exhorter soigneusement leurs péni-
tens à remplir ce devoir. Cette bulle
ne termina point le différend : il sem-
ble même qu'elle ait été peu connue,
puisqu'il n'en est fait aucune mention
dans le concile de Reims, tenu en
1287 par l'archevêque Pierre Barbet,
qui réitéra les anciennes plaintes con-
tre les privilèges des Mendiants, sans

Hist. Un.
par. T. III.
p. 485.

parler de restrictions qui y aient été apposées par le S. Siège.

Sous le même pape Martin IV fut agité en cour de Rome, mais non décidé, un grand procès qui duroit déjà depuis plusieurs années entre l'Université de Paris & le chancelier de N. D. Duboullai en fait remonter l'origine à l'année 1271, dans laquelle Jean d'Alten ou d'Orléans, chancelier de l'Eglise de Paris, ayant donné la licence en Théologie & le doctorat à Ferdinand fils du roi d'Arragon, sans lui avoir fait subir d'examen, l'Université se plaignit hautement du violement de ses statuts. Jean d'Orléans avoit crû qu'un fils de roi pouvoit bien être dispensé des formalités ordinaires. Mais la dispense en pareil cas, si elle est respectueuse pour la personne, fait peu d'honneur à la capacité : & l'Université attachée à ses loix, & craignant les conséquences, pressa l'affaire avec une extrême vigueur. Trouvant de la résistance dans ce chancelier, qui étoit homme de mérite & de vertu, mais, à ce qu'il paroît, entêté des droits & des prérogatives de sa place, elle en créa un autre de son autorité, à qui elle ordonna que s'adres-

Différend
entre le
Chancelier
& l'Univer-
sité de Paris.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 398.

p. 458.

108 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
fussent ceux qui voudroient obtenir la
licence.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 447.*

Nous n'avons point de plus grands
éclaircissemens à donner sur les suites
de cette contestation jusqu'au ponti-
ficat de Martin I V. Nous savons seu-
lement que dans l'intervalle Jean d'Or-
léans s'étoit démis de la chancellerie ,
non pour obéir à l'Université , en qui
il ne reconnoissoit pas le pouvoir de le
destituer, mais par un motif bien di-
gne d'un ecclésiastique plein de reli-
gion & d'humilité. L'évêque de Paris
Etienne Tempier étant mort en 1279,
le chapitre élut pour lui succéder Eu-
des de S. Denys l'un de ses chanoines.
Le pape Nicolas III n'approuva pas
cette élection , parce que le sujet élu
étoit trop vieux & trop infirme , & il
témoigna que son intention étoit de
conférer l'évêché vacant au chancelier
Jean d'Orléans. Celui-ci fut saisi de
frayeur à la vûe d'un fardeau si redou-
table. Pour s'y soustraire , il alla se
cacher dans le cloître , & renonçant à
toute dignité ecclésiastique, il embrassa
l'humble état de religieux Dominicain.
Son successeur dans la place de chan-
celier fut Philippe de Thori , qui pour-
suivit le procès contre l'Université.

p. 454.

DE PARIS , LIV. III. roy
avec encore plus de chaleur , & ne
fit pas difficulté , comme la cour de
Rome en étoit faisie , de se transpor-
ter lui-même auprès du pape & des
cardinaux pour en solliciter le juge-
ment.

Ses soins ne furent pas inutiles , &
il avoit obtenu gain de cause sur plu-
sieurs points très importants , lorsque
la mort le surprit , & le força de lais-
ser son ouvrage imparfait. Nous ap-
prenons le détail de ce qui étoit déjà
arrêté , par une lettre qu'écrivit tou-
chant cette affaire au chapitre de Paris
le cardinal Geoffroi de Bar , qui y
prenoît grand intérêt , comme ayant
été autrefois doyen de l'Eglise dont
les droits étoient attaqués. Il marque
dans sa lettre que le pape Martin IV,
du conseil des cardinaux, avoit ordon-
né en premier lieu , que toutes les li-
cences accordées par l'Université de
Paris seroient révoquées & déclarées
nulles , comme pures voies de fait ;
& que ceux qui les avoient reçues &
accordées , seroient soumis aux peines
canoniques. Secondement , que tout
ce qui avoit été attenté contre la jurif-
diction du chancelier de l'Eglise de
Paris, devoit être pareillement cassé.

112 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ne vois pas sur quoi étoit fondée une pareille décision. Philippe le Bel tint bon, & fit jouir les Jacobins de l'effet de sa promesse.

Mort du pape Martin I V. Honorius I V son successeur pense à établir dans Paris l'étude de l'Arabe.

Hist. Un. Par. T. III. p. 471. 472.

Le pape Martin IV étoit mort en la même année 1285 avant le roi Philippe le Hardi, & on lui avoit donné pour successeur Jaques Savelli, qui prit le nom d'Honorius IV, noble Romain, & élève de l'École de Paris, comme il l'atteste lui-même dans le fragment de bulle dont je viens de parler. Honorius, amateur des lettres, & les rapportant au bien de la Religion, eut la pensée d'établir dans Paris l'étude de la Langue Arabe, pour former des missionnaires qui pussent avec plus de facilité travailler à la conversion des Mahométans. On assûre que ce dessein lui fut inspiré par Raimond Lulle, homme singulier, d'une réputation ambigue, comme s'exprime M. l'abbé Fleuri, mais à qui l'on ne peut refuser l'éloge d'avoir montré beaucoup de zèle pour amener à la foi en J. C. les aveugles sectateurs de Mahomet. Le projet d'Honorius fut rompu par sa mort, qui suivit d'assez près son exaltation au pontificat. Mais l'idée ne s'en perdit pas. Raimond

Lulle la soutint : & elle fut adoptée, comme nous aurons soin de le remarquer, par le concile de Vienne.

Philippe le Bel se fit sacrer à Reims par l'archevêque Pierre Barbet le six Janvier 1286. A son retour à Paris, il fut harangué au nom de l'Université par Gilles de Rome, Augustin, dont j'ai déjà eu occasion de parler. On suivoit alors une coutume qui doit nous paroître bizarre. Ce n'étoit point le Recteur qui portoit la parole au nom du corps dont il est le chef : on lui nommoit un orateur, de même que, dit Duboullai, le Roi n'explique pas ses intentions par lui-même, mais par l'organe de son chancelier : comparaison, dont le ridicule saute aux yeux. Par une autre singularité, c'étoit parmi les Théologiens que l'on choisissoit communément l'orateur de l'Université : & c'est à ce titre que Gilles de Rome, qui avoit été précepteur du prince, le harangua.

Ce docteur fut, comme je l'ai déjà dit, l'un des premiers hommes de son siècle. Sorti de l'illustre maison des Colonnes, il se voua de bonne heure à l'étude & à la piété, & il embrassa la profession religieuse dans

Philippe le Bel au retour de son sacre, est harangué par Gilles de Rome au nom de l'Université.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 474.

Détails sur Gilles de Rome.
p. 671. 474
472.

114 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 l'ordre des Augustins. Il étudia à Paris
 sous S. Thomas d'Aquin, & il con-
 serva toujours un grand zèle pour la
 doctrine & pour la mémoire d'un si
 digne maître. Il lui arriva néanmoins
 d'avancer quelques propositions qui
 furent regardées * comme des erreurs
 & condamnées par l'évêque de Paris
 Etienne Tempier. Le docteur résista
 d'abord, & entreprit de justifier les
 propositions censurées. Mais enfin
 mieux conseillé, il prit le parti, étant
 à Rome au commencement du ponti-
 ficat d'Honorius IV, d'offrir au pape
 sa rétractation. Le pape lui fit bon
 gré de cette humble démarche, mais
 il ne le traita pas néanmoins avec une
 molle indulgence. Jugeant plus con-
 venable que le scandale fût réparé
 dans le lieu où il avoit été commis,
 Honorius renvoya Gilles de Rome à
 Paris, & chargea l'évêque, qui étoit
 alors Renoul d'Homblières, de convo-

* Je ne trouve ces pro-
 positions énoncées nulle
 part, & il est probable
 qu'elles n'étoient que l'a-
 pologie de certains ar-
 ticles condamnés un peu
 légèrement par Etienne
 Tempier dans S. Thomas.
 S'il en est ainsi, Gilles
 de Rome est à plaindre

de n'avoir pas vécu &
 écrit quarante ans plus
 tard. Il auroit pu alors
 défendre son maître avec
 l'approbation de l'évê-
 que & du chapitre de
 Paris, & de toute la
 Faculté de Théologie.
 Voyez ce qui sera rap-
 porté ci-dessous, I. IV.

quer le chancelier & tous les autres docteurs en Théologie , & de régler avec eux à la pluralité des voix la qualité & le nombre des propositions qui devoient être rétractées , & la forme de la rétractation. Gilles de Rome se soumit de bonne grace à cette humiliation , qui ne fit point de tache à sa gloire , mais beaucoup d'honneur à sa vertu. Il n'en fut pas moins jugé digne de complimenter le Roi l'année suivante au nom de l'Université , & dans la suite il devint général de son Ordre , & enfin archevêque de Bourges.

Il avoit été précepteur , comme je l'ai dit , de Philippe le Bel , & ce fut pour son auguste élève & à sa prière qu'il composa un traité *touchant le gouvernement des princes* , sujet qui suivant les différentes faces sous lesquelles on peut l'envisager , est autant de la compétence d'un Théologien que d'un politique. Il a écrit encore un grand nombre d'autres livres sur différentes matières philosophiques & théologiques.

Philippe le Bel lui eut sans doute obligation , au moins en partie , du goût qu'il conçut pour les Lettres. Il

Goût de Philippe le Bel pour les Lettres.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 474 &
T. IV.
p. 936.

paroit que ce prince les aima , puis-
 que Jean de Meun , second auteur du
 Roman de la Rose , crut lui faire un
 présent agréable en lui dédiant divers
 ouvrages qu'il avoit traduits de Latin
 en François , tels que les préceptes de
 l'art militaire par Végèce , la consola-
 tion de la Philosophie par Boece , &
 des pièces qui ne s'assortissent guères
 avec ces écrits utiles & sérieux , je
 veux dire les lettres d'Abailard &
 d'Heloïse. Le prince n'avoit pourtant
 pas besoin de version qui lui expli-
 quât les originaux , comme l'atteste
 le traducteur qui lui offre son ouvrage.
 » Jaoit ce que , dit-il , vous entendez
 » bien le Latin. Mais toutes voies est
 » moult plus legier d'entendre le Fran-
 » çois que le Latin. »

L'année 1287 ne nous fournit au-
 cun événement que le concile de Reims
 sur l'affaire des Mendians , dont il a
 été parlé.

Divers sta-
 tuts des an-
 nées 1288 &
 1289.

Sous les années 1288 & 1289 je
 trouve divers statuts , dont je vais
 donner ici une légère idée.

T. III.
p. 483.

Le premier est de la Faculté des
 Arts au mois de Janvier 1288 , &
 contient quelques articles de réforme
 par rapport à l'examen de sainte Ge-
 neviève.

J'y remarque premièrement que la Faculté portoit si loin l'attention sur la justice qui est dûe par les examinateurs aux candidats, qu'elle ordonne à tous les régens , s'ils apprennent qu'un sujet incapable ait été admis ou un sujet capable refusé ; d'en avertir en secret le Recteur , qui s'instruira soigneusement du fait : & supposé que les examinateurs soient véritablement en faute , ils seront privés à perpétuité du droit d'exercer aucune charge dans la Faculté. Le Recteur lui-même, s'il se rend coupable de négligence à cet égard , sera puni de telle peine qu'il plaira à la Faculté de lui imposer.

J'observe en second lieu que le service des examinateurs étoit gratuit , & qu'il leur est défendu sous des peines , non seulement de rien exiger , mais de rien recevoir des candidats.

Ce statut tiré du livre des Procureurs de la Nation de France , y est accompagné d'une collection non datée , * & vraisemblablement moins ancienne , de formules de sermens prescrits , soit aux examinateurs , soit aux candidats , & dans lesquels on insiste

* Je la croirois volontiers postérieure au statut de l'an 1337 , dont il sera parlé en son lieu.

118 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

toujours sur la gratuité , comme sur un objet que l'on a extrêmement à cœur : en sorte qu'il n'est permis ni au chancelier , ni au souchancelier , ni aux examinateurs , de rien recevoir des étudiants qui se présentent à eux pour être examinés.

Dans un article du serment que l'on exigeoit des candidats, il est fait mention de la paille & des herbes dont on jonchoit les écoles & les salles d'examen pour la commodité des jeunes gens. Telle étoit la simplicité des mœurs antiques. La paille s'appelloit en vieux langage *squarre* ou *seurre*, & la rue des Ecoles des Nations en a jusqu'aujourd'hui retenu le nom.

Les pièces dont je viens de parler , sont curieuses pour ceux qui veulent se rendre savans dans les usages anciens de l'Université , & elles doivent être lûes par eux avec soin.

Hist. Un. En la même année 1288, le trente
Par. T. III. Avril, l'Université assemblée à S. Julien le Pauvre fit un règlement touchant l'obligation d'assister aux obseques des maîtres qui viennent à décéder. Cet objet , très digne assurément de la charité chrétienne , étoit regardé par nos ancêtres , comme je l'ai déjà

observé plus d'une fois, sur le pied d'un devoir capital. Il est donc dit que s'il meurt un maître dans l'exercice actuel de la régence en quelque Faculté que ce soit, tous les maîtres actuellement régens de toutes les Facultés assisteront à ses funérailles, c'est-à-dire, aux vêpres & à la messe; que nul ne se retirera avant que la cérémonie soit finie par l'enterrement: & que ce jour toute leçon, tout exercice académique cessera.

Nous apprenons par deux statuts, *Hist. Un. Par. T. III. p. 486* dont l'un est de la Faculté des Arts au mois de Septembre de la même année 1287.

1288, l'autre est de la Nation de France au mois de Janvier 1289, une partie de l'ordre qui s'observoit dans l'administration des revenus des Nations, & de ceux de la Faculté qui les réunit en un tout. Je ne vois point encore de biens fonds qui fussent possédés par aucune de ces compagnies. Il paroît que tout leur revenu consistoit en droits qui se percevoient sur les étudians, & sur les candidats du baccalauréat & de la maîtrise ès Arts. Ces droits étoient levés par les Procureurs & officiers ou députés de chaque Nation, & probablement il y en avoit une partie qui

120 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 restoit à la Nation pour son usage ;
 & une autre qui passoit entre les mains
 du Recteur pour les dépenses com-
 munes de la Faculté. Voilà ce que je
 puis recueillir des deux statuts combi-
 nés, qui prennent des mesures pour
 la fidélité de la gestion & l'exactitude
 des comptes.

J'observe encore dans le premier
 l'établissement d'une police qui mérite
 d'être remarquée. Il y est dit que le
 jour qu'un Procureur aura été élu par
 sa Nation, son nom sera notifié au
 Recteur, & que ce ne sera qu'après
 cette notification que le Procureur
 pourra être admis à rapporter le suf-
 frage de sa Nation dans la Faculté. Le
 Recteur écrira sur son livre ou registre
 le nom du Procureur & la date de
 l'élection.

Erection de
 l'Ecole de
 Montpellier
 en Univer-
 sité.

p. 438.

Quoique mon plan soit de me ren-
 fermer dans ce qui regarde l'Univer-
 sité de Paris, sans m'engager à traiter
 l'histoire des autres, fondées ou dans
 le royaume ou dans les pays étrangers,
 je crois pourtant devoir parler de l'é-
 rection de celle de Montpellier, parce
 qu'il s'est trouvé des écrivains qui ont
 voulu sans aucun fondement lui arro-
 ger la prééminence d'antiquité sur la
 nôtre.

notre. L'Université de Montpellier fut érigée par le pape Nicolas IV, le premier de l'ordre des François qui ait été élevé au souverain pontificat. La bulle d'érection est du vingt-six Octobre 1289. Elle atteste, ce qui est bien connu d'ailleurs, qu'il y avoit déjà dans la ville de Montpellier une Ecole, des maîtres & des étudians. Mais elle y érige une *étude générale*, c'étoit alors l'expression qui caractérisoit ce que nous appellons aujourd'hui *Université*, avec pouvoir de conférer le degré de maître ou docteur dans l'un & l'autre Droit, en Médecine, & ès Arts. Il n'est point parlé de la * Théologie, qui, suivant ce que j'ai remarqué plus d'une fois, étoit réservée spécialement à l'Université de Paris. L'évêque diocésain donnera avec le conseil des maîtres la licence d'enseigner, & ceux qui l'auront reçue, pourront en faire usage & enseigner partout sans aucun nouvel examen.

Cet exposé très simple donne la décision de la dispute de l'antiquité entre les Universités de Paris & de

* Elle est exceptée
nommément dans la bul-
le d'érection de l'Univer-
sité de Lisbonne, don-

née l'année suivante, &
rapportée par Duboullai,
p. 492 & 494.

122 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Monpellier. L'Ecole de Montpellier est très ancienne pour la Médecine, & plus ancienne en ce genre, comme j'ai eu soin de l'observer, que celle de Paris. Mais nous avons la date de l'érection de l'Ecole de Montpellier en Université, date bien postérieure à la formation de l'Université de Paris, qui jouissoit longtems auparavant de tous ses privilèges, sans que l'on puisse marquer l'époque précise de son établissement en compagnie, ni citer par rapport à elle un titre de fondation, qui vraisemblablement n'a jamais existé.

Fondation de la chapelle du cardinal Cholet.

Hist. Un. Par. T. III. p. 489. & Mém. sur les bénéfices de l'Université, p. 10 & suiv.

Nous avons vû en 1278 deux chapellenies fondées pour l'Université. L'année 1289 nous présente l'institution d'une troisième, dans un cas tout semblable, sous les mêmes conditions, & avec le même sort. Les gens du cardinal Jean Cholet, qui étoit actuellement légat en France, ayant pris querelle avec des écoliers de l'Université contre le bourg S. Germain des Prés & Vaugirard, en maltraitèrent plusieurs, & en laissèrent un mort sur la place. L'Université porta ses plaintes au Roi, & le cardinal légat crut n'avoir point de meilleure parti à

prendre que celui d'accommoder l'affaire. Il chargea de la négociation son pénitencier frère Richard Franciscain , qui comparut le trente du mois d'Août devant * l'Université assemblée aux Bernardins , & s'engagea , non pas au nom du cardinal , que l'on ménageoit par respect , mais au nom des coupables , qui ne sont pourtant désignés que d'une manière vague , à fonder une chapellenie de vingt livres Paris de rente , à la collation de l'Université. Il s'engagea aussi à faire construire l'autel de la chapelle , & à la meubler de tout ce qui est nécessaire pour la célébration des saints mystères. Il promit encore de payer

* L'acte dont il s'agit ici fournit un exemple de ce que nous avons observé ailleurs , touchant le peu d'attention que l'on apportoit anciennement à ranger les noms suivant la dignité des personnes. Le Recteur est à la tête : mais ensuite sont mentionnés plusieurs maîtres & écoliers en Théologie , en Droit , en Médecine , et Arts , & enfin les Procureurs des quatre Nations. On sent bien que les Procureurs ne sont pas là à

leur place. L'inattention à l'observation des rangs est encore plus palpable dans l'acte dont nous parlerons tout-à-l'heure , au sujet de la contestation entre l'Université & Pierre d'Anselme. Dans cet acte les Procureurs & les maîtres sont d'abord nommés avant le Recteur , & dans un autre endroit de la même pièce , les mêmes personnes sont citées dans un ordre différent , le Recteur , les Maîtres , & les Procureurs des Nations.

rente livres en dédommagement des frais que le Recteur & l'Université avoient été obligés de faire pour la poursuite du procès. Enfin il se chargea de la recherche des coupables , qui , lorsqu'on les auroit découverts , seroient livrés à la peine que méritoit leur forfait. Pour sûreté & garantie de l'exécution de ses promesses , il donna deux cautions , qui furent deux marchands , l'un de Florence , l'autre de Pistoie. Après toutes ces conventions bien énoncées , bien établies , le Recteur déclara qu'il s'obligeoit dès le moment présent à renoncer à toute action , du jour que tous les articles concernant la chapelle & la chapellenie seroient exécutés conformément aux engagements qui venoient d'être pris. Le roi Philippe le Bel , par un diplôme du mois de Novembre suivant , autorisa cet accord , & permit à l'Université d'acquiescer dans son domaine les vingt livres de rente , qui devoient servir de dotation à la chapelle.

Tout étoit donc conclu & arrêté : & cependant nous ne voyons aucune exécution de ce projet , à moins que l'on n'y rapporte une acquisition faite

par l'Université en 1299, d'une rente de vingt livres Parisis moyennant trois cens livres Tournois payées & fournies par elle. Du reste il n'est plus fait mention dans aucun monument existant de la chapelle du cardinal Cholet. Ce cardinal est le fondateur du collège qui porte son nom, comme nous le dirons dans la suite.

Une affaire de mince conséquence en elle-même ne doit pourtant pas être omise ici, vu qu'elle a trait à des prétentions qu'il n'est jamais permis aux compagnies de négliger, ou du moins d'oublier. Il s'agissoit d'une petite place, située entre la vieille chapelle de S. Martin à la tête du pré aux clercs, & la maison de Pierre d'Ancelire, qui ne prend pas d'autre qualité que celle de clerc. L'Université & Ancelire se contestoient la propriété de cette place. Une transaction finit ce différend à l'amiable par un partage. Mais ce qui mérite d'être remarqué, c'est que dans l'acte qui en fut dressé, & que nous avons, le Recteur & les Procureurs agissent seuls au nom de l'Université comme parties contractantes, sans que les Facultés dites supérieures ni leurs doyens y

Affaire concernant une portion du Pré aux Clercs.

p. 490.

paroisſent, ſi ce n'eſt comme temoins.

Ainſi cette pièce autorife la prétention

- qu'ont eu de tout tems les Nations , que c'eſt à elles , comme compoſant d'abord & enſuite repréſentant l'ancienne Univerſité , qu'appartient le domaine direct & l'adminiſtration du pré aux clercs ; qu'originaiement les doyens & les Facultés n'y avoient point de part ; & que ce n'eſt que par tolérance , ou par l'ignorance de l'ancien droit , qu'ils s'y ſont introduits.

L'évêque de Paris célèbre la meſſe de la fête patronale de la Nation de France.

P. 493. 494.

Il n'eſt pas étonnant , vû la conſidération dont jouiſſoit alors l'Univerſité ; que les prelates euſſent pour elle , & pour les compagnies qui en ſont parties, des égards d'attention & de politreſſe. Simon Marſas de Buci , qualifié professeur des Loix civiles , docteur en Décret , l'un des juges de l'échiquier de Rouen , & qui étant chanoine de Paris & archidiaque de Reims devint évêque de Paris en 1289 , ſe laiſſa aiſément engager l'année ſuivante par la Nation de France à célébrer pour elle la meſſe au jour de la fête de S. Guillaume , qui eſt ſa fête patronale , dans l'Egliſe de S. Etienne d'Egrès. Aujourd'hui les ſimples docteurs en Théologie ſemblent dédaigner cet honneur :

& la Nation, pour ne point s'exposer à des rebuts déguisés en excuses affectées, s'adresse le plus souvent à l'un de ses maîtres.

Le différend entre le chancelier de l'Eglise de Paris & l'Université n'avoit été tout au plus qu'assoupi, mais non terminé. A Philippe de Thori, qui mourut à Rome en poursuivant l'affaire, avoit succédé dans cette dignité Nicolas de Nonancour, & à celui-ci Berthold ou Bertaud de S. Denys. Le changement de titulaires ne changeoit rien dans les procédés. L'esprit général qui possédoit tous les chanceliers, étoit un esprit d'indépendance & même de despotisme. Ils avoient sans doute le droit d'accorder la licence : mais ils vouloient en user sans autre règle que leur volonté, sans s'assujettir à aucune loi. Cette conduite soutenue par Bertaud réchauffa la querelle, & produisit une scène en l'année 1290. Jean de Wasta alors Recteur, dans une procession qui se fit à S. Jacques de la Boucherie, monta en chaire, & après avoir exposé les abus que commettoit le chancelier dans l'exercice de sa charge au mépris des usages anciens, & en particulier de la bulle

Suite des différends entre l'Université & le Chancelier de N.
p. 480. 41

128 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de régleme^{nt} du pape Grégoire IX,
il déclara qu'au nom de l'Université il
se rendoit appellant de ces abus au S.
Siège : & il fit sur le champ dresser en
forme son acte d'appel par un notaire
apostolique.

Nous ne pouvons dire au juste quel-
les furent les suites de cet appel. Mais
nous voyons que la dispute étoit en-
core très animée deux ans après. La
p. 501. Faculté des Arts assemblée à S. Julien
le Pauvre le sept Mai 1292, fit une
délibération par laquelle elle défen-
doit à tous les bacheliers de se pré-
senter à l'examen de Notre-Dame pour
obtenir la licence, tant que le procès
durerait.

Fin. Cet acte est le dernier qui nous res-
te touchant le long démêlé dont je
rends compte. Duboullai soupçonne
que la paix étoit rétablie en 1295 : &
sa conjecture est fondée sur ce que le
pape Boniface VIII, dans une bulle
qu'il donna cette année pour astrein-
dre à une résidence exacte le chancelier
aussi bien que le doyen & le chan-
tre de l'Eglise de Paris, ne fait aucune
mention de difficultés qui subsistas-
sent entre le Chancelier & l'Univer-
sité. Ce qui est certain, c'est que pen-

dant un espace de tems considérable il ne paroîtra plus de vestige de cette espèce de guerre , qui entremêlée de trêves avoit duré plus de vingt ans.

Dans l'intérieur de la Faculté des ^{Statut de la} Arts il se glissoit des abus : mais elle ^{Faculté des Arts contre} étoit très vigilante à les réprimer. ^{quelques abus.} Quelques maîtres , par un vil intérêt , cherchoient à grossir leur auditoire , ^{Hist. Un. par T. III} & à s'attirer des écoliers. L'esprit de ^{R. 497.} parti s'en mêloit , & de Nation à Nation , d'une partie de Nation à l'autre , il se tramoit des intrigues pour s'enlever mutuellement les écoliers , ou pour se les attacher comme par privilège exclusif. La Faculté des Arts , par un statut du quatorze Octobre 1290 , défendit toutes ces manœuvres , décernant des peines contre ceux qui s'en trouveroient coupables , & astreignant à révélation quiconque dans le corps en seroit instruit : le tout sous l'obligation , suivant l'usage qui régnoit alors , de sermens accumulés. Le vœu de la Faculté étoit que le choix des maîtres fût pleinement libre pour les écoliers , sans distinction de Nations , dont l'ordre ne s'observoit que par rapport aux degrés de bachelier & de maître ès Arts.

Règlement
de l'Univer-
sité pour les
parchemi-
niers. Droits
du Recteur
sur le parche-
min.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 499-501.
C^o Privil. de
l'Université,
p. 163 C^o
suiv.*

Sous l'année 1291 je trouve le plus ancien témoignage existant du droit de l'Université sur le parchemin, & de l'exercice de ce droit à la foire du Lendit. Mais j'observerai encore ici, comme je l'ai fait par rapport à tant d'autres objets, que la plus ancienne mention du privilège n'est pas l'époque de son origine. Il paroît tout d'un coup comme subsistant & pratiqué, & non pas comme une nouveauté qui s'introduit.

L'acte dont je parle est un statut de l'Université au sujet des parcheminiers. Dans le préambule on se plaint en termes durs de leurs fraudes, de leurs malversations, & l'Université par divers articles de règlement y applique le remède avec une pleine autorité. Je ne donnerai point le détail de ces articles, & j'en extraurai seulement ce que j'y remarque de plus curieux par rapport aux droits de l'Université.

Premièrement il est défendu aux parcheminiers de Paris d'acheter le parchemin ailleurs que dans la halle des Maturins, ou à la Foire. L'Université avoit chez les Maturins une salle, qui lui étoit prêtée librement

par les religieux de cette maison , pour être le dépôt de tout le parchemin qui entroit à Paris. Le marchand forain qui l'y avoit apporté , étoit obligé d'aller sur le champ annoncer son arrivée au Recteur , ou de le faire avertir : & le Recteur envoyoit quelqu'un de sa part pour compter les boîtes de ce parchemin , & le faire visiter & taxer par quatre parcheminiers jurés de l'Université. Après cette opération , le marchand devoit tenir son bureau ouvert pendant vingt-quatre heures aux seuls écoliers , praticiens , ou autres particuliers , qui avoient besoin de parchemin : & ce n'étoit qu'au bout de ces vingt-quatre heures , qu'il lui étoit permis de vendre aux marchands de Paris. A la foire du Lendit , qui se tient à S. Denys , & à celle de S. Lazare , le Recteur faisoit pareillement visiter tout le parchemin que l'on y apportoit , & les marchands de Paris ne pouvoient en acheter qu'après que les marchands du Roi , ceux de l'évêque de Paris , les maîtres & écoliers de l'Université s'en étoient fournis.

Un autre article du statut de 1291 porte, que si un maître ou écolier ayant

132 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

besoin de parchemin , se trouve présent au moment où des marchands de Paris en achètent du marchand forain , ce maître ou cet écolier pourra en prendre ce qui lui est nécessaire au prix du marché , en donnant seulement au parcheminier de Paris six deniers par livre de profit.

Le droit de l'Université & de son Recteur sur le parchemin s'est conservé jusqu'à ce jour. Tout le parchemin qui entre à Paris , est porté , non plus dans la halle des Maturins , qui ont voulu affranchir leur maison d'une gêne dont ils ne retiroient aucun fruit , mais dans une salle du collège de Justice. Là le parchemin est visité , & reçoit la marque du Recteur , à qui en conséquence chaque botte doit seize deniers Parisis , ou , ce qui est la même chose , vingt deniers Tournois. L'usage s'est établi depuis environ deux siècles d'affermir ce droit : & le produit qui revient de la ferme , est le seul revenu fixe du rectorat. •

Le Pré aux Clercs ne cessoit de fournir matière à des contestations vives entre les moines de S. Germain & l'Université. Nous en avons vu une sanglante. Celle qui fut apaisée par

une transaction de l'année 1292, n'avoit pas produit de si violens effets. Elle embrassoit trois objets, une place léguée à l'Université par Raoul d'Aubusson, une porte charetière de l'abbaye, qui donnoit sur le pré de l'Université, ainsi que l'acte s'exprime, & la limitation du fossé de l'abbaye le long du même pré.

Raoul d'Aubusson étoit un chanoine d'Evreux, homme de bien, & vertueux ecclésiastique, comme il paroît en ce qu'ayant été élu pour remplir le siège épiscopal de cette ville, il renonça volontairement à son droit, & se contenta de l'état plus modeste & moins périlleux qu'il remplissoit. Ce chanoine acquit en 1254 des moines de S. Germain un espace de terrain de cent soixante pieds quarrés, par où il falloit que les écoliers passassent pour aller au pré aux Clercs; & en mourant il le légua à l'Université, ou plutôt, suivant que s'exprime Duboullai, il le mit en la garde & protection de l'Université, dans la vûe que ce qui en proviendrait, fût converti au profit des pauvres écoliers.

L'Université jouit de son legs depuis l'année 1258, qui fut celle de la

Transaction
entre les
moines de S.
Germain, re-
lative au Pré
aux Clercs.

*Hist. Un:
Par. T. II P.
p. 501. 498.
402. 369. &
Mém. sur le
Pré aux
Clercs,
p. 76-78. &
38-99.*

*Hist. de Pa-
ris, T. I.
p. 461.*

134 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
mort de Raoul d'Aubusson , jusqu'en
1292. Alors par la transaction dont il
s'agit , elle convint de céder aux moi-
nes la propriété de la place léguée par
d'Aubusson , de leur laisser l'usage li-
bre de leur porte charretière sur le
pré , de fixer suivant qu'il leur étoit
commode le cours de leur fosse jus-
qu'à la rivière : le tout moyennant
quatorze livres Parisis de rente an-
nuelle & perpétuelle , qu'ils payeroient
à l'Université pour les besoins des pau-
vres écoliers.

Nous sommes trop éloignés des tems ,
pour pouvoir décider avec certitude à
laquelle des deux parties contractan-
tes l'accord fut avantageux. Nous ob-
serverons seulement que le préjugé est
pas ici pour l'Université. Ce qui est
certain , c'est qu'il s'éleva des plaintes
contre cette transaction : & nous
avons dans nos archives un long mé-
moire , dans lequel elle est criti-
quée , comme contraire aux intérêts
de la compagnie ; comme faite sans
pouvoir suffisant , parce que de sim-
ples députés conclurent l'affaire sans
être autorisés par une délibération de
tout le corps ; & même comme peu
digne de la fidélité que l'Université

devoit à la garde d'un legs, qui étoit plutôt un dépôt entre ses mains, qu'une possession dont elle fût maîtresse. Ce sont peut-être ces motifs qui empêchèrent l'Université de donner une pleine & entière exécution à l'accord, en exigeant le paiement de la rente convenue par les moines. Les arrérages s'accumulèrent pendant cinquante-deux ans : & il fut besoin d'une nouvelle transaction, dont nous parlerons sous l'an 1345.

Les années immédiatement suivantes sont assez stériles en événemens, au moins intéressans, qui regardent l'Université. Il suffit de faire une légère mention d'une ordonnance de Philippe le Bel en 1293, pour amortir quelques possessions acquises par les écoliers de S. Nicolas du Louvre. Je remarque plus volontiers, en mil deux cens quatre-vingt-quatorze, la promotion de Jean le Moine au cardinalat. C'étoit un élève de l'Université, qui y a fondé un collège encore aujourd'hui subsistant, & il s'étoit rendu célèbre pour son habileté dans le Droit canon, étude alors fort cultivée parce qu'elle étoit récompensée. Je n'insisterai point sur l'exaltation du cardinal Benoît

Faits moins
importans.

Hist. Um.
Par. T. III.
p. 508.

p. 509.

Cajétan au souverain pontificat sous le nom de Boniface VIII. Il avoit été chanoine de Paris , mais je ne trouve aucune preuve qu'il ait appartenu à l'Université , ni comme élève , ni comme maître : & franchement , quoiqu'il fût homme d'esprit , & très savant dans l'une & l'autre jurisprudence , la manière dont il s'éleva à la première place de l'Eglise , & la conduite qu'il y tint , ne doivent nous laisser aucun regret de ne pouvoir nous attribuer un pareil suppôt. Dès la première année de son pontificat il donna en 1295 une bulle , par laquelle il exemptoit les frères Mineurs de la juridiction des Ordinaires , & revendiquoit pour le S. Siège la propriété de tous les biens dont ces religieux avoient l'usage : deux dispositions , dont l'une est contraire à la bonne discipline , & l'autre roule sur un objet bien peu sérieux : si ce n'est qu'elle devint même funeste , par les disputes aussi cruelles que frivoles qu'elle occasionna , touchant la propriété des choses qui se consomment par l'usage , telles que les alimens.

Les privilèges accordés par Philippe le Bel aux maîtres & écolliers de

L'Université, sont des faits importants dans le plan de notre histoire. Ce prince multiplia durant tout le cours de son règne les preuves signalées de sa protection sur les Lettres, & sur ceux qui les cultivoient : & je trouve trois ordonnances de lui dans l'espace de trois ans, qui portent ce caractère.

Privilèges accordés à l'Université, ou renouvelés, par Philippe le Bel durant tout le cours de son règne.

Hist. Un. Par. T. III. p. 513. & Privil. de l'Université, p. 74. & suiv.

En 1295, ayant à soutenir la guerre contre les Anglois, pour subvenir aux dépenses qu'elle exigeoit, il imposa une taxe à titre de prêt sur ses sujets. On voulut regarder les maîtres & écoliers de Paris comme compris dans cette taxe. Mais sur leurs réclamations & leurs plaintes, le Roi rendit une ordonnance qui les en affranchissoit.

Deux ans après, c'est-à-dire en 1297, Gui comte de Flandres entra dans la ligue contre son souverain : & à l'occasion de cette rébellion, qui irrita extrêmement le Roi, les Flamands & autres étrangers qui étudioient à Paris & à Orléans pouvoient craindre d'être inquiétés. Philippe les rassura en les prenant, par une déclaration solennelle, sous sa protection & sauvegarde, eux & leurs Messagers. Il est

bon de remarquer , que c'est ici la première fois que les Messagers de l'Université de Paris sont mentionnés expressément , mais que leur antiquité , comme il sera prouvé ailleurs , remonte incontestablement beaucoup plus haut.

La même année le même roi Philippe le Bel , faisant actuellement le siège de Lille en Flandre , s'occupant néanmoins du soin de pourvoir aux intérêts des maîtres & écoliers de Paris. Il leur accorda , de quelque pays & nation qu'ils fussent , l'exemption de tout droit de péage pour le transport de tout ce qui pouvoit leur appartenir dans toute l'étendue de son royaume.

Puisque j'ai été amené par l'ordre des remes à entamer la matière des privilèges royaux dont l'Université est redevable à Philippe le Bel , je crois qu'il est assez convenable de placer ici tout ce que son règne nous fournit sur cet article , soit en genre de concessions primitives , soit en simples renouvellemens. On en sentira d'autant mieux & le zèle de ce prince pour protéger l'Université , & l'étendue des privilèges & exemptions dont il voulut qu'elle jouît.

Je viens de parler de l'affranchissement du joug des péages. L'intention de Philippe étoit que cette exemption eût lieu en faveur des maîtres & écoliers, non seulement sur les terres & pays de son domaine direct, mais encore dans les seigneuries de ses vassaux. Sur ce principe il adressa au comte de Boulogne un mandat, daté du lundi après la S. Martin d'hiver 1303, pour lui ordonner de laisser passer les écoliers sur ses terres, avec toutes les provisions nécessaires pour leur subsistance & leur entretien, sans en exiger aucun droit : & comme ce comte ne se rendoit pas fort exact à observer la loi qui lui étoit imposée, Philippe par un second mandat du 6 Mai 1304, chargea le bailli d'Amiens de tenir la main à l'exécution du premier.

Malgré la protection déclarée du Roi, il étoit difficile sans doute que les écoliers jouissent de leur privilège sur les terres du comte, si ce seigneur continuoit de s'y opposer. Il se rendit plus traitable, & en 1312 de son consentement Philippe le Bel exempta du péage de Wissant les écoliers de Paris, mais seuls, sans que la même faveur

*His. Un.
Par. T. IV.
p. 164.*

pût s'étendre à quelque autre personne que ce pût être , laïque ou ecclésiastique. Les motifs qui engagent le Roi à gratifier ainsi les étudiants de Paris , sont énoncés dans le diplôme d'une façon très énergique , & très honorable à notre Université : & je ne puis me refuser à la satisfaction que j'ai à les transcrire ici. » Nous croyons , » dit Philippe , qu'il est dû de grands » égards aux travaux , aux veilles , aux » sueurs , à la disette de toutes choses , » aux peines , & aux périls , que subissent les étudiants dont il s'agit pour » acquérir la perle précieuse de la » science. Nous considérons comment » ils quittent leurs amis , leurs parens , » leur patrie , comment ils méprisent » leurs biens & leurs fortunes , venant des pays éloignés pour satisfaire la soif ardente qu'ils ont de » puiser à la source des eaux vives , » d'où ensuite ils en font couler les » ruisseaux dans toutes les parties du » monde : en sorte que la lumière de » la Foi , les traditions des saints Pères , & la doctrine de l'Eglise notre » mere , brillent par eux d'une nouvelle splendeur , qui éclaire tout le » l'univers. » C'est ainsi que nos rois

se faisoient gloire de penser & de s'exprimer au sujet de l'Université de Paris, envisageant toujours, comme on le voit, pour principal point de vûe l'étude de la Religion.

Philippe le Bel étoit tellement déterminé à favoriser les écoliers, qu'il ne voulut pas permettre que les bourgeois de Paris, dont ils occupoient les maisons, exigeassent d'eux des gages pour sûreté des loyers qui pouvoient leur être dûs. Cette affaire souffrit pourtant de la difficulté. Les bourgeois firent des représentations au Roi, qui les écouta contradictoirement avec le Recteur & les Procureurs de l'Université. C'est ce que nous apprennent deux ordonnances de Philippe des mois de Février & Juillet 1300, adressées l'une & l'autre au prévôt de Paris. Nous ne pouvons pas dire quelles en furent les suites, ni s'il intervint sur les plaintes des bourgeois une décision favorable ou contraire.

En 1302 au mois de Mars Philippe le Bel confirma le fameux privilège accordé cent deux ans auparavant à l'Université par Philippe-Auguste; & déjà ratifié par les rois Louis IX & Philippe le Hardi. Pour en assurer

*Hist. Un.
Par. T. III,
p. 544. O
Privil. de
l'Université,
p. 77.*

*Hist. Un.
Par. T. IV,
p. 3.*

l'exécution, on se souvient qu'il étoit prescrit par la même ordonnance au prévôt de Paris d'en jurer l'observation à son entrée en charge entre les mains du Recteur. Philippe ajouta de nouvelles précautions. Il ordonna que ce serment se renouvelât tous les deux ans. Le privilège devoit être lû dans cette cérémonie, & expliqué en François : après quoi le prévôt adressant la parole en même langue à ses sergens & archers, étoit tenu de leur dire :

» Je veux que vous sachiez que j'ai
 » juré d'observer ce privilège ; & je
 » vous ordonne sous les plus grandes
 » peines que je puisse vous infliger, de
 p. 25. » le garder fidèlement. » Par une nou-

velle déclaration, donnée en l'année
 suivante 1303, le même roi marqua
 pour lieu de la prestation du serment
 l'Eglise de S. Julien le Pauvre ; cir-
 constance peu essentielle, & à l'ob-
 servation de laquelle on ne s'astreignit
 pas scrupuleusement. Enfin pour cou-
 per pied aux subterfuges par lesquels
 les prévôts de Paris cherchoient à se
 dispenser d'un cérémonial, qui, à tort
 ce me semble, leur paroïssoit onéreux,

p. 100. Philippe, au commencement de l'an-
 née 1306, prévoyant qu'il alloit s'é-

loigner pour quelque tems de la capitale , déclara par une ordonnance adressée à tous les prévôts qui pourroient se trouver en place successivement , que l'absence du Roi n'étoit point une raison pour eux de manquer à ce devoir , & que son intention étoit qu'ils s'en acquiescent exactement sans attendre une nouvelle injonction de sa part.

Malgré une loi si expresse , Pierre le Févre , prévôt de Paris en 1308 , p. 114. tâcha d'éluder l'obligation de prêter serment après son installation entre les mains du Recteur. Il s'absenta , il alléguâ diverses excuses , qui parurent de mauvais prétextes. Mais enfin , cité en forme au nom du Recteur & de l'Université, il comparut le dix Octobre devant la compagnie assemblée aux Bernardins. Là le Recteur se plaignit avec force des délais affectés du prévôt , qui étoit présent ; & il conclut qu'on devoit le punir grièvement , comme désobéissant , & violateur des privilèges de l'Université. Le prévôt s'estima heureux d'être admis à faire d'humbles excuses , & il remplit le devoir prescrit.

144. Le chevalier du Guet fut aussi soumis par une ordonnance de Philippe le Bel en 1311, à l'obligation de jurer l'observation des privilèges de l'Université. Ce prince n'omettoit aucune des précautions qui pouvoient tendre à assurer l'état & la tranquillité des maîtres & des écoliers.

On fait que Philippe, ou par la nécessité de ses affaires, ou pour d'autres motifs moins légitimes, augmenta beaucoup les levées de deniers dans son royaume; & l'on fait encore combien cet objet le touchoit. Il eut néanmoins même en cette partie de grands égards pour l'Université. C'est de quoi j'ai déjà cité des preuves, & j'y ajoute ici deux ordonnances de ce prince; l'une en 1304, qui exempta les maîtres & écoliers d'une subvention qu'il venoit d'imposer; l'autre en 1307, par laquelle il défend au prévôt de Paris de mettre à la taille les libraires de l'Université. Une des ressources qu'il employa dans la disette d'argent où il se trouvoit fréquemment, fut l'altération des monnoyes, qui causa de grandes plaintes, & dont il témoigna un vif repentir au lit de la

Privil. de l'université,
78-89.

la mort. Il accorda encore par rapport à cet article des exemptions & des franchises aux écoliers. En un mot ce prince, qui mêlé de bien & de mal dans sa conduite, a mérité des louanges & des censures de la part de tous ceux qui ont parlé de lui, s'est comporté à l'égard de l'Université d'une manière qui ne nous permet que de nous louer de ses bontés, & d'exprimer de grands sentimens de reconnoissance pour sa mémoire.

Nous avons encore des monumens subsistans de la justice rendue par Philippe le Bel à l'Université dans deux occasions importantes, & de la réparation qu'il ordonna lui être faite pour des violences commises contre ses sup-pôts. Ce sont cinq chapellenies, trois d'une part, deux de l'autre, dotées chacune de vingt livres Parisis de rente, à prendre sur le Châtelet de Paris pour les premières, pour les autres sur le trésor royal. Voici l'histoire de la première fondation.

Fondation
des chapelle:
du Châtelet.
*Hist. Un.
Par. T. III
p. 542. &
Mém. sur le
bénéfices de
l'Université
p. 16-34.*

En 1298 Simon de Messemi actuellement Régent ès Arts fut tué, sans que l'on nous explique ni par qui, ni comment. Sur les plaintes de l'Université contre cet attentat, le Roi condamna

146 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 les * meurtriers à payer la somme de
 mille livres Parisiis , qui seroient em-
 ployées à fonder quatre chapelles , où
 l'on prieroit Dieu pour le repos de
 l'ame de celui qui avoit été tué , &
 aussi pour les autres maîtres & écoliers
 de l'Université après leur mort. De ces
 mille livres l'Université acquit quel-
 ques biens fonds près de Longjumeau ,
 que le Roi ensuite retint dans sa main ,
 donnant en échange soixante livres de
 rentes assignées sur le Châtelet. Ces
 soixante livres ne pouvoient suffire
 que pour trois chapellenies sembla-
 bles à celles qui avoient été fondées
 précédemment dans l'Université. C'est
 sur ce pied que la chose fut exécutée ;
 & ces trois chapelles , dites parmi
 nous du Châtelet , plus heureuses que
 les précédentes , se sont conservées
 jusqu'aujourd'hui , du moins quant au
 titre , toujours à la collation de l'U-
 niversité. Duboullai , dans son mé-
 moire sur les bénéfices de l'Université ,
 a recueilli la liste de tous les chape-

* L'ordonnance de Phi-
 lippe le Bel , telle que
 je la trouve dans Du-
 boullai , n'exprime point
 par qui doivent être
 payés les mille livres.

On ne peut suppléer
 cette omission d'une fa-
 çon plus vraisemblable ,
 qu'en supposant que ce
 sont les meurtriers qui y
 sont condamnés.

lains qui ont successivement possédé ces trois chapelles, depuis l'an 1417, qui est le tems le plus reculé auquel il ait pû remonter, jusqu'à l'année 1675, dans laquelle il écrivoit. Depuis cette dernière année il seroit bien aisé à ceux qui en seroient curieux de continuer & d'achever la liste, à l'aide des registres de l'Université, jusqu'à nos jours.

L'affaire qui donna lieu à la fondation des chapelles du trésor, fut d'un plus grand éclat que la première à tous égards. En 1304 Pierre Jumel prévôt de Paris fit pendre un écolier clerc, au préjudice de l'appel interjetté par l'accusé, qui réclamoit son privilège, & demandoit à être renvoyé au juge d'Eglise. On peut soupçonner qu'il y eut de la précipitation dans la conduite du prévôt, qui probablement, suivant l'esprit & la méthode de ses prédécesseurs, souffroit avec peine & se faisoit un plaisir de contrequarrer les privilèges dont jouissoit l'Université. En tout cas il en fut bien puni. L'Université ayant cessé ses leçons en toute Faculté, avec résolution de ne les point reprendre qu'elle n'eût obtenu justice, dicta elle-même

Fondation
des chapelles
du trésor.

*Hist Un.
Par. T. 1^{re}.*

*p. 72. &
Mém. sur les
bénéfices de
l'Université
p. 34-49.*

les loix de la satisfaction qu'elle prétendoit lui être due. Le prévôt fut déposé , & condamné de plus à constituer une rente annuelle & perpétuelle de quarante livres Tournois pour la fondation de deux chapelles qui seroient à la collation de l'Université : & le Roi chargea son trésor de cette rente. Voilà ce qui est constant. Quelques écrivains ajoutent d'autres circonstances. Ils disent que le prévôt fut obligé de dépendre le cadavre & de le baiser , & qu'il lui fallut faire le voyage d'Avignon pour obtenir du pape Clément V l'absolution de son forfait. Je ne donne pas ces faits pour certains , parce que l'autorité de ceux qui les rapportent , ne me paroît pas suffisamment établie. Les deux chapelles du trésor subsistent encore aujourd'hui , mais sans revenu. Si l'on est curieux d'en savoir complètement l'histoire , on peut consulter le mémoire de Duboullai sur les bénéfices de l'Université.

Les privilèges du clergé , tels qu'ils étoient reconnus alors , avoient été blessés par la condamnation de mort manée d'un tribunal laïc contre un rc. L'official de Paris rendit à ce

sujet une ordonnance des plus singu-
 lières , & qui mérite d'être rapportée
 ici , comme une preuve frappante des
 incroyables excès auxquels se portoient
 les tribunaux ecclésiastiques dans un
 tems où ils ne craignoient point le
 frein de la justice séculière. Voici en
 quels termes elle est conçue : » L'offi-
 » cial de Paris , le siège vacant , à tous
 » les archiprêtres , prêtres , curés , cha-
 » pelains , & à tous autres supérieurs
 » d'Eglises qui les présentes lettres ver-
 » ront , salut en Notre-Seigneur. Nous
 » vous ordonnons à tous & à chacun
 » de vous , en vertu de la sainte obéis-
 » sance , & sous peine de suspension &
 » d'excommunication qui fera encou-
 » rre par vous , si vous n'obéissez à
 » notre présent ordre , que demain
 » vous finissiez le service divin à l'heu-
 » re de Prime , & qu'à l'heure précise
 » de Tierce vous étant rendus proces-
 » sionnellement à l'Eglise de S. Bar-
 » thelemi de Paris avec vos peuples ,
 » portant la croix , l'eau benite , & les
 » étoles , vous alliez delà à la maison
 » qu'occupe , ou qu'a coutume d'oc-
 » cuper le prévôt , & qu'avec tous ceux
 » qui vous accompagneront , vous jet-
 » tiez des pierres contre la maison du-

» dit prévôt , en criant à haute voix :
RETIRE-TOI , RETIRE-TOI , MAUDIT
SATAN , RECONNOIS TA MECHANCETÉ ,
ET RENS HONNEUR A NOTRE MERE
SAINTE EGLISE , QUE TU AS DESHONO-
RÉE AUTANT QU'IL EST EN TOI , ET
OFFENSÉE DANS SES FRANCHISES. SI TU
NE LE FAIS , PUISSES-TU ESTRE ASSO-
CIÉ AVEC DATHAN ET ABIRON , QUE
LA TERRE ENGLOUTIT TOUT VIVANS.
 » Donné l'an de J. C. 1304, le lundi
 » avant la Nativité de la sainte Vier-
 » ge , » c'est-à-dire , le sept Septem-
 bre. Heureusement l'Université n'a au-
 cune part à un tel acte.

Une partie de ce que je viens de rapporter en dernier lieu , concourt pour le tems avec le fameux & scandaleux démêlé entre Boniface VIII & Philippe le Bel. Avant que de parler de cette terrible affaire , dans laquelle l'Université fit un rôle considérable , je crois devoir placer ici quelques faits particuliers , & tout de suite je rendrai compte de toutes les fondations de collèges , faites dans l'Université depuis le milieu jusqu'à la fin du treizième siècle.

Quoique les privilèges accordés par les papes aux religieux mendiants en

ce qui regarde la prédication , la confession , les legs pieux , n'intéressent proprement & directement que l'ordre ecclésiastique , cependant nous avons vû & nous verrons encore l'Université prendre part aux différends qui naquirent de cette source. C'est ce qui m'engage à rendre compte des grâces de ce genre que Boniface VIII prodigua aux Mendians.

Prote
accordé
Boniface
VIII
Mendians

J'ai déjà fait mention de la bulle de l'an 1295 , par laquelle il exempta les frères Mineurs de la juridiction des évêques. L'année suivante il fit à leur couvent & collège de Paris une largesse qui ne lui coutoit guères , mais dans laquelle se démontre le système qu'il s'étoit fait , touchant sa puissance absolue & despotique en toute matière ressortissante à l'Eglise. Boniface compatissant , dit-il , à la pauvreté de cette maison , lui accorde mille marcs d'argent à prendre indistinctement sur tous les legs pieux qui se feront dans le royaume de France. Ainsi il se croyoit permis d'ôter aux uns pour donner aux autres , & de frustrer à sa volonté les intentions des testateurs.

Hist. 1
Par. T. 1
p. 516.

152 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

La faveur dont je viens de parler , étoit pour une seule maison , & passagère. Un objet d'une bien autre étendue , & qui intéressoit toute la Chrétienté , étoit la querelle subsistante depuis cinquante ans entre les religieux mendiants & le clergé séculier touchant les pouvoirs de prêcher , de confesser , & de donner la sépulture. Sur cet article , qui tendoit à l'aggrandissement de son autorité , Boniface gratifia les ordres entiers des frères Prêcheurs & Mineurs , & il entreprit de terminer le procès par une décision mûrement pesée , qui devoit , selon lui , satisfaire les deux parties contendantes , mais qui accordant quelques légers adoucissmens au clergé , donnoit au fond gain de cause aux Mendiants. La bulle est de l'an 1299 , & elle s'explique séparément sur les trois chefs de contestation.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 345.*

Pour ce qui regarde la prédication , elle permet aux religieux des deux Ordres de prêcher librement dans leurs églises , dans les lieux qui leur appartiennent , dans les places publiques. Seulement ils doivent respecter l'heure à laquelle les prélats prêchent eux-

mêmes, ou font prêcher devant eux. Encore * ne sont-ils point astreints à cet égard, lorsqu'ils seront chargés de faire les sermons qui sont d'usage dans les Universités, & en quelques autres cas. Les seules Eglises paroissiales ne leur sont ouvertes pour y prêcher qu'avec la permission du curé, laquelle néanmoins peut être suppléée par un ordre de l'évêque.

Par rapport à la confession, les pouvoirs accordés par la bulle aux Mendians sont encore plus étendus. Car elle leur ordonne bien de se présenter aux prélats des lieux pour en obtenir la permission de confesser. Mais si cette permission leur est refusée, le pape, de la plénitude de sa puissance, répare ce défaut, & la leur donne. Dans les dispositions de cet article il n'est non plus parlé du canon du concile de Latran, que s'il n'eût jamais existé.

Enfin la bulle autorise les Mendians à enterrer dans leurs Eglises quiconque l'aura demandé, pourvû qu'ils

* M. l'Abbé Fleuri (Hist. Eccl. T. XVIII. p. 189.) interprète autrement le texte de la décrétale. Quoique je ne

m'écarte pas volontiers du sentiment d'un auteur si respectable, j'ai crû y être forcé dans l'occasion présente.

rendent au cure de la paroisse le quart de ce qui leur sera legue pour chaque sépulture : & ce quart privilege doit de même être fourni par eux aux cures sur les autres donations charitables des fideles mourans.

On sent assez que le clergé séculier devoit être peu satisfait d'un pareil règlement. Les Mendians n'obtenoient pas non plus tout ce qu'ils désiroient. Ainsi personne ne fut content , & les dissensions continuèrent.

Canoniza-
tion de S.
Louis.

Hi³. Un.
par. T. III.
p. 529.

La canonization de S. Louis par le même pape Boniface VIII en 1297 , fut un acte de justice envers la mémoire d'un roi agréable aux yeux de Dieu , & un trait de politique pour gagner l'affection des François. Qu'il me suffise d'indiquer ce fait en passant. Mais une nouvelle collection de décrétales des papes est une opération qui appartient à mon sujet, puisqu'elle intéresse l'étude du Droit canon.

Le Sixte.

Depuis l'édition des décrétales de Grégoire IX, plusieurs papes avoient donné des constitutions, dont il n'étoit pas toujours aisé, quand on en avoit besoin, de recouvrer des exemplaires, parce qu'elles n'étoient point collées sur un seul corps. Boni-

face, qui étoit grand canoniste, fit travailler à cette compilation, dans laquelle il inséra ses propres décrétales, & qui fut distribuée en cinq parties, relativement aux cinq livres des décrétales de Grégoire IX. Cette addition forme un sixième livre, auquel par cette raison est resté le nom de *Sexte*. Grégoire IX avoit adressé sa collection des décrétales aux Universités de Boulogne & de Paris par deux bulles toutes semblables. Boniface publiant la sienne en 1298, ne l'adressa qu'à l'Université de Boulogne. Il étoit dès lors en mauvaise intelligence avec Philippe le Bel : & il craignoit sans doute que son travail ne fût pas favorablement accueilli dans la capitale de ce prince. En effet les constitutions qui portent le nom de Boniface, n'ont jamais eu d'autorité en France.

Fleuri, Instit. au Droit Eccl. T. I. p. 14

Vers les mêmes tems, c'est-à-dire, en * 1297, ou en 1298, mourut un personnage qui peut paroître assez peu important en soi, mais qu'il ne m'est

Mort de Pierre-Jean d'Olive. Récit abrégé de ce qui le regarde.

* Je mets cette alternative, parce que la mort de Pierre-Jean d'Olive étant rapportée par les auteurs au mois de Mars 1297, on peut la pla-

cer, suivant qu'ils auront compté le commencement de l'année à la manière de Rome, ou à celle de France, soit en 1297, soit en 1298.

*Hist. Un.
Par. T. III.
p. 535 &
seqq. &
Fleuri,
Hist. Eccl.
T. XV III.*

pas néanmoins permis de passer sous silence, parce que ses enseignemens & ses maximes eurent de grandes suites, d'abord dans l'ordre de S. François, dont il étoit, & ensuite dans l'Eglise & même dans l'Etat. Je parle de Pierre-Jean d'Olive, frère Mineur, bachelier en Théologie de la Faculté de Paris, homme singulier, loué à l'excès par les uns, blâmé & persécuté à toute outrance par les autres, & que des esprits équitables n'oseront peut-être ni justifier en tout, ni condamner sans exception. On convient qu'il fut également savant & vertueux, zélé observateur de la règle de S. François, qu'il avoit embrassée; mais censeur amer, & de plus, esprit hardi, aimant à s'écarter des routes battues, & capable de donner dans des travers, que ses disciples poussèrent jusqu'aux plus pernicieuses conséquences. M. l'abbé *p. 362.* Fleuri ne fait point difficulté de le qualifier d'héritier & d'imitateur des folles visions de Jean de Parme & de l'abbé Joachim. D'un autre côté le zèle de Pierre-Jean d'Olive pour l'observance de sa règle étoit louable: & c'est ce qui lui attira une persécution violente & continuelle de la part d'un

grand nombre de ses frères , qui se laissoient aller au relâchement. De tout cela , de ce mélange de bien & de mal en sa personne , il résulta un grand inconvénient pour l'ordre des Franciscains. Dès que quelqu'un se déclaroit pour l'exacte observance , on l'accusoit d'être sectateur de Pierre-Jean d'Olive. En conséquence nulle réforme n'étoit praticable , & les abus se multiplioient. En mourant Pierre-Jean d'Olive donna une déclaration de ses sentimens , qui ne paroît contenir rien de bien condamnable , & il protesta de sa soumission au pape & à l'Eglise. Cependant , soit qu'il eût une doctrine secrète , soit que ses sectateurs aient outré ses principes , il laissa dans l'ordre des frères Mineurs un levain , non seulement d'animosité & de division , mais d'erreurs & d'égaremens.

Il me reste à parler des collèges fondés dans l'Université de Paris depuis l'an 1260. jusqu'en 1300. J'en trouve quatre , un régulier , celui de Clugni ; trois séculiers , ceux du Trésorier , d'Harcour , des Cholets.

Yves de Vergi , abbé de Clugni , commença en 1269 à bâtir un collège

p. 500

Fondation
de collègeCollège de
Clugni.

158 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

liff. Un.
. T. III.
395. &
IV.
410

à Paris pour les religieux de son Ordre. Son-neveu & successeur, de même nom, acheva les bâtimens. Henri de Fautières, pareillement abbé & général de Clugni, mit la dernière main à l'ouvrage vers l'an 1308, en confirmant, amplifiant, & perfectionnant les statuts, que ses prédécesseurs avoient seulement ébauchés. Nous avons ces statuts, & j'en extraurai ce qui m'y paroîtra de plus remarquable, tant pour la sagesse des réglemens, que par rapport au goût, à l'état, & aux loix des études.

J'observe premièrement, que cette fondation a pour objet unique la Théologie. Si la Philosophie y est admise, ce n'est que comme une préparation aux études théologiques. Du reste, les religieux que l'on enverra au collège de Clugni, doivent être suffisamment instruits de la Grammaire : & pour ceux qui voudroient s'appliquer au droit canonique, leur destination, suivant un ancien statut de l'Ordre, est d'aller en l'un de ces quatre lieux, Orléans, Toulouse, Montpellier, ou Avignon.

En second lieu, comme les places d'étudiants dans ce collège étoient de

véraies bourses, fournies & payées par le monastère auquel appartenoit le religieux boursier, on prévient l'abus qui pouvoit aisément se glisser dans la nomination à ces places, en ordonnant un examen préalable, que devoit subir le sujet présenté, afin que s'il n'a pas les dispositions nécessaires pour l'étude, il soit rejeté, & ne rende pas inutile par son incapacité un établissement qui pourroit fructifier en d'autres mains.

Le cours des études est fixé à une durée usitée alors, & même dérogeante en quelque chose au statut de Robert de Courçon, mais dont la longueur nous effrayeroit aujourd'hui : deux ans pour la Logique, trois ans pour la Philosophie naturelle : & il est défendu, non pas d'abrégier ce tems, mais de le prolonger au delà du terme prescrit, comme s'il eût été à craindre que quelquesuns ne le trouvassent trop court. Afin néanmoins que les étudiants en Logique & en Philosophie ne perdissent point de vûe la fin à laquelle ils devoient rapporter les connoissances humaines qu'ils acquéroient, il leur est ordonné d'entendre de tems en tems, & aux heures qu'ils auront libres, les leçons théologiques, soit du

160 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
maître actuellement professant dans la
maison , soit des bacheliers qui y fe-
ront leur cours.

Le nombre des années d'étude pour
la Théologie , n'est point déterminé
dans le statut : mais la loi en étoit
écrite dans les réglemens généraux &
les usages de l'Université. Une obser-
vation importante , & qui tombe éga-
lement sur les études philosophiques
& théologiques , c'est que la vivacité
devoit y être entretenue & la paresse
aiguillonnée par de fréquens exerci-
ces ; par l'obligation que l'on impo-
soit aux étudians de répondre aux in-
terrogations subites que leur feroit sur
les matières dont ils s'occupoient le
supérieur ou son délégué , pendant le
tems de la collation ; par des confé-
rences entre eux , qui se tiendroient
toutes les semaines , ou au moins de
quinze en quinze jours ; par l'habitude
qu'on leur feroit prendre de prêcher
dans l'intérieur de la maison , soit en
Latin , soit en François. Enfin celui
qui seroit jugé le plus capable entre
les religieux bacheliers en Théologie ,
devoit donner des leçons de Logique
& de Philosophie à ses confrères com-
mençans. On voit que toutes ces pra-

riques étoient fort bien entendues pour animer les études. Les établissemens sont ordinairement beaux, si la foiblesse humaine ne les faisoit pas dégénérer.

Un autre collège fut fondé en la même année que celui de Clugni, ou dans la précédente 1268 : c'est le collège du * Trésorier. Le fondateur fut Guillaume de Saone, trésorier de l'Eglise de Rouen. Il y établit vingt-quatre boursiers, tous du pays de Caux, ou du moins du diocèse de Rouen; tous pauvres; douze pour la Théologie, douze pour les Arts, avec une différence de revenu à l'avantage des premiers. Il n'est point de mon plan d'entrer dans un trop grand détail de ce qui concerne chaque collège. J'observerai seulement que dans celui-ci le gouvernement fut institué tout républicain. Point d'autre chef de la maison, que l'ancien des boursiers théologiens, qui ne pouvoit rien décider d'important sans le conseil de ses confrères. On conçoit que le régime ne devoit pas être bien vigoureux. La nécessité a

Collège d
Trésorier.
*Hist. Un.
Par. T. III
p. 395. &
Hist. de Pa-
ris, T. I.
p. 419.*

* On l'appelle vulgairement des Trésoriers, mais par erreur. Fondé par le trésorier de l'Eglise de Rouen, ce collège doit être appelé du Trésorier.

162 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
obligé de le modifier dans la suite des
tems. Mais quoique l'on ait établi un
principal en titre , ce supérieur est
obligé dans toutes les affaires de con-
sultier les grands boursiers. Cette for-
me d'administration , qui règne assez
généralement dans les collèges de l'U-
niversité , a ses avantages & ses incon-
véniens. Le goût des anciens tems fa-
vorisoit la liberté. Le collège du Tré-
sorier a pour supérieurs majeurs les
archidiacres du grand & du petit
Caux.

Collège
d'Harcour.

Hist. Un.
Par. T. III.

p. 450. &

T. IV.

p. 152. &

Hist. de Pa-
ris, T. I.

p. 446.

La fondation du collège d'Harcour
est rapportée à l'an 1280. Le premier
auteur de cet établissement , l'un des
plus importans que nous ayons dans
l'Université , fut Raoul d'Harcour ,
docteur en Décret , chanoine de Paris ,
issu de l'ancienne & illustre maison
des comtes d'Harcour , qui subsiste en-
core aujourd'hui avec un très grand
éclat. Ce pieux ecclésiastique avoit été
archidiacre de Coutances , chancelier
de Bayeux , chantre d'Evreux , &
grand archidiacre de Rouen : & ces
quatre diocèses , dans lesquels il avoit
possédé des bénéfices & touché des re-
venus , furent les plus favorisés dans sa
fondation. Il commença l'ouvrage ;

DE PARIS , LIV. III. 163
mais prévenu par la mort , il ne put l'achever ; & en mourant il chargea son frère Robert * d'Harcour , évêque de Courances , d'exécuter ses intentions. Celui-ci , fidèle à remplir un si utile & si glorieux engagement , travailla dans le plan qui lui étoit tracé , fit les acquisitions & les arrangemens nécessaires , & enfin consumma l'œuvre en 1311 par un statut qu'il dressa en quatre-vingt-quatre articles.

Il établit quarante boursiers , dont vingt-huit pour les Arts , & douze pour la Théologie. Des vingt-huit Artistes seize devoient être des quatre diocèses privilégiés , & huit entre les douze Théologiens : les autres peuvent être pris indifféremment de quelque pays que ce soit. La pauvreté étoit une condition tellement essentielle pour être admis dans cette maison , qu'il est déclaré expressément que nul Artien n'y fera reçu s'il a douze livres Parisis , nul Théologien s'il a trente livres de revenu annuel , soit en biens patrimoniaux , soit en bénéfices ecclésiastiques. C'étoit alors être riche , que de posséder les rentes énoncées : & avec ces

* Quelquesuns le nomment Raoul.

valeurs s'accordent les trois sous assignés aux Artiens par semaine, & cinq sous aux Théologiens.

Les deux ordres d'étudiants, Théologiens & Philosophes, constituent deux maisons, qui n'auront rien de commun que la chapelle, & qui toutes deux soumises au proviseur ou maître, seront gouvernées sous son autorité chacune par un chef particulier, celle des Théologiens par un prieur électif d'année en année, & celle des Artiens par un principal par réileillement annuel : avec cette différence néanmoins que le principal des Artiens est subordonné, non seulement au proviseur, mais au prieur des Théologiens, à qui il doit compte de sa gestion, & qui a droit de visite & d'inspection sur la maison destinée aux Arts. Ainsi le prieur a autorité sur les deux maisons, & il semble établi pour contrebalancer le trop grand pouvoir du proviseur, suivant le goût de liberté républicaine, qui étoit alors, ainsi que je viens de l'observer, le goût dominant.

Le nombre des années d'études pour la Philosophie & pour la Théologie, est marqué dans le statut que j'extrais

d'une manière très précise. Cinq ans, jusqu'à la licence & maîtrise ès Arts. Les Théologiens dans l'espace de sept ans doivent s'être rendu capables de prêcher dans la ville, & de faire leurs premières & moins difficiles leçons : & dans la dixième année il faut qu'ils puissent interpréter le maître des Sentences. Pour animer les études, des conférences & disputes sont ordonnées chaque semaine dans les deux maisons, sur les objets respectifs du travail des étudiants.

Je ne m'étendrai pas davantage au sujet des statuts du collège d'Harcour, que chacun peut consulter dans le quatrième tome de l'histoire de Duboullai. J'ajouterai seulement que le fondateur a prévu le cas où des libéralités survenantes de la part de personnages pieux & bien intentionnés, pourroient augmenter le nombre des boursiers & les revenus du collège. Le cas est arrivé, & entre plusieurs bienfaiteurs il me convient surtout de remarquer deux des plus illustres membres de la Faculté des Arts & de l'Université au dix-septième siècle, Nicolas Quintaine greffier de l'Université; & Pierre Padet proviseur du collège.

166 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

d'Harcour ; à la mémoire duquel je dois hommage & reconnoissance à un titre particulier , parce que c'est lui , qui par ses encouragemens & ses libéralités , aida Duboullai à entreprendre le grand travail de son histoire , qui est la source où je puise continuellement. Pour la singularité du fait , je ne crois pas devoir omettre une bourse d'Artiste * ou Grammairien , fondée en 1679 par Gervais Guion cuisinier du collège.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
Eras.*

L'évêque de Coutances fit approuver & confirmer la fondation du collège d'Harcour par Guillaume Baufert évêque de Paris. Mais comme l'acte d'approbation ne contenoit pas diserte-ment un consentement à la célébration de l'office divin dans la chapelle , Marin de Marigni proviseur du collège recourut au pape Clément V , & il obtint de lui une bulle datée du premier Juin 1314 , par laquelle cette célébration est autorisée , même sans qu'il soit besoin de demander ni d'obtenir la permission de l'évêque de Paris.

* C'est - à - dire une bourse du second ordre. Les termes d'Artiste & de Grammairien , quoiqu'ils aient une signification

différente dans la rigueur des termes , peuvent ici être pris l'un pour l'autre.

Le collège des Cholets compte pour son premier & principal fondateur le cardinal Jean Cholet légat en France, ^{Collège des Cholets.} auparavant professeur en Droit civil & en Droit canon, né à Nointel dans le diocèse de Beauvais, mort le deux ^{Hist. Un. Par. T. III. p. 467. & Hist. de Paris, T. L. p. 463.}

Août 1291. Ce ne fut pourtant qu'après sa mort, & même sans une intention bien marquée de sa part, qu'eut lieu la fondation qui porte son nom. Ses exécuteurs testamentaires, Evrard de Nointel & Gérard de S. Just, tous deux chanoines de Beauvais, chargés d'employer au moins une partie de son bien en œuvres pies, crurent ne pouvoir en choisir une plus convenable à tous égards, que l'établissement d'un collège à Paris, pour seize étudiants en Théologie, moitié du diocèse de Beauvais, moitié de celui d'Amiens. Pour remplir leur dessein, ils acquirent une maison, partie de l'argent qu'ils avoient entre les mains, partie en vertu d'une donation testamentaire de Jean de Bulles archidiacre de Rouen, à qui la maison appartenoit en dernier lieu, & qui par conséquent doit partager avec le cardinal Cholet l'honneur de la fondation. Ils mirent ce collège sous la direction

168 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

& inspection des chapitres de Beauvais & d'Amiens. Du reste le gouvernement intérieur en est tout républicain jusqu'à nos jours. Les boursiers théologiens élisent chaque année l'un d'entre eux pour prieur, & ce prieur préside aux délibérations communes, par lesquelles sont décidées toutes les affaires de la maison. Ils ont néanmoins comme un surintendant, sous le nom de *Custos* ou gardien, personnage de distinction : mais ils le choisissent eux-mêmes. L'acte de fondation est du trois Juillet 1295, & la confirmation par le pape Boniface VIII est du mois de Février suivant. On a ajouté depuis au premier établissement huit bourses pour des étudiants ès Arts, qui sont à la nomination des boursiers théologiens.

Je vais maintenant traiter ce qui regarde le différend entre Boniface VIII & Philippe le Bel ; non en plein, mais autant qu'il touche mon sujet, & qu'il intéresse l'Université de Paris.

§. I I.

BONIFACE VIII & Philippe le Bel étoient deux princes faits pour se brouiller ensemble, & pour pousser leurs différends jusqu'aux dernières extrémités : tous deux ambitieux, entreprenans, inébranlables dans ce qu'ils avoient résolu, & ne craignant point les conséquences les plus fortes d'un engagement une fois pris. Je remarque pourtant deux différences entre eux, l'une & l'autre à l'avantage de Philippe. La première, c'est que ce roi suivant les procédés unis du caractère François se montrait à découvert, & ne cacha jamais ses prétentions & ses vûes sous les déguisemens d'une modération apparente : au lieu que Boniface mêla souvent la ruse du renard à la violence du lion, & qu'après avoir annoncé son système de domination universelle, il affecta de le tempérer par des mitigations frauduleuses, en attendant l'occasion de lui faire reprendre une pleine vigueur. La seconde différence est encore plus essentielle. La cause de Philippe au fond

Démêlé entre Boniface VIII & Philippe le Bel.

étoit bonne : il soutenoit les droits légitimes de la puissance qu'il avoit reçue de Dieu. Boniface au contraire , en s'arrogeant la souveraineté sur le temporel des rois , & en s'efforçant de les assujettir à le reconnoître pour juge & pour maître dans le gouvernement de leurs Etats , introduisoit une nouveauté également pernicieuse & injuste , contraire au droit des gens & à la loi évangélique.

Tout le monde fait que la querelle entre Boniface VIII & Philippe le Bel roula sur deux points , qui l'un & l'autre intéressoient infiniment l'autorité royale : sur l'immunité des clercs , que le pape prétendoit être indépendans de la puissance séculière ; & , par une suite naturelle , sur les droits essentiels de la souveraineté , que l'ambition de l'un vouloit envahir , & que maintenoit la fermeté de l'autre.

*Daniel, Hist.
de Fr.*

Le premier acte d'hostilité , au jugement d'un écrivain que l'on n'accusera pas d'être prévenu contre la cour de Rome , vint de la part de Boniface. Le roi Philippe ayant à soutenir des guerres difficiles contre de puissans ennemis , se fit donner par les ecclésiastiques de son royaume des secours pé-

cuniaux. Il jugeoit avec raison qu'ils
 devoient contribuer de leurs richesses à
 la défense de l'Etat, dans lequel ils sont
 compris, dont la conservation est leur
 salut, & dont la ruine entraîneroit
 leur perte. Boniface trouva mauvais
 que Philippe usât de son droit, & il
 donna la fameuse bulle *Clericis laicos*, *Hist. Un.
Par. T. III.
p. 514*
 dans laquelle il ne nomme pas le roi
 de France, mais il se plaint en gé-
 néral des entreprises des laïcs sur la li-
 berté des clercs. Il assûre en termes
 formels que tout pouvoir est interdit
 aux séculiers tant sur les personnes,
 que sur les biens des ecclésiastiques : &
 en conséquence il défend sous peine
 d'excommunication à tout ecclésiasti-
 que de payer, à tous rois & princes ou
 seigneurs séculiers, d'exiger ni de re-
 cevoir du clergé aucunes contribu-
 tions, même sous le titre de prêts ou
 de dons.

Philippe sentit le coup, & il rendit *p. 512*
 le change au pape. Sous prétexte d'em-
 pêcher que les forces & les richesses
 de son royaume ne passassent en terre
 étrangère, & ne tournassent à l'avan-
 tage de ses ennemis, il publia le 17
 Août 1296 une ordonnance, qui dé-
 fendoit le transport de toutes matiè-

172 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

res & monnoies d'or & d'argent ,
joyaux , pierreries , armes , chevaux ,
munitions de guerre & de bouche ,
hors les limites de ses Etats. Rome n'é-
toit point nommée dans cet édit.
Mais elle n'étoit point exceptée : &
conséquemment elle se trouvoit privée
de l'argent qu'elle tiroit de la France.

*Hist. Un.
par T. III.
p. 518.* Boniface en fut très piqué , & il
écrivit sur ce sujet à Philippe une let-
tre foudroyante , qui ne respire que
menaces , & où les termes les plus durs
ne sont point ménagés. » Si l'inten-
» tion , dit-il , de ceux qui vous ont
» conseillé de donner l'édit dont nous
» nous plaignons , a été que la défense
» s'étendît jusqu'à nous & à nos frères
» les prélats , & autres personnes ec-
» clésiastiques , ce seroit non seule-
» ment imprudence , mais folie , que
» de vouloir porter une main témé-
» raire sur ce qui ne vous est point
» soumis ni à aucune puissance sécu-
» lière , & vous auriez dès lors encou-
» ru l'excommunication. » Il fait va-
loir son prétendu droit de correction
sur les têtes couronnées , » Les rois des
» Romains & d'Angleterre , dit-il à
» Philippe , prétendent que vous pé-
» chez en leur retenant leur bien : &

« dès là il n'est point douteux que le
 « jugement des démêlés qu'ils ont avec
 « vous , appartient au S. Siège. » Il
 veut pourtant bien donner une inter-
 prétation plus douce à sa bulle *Clericis*
laicos en un point , & il déclare n'a-
 voir pas voulu comprendre dans l'im-
 munité dont doivent jouir les biens
 ecclésiastiques ceux qui sont tenus en
 fief , & assujettis ainsi par leur nature
 au service féodal.

Le roi tint ferme , & sur l'obliga-
 tion où étoit le clergé de porter sa
 part des charges de l'État , & sur l'ar-
 ticle précieux de l'indépendance de sa
 couronne. Il se fit même appuyer par
 les prélats du royaume : & l'arche-
 vêque de Reims Pierre Barbet , ayant
 assemblé le concile de sa province, écri-
 vit une lettre synodale au pape pour le
 prier de traiter l'affaire avec douceur.

Boniface plia ou feignit de plier ,
 & le vingt-deux Juillet 1297 il donna
 une bulle , dans laquelle il s'annonce
 comme voulant simplement expliquer
 celle qu'il avoit publiée pour les im-
 munités du clergé , » parce que , dit-il,
 » c'est à l'auteur de la loi qu'il convient
 » de l'interpréter : » mais dans la réa-
 lité cette dernière bulle peut passer

pour une révocation de la première. Non seulement le pape consent que l'on respecte & maintienne les droits des fiefs, comme il l'avoit déjà déclaré, mais il reconnoît que dans les cas où les rois de France penseront, que pour la défense de leur royaume, ils ont besoin d'être aidés d'une subvention du clergé, ils pourront l'exiger; & les prélats & autres ecclésiastiques seront obligés de la payer, sans qu'il soit nécessaire de consulter le pontife Romain. De plus il proteste n'avoir voulu donner aucune atteinte aux droits, franchises & libertés du roi & du royaume de France: & c'étoit au moins implicitement reconnoître la souveraine indépendance de la couronne.

Ces adoucissmens, la canonization de S. Louis ayeul de Philippe faite dans le même tems par le pape, & quelques autres démarches obligantes de sa part envers le roi, rétablirent la paix, ou du moins suspendirent la guerre. Mais il y avoit trop d'éloignement dans les façons de penser, & trop d'aigreur personnelle entre le pape & le roi, pour qu'il fût possible d'espérer une réconciliation.

sincère & durable. Le feu amorti pour quelque tems se réveilla avec plus de violence que jamais dès l'an 1301.

Philippe avoit offensé Boniface dans *Hist. des Dé*
 un endroit très sensible, en accordant *mêlés de Boni*
 sa protection aux Colonnes, ennemis *face VIII &*
 déclarés du pape, qui lui contestoient *de Phil. le Be*
 son titre & sa place, qui le traitoient *par Baillet,*
 d'intrus, & qui avoient osé demander *p. 42 & suiv*
 la convocation d'un concile pour lui
 faire son procès & le déposer. Boni-
 face se vengea d'eux complètement. Il
 les priva de toutes leurs dignités, ec-
 clésiastiques & séculières, il publia
 contre eux une croisade, il détruisit
 leurs châteaux, il les chassa de Rome
 & de l'Italie. Philippe n'épousa pas ou-
 vertement leur querelle : mais il leur *p. 64*
 donna asyle & sûreté dans ses Etats :
 & il ne pouvoit douter que par certe
 conduite il ne blessât infiniment le
 pape : peut-être même se faisoit-il
 une joie du chagrin qu'il lui causoit.

Ce fut une raison de plus pour Bo- *p. 77 & suiv*
 niface de prendre la défense de l'évê-
 que de Pamiers Bernard de Saiffet,
 esprit intriguant, inquiet, audacieux,
 qui de longue main désagréable au
 roi s'étoit récemment attiré une pleine
 disgrâce par le procédé le plus hau-

176 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
tain. Le pape , qui lui trouvoit une
conformité de caractère avec le sien ,
se servoit volontiers de lui ; & il l'en-
voja à Philippe pour négocier une
expédition en Terre sainte , dont ce
prince ne se montrait pas éloigné. Il
ne pouvoit pas plus mal choisir son
ambassadeur. Il savoit ce prélat brouillé
depuis très longtems avec le roi , &
peut-être étoit-ce cette raison là même
qui avoit déterminé son choix. Soit
imprudence , soit dessein d'insulter ,
il eut le succès auquel il devoit s'at-
tendre : jamais ambassade ne réussit
plus mal. - L'évêque de Pamiers prit
le ton impérieux , & sur ce que Phi-
lippe ne se prêtoit pas avec assez de
docilité aux désirs du pape , il s'em-
porta , il menaça le roi de l'excom-
munication , il attaqua l'indépen-
dance de sa couronne , attribuant au
pape la supériorité sur sa personne &
sur son royaume , tant au temporel
qu'au spirituel. Philippe pouvoit pu-
nir un sujet insolent. Néanmoins res-
pectant le caractère épiscopal , & ce-
lui d'envoyé du souverain pontife , il
se contenta de le chasser de sa cour.
Bernard se retira dans son diocèse , plus
furieux que jamais. Il y invectiva pu-

bliquement contre son prince, il y débita les maximes séditieuses dont il étoit rempli, il cabala jusqu'à faire étaindre des mouvemens de révolte. Le roi se crut donc obligé de faire informer contre lui, & de s'assurer de sa personne. L'évêque de Pamiers fut cité devant le parlement, & déclaré criminel de lèse-majesté. Il ne s'ensuivit pourtant autre chose de cette condamnation, sinon que le coupable fut mis à la garde de son métropolitain l'archevêque de Narbonne. Philippe vouloit qu'il fût dégradé par un jugement ecclésiastique, avant que la justice séculière procédât à sa punition. Il écrivit même au pape pour le prier de l'appuyer de son autorité dans cette affaire. Mais c'est de quoi Boniface étoit bien éloigné. Il prit au contraire occasion de cette querelle particulière, pour renouveler toutes ses anciennes prétentions avec plus d'emportement que jamais.

Les quatre & cinq Décembre 1301, *Hist. Un. Par. T. II p. 13.* il fit partir une nuée de bulles, toutes plus offensantes les unes que les autres pour le roi de France. Par l'une, qui est adressée à Philippe lui-même, il lui déclare que, selon les droits divins.

178 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
& humains, tous les ecclésiastiques sont
francs & exempts de la juridiction &
de la puissance séculière. Qu'ayant donc
appris que l'évêque de Pamiers a été
arrêté par ses ordres, il prie le roi,
l'exhorte, & lui ordonne de rendre la
liberté à ce prélat, & de lui permet-
tre de venir à Rome en toute sûreté.
Ce n'est pas tout encore. Il veut que le
roi lui fournisse des excuses valables
pour la conduite qu'il a tenue en cette
occasion : sans quoi il ne lui permet-
pas de douter qu'il n'ait encouru les
peines canoniques. Voilà pour ce qui
regarde l'évêque de Pamiers.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 5.*

Boniface ne s'en tint pas là. Par une
autre bulle il révoqua toutes les mitiga-
tions par lesquelles il s'étoit rapproché
du système de la France, en ce qui tou-
che les levées de deniers sur les biens
ecclésiastiques. Il prétend que ces mi-
tigations sont des grâces, des faveurs,
qu'il a le pouvoir de retirer, comme
il a eu celui de les accorder. Et voyant
que Philippe en abuse, il en suspend
l'effet, lui permettant seulement de
présenter au S. Siège ses titres & ses
moyens avant le premier Novembre
de l'année suivante.

Ce terme du premier Novembre

n'étoit pas marqué au hazard. C'étoit le jour qu'il avoit déterminé pour tenir à Rome une assemblée, dans laquelle il prétendoit, par un attentat inouï contre la souveraineté de nos Rois, soumettre à son jugement tout le gouvernement de Philippe le Bel, & travailler, ainsi qu'il s'exprime lui-même, à la réforme du royaume & à la correction du roi. Nous avons la bulle par laquelle il convoque à cet effet tous les archevêques & évêques de France, les députés des chapitres, les maîtres en Théologie, & en Droit civil & canon. Dans une autre bulle il ajoute les abbés de Cîteaux, de Clugni, de Prémontré, de S. Denys en France, & de Marmoutier. Il menaçoit de punir ceux qui ne se rendroient pas à ses ordres : & il se comptoit si sûr d'être obéi, que pour empêcher que l'Ecole de Paris ne fût désertée faute de Professeurs, il chargea par une bulle particulière les deux chanceliers de Notre-Dame & de sainte Geneviève de pourvoir à ce qu'il y restât assez de maîtres pour faire les leçons de Théologie & de Décret.

Boniface ne voulut pas que Philippe pût prétendre cause d'ignorance d'une

p. 7. entreprise si contraire aux droits de la royauté. Il l'en instruisit lui-même par une bulle, qui s'exprime avec toute la clarté & toute la dureté imaginables. » Que personne ne vous mette » dans l'esprit, dit-il à ce prince, que » vous n'avez point de supérieur, & » que vous n'êtes point soumis au chef » suprême de la hiérarchie ecclésiastique. Celui qui pense ainsi, est un » insensé : s'il l'affirme avec opiniâtreté, il pèche contre la Foi, & il » n'est plus dans la bergerie du bon » pasteur. » On sent que Boniface affecte une équivoque captieuse, en employant le terme vague de soumission au chef de l'Eglise. Philippe a toujours protesté qu'il reconnoissoit l'autorité de l'Eglise & du pape en matière spirituelle. Mais ce genre de soumission ne satisfaisoit pas Boniface. Il vouloit à la faveur du pouvoir spirituel, que personne ne lui contestoit, envahir le temporel : & c'est ce qu'il marque clairement dans sa bulle, qui dépouille la puissance séculière de toute autorité sur les personnes des ecclésiastiques ; qui comprend parmi les reproches contre le gouvernement de Philippe, non seulement les vexations

prétendues exercées par lui ou par ses officiers sur les membres du clergé, le droit de régale, les nominations aux bénéfices, mais des objets purement temporels, tels que les fujets de plaintes donnés aux pairs, comtes, barons, à toute la noblesse, aux communautés, & au peuple de France, l'oppression de ses fujets, l'altération des monnoyes. C'est sur tous ces points indistinctement qu'il trouve mauvais qu'un roi de France ne veuille être jugé par personne : voilà de quoi il se constitue juge lui-même, & ne craint point d'associer à ce jugement les fujets mêmes du roi qu'il attaque, ne lui laissant que la ressource ouverte à tout particulier, c'est-à-dire, la permission d'alléguer ses moyens de défense.

Telles sont les bulles des quatre & cinq Décembre 1301. On en cite une autre fort courte, & plus impérieuse encore, par sa brièveté même, par le p. 72. ton de commandement absolu, par l'omission des politesses les plus communes. Elle est suspecte à bien des critiques, & je serois aussi fort porté à la regarder comme l'ouvrage de quelque faussaire. Mais une considéra-

- p. 29. tion m'arrête. Je vois que le cardinal Marthien d'Aquasparta, dans un discours qu'il tint l'année suivante en plein consistoire, & qui est une apologie de Boniface, parle de cette pièce & la nie, mais foiblement. » Je ne » fais, dit-il, d'où elle vient, & je » fais qu'elle n'a point passé sous les » yeux du collège des cardinaux. J'ex- » cuse aussi notre saint Père, parce » que je crois fermement qu'il ne l'a » point envoyée, & qu'elle n'est point » émanée de lui. » Si la pièce eût été fautive, ce cardinal ne se feroit-il pas récrié autrement contre l'indigne artifice qui l'auroit supposée au pape ? La petite bulle étant une fois admise, je ne vois pas de raison d'arguer de
- p. 11. faux la réponse de Philippe le Bel, quoiqu'encore moins décente que la bulle. Je m'abstiens de transcrire ici ces deux pièces, parce qu'elles sont fort peu importantes pour le fond de l'affaire.

La querelle de l'évêque de Pamiers, qui d'abord paroissoit l'objet principal, n'étoit plus qu'un incident, propre seulement à embarrasser le roi. Il n'étoit pas possible à Philippe de procéder à la rigueur contre ce prélat sédi-

rieux , sans aliéner les esprits de tous les ecclésiastiques de France , dont il vouloit se conserver l'affection dans la crise où il se trouvoit. Il prit le parti de le renvoyer , avec défense de ^{p. 14} remettre jamais le pied dans ses Etats.

Délivré de cette épine , il ne s'occupa plus que du point essentiel , qui étoit la défense des droits de sa couronne. Il commença par faire brûler ^{p. 13-12} le Dimanche onze Février 1302 , en présence de toute sa noblesse assemblée dans son palais , la bulle par laquelle le pape se déclaroit son supérieur au temporel : & cette exécution fut publiée à son de trompe dans toute la ville. Philippe ajouta une protestation solennelle & énergique de défavouer ses propres fils , & de les regarder comme indignes de lui succéder , si jamais ils étoient capables de reconnoître que la couronne de France dépendît d'aucun autre que de Dieu seul.

La cause intéressoit tout le royaume , & il importoit au roi de se faire appuyer du suffrage & du zèle de la nation. Dans cette vûe il convoqua vers la mi-Carême à Paris une assemblée des trois Etats , un parlement ,

comme on l'appelloit encore alors ; où la matière fut agitée. Je ne puis mieux rendre compte du résultat des délibérations de cette auguste assemblée , qu'en donnant un extrait des lettres qui furent écrites en conséquence.

§. 19.

Les prélats en adressèrent une au pape , datée du mardi dix Avril , dans laquelle ils lui exposent que le roi , après les avoir instruits des prétentions insolites & inouïes par lesquelles étoient attaqués les droits de sa souveraineté , après leur avoir fait sentir combien d'abus & de troubles introduisoit dans la France l'autorité absolue que le pape s'y attribuoit , singulièrement en ce qui regarde la disposition arbitraire des bénéfices ecclésiastiques , il avoit ordonné aux trois ordres , comme leur seigneur , & les avoit priés , comme leur ami , de l'aider de leurs conseils & de leurs secours pour la défense de la liberté ancienne du royaume , & de ses prérogatives & franchises. Les prélats ajoutent que la noblesse & le tiers-état avoient applaudi au discours du roi , étoient pleinement entrés dans ses intentions , & même s'étoient portés

DE PARIS , LIV. III. 185
au delà , puisqu'ils avoient protesté
que s'il arrivoit au roi de tolérer ou
de dissimuler de telles entreprises ,
quant à eux ils étoient résolus de ne
les point souffrir. Le clergé expose en-
suite les démarches qu'il avoit fai-
tes pour se dispenser d'une explica-
tion nette & précise , les prières ins-
tantes par lesquelles il avoit sollicité
le roi & les principaux seigneurs de
ne s'occuper que du soin de maintenir
l'union avec le S. Siège. Mais qu'on
leur avoit déclaré en termes exprès ,
que quiconque ne penseroit pas com-
me les deux ordres de la noblesse &
du tiers-état , seroit dès là regardé
comme ennemi du roi & du royaume.
Que forcés par cette nécessité , & par
la crainte de voir tous les laïcs en
France refuser l'obéissance à l'Eglise
Gallicane, & même à l'Eglise Romaine ,
ils avoient promis de donner
conseil & secours au roi pour la con-
servation de sa personne & la dé-
fense de ses droits , comme plusieurs
d'entre eux y étoient obligés, en vertu
des fiefs & seigneuries qu'ils tenoient
de lui , & tous par leur serment de
fidélité. Pour ce qui est du voyage de
Rome , les prélats disent au pape qu'ils

ont demandé au roi la permission de le faire , & qu'elle leur a été refusée : en sorte qu'il ne leur reste que de conjurer le souverain pontife avec larmes de vouloir bien révoquer l'ordre par lequel il les mande auprès de sa personne.

Hist. Un.
T. IV.
12.

La noblesse , ayant à sa tête le fils aîné du roi & plusieurs princes du sang , écrivit non à Boniface , mais aux cardinaux ; & dans la lettre , lorsqu'il est mention de lui , il n'est point qualifié pape ; mais désigné par cette périphrase : *Celui qui en présent est ou siège du gouvernement de l'Eglise*. C'étoit commencer à entrer dans les sentimens des Colonnes à l'égard de Boniface , & lui faire entendre suffisamment que s'il s'opiniâtroit , on étoit disposé à lui contester la légitimité de son élection & de son pouvoir. La conclusion de la lettre s'explique encore plus clairement , puisque les cardinaux y sont priés de remédier par eux-mêmes aux maux de l'Eglise , & de châtier celui qui en est l'auteur. On conçoit aisément par là quels sentimens sur le fond de la querelle exprimait cette lettre , qui en substance est une déclaration généreuse de s'ex-

poser à tout plutôt que de souffrir la moindre atteinte portée aux droits du roi & du royaume.

Le tiers-état écrivit pareillement , *Hist. Un*
& dans le même goût que la noblesse, *Par. T. II*
au collège des cardinaux. Mais la let-
tre ne se trouve plus. *p. 27.*

Boniface étoit de ces caractères que la résistance endurcit. Ainsi les humbles représentations des prélats de France leur attirèrent de sa part une réponse remplie d'injures. Il y appelle *p. 24.*
l'Eglise Gallicane une fille folle , qui porte l'amertume dans le cœur de sa mere l'Eglise universelle. Il blâme les prélats & les docteurs François de s'être laissé séduire aux discours d'un déclamateur , qui avoit invectivé contre lui dans l'assemblée du parlement : & oubliant toute décence , il reproche à son accusateur , qui étoit Pierre Flotte , une infirmité naturelle ; en le traitant d'homme qui ne voit qu'à demi * des yeux du corps , & qui est entièrement aveuglé de ceux de l'ame. Loin de se relâcher sur rien , il aggrave ses prétentions , & il avance ce paradoxe étrange , que nier la sujet-

* Flotte manquoit d'un œil.

tion du temporel au spirituel, c'est admettre les deux principes des Manichéens. Il persiste dans les ordres qu'il avoit donnés aux prélats & aux docteurs en Théologie & en Droit canon de se rendre à Rome au jour marqué, promettant de les voir d'un œil gracieux s'ils obéissent, & de punir sévèrement les désobéissans.

Hist. Un.
Vol. T. 17.
p. 26. Les cardinaux répondirent aussi, mais d'un ton plus modéré, à la lettre des princes & seigneurs de la noblesse Françoisse. Cette modération au reste n'est que dans les expressions. Pour le fond des choses, ils ne rabattent rien du système despotique de Boniface. Il est vrai qu'ils rejettent comme une imputation fausse & calomnieuse, hasardée contre ce pontife, qu'il ait jamais soutenu que le roi tint de lui sa couronne. Mais ce qu'ils semblent céder d'une main, ils le retiennent de l'autre, en déclarant qu'il ne peut être douteux pour aucune tête sensée, que le pape, comme chef suprême de la hiérarchie ecclésiastique, ne soit en droit d'arguer touchant le péché tout homme vivant. Cette équivoque captieuse & sophistique demande d'être expliquée ici.

Il est constant que Boniface ne prétendoit pas que le roi de France fût feudataire du S. Siège, comme l'est le roi de Naples, comme l'étoit celui d'Angleterre. Mais il soutenoit qu'à raison du péché tous les rois & princes étoient soumis à sa juridiction & correction : c'est-à-dire, que s'ils péchoient dans les déclarations de guerre, dans les traités de paix, dans l'administration intérieure de leurs états, le pape pouvoit & devoit en prendre connoissance, & rendre sur toutes ces matières des jugemens, auxquels ils étoient obligés d'acquiescer. Boniface poussoit même la chose plus loin, comme le montrent deux discours tenus dans le consistoire au sujet du démêlé dont je parle actuellement, l'un par le cardinal Matthieu d'Aquasparta, l'autre par le pape lui-même. Selon leurs principes, il n'y a dans toute la Chrétienté qu'un chef. Les deux glaives, spirituel & temporel, appartiennent l'un & l'autre à l'Eglise ; avec cette seule différence, que l'Eglise exerce par elle-même le glaive spirituel, au lieu qu'elle remet l'exercice du glaive temporel entre les mains des rois & des princes, mais pour en user

*Hist. Un
Par. T. 1)
p. 28-33.*

sous ses ordres & dépendamment de son animadversion. Il est clair que suivant cette doctrine le pape est le roi des rois & le monarque des monarques : & Boniface savoit bien tirer cette conséquence , puisqu'il dans le discours cité il se vante, quoique fausement , que ses prédécesseurs ont déposé trois rois de France , & que ^a lui-même il déposeroit Philippe le Bel *comme on renvoye un laquais* , si ce prince ne changeoit pas de conduite. Sur une telle doctrine il ne suffit pas de dire , avec un écrivain à qui on a laissé manier l'histoire de France , que les souverains ne s'en accommodent pas. Il faut dire qu'elle confond les deux puissances établies de Dieu pour être mutuellement indépendantes dans les choses de leur ressort ; qu'elle est contraire à la sûreté des rois , & à la tranquillité des peuples ; qu'elle rend le Christianisme odieux , & fournit aux princes infidèles une raison d'Etat pour ne le point recevoir dans les pays de leur obéissance ; enfin qu'elle est démentie par la parole de Dieu & par l'Evangile.

^a Nos deponeremus regem ita sicut unum garcionem. p. 33.

Le pape ne peut avoir que l'autorité que J. C. lui a donnée, & J. C. déclare lui-même que son royaume n'est pas de ce monde..

Je reviens à la lettre des cardinaux, où je trouve un trait qu'il n'est pas permis d'omettre à un historien de l'Université. Les seigneurs François avoient reproché au pape qu'il remplissoit nos Eglises d'étrangers, & de sujets non résidens & incapables. Les cardinaux disculpent le souverain pontife sur cet article, & ils posent en fait que Boniface a placé dans l'Eglise de Paris plusieurs maîtres en Théologie, négligés par les collateurs ordinaires. Boniface lui-même, dans le discours dont je viens de parler, tient à peu près le même langage. Il dit
 „ que comme l'Eglise de Paris est une
 „ honorable & illustre Eglise, il avoit
 „ eu la pensée de donner au roi la
 „ collation des prébendes de ce chapitre,
 „ sous la condition néanmoins
 „ qu'il n'y nommeroit que des docteurs
 „ en Théologie, ou en Droit
 „ canon & civil, ou au moins des personnes
 „ qui fussent d'une grande science
 „ & d'une grande littérature, &
 „ non pas les neveux de celui-ci ou de
 „ celui-là, sur la recommandation

*Hist. Univ.
 Par. T. I^{re}
 p. 27.*

p. 122

» d'un tel ou d'un tel. » Il est certain en effet , que ce sont les papes à qui l'Université est principalement redevable des droits qu'elle a acquis pour ses suppôts sur une partie des bénéfices du royaume ; & que de tout tems les prélats de France ont paru peuzélés pour la favoriser sur cet article.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 27.*

Je remarque à la fin de la lettre des cardinaux une preuve de l'ignorance de notre noblesse Françoisse dans ces anciens tems. Les cardinaux écrivoient en Latin , & ils recommandent à nos barons de se pourvoir d'un bon & fidèle interprète , qui leur rende un compte exact du contenu de la lettre.

Les cardinaux répondirent aussi à la lettre de ceux du * tiers-état : & leur

* Dans les pièces qui nous restent du fameux démêlé dont il est ici question , le mot *Universitas* en Latin , & *Université* en François , se trouve souvent employé , mais en un sens différent de celui où nous le prenons aujourd'hui. Il y signifie *compagnie* ou *communauté*. La preuve en est claire par la lettre des cardinaux au tiers-état. Cette lettre est adressée aux *maires, échevins, jurats, & consuls*,

& à toutes les *universités, communes & communautés des cités & villes du royaume de France* : & à la fin les cardinaux recommandent à ceux à qui ils écrivent, comme ils l'ont recommandé à la noblesse, d'employer un bon interprète. Si le terme *Universités* marquoit ici les *compagnies savantes* auxquelles on donne aujourd'hui ce nom, il seroit inutile & même ridicule de leur parler d'interprète.

réponse

réponse n'est qu'un abrégé de celle qu'ils avoient faite à la noblesse.

Les lettres des cardinaux à la noblesse de France & au tiers-état sont du vingt-six Juin : & pendant les quatre mois qui suivirent, il ne se passa rien de bien éclatant ni de bien vif. On se tâta de part & d'autre par des commencemens de négociations indirectes, qui ne furent pas poussées fort loin, vû que les prétentions respectives étoient étrangement éloignées. Enfin le premier Novembre étant venu, sans que les projets de conciliation eussent rien opéré, Boniface suivant son plan tint l'assemblée qu'il avoit indiquée à Rome. Les ecclésiastiques étoient liés trop étroitement au pape pour ne pas craindre de l'offenser. Ainsi malgré les défenses du roi, quatre archevêques & trente évêques de France, les abbés de Clugni, de Citeaux, de Prémontré, & quelques autres, plusieurs docteurs en Théologie & en Droit canon, vinrent à Rome pour obéir à la citation du pape. Le roi fit saisir & mettre en sa main leurs revenus. Mais le pape n'en eut pas moins une partie de la satisfaction qu'il souhaitoit, & l'assemblée se tint. Nous n'en avons point

*Hist. Un
par. T. II
p. 35. &
Daniel, Hi
de Fr.*

les actes : si ce n'est que l'on peut regarder comme le résultat de ce qui y fut délibéré & conclu, la fameuse bulle *Unam sanctam*, & les instructions données au cardinal Jean le Moine, que Boniface envoya légat en France.

ist. Un.
T. IV.
6.

La bulle contient tout le système de ce pontife sur la totalité de la puissance spirituelle & temporelle réunie en sa personne. Elle n'ose pourtant décider expressément que ce soit un article de Foi. Car elle se termine par cette proposition : „ Nous disons, déclarons, & prononçons, qu'il est de „ nécessité de salut que tout homme „ soit soumis au pontife Romain. „ Qui en doute, en matière de Religion, & lorsque les saintes règles sont observées ?

leuri ;
ist. Eccl.
X I X.
18.

L'instruction pour le cardinal le Moine étoit dressée en douze articles, sur lesquels il devoit demander au roi des réponses précises & positives. Ces articles rouloient sur le gouvernement de Philippe, tant par rapport aux affaires ecclésiastiques, qu'en matière même purement temporelle, telle que les changemens des monnoyes. Philippe donna des réponses modérées, & assez respectueuses, dit M. l'abbé

Fleuri, pour un roi qui ne devoit compte à personne du gouvernement de son Etat : & cependant Boniface n'en fut pas content, & il renouvela les menaces d'excommunication. Il entreprit même de les réaliser par une bulle du treize Avril 1303 adressée au cardinal le Moine, dans laquelle il enjoit à ce légat de dénoncer au roi qu'il est excommunié ; d'interdire à tout prêtre ou prélat la célébration des saints mystères devant lui ; & d'ordonner au confesseur du roi, qui étoit un Dominicain, de se rendre à Rome, pour rendre raison au pape de sa conduite, & être traité selon ses mérites.

*Hist. Un
Par. T. II
p. 38.*

Il étoit clair que Boniface vouloit pousser à bout Philippe : & c'est ce qui déterminâ ce prince à renoncer à des ménagemens dont il n'avoit tiré aucun fruit, & à faire bonne guerre à celui qu'il ne regardoit plus que comme un ennemi.

Il avoit déjà commencé à l'attaquer personnellement dans une assemblée tenue au Louvre le douze Mars de cette année 1303. Il n'y appella que peu de personnes, deux archevêques & trois évêques, sur l'affection des-

*Fleuri ;
Hist. Eccl.
T. XII
p. 42.*

quels il comptoit sans doute particulièrement, les deux frères les comtes de Valois & d'Evreux, Robert duc de Bourgogne, & quelques autres seigneurs. Là Guillaume de Nogaret, qui est qualifié chevalier & professeur ès Loix, se conformant au système & à la façon de procéder des Colonnes, se porta accusateur contre Boniface, qu'il prétendit intrus dans le pontificat, hérétique, simoniaque, & couvert d'autres crimes énormes. Il offrit de prouver la vérité de ces accusations dans un concile général, dont il exhorta le roi à procurer la convocation, afin que Boniface pût y être jugé & déposé.

Je soupçonne que cette assemblée n'étoit que préparatoire, & comme une espèce d'essai, que Philippe ne prétendoit pousser en avant qu'à la dernière extrémité.

Elle étoit peu nombreuse. Je n'y vois point de conclusion, & il n'est point dit si le roi & ceux qui l'accompagnoient, approuvèrent la proposition de Nogaret. Il ne paroît pas même qu'elle ait fait un grand éclat dans le public. Boniface n'en étoit pas informé le treize Avril suivant, jour au-

quel il donna sa bulle d'excommunication, sans faire aucune mention d'une procédure dirigée contre sa personne. Toutes ces considérations me persuadent que Philippe avoit seulement intention de préparer les voies à une dernière ressource, s'il perdoit toute espérance de pacification. Lorsqu'il se vit excommunié, il agit ouvertement.

Il commença par prendre des mesures & donner des ordres pour empêcher que la bulle du treize Avril n'entrât dans le royaume. Nicolas de *Benefracto* archidiacre de Coutances, & attaché au cardinal le Moine, en étoit le porteur. Il fut arrêté à Troyes en Champagne, & ses papiers saisis. Le cardinal légat sollicita l'élargissement du prisonnier : mais n'ayant pu l'obtenir, & voyant qu'il étoit lui-même gardé à vue, & toutes ses démarches observées, il prit le parti de s'en retourner à Rome, avec la gloire d'avoir montré dans une commission très délicate assez de circonspection & de prudence pour n'offenser ni le pape ni le roi.

Philippe s'arrangea ensuite pour consommer d'une façon publique & so-

*Hist. Un
Par. T. I
p. 39.*

*Démêlés
Bon. V 11
C^{te} de Phi
lippe le Be
p. 136.*

lennelle la procédure qui n'avoit été , à proprement parler , qu'ébauchée dans l'assemblée du douze Mars. Il convoqua à Paris les trois Etats de son royaume, prélats, barons, députés des villes & communautés, les maîtres en Théologie, & les professeurs en l'un & en l'autre Droit : & tous s'étant rendus à ses ordres, le treize Juin, ils tinrent dans la chambre du roi au Louvre la première séance. Louis comte d'Evreux frère du roi, Gui comte de S. Pol, Jean comte de Dreux, & Guillaume du Pleffis seigneur de Vézénobre chevalier, se déclarèrent accusateurs de Boniface. Guillaume, qui portoit la parole, le dénonça comme coupable d'hérésie & de plusieurs autres crimes, dont il prétendoit avoir en main les preuves évidentes. En conséquence il invita & exhorta le roi, comme champion de la Foi & défenseur de l'Eglise, à procurer la convocation d'un concile général, & à presser les prélats d'y concourir. Les prélats trouvèrent de la difficulté dans l'affaire, & croyant qu'elle demandoit une mûre délibération, ils se retirèrent sans rien conclure, & l'assemblée se sépara.

ist. Un.

T. 17.

6^e seqq.

On se rassembla le lendemain , & Guillaume poursuivant son accusation, lut un acte qu'il avoit dressé , & qui contenoit en vingt-neuf articles les crimes dont il s'offroit de convaincre Boniface. Il faut convenir que parmi ces chefs d'accusation il y en a de peu vraisemblables , quelquesuns visiblement absurdes. Il est difficile de croire, sur la parole de Guillaume de Vézénobre , que Boniface fût un impie qui ne croyoit ni l'immortalité de l'ame , ni conséquemment la réalité d'une autre vie ; qu'il niât la présence du corps de J. C. dans le Sacrement de l'autel ; qu'il fût forcier , & qu'il consultât les devins & devineresses. Mais on ne peut s'empêcher de rire , lorsque l'on voit avancer sérieusement que ce pontife avoit un démon familier , qui l'instruisoit & le conseilloit dans toutes ses démarches. C'est ainsi que la passion reçoit avidement tout ce qui tend à charger celui que l'on a pris en haine , & que mêlant le faux avec le vrai , elle déshonore des causes bonnes & légitimes en elles-mêmes. Les entreprises de Boniface sur les droits de la puissance séculière étoient constantes & avérées : & c'étoit à

200 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
cet objet qu'il falloit s'en tenir.

Après la lecture de son mémoire , Guillaume de Vézenobre jura qu'il croyoit vraies toutes les imputations par lui détaillées contre Boniface , & qu'il s'offroit de poursuivre son accusation devant un concile général , qu'il pria le roi & les évêques de faire convoquer incessamment : il appella en forme à ce concile futur , & au S. Siège : & il se mit sous leur protection & sauvegarde contre le ressentiment & la vengeance de Boniface , lui & tous ceux qui adhéreroient à son appel. Il finit en déclarant que pour ne manquer à aucune précaution , il adhéroit à l'appel qu'avoit déjà interjeté Guillaume de Nogaret.

On conçoit bien que tout cela étoit concerté avec le roi. Il approuva pleinement le discours & la réquisition de Vézenobre , promit de travailler à la convocation d'un concile , invita les prélats à se joindre à lui , appella lui-même au concile & au vrai & légitime pape futur , & renouvela l'adhésion qu'il avoit déjà donnée , comme nous l'apprenons ici , à l'appel de Guillaume de Nogaret. Il est remarquable qu'il modifia son acte d'appel par cette clau-

se respectueuse, » sauf l'honneur & la
 » révérence qui sont dûs à la sainte
 » Eglise Romaine. »

Les prélats s'étoient consultés depuis le jour précédent, & ils avoient résolu de donner satisfaction au roi. Mais ils le firent avec les ménagemens convenables à leur caractère. Ils consentirent donc la convocation du concile comme nécessaire dans les circonstances, soit pour mettre en évidence, comme ils protestoient le souhaiter sincèrement, l'innocence du pape; soit afin que, si les charges se trouvoient véritables par la discussion qu'en feroit le concile, on procédât conséquemment selon les voies canoniques. Ils ajoutèrent qu'ils ne prétendoient point se porter pour parties dans cette affaire : mais qu'ayant un juste sujet de craindre que Boniface n'entreprît de sévir contre eux, ou de mettre obstacle à la tenue du concile, & d'empêcher qu'ils n'y prissent séance, & n'y fissent fonction de juges, par ce motif ils appelloient au concile qui devoit s'assembler, & au futur vrai & légitime pape. Les prélats qui signèrent cet acte, étoient les cinq archevêques de Nicosie en Chypre, de

202 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
Reims, de Sens, de Narbonne, & de
Tours, vingt-&-un évêques, plusieurs
abbés, les députés des ordres militai-
res du Temple & de S. Jean de Jérusa-
lem, & le prieur de S. Martin des
Champs.

L'Université
adhère à
l'appel que
Philippe
avoit inter-
jetté au futur
concile.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
f. 47.*

L'Université de Paris ne tarda pas à
suivre l'exemple d'une démarche dont
elle sentoît toute l'importance. Ses sup-
pôts, au moins pour la plus grande
partie, s'étant présentés au Louvre, &
ayant été admis à l'audience du roi,
qui étoit assisté d'un nombre de prélats
& de seigneurs, entendirent le récit
qui leur fut fait de ce qui s'étoit passé
dans l'assemblée du parlement les trei-
ze & quatorze du même mois; & en
conséquence l'Université adhéra à l'ap-
pel interjetté par le roi. L'acte est du
vingt-&-un Juin.

Elle n'avoit pourtant, en ce qui la
regardoit en particulier, aucun lieu de
se plaindre de Boniface, qui même se
faisoit honneur, comme nous l'avons
vû, d'avoir accordé sa protection à
plusieurs de ceux qui la composoient.
Mais le zèle du bon ordre & de la
tranquillité publique, & les droits du
vrai agissoient plus fortement sur elle,
que la considération de ses propres

intérêts. Il nous reste un écrit du tems p. 37 93
 dans la forme scholastique , ouvrage
 de quelque docteur en Théologie ou
 en Droit canon , où est discutée la
 question du pouvoir des papes sur
 le temporel des rois. On y trouve
 premièrement les raisons qui s'allé-
 guoient en faveur de la prétention des
 papes , ensuite celles qui la combat-
 tent ; & dans la troisième partie l'au-
 teur se décide , & soutient hautement
 l'indépendance des princes séculiers
 dans tout ce qui appartient au tempo-
 rel. La matière a été souvent débattue,
 & traitée en bien des volumes. Mais
 je crois pouvoir assurer que l'écrit
 dont je parle , contient le germe de
 tout ce qui a été dit de meilleur sur un
 objet d'une si grande conséquence. L'U-
 niversité a été constamment attachée
 sur ce point à la saine doctrine : &
 c'est pour elle une grande gloire que
 devant à la puissance des papes la plu-
 part des privilèges dont elle jouissoit ,
 elle n'ait jamais cherché à l'étendre au
 delà de ses justes bornes , & qu'au con-
 traire elle ait été le fléau des Théolo-
 giens & des Canonistes flatteurs de la
 cour de Rome.

L'Université de Paris donna le

Autres adhésions.

p. 48 *et seqq.*

signal de l'adhésion à l'appel de Philippe le Bel. Elle fut bientôt suivie du chapitre de Paris, & du couvent & collège des frères Prêcheurs. Parmi les religieux Dominicains dont les noms sont à la tête de l'acte d'appel, je remarque Jean d'Allen, qui avoit été chancelier de Notre-Dame; & le confesseur du roi; qui étoit personnellement intéressé dans la cause, puisque le pape l'avoit cité à comparoître devant lui.

Philippe fut bien aise de multiplier ces actes d'adhésion : & les invitations qu'il adressa pour cet effet aux Eglises, chapitres, couvens, villes, & communes de son royaume, en produisirent un nombre presque infini : en sorte que le roi eut la satisfaction de se voir soutenu des suffrages de toute la nation.

Opiniâtreté de Boniface.

p. 54.

Boniface étoit une ame intrépide : heureux, si sa fermeté eût eu pour objet des droits légitimes & une cause juste. Ce concert général de toute la France à s'élever contre ses entreprises ne l'effraya pas : & il n'en persista que plus opiniâtrément dans sa résolution, & dans les procédures violentes qu'il avoit commencées. Il publia le

quinze d'Août cinq bulles foudroyantes contre l'appel au concile, qu'il traitoit de rébellion. Pour me renfermer dans mon sujet, je ne rendrai compte que d'une de ces bulles, qui regardoit directement les Universités. Celle de Toulouse existoit alors, & elle avoit suivi l'exemple de l'Université de Paris en adhérant à l'appel du roi. Boniface prétendit donc les punir, en interdisant à tous ceux qui, dans l'étendue du royaume de France, avoient le pouvoir de donner la licence d'enseigner, tout exercice de ce pouvoir dans les Facultés de Théologie & de Droit canonique & civil, jusqu'à ce que le roi fût venu à résipiscence.

Il se préparoit à de nouveaux excès, & il ne méditoit rien moins que de déposer Philippe, & d'absoudre ses sujets du serment de fidélité. Tout le monde fait comment ces derniers attentats furent prévenus par Guillaume de Nogaret, qui avoit été envoyé longtems auparavant par le roi en Italie. Ce ministre avoit ordre de se rendre maître de la personne de Boniface, pour le forcer ou de convoquer le concile, ou d'y comparoître comme accusé, lorsqu'il seroit assemblé par

Il est fait par
sonnier par
Nogaret.

Hist. Un.
Par. T. I.

p. 57.

les soins du roi. Nogaret exécuta habilement sa commission , & il surprit le pape dans Anagni. Je n'entrerai point dans le détail d'un fait étranger au plan de mon ouvrage. Je me contente de remarquer , pour l'honneur de la nation Française , que si Boniface eut à souffrir quelques indignités dans ce triste moment , ce ne fut point de la part de Nogaret , qui content de remplir sa mission s'abstint de tout ce qui eût été contraire au respect , & assûra même la vie de son prisonnier. Sciarra Colonne , qui accompagnait Nogaret ; fut le seul auteur des mauvais & outrageux traitemens , que l'on dit avoir été faits au pape.

Toutes les suites de cette affaire ne demandent point à entrer dans une histoire de l'Université , qui n'y prit plus aucune part. Je suis seulement obligé de remarquer qu'entre les bulles de Boniface VIII révoquées par Benoît XI son successeur , ne fut pas oubliée celle qui suspendoit les pouvoirs d'accorder la licence pour la Théologie & pour le Droit.

Un autre événement terrible du règne de Philippe le Bel est la destru-

ction de l'ordre des Templiers, accompagnée de supplices cruels exercés sur un grand nombre de ces chevaliers, dont quelquesuns étoient de la plus haute naissance. Doit-on les croire coupables de tous les crimes qui leur furent imputés ? C'est une question sur laquelle il reste un nuage, qui vraisemblablement ne sera jamais dissipé. Dans cette incertitude je souhaiterois que l'Université n'eût contribué en rien à leur infortune. Mais elle jouissoit alors d'une trop grande considération pour n'être pas consultée sur une matière que l'on regardoit comme ecclésiastique, parce qu'il s'y agissoit d'un ordre religieux. L'Université fut appelée à l'instruction du procès : on lui demanda son avis, & elle le donna conforme aux désirs du Roi. C'est toute la part que prit l'Université dans cette malheureuse affaire, & c'en est trop à mon gré. Laissons un sujet ; dont il n'est pas possible de parler sans douleur & sans honte, dans la supposition même que les accusés fussent aussi criminels qu'on les faisoit. Je reviens avec plaisir à rendre compte de faits moins frappans sans doute, mais qui n'ont pas

Affaire des
Templiers.

Hist. Un.
Par. T. 17.
p. 110. 111.
112.

208 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
l'inconvénient d'affliger & l'écrivain
& le lecteur.

Fondation
du collège de
Navarre.
*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 74--98.*

Je commence par la fondation du
collège de Navarre, qui est de l'an
1304. C'est le premier établissement
royal que nous ayons dans l'Univer-
sité, monument de la libéralité & du
zèle religieux de la reine épouse de
Philippe le Bel, Jeanne qui étoit de
son chef reine de Navarre & comtesse
de Champagne. Je dis zèle religieux.
Car la fin que cette princesse se pro-
posa, fut le service de la Religion,
dont elle vouloit étendre l'enseigne-
ment, & appuyer la stabilité, comme
elle le marque elle-même dans son
testament, par la sagesse & l'habileté
d'un plus grand nombre de maîtres &
de docteurs. C'étoit si bien pour la
Théologie qu'elle travailloit, que par
p. 93. un article exprès des statuts de la mai-
son dont elle est fondatrice, l'étude
de la Médecine ou du Droit est décla-
rée incompatible avec la possession des
bourses.

Mais la Grammaire & la Philoso-
phie font des préparations à l'étude de
la Théologie. Aussi sont-elles com-
prises dans la fondation, qui établit
vingt boursiers Grammairiens, trente

Logiciens & Philosophes , & vingt Théologiens. Les premiers devoient avoir par semaine quatre sols Parisis , les seconds six , & les plus avancés huit. Ces petites sommes suffisoient alors pour la nourriture d'un étudiant. Le revenu entier de la maison ne se montoit qu'à deux mille livres Tournois : & ce revenu passoit les dépenses ordinaires & communes : en sorte que sur les épargnes de chaque année on devoit faire un fond pour acheter des livres à l'usage des écoliers dans les différentes Facultés , entretenir & réparer les édifices , & accroître , s'il étoit possible , le nombre des bourses.

Une condition nécessaire pour entrer dans cette maison étoit la pauvreté. La reine fondatrice n'avoit eût intention que de secourir des pauvres , qui n'auroient pas de quoi suffire à la dépense de leurs études : & sa volonté sur ce point étoit tellement décidée , qu'elle ordonnoit par son testament que si la fortune de quelqu'un des suppôts de la maison venoit à s'améliorer , & qu'un Grammairien obtînt un *Hist. U. Par. T. I* bénéfice de trente livres de rente , un *p. 77.* Arrien ou Philosophe de quarante , un Théologien de soixante , dès là sa

place vaqueroit , & seroit donnée à un autre qui seroit dans le cas d'en avoir besoin.

La fondation embrassoit , comme l'on voit , tout le cours des études , depuis les élémens de la Grammaire jusqu'à la licence en Théologie. Car les élèves de la maison devoient être préférés dans la nomination aux places vacantes ; & d'une bourse de Grammaire on montoit à une bourse de Philosophie , & de celle-ci à une bourse Théologique , à moins que le défaut de capacité ou de conduite ne donnât l'exclusion. Après la licence obtenue en Théologie il falloit sortir , & se pourvoir ailleurs.

Cette seule maison en comprenoit trois , comme elle fait encore , celle de Grammaire , celle de Logique & Philosophie , celle de Théologie , dont chacune avoit son habitation à part , son dortoir , sa salle à manger , ses maîtres particuliers : elles ne se réunissoient que dans la chapelle.

Il y avoit donc un maître , aidé même d'un soumaître , pour les Grammairiens , un maître pour les Philosophes , un maître pour les Théologiens , & celui-ci , outre le soin spécial de son

département, avoit encore l'inspection * générale sur toute la maison, *Hist. Univ. Par. T. IV. p. 77. 90. 91.* étant au nombre des supérieurs majeurs, qui formoient comme le conseil suprême. Un proviseur, ou procureur, pareillement Théologien, est commis pour administrer le temporel.

Quant à ce qui regarde les études, je ne vois point dans les statuts de la maison un tems prescrit par rapport à celles de Grammaire. L'écolier grammairien passera en Logique, lorsque son maître l'en jugera capable.

Les Logiciens & Philosophes ne pourront faire qu'après quatre ans leur acte de déterminance pour parvenir au baccalauréat ès Arts : & si au bout de sept ans ils n'ont pas mérité la licence, ils seront privés de leurs bourses.

Les Théologiens doivent dans l'espace de six ans s'être mis en état de prêcher dans les paroisses. Ils feront leur cours de Bible ; c'est-à-dire, leurs leçons sur l'Ecriture, la septième année ; & la dixième, ils expliqueront le livre des Sentences.

* En qualité de chef de la maison, il est appelé *Recteur* dans le statut de la reine Jeanne. (p. 83.) Ce seroit aller contre le sens, que de penser qu'il fût question en cet endroit du Recteur de l'Université.

Les exercices propres à animer l'émulation des étudiants , conférences , disputes , sermons des Théologiens dans la maison , tout ce détail est marqué & réglé par les statuts ; qui ordonnent aussi aux écoliers de parler communément en Latin , afin de se rendre familier l'usage de cette langue , dans laquelle se font tous les actes solennels.

L'attention & la vigilance sur les mœurs , le soin d'éviter toute parure recherchée & tout ce qui ressent le luxe & la délicatesse dans les habillemens , l'assistance aux offices divins dans les jours de Dimanches & de Fêtes , sont des objets capitaux , qui remplissent une grande partie des statuts dont je rends compte.

C'est pour faciliter aux jeunes élèves de la maison l'exercice des devoirs publics de la piété chrétienne , & pour les dispenser d'aller chercher l'office dans les Eglises du dehors , que la reine fondatrice voulut que son collège eût une chapelle , au service de laquelle furent assignés quatre chapelains & quatre clercs.

Voilà ce qui m'a paru de plus important à observer touchant la fonda-

tion du collège de Navarre ou de Champagne, (car il a porté ces deux noms) l'une des plus illustres maisons de l'Université de Paris. J'ai rapporté cette fondation à l'an 1304, parce que telle est la date du testament qui la contient. Mais la reine Jeanne mourut cette année-là même à la fleur de son âge, n'ayant vécu que trente trois ans. Ainsi elle ne put que montrer, & non réaliser son projet. Ses exécuteurs testamentaires, Simon évêque de Meaux, & Gilles abbé de S. Denys, revêtus par elle d'un plein pouvoir de régler, ordonner, changer, ajouter ce qui leur sembleroit nécessaire dans les arrangemens qu'elle avoit pris, remplirent ses intentions, élevèrent les bâtimens, dressèrent des statuts. L'ouvrage fut consommé par la publication de ces statuts le trois Avril 1316.

Les deux exécuteurs du testament de la reine furent durant leur vie supérieurs majeurs de la maison, ou, comme ils s'appellent eux-mêmes, gouverneurs de l'hôtel : & ils voulurent qu'après leur mort la supériorité passât à leurs successeurs, évêques de Meaux & abbés de S. Denys, auxquels

214 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

néanmoins ils associèrent le maître en Théologie de la maison , que nous nommons aujourd'hui grand-maître , le chancelier de Notre-Dame , & les doyen * & docteurs de la Faculté de Théologie. Cette disposition & plusieurs autres articles énoncés par moi ci-dessus , ont souffert des changemens considérables. Mais l'établissement essentiel subsiste jusqu'à nos jours , avec splendeur.

Collège du cardinal le Moine.

Hist. de Paris , T. I. p. 104.

Le collège du cardinal le Moine est de même date que celui de Navarre , ou même plus ancien de deux ans. Car le statut de fondation du premier de ces deux collèges fut dressé à Rome par le cardinal Jean le Moine , & approuvé par le pape Boniface VIII en 1302 : & l'année suivante le cardinal fondateur étant venu légat en France ,

* Le testament de la reine fondatrice avoit donné la supériorité de sa maison aux seuls Doyen & Docteurs en Théologie de Paris : & j'observerai ici que le mot *Universitas* est employé à cette occasion dans le statut de cette reine pour signifier simplement *compagnie* , & qu'il se trouve appliqué en ce sens à la

Faculté de Théologie. (p. 82 & 83.) Les exécuteurs du testament y substituent dans leur statut (p. 90.) ceux de *communitas* ou *congregatio* : ce qui lève absolument toute équivoque. J'en avertis , parce qu'on s'y est trompé , en attribuant à l'Université ce qui n'est dit que de la Faculté de Théologie.

comme je l'ai rapporté, mit la main à l'œuvre, & exécuta son plan. C'est une maison consacrée à l'étude des Arts & de la Théologie, comme celle de Navarre. Une précaution remarquable, & qui prouve l'intelligence du fondateur par rapport au temporel, c'est qu'il fonda les bourses, non en livres Tournois ou Parisis, comptes variables & sujets à changer de valeur, mais en marcs d'argent, dont la proportion avec le prix des denrées a beaucoup plus de stabilité. Les boursiers n'ont pas sçu profiter de l'attention prévoyante du fondateur. En 1532 ils consentirent que les marcs d'argent qui leur étoient dus, fussent estimés en livres Tournois : & leurs bourses en ont souffert.

En l'année 1305 Bertrand Got archevêque de Bourdeaux fut élu pape Clément V. transfère le S. Siège à Avignon. par la protection & l'appui, comme tout le monde fait, du roi Philippe le Bel ; & il prit le nom de Clément V. On fait aussi que ce pontife est l'auteur de la translation du S. Siège à Avignon, événement mémorable, & qui aura les plus grandes suites.

Il étoit fort habile dans le Droit, & il en avoit pris des leçons à Or-

216 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Erection de
l'Ecole d'Or-
léans en com-
pagnie jouis-
sante des
droits d'Uni-
versité.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 101-107.*

léans , où depuis longtems florissoit cette étude , principalement dans la partie du Droit civil. Mais les maîtres qui l'y enseignoient, ne faisoient point corps , & ne jouissoient point des privilèges des Universités. Clément V voulut les leur communiquer , par reconnoissance pour l'Ecole dans laquelle il s'étoit formé , & il exécuta son dessein par plusieurs bulles données dans les années 1306 & 1307. Comme c'est un fait qui ne tient qu'indirectement à mon sujet , sans entrer dans le détail , je me contenterai de quelques remarques.

p. 102.

1^o. Le pape érige l'Université ou collège d'Orléans , car c'est ainsi qu'il s'exprime , non sur le modèle de l'Université de Paris , mais de celle qui avoit été établie à Toulouse par Grégoire IX en 1233. Il n'existoit point de lettres d'érection de l'Université de Paris , ainsi que je l'ai tant de fois observé : & par conséquent pour trouver un modèle existant en ce genre , il falloit s'adresser ailleurs. De plus le rapport de ressemblance est plus naturel d'une Université de province à celle qu'il s'agissoit d'instituer.

2^o. Il n'est fait mention pour Or-
léans

léans que d'études de l'un & de l'autre Droit : & ainsi cette Ecole ne forme qu'une Université incomplète , dans le sens où nous prenons aujourd'hui ce mot.

J'observe en troisième lieu, qu'à l'occasion de cet établissement l'autorité royale revendiqua ses droits mieux qu'elle n'avoit fait jusqu'alors en pareille matière , & commença à se tenir en garde contre la puissance absolue que les papes s'attribuoient sur tout ce qui regardoit les études & les compagnies qui s'en occupent. Les bourgeois d'Orléans souffrirent avec peine les privilèges dont Clément V vouloit faire jouir dans leur ville les maîtres & écoliers ; & à la publication des bulles qui en contenoient la concession , il s'éleva une sédition violente , dans laquelle la populace commit de grands excès. Il fallut recourir au roi : & Philippe rendit sur ce fait plusieurs ordonnances , dont les dispositions sont très remarquables. Par l'une , après avoir observé qu'au sujet des droits d'Université attribués récemment aux maîtres & écoliers d'Orléans , une querelle étoit née qui menaçoit les études d'une ruine entière

*Hist. Un.
Par. T. I.
p. 103.*

p. 105.

dans cette ville , il juge à propos d'abolir & d'annuller l'Université , qui avoit donné l'origine à ce mouvement , & qui n'étoit point confirmée par son autorité. Il rétablit néanmoins dans le moment ce qu'il vient de détruire ; & il déclare qu'il veut & entend qu'une *étude générale* , surtout pour l'un & l'autre Droit , subsiste à perpétuité dans Orléans , & il la munit de son autorité royale. Ce texte n'a pas besoin de commentaire , & l'on voit que le roi est blessé d'une institution pontificale faite de haute lutte dans ses États ; & que la chose en elle-même convenant à ses vûes , il l'adopte , mais par voie de création nouvelle , & non de simple approbation. Il suit les mêmes principes dans une autre ordonnance , par laquelle il confirme en détail les principaux privilèges que le pape avoit accordés aux maîtres & écoliers d'Orléans. Il les confirme , mais en sauvant expressément les droits de la puissance séculière , & en se maintenant en plein exercice de sa juridiction royale. Il est aisé de sentir que les démêlés avec Boniface avoient éclairé les esprits , & les tenoient attentifs sur cet article.

Ma quatrième & dernière observation roule sur un objet qui intéresse directement notre Université. Le roi, dans la première ordonnance que j'ai citée, défend que l'on crée à Orléans des maîtres en Théologie, » pour ne » point déroger, dit-il, aux privilèges » accordés à l'Ecole de Paris par le » S. Siège. »

Clément V, à l'exemple de ses pré-
 décesseurs, favorisa l'Université de
 Paris. Sur les plaintes portées devant
 lui par les maîtres & écoliers qui la
 composoient contre les usurpateurs,
 soit ecclésiastiques, soit laïcs, de leurs
 biens, revenus, & possessions, ce pape
 les mit à portée d'obtenir facile &
 prompt justice. Par une bulle que nous
 avons, il autorisa les évêques de Beau-
 vais, de Meaux, & de Senlis, à re-
 cevoir les requêtes que leur présente-
 roient à ce sujet, comme aux conser-
 vateurs de leurs privilèges, les sup-
 pôs de l'Ecole de Paris, & à juger
 toutes les causes de cette nature, par
 eux-mêmes, ou par leurs délégués :
 avec cette seule restriction, que per-
 sonne ne pourroit être obligé de venir
 plaider à plus de six ou de quatre jour-
 nées de distance du diocèse de sa ré-

Bulle de Clément V, qui autorise & étend la juridiction des conservateurs apostoliques des privilèges de l'Université.

*Hist. Un.
 Par. T. IV.
 p. 113.*

sidence , six durant la vie de Clément V, quatre après sa mort. Ce règlement est un des plus avantageux qui soient jamais émanés du S. Siège en faveur de la juridiction de nos conservateurs apostoliques. Duboullai le rapporte à l'an * 1308.

Fondation
d'une cha-
pelle dans
l'Eglise de S.
André des
Arcs à la pré-
sentation de
l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 115 &
302.*

En la même année l'Université acquit quelques terres & biens fonds , des deniers que lui avoit légué Jean Thélus, docteur en Décret & chanoine de S. Quentin , pour être employés à fonder une chapelle dont elle auroit la présentation. Le fondateur régla par son testament la manière dont il vouloit que se fît la nomination du chapelain. Il l'attribuoit à neuf personnes , qui devoient être le plus ancien maître & régent actuel en Théologie , les deux plus anciens professeurs en Décret , le plus ancien docteur régent actuel en Médecine , le Recteur , & les quatre Procureurs : & il ajoutoit cette clause notable , que les cinq voix du Recteur & des quatre Procureurs ne seroient comptées que pour une.

* Cette bulle ne peut être d'une date plus ancienne. Car elle est datée d'Avignon : & ce ne fut qu'au commencement du printems de l'année 1308, que Clément V établit dans cette ville sa résidence.

L'acte de l'acquisition des biens dont cette chapelle devoit être dotée, est, comme je viens de le dire, de l'an 1308 : & cependant la fondation n'eut sa pleine & entière exécution qu'en 1348. Alors la chapelle ayant été érigée par l'évêque de Paris dans l'Eglise de S. André des Arcs à l'autel de la sainte Vierge, le célèbre Jean Buridan en fut le premier nommé chapelain. Elle subsiste encore aujourd'hui, & elle est la chapelle la mieux rentée de l'Université.

La clause des cinq voix du Recteur & des quatre Procureurs réduites à une, est quelque chose de très singulier, & il l'est encore plus que les Nations y aient consenti. Apparemment l'appât d'une nouvelle fondation les rendit plus faciles qu'elles ne devoient l'être, & qu'elles ne le seroient aujourd'hui. La loi imposée par Jean Thélus n'est plus observée, & l'on nomme à sa chapelle suivant la forme commune à tous les bénéfices dépendans de l'Université.

L'année 1308 est encore marquée dans nos fastes par la mort de Jean Duns Scot, docteur en Théologie de l'ordre des frères Mineurs. Son carac-

Mort de Jean
Duns Scot.

*Hist. U.
Par. T. I.
p. 120 & 97.*

222 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tère propre fut la subtilité de l'esprit & des recherches métaphysiques, & il en a retenu le titre de docteur subtil. C'est un nom fameux dans l'Ecole, où une secte philosophique le regarde comme son patriarche, la secte des Scotistes opposée en tout aux Thomistes, née, entretenue, & fortifiée par la rivalité entre les deux ordres des frères Mineurs & frères Prêcheurs, Cordeliers & Jacobins. Scot s'est encore rendu célèbre par son zèle à défendre la doctrine de l'immaculée Conception, dont il fut non l'auteur, mais l'ardent propagateur : doctrine qui a occasionné bien des troubles dans l'Eglise & dans l'Université en particulier, & de laquelle je serai par conséquent obligé de faire mention plus d'une fois dans la suite.

Fondation
1 collège
Bayeux.

Hist. Ur.

ur. T. IV.

120. &

ist. de Pa-

r, T. I.

520.

En 1309 fut fondé le collège de Bayeux par Guillaume Bonet évêque de Bayeux, mais né dans le diocèse de Mans, & élevé dans celui d'Angers. Aussi les bourses sont-elles destinées à ces deux derniers diocèses, quoique le collège porte le nom de l'évêché de son fondateur. Pour ne point fatiguer le lecteur par des détails & des répétitions inutiles, je me contenterai d'ob-

servir touchant cette fondation, qu'assez semblable en bien des points aux autres dont j'ai parlé jusqu'ici, elle en est différente en ce qu'elle admet aux bourses avec les Artiens & les Théologiens des étudians en Droit & en Médecine.

Je ne rapporterois pas un fait de peu de conséquence en soi, s'il n'étoit pour les chefs de l'Université un exemple de l'attention qu'ils doivent avoir à exiger des officiers subalternes l'obéissance & la fidélité à remplir leurs devoirs. Les bedeaux ayant négligé de se rendre aux ordres des représentans de la compagnie, furent privés d'un droit pécuniaire qui leur revenoit : & ce fait est consigné dans le livre du Recteur.

Négligen
des bedea
punie.

Hist. Un
Par. T. I
p. 128.

J'ai observé soigneusement le premier témoignage qui existe de la juridiction exercée par le Recteur, à la tête du tribunal de la Faculté des Arts. Je trouve sous l'année 1310 un statut de l'Université touchant les causes portées devant elle, ou devant le

Jurisdic
de l'Unive
ité & de s
Recteur.

^a Duboullai, qui rapporte ici ce fait, le récite en mêmes termes sous l'an 1314. (p. 171.) Cette différence de dates est peu importante, pour-

vû que d'un fait on n'en fasse pas deux.

^b Voyez ci-dessus p. 71. 72.

^c Le titre du statut fait mention des Procureurs

224 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Recteur. Quel est ici ce tribunal, ou, comme s'exprime le texte, cette *cour* du Recteur ? C'est ce qui n'est point expliqué assez clairement pour lever toute ambiguïté. Contentons-nous de remarquer que dans ce règlement on cherche à simplifier les procédures. L'Université ordonne premièrement que l'usage établi de citer jusqu'à quatre fois ceux qui sont appelés à plaider devant elle & devant le Recteur, n'aura lieu dorénavant que dans les causes où il s'agit de l'honneur & de l'état de ses suppôts, mais que dans les affaires de moindre conséquence on ne donnera que deux assignations, & que le second défaut sera fatal. Un autre article du règlement est que les parties plaideront elles-mêmes, sauf à elles de se servir du conseil des avocats, mais non de leur organe.

Astronomie
iv^{te}.
ipse præ-
s.
118 Un.
T. 1^{re}.
139.

L'Astronomie étoit cultivée à Paris dans le tems dont je parle, & l'Université avoit des suppôts capables de prédire les éclipses. Jean de S. Victor écrit que l'an 1310, arriva le trente-&-un Janvier vers l'heure de midi

& des Députés. Mais le texte ne parle que de l'Université & du Recteur : & c'est à quoi je m'en

tiens, pour ne rien dire qui ne soit pleinement certain & autorisé.

une éclipse de soleil, qui avoit été prévue & prédite plusieurs jours auparavant *par des clercs de Paris, savans dans la Faculté d'Astronomie* : ce sont les termes de l'auteur, qui désignent manifestement des sup pôts de l'Université de Paris.

Duboullai place sous la même année 1310 des statuts faits pour le collège de S. Nicolas du Louvre. Ces statuts sont cités du cartulaire de l'Eglise de Paris : & cette circonstance se rapporte fort bien avec les dispositions de divers articles qui s'y lisent, & qui font voir que la maison étoit sous l'inspection directe & immédiate de l'évêque de Paris. C'est devant ce prélat que doivent se rendre les comptes. Les officiers & même les écoliers sont obligés de l'avertir de tout ce qui pourroit se passer de contraire aux règles, & avoir besoin de réforme. Interrogés par lui sur l'état de la maison, ils doivent l'en instruire exactement.

Les autres articles de ces statuts qui me paroissent les plus dignes de remarque, sont ceux-ci. Il est ordonné aux écoliers de répondre avec respect au maître ou principal du collège, lorsqu'il leur demandera compte de

Statuts po
le collège
S. Nicola
du Louvre

Ibid.

leurs études : ce qui suppose que le principal doit leur faire ou des leçons, ou du moins ce que nous appelons des répétitions. Les écoliers sont encore astreints à parler Latin dans la maison , à ne paroître dans la ville qu'avec l'habit de leur état , à fréquenter les Ecoles , & à aller tous les Dimanches & Fêtes au sermon de l'Université. J'ai déjà observé qu'il y avoit des sermons de règle dans l'Université. Les prédications & les leçons marchaient chez nos pères presque du même pas.

Dans le concile de Vienne en Dauphiné qu'assembla Clément V. en 1311, furent portés divers réglemens qui appartiennent à l'histoire que je traite.

Décret du concile de Vienne pour établir des Professeurs des langues Grecque , Hébraïque , Arabe , & Chaldaïque.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 141. &
Fleuri ,
Hist. Eccl.*

Le premier dont je ferai mention , regarde l'étude des langues Grecque , Hébraïque , Arabe , & Chaldaïque. J'ai parlé ailleurs du zèle ardent qu'avoit Raimond Lulle pour mettre ce genre d'études en crédit & en honneur , dans la vûe de procurer à l'Eglise d'habiles ouvriers , qui étant capables de lire les livres originaux des ennemis de la religion Chrétienne & Catholique , fussent ainsi plus à portée

de les combattre, de les convaincre, *r. xvij. 1*
 & de travailler à leur conversion. Il *n. 460. 54*
 fit dans ce dessein plusieurs voyages à *549. 6*
 Paris & à Rome, toujours sans fruit. *p. 256.*

Enfin étant venu à Vienne pendant
 que s'y tenoit le concile, il obtint ce
 qu'il souhaitoit. Le pape Clément V,
 par une constitution publiée avec l'ap-
 probation du concile, ordonna que
 dans le lieu de résidence de la cour
 de Rome, & dans les Universités de
 Paris, d'Oxford, de Boulogne, & de
 Salamanque, seroient établis des Pro-
 fesseurs des langues que je viens de
 nommer, deux pour chacune, les-
 quels seroient obligés d'en donner des
 leçons, & de traduire en Latin les
 livres écrits en ces langues. Je doute
 que cette constitution, très sage &
 très utile, ait eu une exécution bien
 étendue & bien stable. Les esprits
 étoient trop occupés des subtilités
 philosophiques, pour s'en détacher
 aisément, & se jeter sur des objets
 qui en sont si éloignés. Je ne vois du-
 rant le cours du quatorzième siècle
 d'autre preuve qu'il y ait eu des Profes-
 seurs à Paris dans les langues dont il
 s'agit, qu'une lettre écrite par le pape
 Jean XXII, en 1325 à son légat en

Hist. V
Par. T.
p. 209.

France pour lui recommander de veiller sur les Professeurs des langues étrangères dans cette ville , de peur qu'ils n'introduisent à la faveur de cette étude des dogmes pareillement étrangers , & puisés dans les livres dont ils s'occupoient par état.

Le décret
entre les
exces
du
doctorat.

P 142.

Le second décret dont j'ai à rendre compte , est rapporté par Duboullai comme donné dans le concile de Vienne. Cependant le pape y parle seul, sans faire aucune mention du concile. Il se propose de remédier à l'abus des dépenses excessives qui se faisoient pour la cérémonie de l'installation au doctorat. Il modère ces dépenses à une somme de la valeur de laquelle je ne puis juger avec certitude , à trois mille pièces d'argent Tournois. Je soupçonne que ces pièces d'argent sont des sols Tournois , & non des livres. Le pape avoit bien à cœur l'observation de la réforme qu'il établissoit. Car il charge d'y tenir la main , ceux qui confèrent le degré de maître ou docteur, sous peine , s'ils y manquent, d'être privés pendant six mois de l'exercice de leur droit.

Cette réforme n'étoit que la moindre partie de celles que proposoit par

rapport aux Universités Durand évê- Ce décret fut occasionné par un mémoire de Durand évêque de Mende, qui proposoit de réformer les Universités.
 que de Mende, dans un mémoire ou Fleuri, Hist. Eccl. T. XI X. p. 209.
 instruction sur les matières qui doi-
 vent être traitées au concile. Ce pré-
 lat, l'une des lumières de son tems,
 se plaint dans le même mémoire cité, que
 même entre les hommes lettrés il s'en
 trouve très peu qui soient instruits de
 ce qui regarde les articles de Foi & le
 salut des ames. Ce mal vient, selon
 lui, de la multitude & de la va-
 riété des gloses & des autres écrits
 scholastiques, qui font négliger les tex-
 tes originaux; & de ce qu'on laisse
 l'Ecriture sainte & la vraie Théologie
 pour s'appliquer aux vaines subtilités
 de la Dialectique. On voit par ces
 plaintes que l'évêque de Mende eût
 souhaité un changement dans la mé-
 thode des études. Il demandoit de plus
 que l'on réformât les mœurs des étu-
 dians, enforte qu'ils s'appliquassent
 au travail, non à la vanité, aux folles
 dépenses, aux festins, aux divisions,
 aux partialités, & aux brigues : ce qui
 fait, disoit-il, que plusieurs retour-
 nent ignorans en leur pays, même
 avec le titre de docteurs.

- En même tems, pour animer les étu-
 des, le même évêque veut que l'on

De même
lat vo-
tuel l'on
fait aux
itres &
étudiants
partie
bénéf-

emploie l'aiguillon des récompenses, & que dans la nomination aux bénéfices les écoliers & les maîtres des Universités soient préférés aux autres. Nous avons vu que tel a toujours été l'esprit, telle la pratique de ceux qui aimoient le bien de l'Eglise, à remonter jusqu'à Charlemagne. Mais les évêques, ainsi que j'ai déjà été forcé de l'observer, avoient souvent moins d'égard à la recommandation de la science, qu'à celle de la parenté & des intérêts domestiques. Aussi Durand propose-t-il de déterminer une portion des bénéfices qui soit réservée & affectée à ceux qui cultivent les études. Il demande que l'on en assigne la dixième partie aux pauvres écoliers étudiants en chaque Faculté dans les Universités ; & que tant qu'il y aura dans une ville ou dans un diocèse des docteurs non pourvus de bénéfices, le pape s'astreigne à n'en nommer point d'autres. M. l'abbé Fleuri reconnoît ici l'origine du droit des gradués établi environ six-vingts ans après au concile de Bâle, c'est-à-dire, de la loi qui affecte par privilège aux seuls gradués une quotité des bénéfices. Car pour ce qui est de la préférence dûe en général à ceux

qui ont fait preuve de savoir dans les Ecoles publiques, c'est une maxime d'équité & de bon sens, suivie de tout tems dans la pratique par les collateurs bien intentionnés.

Il fut aussi question dans le concile de Vienne des privilèges des religieux mendians : & c'est mon troisiéme objet. J'ai parlé de la constitution de Boniface VIII sur cette matière, & je l'ai remarquée comme trop favorable aux Mendians. Néanmoins Benoît XI son successeur immédiat, qui étoit Dominicain, n'en fut pas encore content. Il la cassa, & lui en substitua une autre, qui levoit toutes les barrières, & affranchissoit presque les Mendians de toute subordination envers les prélats & les curés. Par rapport aux pouvoirs de confesser, les supérieurs de ces religieux devoient seulement une politesse à l'évêque diocésain : mais ils n'étoient obligés de lui exprimer ni les noms, ni le nombre même de ceux qu'ils destinoient à cette importante fonction. Pour ce qui est des droits de sépulture, le pape leur en accordoit l'entière & pleine jouissance, & il les dispensoit de faire aucune part aux curés des libéralités qu'ils recevoient

Révocation
de la bulle de
Benoît XI
touchant les
privilèges
des Men-
dians.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 66.

232 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

p. 142. des mourans. Tel étoit le dernier état de l'affaire , & dans ces circonstances la bulle de Boniface VIII parut un règlement modéré. Le concile crut assez faire de la remettre en vigueur , en annulant celle de Benoît XI. Le règlement du concile de Vienne a été souvent invoqué dans la suite , & il est connu dans le Droit sous le nom de la Clémentine *Dudum de sepulturis*.

Affaire des exemptions.

p. 130-139.
G. Fleuri,
Hist. Eccl.
T. XI X.
p. 212.

La question des privilèges des Mendians amenoit naturellement celle des exemptions de la juridiction des Ordinaires. Aussi vit-on paroître des écrits au tems du concile de Vienne pour & contre les exemts. Gilles de Rome & Durand évêque de Mende attaquèrent les exemptions. Jacques, abbé de Chailli ordre de Citeaux , les défendit. Le concile ne décida rien sur le fond , se contentant de quelques arrangemens palliatifs. Si l'on veut se donner la peine de lire d'une part le traité de l'évêque de Mende , rapporté par Duboullai ; & de l'autre l'extrait de la réponse de l'abbé de Chailli, dans l'histoire de M. Fleuri , on se persuadera aisément que s'il n'intervint point de décision , ce n'est pas que le procès ne fût suffisamment instruit.

La dernière manière que j'aie à traiter entre celles qui furent agitées dans le concile de Vienne, est le schisme qui divisoit l'ordre des Franciscains. J'ai déjà parlé de ce schisme, commencé par Jean de Parme, & continué par Pierre-Jean d'Olive, qui eut des sectateurs. J'ai dit que dans le parti de ceux-ci l'amour de la régularité étoit déshonoré par des erreurs : & ces erreurs n'alloient à rien moins qu'à concentrer l'Eglise dans les spirituels de l'Ordre, & à regarder non seulement le parti contraire, mais la société du pape & des prélats, comme une vraie

- Babylone. Clément V & le concile de Vienne, devant qui Ubertain de Casal défendit la mémoire, & les sentimens de Pierre-Jean d'Olive, tâchèrent de pacifier ce différend scandaleux. Ils décidèrent les principaux points contestés, avec beaucoup de sagesse & de modération : ils travaillèrent à réunir les esprits : mais ils ne purent y réussir. Le schisme s'entrêntint, & se porta à de plus grands excès que jamais sous le pontificat de Jean XXII, successeur de Clément V.

L'affaire des partisans de Pierre-Jean d'Olive est liée avec celle d'Arnaud de

Affaire du schisme entre les Franciscains.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 129. 152.

166. O. Elcuri, Hist. Eccl. T. XIX. p. 222.

Assise d'Ar-
naud de Vil-
leneuve.

Hist. Un.
Par. T. I.
p. 42. 117.
120. 155. &
Flac.
Hist. Eccl.
T. XIX.
p. 277.

Villeneuve, médecin & théologien, par la ressemblance des erreurs. Arnaud étoit clerc du diocèse de Valence en Espagne, & ayant allié, comme plusieurs de ses contemporains, la Médecine & la Théologie, il ne sçut pas garder une sage modération dans cette dernière étude, qui n'admet les recherches qu'autant qu'elles sont guidées par l'humble soumission de la Foi. Ses erreurs débitées à Paris, & consignées par écrit dans un livre qu'il donna au public, lui attirèrent la censure de l'évêque & de la Faculté de Théologie de Paris. Boniface VIII condamna aussi ce livre : & un des reproches qu'articule contre ce pontife Guillaume de Vézenobre, est d'avoir ensuite démenti son propre jugement en rendant son approbation à un ouvrage hérétique qu'il avoit lui-même proscrit. Arnaud ne renonça point à ses erreurs : & cependant il parvint à gagner l'amitié de Clément V, qui étant à Bordeaux, l'admit à disputer en sa présence contre un Dominicain. On ne nous instruit point du détail de ce combat. Mais Arnaud n'y perdit point son crédit auprès du pape, dont il fut médecin, & qu'il venoit rejoin-

dre à Avignon avec le caractère d'ambassadeur de Frédéric I roi de Sicile, lorsqu'il périt par un naufrage. Clément V faisoit un tel cas du savoir d'Arnaud en Médecine, qu'ayant été privé par sa mort d'un livre de sa composition sur cette science, qui lui avoit été promis par l'auteur, il écrivit à tous les évêques & à tous les chefs des Universités pour leur enjoindre sous peine d'excommunication de s'informer de ce qu'étoit devenu ce livre, & de lui communiquer ce qu'ils en apprendroient, afin qu'il pût le recouvrer.

La protection de ce pape empêcha, que de son vivant on ne procédât à une nouvelle condamnation des erreurs d'Arnaud de Villeneuve. Mais trois ans après la mort de Clément, c'est-à-dire en 1317, l'inquisiteur de Tarragone, qui étoit un Dominicain, censura quinze propositions tirées des œuvres de ce médecin théologien. J'ai dit que le système d'Arnaud se rapportoit en plusieurs choses avec celui de Pierre-Jean d'Olive & de ses sectateurs. Il croyoit & enseignoit comme eux que tout le peuple Chrétien étoit tombé dans l'égarement, & que

236 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 l'apostasie régnoit dans l'Eglise, & la
 couvroit depuis la plante du pied jus-
 qu'au sommet de la tête. Il regardoit la
 révélation faite à un certain * Cyrille,
 comme quelque chose de plus pré-
 cieux que toutes les Ecritures saintes.
 Une folie qui lui appartient en propre,
 est d'avoir prédit que le monde fini-
 roit l'an 1335.

is statuts- Dans l'intérieur de l'Université je
 és par trouve en l'année 1312, trois statuts
 iversité. délibérés par toute la compagnie pour
 ift. Un. régler quelques articles de sa police.
 . T. IV.

63. 164. Le premier regarde le grand sceau
 de l'Université, & contient des dis-
 positions sévères sur les circonstances
 dans lesquelles on doit en faire usage,
 & sur les précautions qu'il faut y ob-
 server.

Le second statut renouvelle celui du
 cardinal Simon de Brie par rapport à
 l'élection du Recteur, & en recom-
 mande l'observation exacte, sur la-
 quelle on s'étoit un peu relâché.

Pour le troisième l'Université prend
 des mesures pour assûrer le secret de
 ce qui se passe dans ses assemblées.

* C'étoit des visions
 de ce Cyrille, combi-
 nées avec celles de l'abbé
 Joachim, qu'avoit été

construit le livre de l'E-
 vangile éternel. Hist. Un.
 Par. T. III. p. 697.
 art. *Laurentius Anglicus.*

C'étoit un point que l'on avoit extrêmement à cœur ; comme il paroît & par plusieurs sermens qui l'exigent , & par de fréquentes délibérations dont il est l'objet. L'Université donc dans le statut dont je parle ici , ordonne que les portes des lieux où elle s'assemblera , soient exactement gardées par les sept principaux bedeaux de la compagnie , & elle leur défend de laisser entrer aucune autre personne que les régens actuels , & ceux qu'un mandement spécial du Recteur y aura appelés.

J'observe sur ces trois statuts , que les Nations n'y sont point nommées , mais seulement les Facultés. Il semble que dans les commencemens de l'établissement des Facultés en compagnies , les Nations aient souffert quelque obscurcissement , & que l'on se soit accoutumé à n'en point faire une mention expresse. Ici elles ne sont désignées que par le nom collectif de Faculté des Arts , qui les comprend toutes. Cependant leurs droits réels subsistoient. Il paroît par les statuts mêmes dont je parle , qu'elles seules éliisoient le Recteur ; que le Recteur choisi par elles présidoit à toute l'U-

238 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

niversité ; & que des sept principaux bedeaux de la compagnie elles en avoient quatre , pendant que chacune des trois Facultés dites supérieures n'en a qu'un.

L'épithète *principaux* ajoutée au nom de *bedeaux* nous apprend de plus , qu'il existoit alors de seconds bedeaux , des bedeaux subalternes , au lieu que quelques années auparavant les bedeaux étoient uniques pour le service de chacune des compagnies.

ondation En 1314 fut fondé un collège , qui
collèges
Prêles & s'est depuis partagé en deux , celui de
Laon. Prêles & celui de Laon. Les fondateurs
167-169. furent Gui de Laon , chanoine de l'E-
Hift. de glise de Laon & trésorier de la sainte
ris , T. I. chapelle de Paris , & Raoul de Prêles
525. 526. clerc du Roi. Ils se réunirent pour
fonder un collège & des bourses en
faveur des étudiants de leurs diocèses
respectifs , Laon & Soissons. Prêles
est un bourg du Soissonnois. Ces bour-
siers devoient avoir une habitation
commune ; mais leurs biens & leurs
revenus étoient distingués. Une telle
association ne pouvoit que difficile-
ment subsister. Elle se rompit bientôt.
Dès l'an 1323 les boursiers de Prê-
les & de Laon se séparèrent en deux

collèges, qui ne se sont plus rejoints jusqu'aujourd'hui. La fondation de ce collège double est munie de l'autorité royale par un diplôme de Philippe le Bel. Je ne dois pas omettre de remarquer que les bourses de Laon admettent l'étude de la * Médecine avec celles de la Théologie & des Arts.

Les commencemens du collège de Montaigu se rapportent aussi à l'an 1314. Ce collège, qui fut appelé d'abord des Aicelins, a tiré ce nom ancien, & celui qu'il a porté depuis, de ses premiers fondateurs, qui se nommoient Aicelin de Montaigu, & qui étoient de grands personnages, illustres par leur naissance, & par leurs dignités ecclésiastiques & séculières, un archevêque de Rouen, deux cardinaux, Louis de Montaigu de Liffenois, chevalier. Mais il a reçu sa principale célébrité d'un pauvre prêtre, qui en étant devenu le chef y introduisit une réforme austère, & par cet endroit là même procura à cette maison un éclat qu'elle n'avoit jamais eu. Celui dont je parle, est Jean Standonc,

Collège de
Montaigu.

*Hist. Un.
Par. T. II.
p. 171 947.
980. C.
Hist. de Paris,
T. I.
p. 525.*

* L'historien de Paris ajoute encore l'étude du Droit, d'après des mé-

moires manuscrits du collège de Laon, qu'il cite en marge.

240 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
qui vivoit à la fin du quinzième siècle
& au commencement du suivant. Je
parlerai de la réforme dont il est l'au-
teur, lorsque le tems en sera venu.

Confirma-
tion des pri-
vilèges de
l'Université
par Louis X.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 172. &
Privil. de
l'Université,
p. 80.*

Le roi Philippe le Bel étant mort
en la même année 1314, Louis X son
fils aîné & son successeur accorda l'an-
née suivante, à l'Université pour ses
suppôts & Messagers la protection &
sauvegarde que la guerre leur rendoit
nécessaire, afin qu'ils pussent aller &
venir librement & en sûreté de Flan-
dre à Paris & de Paris en Flandre.
Louis ne faisoit que renouveler ce
qu'avoit pratiqué son père en pareil
cas. Son ordonnance est du trois Juin.
Il en rendit une autre le deux Juillet
suivant plus générale, & qui étendoit
à tous les écoliers, de quelque Nation
& pays qu'ils fussent, ce qu'il avoit
accordé par la première aux Flamans.

Jurisdiction
de l'Univer-
sité.

*Hist. Un.
Par. ibid.*

L'année 1315 nous fournit encore
un statut mémorable touchant la jurif-
diction de l'Université sur ses sup-
pôts. Ce statut contient deux parties,
dont l'une est claire, l'autre me laisse
quelque obscurité. Voici ce que porte
la première.

» Quiconque appellera des Rec-
» teur & Procureurs à l'Université,
» avant

» avant tout donnera caution pour
 » cinq sols Parisis d'amende, qu'il sera
 » tenu de payer s'il succombe dans son
 » appel. » Il est donc clair que le tri-
 bunal des Recteur & Procureurs étoit
 un tribunal ordinaire, subsistant, per-
 manent, où se portoient les causes en
 première instance, sauf l'appel à l'U-
 niversité.

L'autre partie du statut n'a pas la
 même clarté. » Si quelqu'un, est-il dit,
 » appelle à l'Université du jugement
 » des députés nommés ou à nommer
 » par ladite Université dans une cause
 » quelconque, il donnera caution pour
 » dix sols Parisis d'amende : moyen-
 » nant quoi son appel sera admis. S'il
 » succombe devant les députés que
 » l'Université lui donnera pour juges
 » sur son appel, il payera ladite amen-
 » de. S'il refusoit de donner la caution
 » requise, alors le Recteur & les dé-
 » putés procéderaient dans son affaire
 » comme de droit, nonobstant ledit
 » appel, qui sera réputé frivole & de
 » nul effet. » Dans ce texte une diffi-
 culté m'arrête. Je vois des députés ou
 commissaires nommés par l'Univer-
 sité pour juger une cause : appel à l'U-
 niversité : & de nouveaux députés

242 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

pour juger sur l'appel. Cette forme ne semble pas bien régulière.

Mais quoi qu'il en soit, trois choses me paroissent claires. L'une que l'Université n'avoit point encore son tribunal fixe & permanent, & que les chefs des sept compagnies, savoir les doyens des trois Facultés supérieures & les Procureurs des quatre Nations, ne formoient point, comme aujourd'hui, avec le Recteur une juridiction ordinaire. Quand l'Université ne jugeoit pas en pleine assemblée une cause portée devant elle, il falloit qu'elle nommât des commissaires spécialement délégués pour en prendre connoissance. Je remarque en second lieu que le Recteur présidoit au tribunal de ces députés ou commissaires, comme à celui des Procureurs. Enfin, le tribunal des députés est néanmoins le plus important, puisque l'amende pour l'appel est double. Le premier représentoit seulement la Faculté des Arts; le second, toute l'Université.

Institution
de la Sorbon-
nique.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 172.

Génébrard rapporte à la même année 1315 l'institution d'un acte fameux dans le cours des études théologiques. C'est la thèse appelée Sorbonique, que le répondant soutient

seul & sans président pendant une journée entière , depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir , sans prendre aucun autre relâche ni soulagement , qu'un léger repas qu'il fait sur le lieu même vers l'heure de midi. Ramus , qui faisoit peu de cas de tout ce qui s'appelle scholastique , parle de cet acte avec beaucoup de mépris , & il ne lui laisse pas même le mérite de l'antiquité. Il en rapproche beaucoup l'origine , qu'il fait postérieure à la réforme du cardinal d'Etouteville dressée en 1452. Mais cette opinion est convaincue de faux par un témoignage authentique. Il nous reste un manuscrit du célèbre docteur Jean de Courtecuisse , qui contient entre autres choses le petit compliment par lequel ce Théologien ouvrit la Sorbonique. Or Jean de Courtecuisse florissoit vers l'an 1400. Ajoutons que la tradition commune & constante est , que la Sorbonique fut instituée par François Mairon Cordelier : & même on la désigne souvent par le nom *Maironium certamen*, thèse de Mairon. En conséquence de cette origine , l'usage s'en est établi & conservé jusqu'à nos jours , que la première Sorbonique de chaque année

244 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

est soutenue par un Cordelier. Or nous trouvons une bulle de Jean XXII adressée en 1323 au chancelier de l'Eglise de Paris, pour lui ordonner de conférer la licence & le doctorat à François Mairon Cordelier. Le tems, le nom, toutes les circonstances se rapportent. Ainsi nous sommes bien fondés à croire que l'institution de la Sorbonique a précédé l'an 1323. Peut-être Mairon ne l'établit-il pas d'abord dans toute la rigueur à laquelle on l'a poussée depuis ; & Ramus aura pris la date de quelque changement introduit dans l'acte pour celle de sa première origine.

Confirma-
tion des pri-
vilèges de
l'Université
par le pape
Jean XXII.
p. 171.

Jean XXII, qui fut élu pape en 1316, est un des souverains pontifes qui ait le plus signalé sa protection envers l'Université. Dès le premier Novembre qui suivit son exaltation, il donna une bulle confirmative de tous les privilèges à elle accordés, soit par les papes ses prédécesseurs, soit même par les rois & princes séculiers. Je ne pense pas que les privilèges royaux eussent besoin de cette confirmation. Mais la puissance ecclésiastique s'immisçoit alors dans toutes les affaires.

Jean XXII ne s'en tint pas là à

l'égard de l'Université. Par une bulle datée du premier Mars de l'année suivante & adressée à tous les prélats & collateurs ecclésiastiques, il leur re-commanda les maîtres de Paris pour être nommés aux bénéfices préférablement à tous autres. La préface de cette bulle est remarquable. Le pape commence par y établir les vrais principes sur le choix des personnes à qui doivent être conférés les bénéfices. » Vous » savez, dit-il aux collateurs, que les » places ecclésiastiques sont pour ceux, » qui d'une part brillant par la pureté » de leur vie, & de l'autre ayant » orné leur esprit par l'acquisition de » la doctrine, sont en état de chasser » les ténèbres de l'ignorance. » Suit un éloge de l'Ecole de Paris, qui a produit de tout tems & produit encore, dit le Pape, » un très grand nombre » d'excellens sujets, ornés également » de science & de vertu. » Il en conclut que l'on doit les honorer & les récompenser : & il exhorte les collateurs à rejeter les sollicitations de la chair & du sang, à préférer le mérite, & conséquemment à avoir pour singulièrement recommandés dans les choix qu'ils ont à faire les maîtres & écoliers

Ce pape re-
commande
tous les col-
lateurs de
bénéfices le
suppôts de
l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. 16
p. 174.*

246 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de l'Université de Paris : ce qui sera
utile à l'Eglise , & agréable au S. Siège.

On voit par cette bulle que Jean
XXII étoit bien entré dans les vûes
proposées par Durand évêque de Men-
de , touchant la faveur que devoient
obtenir dans les nominations aux bé-
néfices les maîtres & docteurs des
Universités , & qu'il en faisoit une ap-
plication spéciale à celle de Paris. Du-
boulai prétend que ce même pape est
l'instituteur de l'usage des rôles dressés
par notre Université & envoyés en
cour de Rome , afin que ceux dont les
noms s'y trouvoient placés , fussent
promûs suivant l'ordre du tableau aux
bénéfices qui viendroient à vaquer.
Le fait des rôles est réel. Il est con-
stant que l'usage s'en établit , & fut
longtems pratiqué. Mais je ne vois
point de preuve certaine qu'il faille en
rapporter l'origine au pontificat de

Il exhorte Jean XXII.

L'Université
à réformer
les abus qui
s'introdui-
soient dans sa
discipline.

*Fleuri ,
Hist. Eccl.
T. XIX.
p. 275.*

Afin que l'Université se rendît de
plus en plus digne de sa protection ,
ce pape étoit attentif à en réformer
les abus. Comme il y avoit étudié lui-
même , il en connoissoit parfaitement
la discipline : & sachant qu'il s'y in-
troduisoit des relâchemens , soit par

rapport à la police des études, soit en ce qui regarde la sévérité des examens, il adressa le huit Mai de la même année 1317 une bulle à l'Université, pour lui faire connoître qu'il étoit instruit de ce qui avoit besoin chez elle de réforme, & pour l'exhorter à y apporter remède elle-même, si elle ne vouloit que le souverain pontife y mît ordre par son autorité.

Aureste cette bulle n'étoit qu'un avertissement paternel, & non un effet d'indignation. Elle n'interrompt point par rapport à l'Université le cours des graces pontificales. Nous avons quatre autres bulles données par le même pape Jean XXII, moins de deux mois après, toutes favorables à l'Université. La première charge les évêques de Senlis & de Noyon d'empêcher qu'à l'occasion des divertissemens innocens que prenoient les jeunes étudiants dans le Pré aux Clercs, les abbé & moines de S. Germain ne commettent contre eux les violences qui ne leur étoient que trop familières. Cet objet sera traité plus en détail dans la suite. La seconde bulle donne pouvoir à l'abbé de sainte Geneviève de réprimer par les censures ceux qui,

Quatre bulles du même pape, favorables à l'Université.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 174-177

248 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

sans être liés par serment à l'Université, s'ingéroient d'entrer dans les assemblées & d'en troubler la tranquillité. Les deux autres ne sont que des renouvellemens de bulles anciennes & émanées des papes précédens. L'une commet le chancelier de l'Eglise de Paris pour absoudre des censures les écoliers qui les auront encourues en frappant violemment des clercs. La dernière est une répétition de mot à mot de la bulle de Martin IV citée plus haut dans cette histoire, touchant la caisse commune de l'Université, & la perception des deniers qu'elle levoit sur ses étudiants.

J'ai voulu placer de suite toutes les bulles des commencemens du pontificat de Jean XXII concernant l'Université. Les trois dernières sont du premier Juillet 1317. Au mois de Décembre de l'année précédente 1316 l'Université s'étoit donné un nouvel officier, de l'établissement duquel je dois faire mention.

Les * statuts, décrets, conclusions,

<p>* A ne consulter que le préambule de l'acte par lequel l'Université en 1316 se donna un Greffier, il sembleroit que</p>	<p>jusques-là aucune délibération de la compagnie n'eût été mise par écrit. Pour motif du nouvel établissement on em-</p>
--	---

que nous avons rapportés jusqu'ici, soit de la compagnie entière, soit des parties qui la composent, prouvent qu'il y avoit des personnes chargées d'en faire la rédaction. On en tenoit des livres ou regîtres pour en conserver la mémoire, & dans un corps soudivisé en plusieurs compagnies particulières il avoit fallu multiplier ces regîtres. Ainsi outre celui de l'Université, la Faculté des Arts avoit le sien, chaque Nation tenoit son regître particulier; le Recteur pareillement. Tout cela est prouvé par des monumens subsistans. Mais qui étoit chargé de rédiger les actes & de tenir ces différens regîtres? C'est sur quoi nous avons peu de lumière.

Afin de ne nous point perdre dans une trop grande multiplicité d'objets, renfermons-nous dans ce qui regarde le regître de l'Université. On peut

ployer uniquement la labilité de la mémoire des hommes, & la nécessité d'écrire pour conserver le souvenir des choses. Je ne fais comment concilier ce langage avec l'existence actuelle d'un grand nombre d'actes de l'Université antérieurs à l'institution d'un Gref-

fier, qu'en supposant que nos pères, qui se jetoient volontiers dans les abstractions, ont moins considéré l'espèce particulière du cas où ils se trouvoient, que la thèse générale de l'utilité de l'écriture, dont il ne s'agissoit pas.

Institution d'un Greffier de l'Université. Un notaire est chargé pour ce office.

Hist. Univ. Par. T. I. p. 175. T. III. p. 585.

250 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
conjecturer avec beaucoup de vraisemblance que ce registre étoit tenu par le Recteur, qui, suivant que nous l'avons vû, exerçoit aussi la recette des deniers communs. Le Recteur étoit tout, faisoit tout. Mais il changeoit tous les trois mois, & l'on conçoit que ces fréquentes mutations favorisoient peu, soit l'intelligence dans la confection des actes, soit la sûreté du dépôt. Enfin en 1316 on s'aperçut de la nécessité d'avoir un officier qui fût commis spécialement pour cette fonction. On ne le choisit point parmi les maîtres, parce que les maîtres eux-mêmes avoient alors peu de stabilité. Ils ne se fixoient guères dans la compagnie, qu'ils ne regardoient que comme un passage pour parvenir à d'autres états. On se détermina donc pour un notaire apostolique, qui seroit tenu d'assister aux assemblées de l'Université, d'écrire ce qui auroit besoin d'être écrit, & de le rédiger, s'il étoit nécessaire, suivant la forme des actes publics. Toutes les lettres émanées de l'Université au profit de quelque particulier que ce fût, devoient passer par ses mains, & être signées de lui avant qu'on les présentât au sceau : le tout,

DE PARIS, Liv. III. 251
moyennant un salaire convenable, qui
lui seroit payé par la partie intéressée.
Pour les actes qui regarderoient les
affaires communes de la compagnie,
on se proposoit de lui assigner des
gages. Le notaire sur qui tomba le
choix de l'Université, se nommoit
Raoul Benoît, & sa commission de-
voit durer au moins un an, à commen-
cer au premier Janvier suivant. Il fut
mandé, prêta serment, on lui marqua
sa place, à lui & à ses successeurs, au-
près du Recteur & au dessous. Le nou-
vel officier fut associé aux privilèges
de l'Université, comme s'il eût été l'un
des maîtres actuellement régens.

Telle est l'origine des Greffiers de
l'Université, qui dans la suite, par un
arrangement mieux entendu, ont été
pris du corps même, & toujours de la
Faculté des Arts.

En l'année 1317 le pape Jean XXII ^{Clémentin}
publia les constitutions de Clément V ^{publiées.}
son prédécesseur, connues dans le Droit ^{Hist. U.}
sous le nom de Clémentines, & dont ^{par. T. I}
l'objet est de compléter la collection
des décrétales en marchant à la suite
du Sexte de Boniface VIII. Les Clé-
mentines sont adressées par la bulle
qui leur sert de préface à l'Université

252 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de Boulogne, où de tout tems flo-
rissoit l'étude du Droit canon. M.
l'abbé Fleuri dit qu'elles furent aussi
envoyées aux maîtres de Paris. Ce qui
est certain, c'est que l'intention du
pape étoit qu'elles fussent enseignées
dans toutes les Ecoles, & suivies dans
tous les tribunaux.

Hist. Eccl.
T. XI X.
p. 276.

Fondation
du collège de
Narbonne.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 180. &
Hist. de Pa-
ris, T. I.
p. 536.

Cette même année 1317 fut fondé
à Paris le collège de Narbonne par Ber-
nard de Farges, proche parent du
pape Clément V, & successivement
evêque d'Agen, archevêque de Rouen,
& enfin de Narbonne. On trouve dans
l'histoire de la ville de Paris un assez
grand détail sur la fondation, sur les
statuts & réglémens de ce collège, &
sur les divers états par lesquels il a
passé. Je n'en extrairai qu'un seul fait :
c'est que cette maison a la gloire de
compter un pape parmi ses élèves.
Clément VI avoit été boursier du col-
lège de Narbonne, & en reconnois-
sance de l'éducation qu'il y avoit reçue
il en devint le bienfaiteur.

Décrets de
l'Université
contre les
abus qu'occa-
sionnoit le
tribunal de la
conserva-
tion.

Depuis un longtems il se répandoit
de grandes plaintes dans le public,
contre les vexations qu'occasionnoit
le tribunal de la conservation des pri-
vilèges de l'Université. Nous avons vu

qu'en 1265. le pape Clément IV en avoit été frappé, & qu'il eut la pensée d'y mettre ordre. Il est à croire que l'Université prévint la réforme apostolique en se réformant elle-même, & l'affaire n'eut pas alors d'autre suite.

En 1316 les anciennes plaintes se renouvelèrent, & l'Université extrêmement allarmée du déshonneur que les injustices de quelques particuliers attiroient à tout le corps, voulut y remédier par un décret sévère, qui prononçoit la peine de privation de tous les droits de la compagnie contre quiconque entreprendroit de porter au tribunal du conservateur une nature d'affaire qui ne dût pas y ressortir; qui condamnoit ce téméraire & injuste plaideur à tous les dépens envers la partie lésée, & qui enjoignoit au conservateur de renvoyer l'affaire devant les juges ordinaires.

*Privil. d
l'Université
p. 265.*

Ces précautions ne furent pas suffisantes. Les abus sont entretenus par la cupidité, qui ne meurt jamais, & qui est féconde en ressources. Il fallut que deux ans après, l'Université, encore fatiguée par des plaintes sans cesse renaissantes & trop bien fondées, prît

254 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

de nouvelles mesures contre un mal qui résistoit à tous les remèdes : elle

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 178. s'assembla donc le vingt-six Janvier 1318 aux Maturins, & rendit un décret dans lequel après avoir rappelé le

statut dont je viens de parler, en le confirmant & le renouvelant elle ajoute, que dorénavant nul écolier ou maître ne sera reçu à plaider devant le conservateur apostolique, qu'auparavant sa requête n'ait été lûe dans l'Université, & que sur l'information faite par le Recteur, assisté de quelques députés de la compagnie, pour s'assurer que la cause est dans le cas du privilège, ladite requête n'ait été autorisée par la signature du Recteur & des Députés. Ce décret existe, dressé & signé par le notaire Raoul Benoît, qui avoit été établi greffier au mois de Décembre 1316, & dont la commission par conséquent ne fut pas renfermée dans l'espace d'une année, comme on l'avoit d'abord projeté.

Bulles du pape pour assurer à l'Université la jouissance de ses privilèges.
p. 180. L'Université par ces sages réglemens faisoit preuve d'équité & de zèle contre les abus. Mais l'usage légitime de ses privilèges lui étoit cher : & comme elle s'y voyoit troublée par différentes personnes puissantes, & surtout par

l'évêque de Paris, elle implora la protection du pape pour s'en assurer la tranquille jouissance. Elle obtint ce qu'elle souhaitoit. Le souverain pontife donna les 1 & 5 Juillet de la même année 1318 trois bulles, deux adressées à l'évêque de Senlis pour l'autoriser à faire respecter les privilèges accordés à l'Université par le S. Siège, & à employer les censures contre ceux qui y donnoient atteinte ; l'autre à l'évêque de Paris, pour le prier & l'exhorter d'empêcher son official & son bailli d'attaquer & de violer, comme ils faisoient souvent, ces mêmes privilèges. La première de ces trois bulles contient une clause bien remarquable. Elle déroge aux constitutions qui bornoient à la distance de deux, trois, ou quatre journées, la faculté que pouvoient prétendre les privilégiés de citer devant le commissaire apostolique ceux contre qui ils auroient quelque action à poursuivre ; & par conséquent elle donne à l'exercice de cette faculté une étendue illimitée, quant aux lieux néanmoins, & non quant au tems : car l'effet de la bulle est restreint à l'espace de dix années.

L'Université, sous un pape qui lui

256 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

rofesseurs étoit si favorable , vint enfin à bout de
 uliers af- réduire les religieux mendiants à se
 tris à pré- soumettre à une loi dont ils avoient
 serment à opiniâtrément refusé le joug soixante-
 niversité- lix. Un. &-cinq ans auparavant. On se sou-
 . T. IV. vient qu'en 1253 les Dominicains &
 12. 182. les Franciscains actuellement Profes-
 seurs en Théologie n'avoient jamais
 voulu consentir à promettre par ser-
 ment l'observation des statuts & dé-
 libérations de l'Université. C'avoit
 été une nécessité pour elle de céder
 alors à la force , & au crédit énorme
 qu'avoient ces religieux auprès du
 pape Aléxandre IV. Elle prit sa re-
 vanche sous le pontificat de Jean XXII.
 Elle commença par obtenir de lui une
 bulle qui excluait , ainsi que je l'ai
 rapporté , de ses assemblées , ceux qui
 n'étoient point liés à la compagnie
 par serment. Elle partit de là , & se
 fondant sur l'autorité des lettres apos-
 toliques , elle déclara par une con-
 clusion portée le vendredi trois No-
 vembre , qu'elle interdisoit l'entrée en
 ses assemblées , à quiconque n'auroit
 pas précédemment prêté serment d'ob-
 server ses statuts , privilèges , droits ,
 franchises , louables coutumes , & de
 ne point révéler les secrets de la com-

pagnie. Les réguliers , qui étoient dans le cas , se trouvoient exclus par ce décret. Ils prirent le parti de la soumission. Quatre d'entre eux , qui professoient actuellement la Théologie , un Dominicain , un Franciscain , un religieux de l'ordre de Cîteaux , & un Augustin , se présentèrent à l'assemblée du lundi treize du même mois , conduits par le chancelier de l'Eglise de Paris , qui étoit en même tems doyen de la Faculté de Théologie ; & ayant prêté le serment requis , ils furent réconciliés & rétablis.

Le règlement du trois Novembre fait aussi mention des sermons généraux de l'Université , & il ordonne que ces sermons se feront tous les Dimanches & Fêtes dans l'Eglise du collège de Navarre , qui venoit d'être achevée , ou dans quelque autre lieu spacieux & commode pour contenir les écoliers & les fidèles qui voudront y venir entendre la parole de Dieu. Je ne puis dire avec certitude quel étoit auparavant le lieu destiné par l'Université à ce pieux usage. Je trouve un de ces sermons prononcé aux Bernardins dans une occasion bien solennelle , lorsque l'Université étoit sollici-

Sermons généraux de l'Université.

258 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tée par les prélats de se joindre à eux contre les privilèges des Mendians. C'étoient des docteurs en Théologie qui prêchoient : & telle est sans doute la raison pour laquelle le chancelier de Paris, qui alors, ainsi que nous l'avons vû, étoit aussi doyen de la Faculté de Théologie, est commis par le décret pour prendre soin du détail des arrangemens dans l'exécution.

Jalousie & rivalité de l'Université d'Oxford contre celle de Paris.

*Hist. Un.
Par. T. I.
p. 174. &
184.*

Les faveurs accordées par les papes à l'Université de Paris piquoient de jalousie celle d'Oxford, & même la Nation Angloise, qui s'est toujours montrée rivale de la France. Nous avons vû que Jean XXII avoit recommandé à tous les prélats les maîtres de Paris, comme méritant la préférence dans la nomination aux bénéfices. Il s'étoit gouverné lui-même sur ce principe, & avoit élevé aux dignités ecclésiastiques un grand nombre de docteurs de Paris, Philosophes & Théologiens. L'Université d'Oxford se tint offensée de cette distinction également honorable & utile, & elle s'en plaignit au pape, prétendant avoir même droit aux graces pontificales, que celle de Paris; comme n'étant pas moins illustre, & la surpassant même en ancienneté.

Le roi d'Angleterre Edouard II entra dans de semblables sentimens sur un autre article. Il étoit blessé de ce que les papes avoient donné aux maîtres des Universités de France le droit d'enseigner partout , sans être obligés de subir un nouvel examen. Il jugeoit que ce privilège tournoit à la honte & au détriment de l'Université d'Oxford , qui n'en jouissoit pas : & il écrivit au même pape Jean XXII , pour lui demander que les maîtres d'Oxford ne fussent point inférieurs aux docteurs François sur un point si essentiel.

Duboullai ne m'apprend point quel effet eurent ces différentes plaintes & représentations : & je n'ai ici rien autre chose à observer , sinon que l'opinion qui rapporte à Charlemagne la fondation de l'Université de Paris , étoit alors reçue en Angleterre aussi bien qu'en France. L'Université d'Oxford , le roi Edouard II , l'adoptent dans leurs lettres au pape : & ils tirent avantage de ce que l'Université de Paris doit son origine à Alcuin , Anglois de naissance, appelé en France par Charlemagne.

On a pû remarquer que le crédit & la considération de notre Université

Grand crédit de l'Uni-

risité de croïssoient beaucoup dans les têmes
ris. dont j'écris actuellement l'histoire.
Hist. Un. Elle en donna une grande preuve en
r. T. IV. 1320, s'il est vrai, comme Duboullai
185. l'assûre, qu'elle influa dans le juste
supplice du prévôt de Paris Henri Tapperel. Ce juge inique, tenant dans les
prisons un meurtrier qui étoit riche,
lui substitua, & fit pendre en sa place
un homme pauvre & innocent. Les
écoliers & les maîtres toujours atten-
tifs sur la conduite du prévôt de Pa-
ris, qui étoit leur ennemi par état,
découvrirent le crime de Tapperel,
& ils en firent tant de bruit, que le
roi & le parlement en furent informés.
Justice fut faite, & le prévôt fut
pendu.

p. 182. En 1321 l'Université obligea de lui
faire satisfaction un Dominicain, du-
quel elle croyoit avoir sujet de se
plaindre. Le fait n'est pas suffisam-
ment éclairci. Mais voici l'acte d'hum-
bles excuses que lut ce religieux dans
l'assemblée de la Faculté des Arts.
» Frère Nicolas * d'Amfi proteste de-
» vant vous Messieurs les vénérables
» Recteur & Procureurs des Nations,
» que ce n'a jamais été son intention

* De Amfiaco.

avec force : mais il protesta en même tems qu'il se foumettoit à la décision du S. Siège. Elle ne lui fut pas favorable. Jean XXII par une bulle donnée le vingt-cinq Juillet 1311, condamna sa doctrine sur la confession au propre prêtre : & pour ne laisser aucune ambiguïté, il établit dans la même bulle la doctrine contraire, savoir : Que ceux qui ont confessé leurs péchés à des religieux, ne sont pas plus obligés d'en réitérer la confession, que s'ils les avoient confessés à leur propre prêtre suivant le concile de Latran. Jean de Poilli promit de rétracter à Paris, dans les Ecoles & dans un Sermon, les propositions condamnées par le pape : & l'affaire se termina ainsi.

Au fond le nœud de la difficulté subsistoit. Les papes d'une part prétendoient être les Ordinaires des Ordinaires, & ils vouloient en conséquence que quiconque avoit reçu d'eux des pouvoirs, même généraux, fût en droit de les exercer librement dans toute l'Eglise, sans avoir besoin du consentement ni d'évêques ni de curés, & ne leur étant tout au plus redevable que d'une simple politesse. Les évêques & les curés au contraire soutenoient

264 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

qu'ils avoient reçu de J. C. immédiatement une juridiction qu'il n'est point au pouvoir du pape d'abolir , & que nul ne peut faire aucune fonction ecclésiastique par rapport aux brebis dont ils sont les propres pasteurs , qu'il n'ait pris leur attache & reçu d'eux sa mission. La pratique conforme à ces dernières maximes a prévalu en France : & les droits des évêques & des curés se sont maintenus contre les prétentions ultramontaines , & contre les privilèges des réguliers. L'Université de Paris n'a pas peu contribué à rendre ce service à l'Eglise & à l'Etat. Jean de Poilli lui-même en est la preuve. Il outroit les conséquences. Mais le fond de sa doctrine étoit que les évêques & les curés tiennent leur mission immédiatement de J. C. comme remplissant la place , les uns des apôtres , les autres des soixante-&-douze disciples : & cette doctrine a toujours été celle de notre Université.

Opiniâtreté des prétendus Spirituels de l'ordre de S. François dans les querelles sur la pauvreté par- Il eût été à souhaiter que la docilité de ce théologien à rejeter ce qu'il mêloit d'excessif dans une doctrine saine & salutaire en elle-même, eût servi de modèle aux prétendus *Spirituels* de l'ordre de S. François. Ils lui

lui ressembloient en quelque chose. ^{faite, Tr}
 Comme lui, ils partoient d'un bon ^{bles dans}
 principe, & l'on ne peut que louer ^{glise & c}
 leur goût décidé pour la vie pauvre, ^{Hist. U}
 & l'éloignement qu'ils témoignent ^{Par. T.}
 de tout faste mondain. Comme lui, ^{p. 190-}
 ils outroient leurs maximes, quoi-
 qu'en matière toute différente : fai-
 sant consister pour eux la vertu & la
 Religion dans une certaine forme d'ha-
 billement; & surtout assimilant leur
 règle à l'Evangile, & prétendant que
 la vie qui leur étoit prescrite étoit
 précisément celle de J. C. & des
 Apôtres; qui, selon eux, n'avoient
 jamais rien possédé ni en particulier
 ni en commun. L'attachement à ces
 fantaisies d'une dévotion mal enten-
 due, qu'ils voyoient combattues par
 ceux qui étoient en autorité dans l'E-
 glise, les avoit conduits à des erreurs
 pernicieuses, comme je l'ai déjà re-
 marqué. De ce que l'Eglise n'approu-
 voit pas leurs idées, ils avoient conclu ^{Fleuri}
 qu'elle étoit corrompue : ils la concen- ^{Hist. Ec}
 troient dans leur secte, & ils ne re- ^{T. XI}
 connoissoient plus pour leurs pasteurs ^{p. 296.}
 & leurs docteurs ceux que J. C. a ^{378-38.}
 établis pour gouverner son troupeau.
 Ces égaremens étoient tout autre-

10 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ment dangereux que l'erreur légère
 du Jean de Ponth étoit tombé : &
 sa conduite fut encore plus diffé-
 rente de la sienne. Une opiniâtreté
 accompagna les fixa invariablement
 dans leur manie. Ils bravoient pour la
 défense de leurs opinions , non seu-
 lement les mauvais traitemens , les
 prisons , & les exils , mais les sup-
 plices & les flammes. En 1413 quatre
 de ces fanatiques furent mieux être
 brûlés à Martelle , que d'abandonner
 leurs sentimens.

1414. Jean XXII n'omit rien pour gué-
 rir cette maladie , qui portoit un trou-
 ble inexprimable dans un Ordre re-
 pandu par tout l'univers. Il donna
 bulle sur bulle touchant la question de
 la pauvreté évangélique : & après avoir
 pris les avis des plus sçavans Théolo-
 giens , & en particulier de la Faculté
 de Paris , dont la consultation lui fut
 remise par Simon d'Archiac archevê-
 que de Vienne , il decida qu'il étoit
 erroné & hérétique de soutenir opi-
 niâtrément que J. C. & ses Apôtres
 n'eussent point eu le droit d'user des
 choses qu'ils possédoient , de les ven-
 dre ¹ les donner , & d'en acquérir
 voir leur mieux convenir.

C'étoit là de quoi il s'agissoit au fond : & les erreurs capitales qu'enseignoient les Franciscains schismatiques , contre le régime & la constitution fondamentale de l'Eglise , n'étoient venues qu'à la suite & à l'appui de leur frivole affectation d'une pauvreté parfaite. Ils la pouissoient jusqu'à prétendre que la propriété des choses qui se consomment par l'usage ne leur appartenoit point. Ils attribuoient cette propriété ridicule au S. Siège. Jean XXII la rejeta, comme de raison : & voilà ce qui porta les Fraticelles (ainsi appelloit-on ces faux dévots) aux plus funestes extrémités , & jusqu'à un schisme complet. Ainsi on a eu raison de dire , que la question de la propriété du pain & du vin des Cordeliers mit l'univers en combustion.

Car , pour terminer ici tout ce que j'ai à dire sur une matière qui ne regarde qu'indirectement mon sujet , comme Jean XXII étoit alors en guerre avec Louis de Bavière , qu'il refusoit de reconnoître pour empereur , les Fraticelles embrassèrent le parti contraire au pape, qui les condamnoit. Louis de Bavière accepta leurs

services , & ils prêchoient & écrivoient pour soutenir ses droits , en reconnaissance de l'asyle & de la subsistance qu'il leur fournissoit. Enfin la querelle s'aigrissant de plus en plus , l'empereur en 1318 déposa par voie de fait Jean XXII , & établit pape en sa place un de ces frères Mineurs schismatiques , Pierre de Corbière , qui jouit peu de tems d'une charge si indignement usurpée. Uberrin de Casal , Michel de Césène , Guillaume Ockam , tous Franciscains , & de la secte des prétendus Spirituels , signalèrent aussi leur zèle pour les intérêts de Louis de Bavière , & pour leurs maximes chéries touchant la perfection de la pauvreté. Ces maximes avoient jetté de si profondes racines dans les esprits d'un nombre de frères Mineurs, qu'encore en 1354 ils n'en étoient pas revenus : & deux d'entre eux souffrirent en cette année le supplice du feu à Avignon , pour leur obstination incurable à résister à la définition de Jean XXII.

Je n'en dirai pas davantage sur un sujet que je ne me suis pas crû permis de traiter avec étendue , mais que je ne pouvois néanmoins entièrement

omettre. J'ajouterai seulement, avant T. XI
 que de finir, deux observations : l'une, p. 369, 40
 que dans tous les actes du procès en- 425.
 trepris & poussé jusqu'aux dernières
 violences par Louis de Bavière contre
 Jean XXII, entra pour beaucoup la
 doctrine de la pauvreté parfaite, & la
 prétendue héréticité de ce pape, sur un
 point si peu digne d'occuper les es-
 prits : exemple mémorable de l'in-
 fluence que peuvent avoir sur les plus
 grands événemens des discussions fu-
 tiles, mais poussées avec chaleur, &
 aigries par les passions. Ma seconde
 observation est que Louis de Bavière
 se portant à des attentats souveraine-
 ment illégitimes contre Jean XXII,
 en le déposant, en lui donnant de son
 autorité un successeur, ne faisoit que
 suivre les principes des faux docteurs
 dont je parle ici.

Ces principes sont contenus & dé- Hist. Un.
 veloppés dans un ouvrage dont l'au- Par. T. I)
 teur n'étoit point Franciscain, mais p. 216. &
 lié de sentimens avec les schismati- Fleuri,
 ques de cet Ordre. Marfile * de Pa- Hist. Eccl.
 doue, qui avoit été Recteur de l'Uni- T. XIX
p. 384. &
413.

* Marfile fut aidé dans la composition de cet ouvrage par Jean de Jan-
 dun, docteur qui avoit

de la réputation. Mais on
 l'attribue communément
 à Marfile seul.

270 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
versité de Paris en 1312 , & qui s'é-
roit rendu habile en tout genre de
connoissance , Théologie , Jurispru-
dence , Médecine , s'attacha à Louis
de Bavière , & il composa vers l'an
1324 pour la cause de ce prince un
livre intitulé *le Défenseur de la paix* ,
où se trouvoient les propositions sui-
vantes.

» L'apôtre S. Pierre n'a pas plus été
» chef de l'Eglise qu'aucun des autres
» apôtres , & il n'a pas plus eu d'au-
» torité que les autres apôtres n'en
» avoient. J. C. n'a donné aucun chef
» à son Eglise , & il ne s'est établi au-
» cun vicaire en terre.

» Il appartient à l'empereur de cor-
» riger le pape , de le punir , de l'insti-
» tuer & le destituer.

» Tous les ministres de l'Eglise , le
» pape , un archevêque , un simple prê-
» tre , ont par l'institution de J. C.
» une égale autorité , une égale jurif-
» diction : & si quelqu'un d'eux en
» possède & en exerce plus qu'un au-
» tre , c'est par concession de l'empe-
» reur , qui peut révoquer ce qu'il a
» pû accorder.

» Le pape ni toute l'Eglise réunie
» ne peuvent infliger à aucun homme ,

» quelque scélérat qu'il soit , une peine
 » coactive , si l'empereur ne leur en
 » donne l'autorité. »

Toutes ces propositions furent con-
 damnées & par le pape en 1327 , &
 par la Faculté de Théologie de Paris ,
 conformément aux ordres du pape ,
 en 1330. Qu'il me soit néanmoins
 permis de distinguer le dernier arti-
 cle d'avec les précédens , & d'insérer
 ici le jugement qu'en a porté M. l'abbé
 Fleuri. » La condamnation de cet ar-
 » ticle , dit-il , tend à la confusion
 » des deux puissances , la spirituelle &
 » la temporelle. Car les peines coacti-
 » ves appartiennent à la dernière , que
 » J. C. n'a point donnée à son Eglise ,
 » comme le clergé de France l'a dé-
 » claré solennellement en 1682. » Mais
 à l'exception de cette dernière propo-
 sition , on voit par les autres combien
 Marfile & les Fraticelles déprimoi-
 ent & avilissoient l'Eglise , détruisoient ses
 droits , son régime , sa liberté. Jean
 XXII avoit sans doute raison de con-
 damner une pareille doctrine. Mais il
 opposoit excès à excès. Il s'attribuoit
 les deux puissances : il se constituoit
 le monarque universel , dans le tem-

p. 419.

272 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
porel comme dans le spirituel. Par là
il excitoit la juste indignation des prin-
ces , & il donnoit occasion à des es-
prits téméraires d'outrer de leur côté
comme il outroit du sien.

Durant que ces querelles s'agitoient,
il s'étoit passé dans l'Université plu-
sieurs choses intéressantes , dont je vais
rendre compte dans le livre suivant.





L I V R E I V.

§. I.

LE zèle pour fonder dans Paris des collèges, où pûssent, à l'aide des leçons des maîtres de l'Université, se former des sujets capables de servir l'Eglise & l'Etat, ne s'est jamais mieux signalé que dans le cours du quatorzième siècle. Depuis la fondation du collège de Navarre, qui est de l'an 1304, j'ai eu à en citer déjà plusieurs autres sous les années suivantes. Celle du collège du Plessis, aujourd'hui l'un des plus illustres de Paris par l'éclat des études, peut se rapporter à l'an 1323.

Geoffroi du Plessis Balisson, qui en est le fondateur, étoit un ecclésiastique vertueux & habile, notaire apostolique, & secrétaire du roi Philippe V

Nul siècle plus fécond en fondations de collèges, que le quatorzième.

Collège du Plessis.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 191. & Hist. de Paris, T. I. p. 546. 556. 557 & 570.

dit le Long. Il est aisé de juger de la confiance que l'on avoit en sa probité & en ses lumières , par les importantes commissions dont il fut chargé. Nous le voyons employé comme commissaire en 1322 dans l'érection de l'Hôpital de S. Jacques, & dans l'affaire de la dissolution du mariage entre le roi Charles le Bel & Blanche de Bourgogne. Ses lettres de fondation du collège du Pleffis sont datées du deux Janvier 1323 , & elles furent confirmées par le pape Jean XXII le trente Juillet 1326. Il y institue quarante bourses pour des étudiants pauvres, qui n'ayent point d'autre ressource , & qui seront obligés de renoncer à leurs places , s'ils viennent à acquérir un bénéfice , dont le revenu excède celui qu'ils tireront du collège. De ces quarante boursiers il y en aura vingt étudiants ès Arts, c'est-à-dire, en Grammaire & en Logique; dix en Philosophie & Sciences naturelles ; & dix en Théologie , ou en Droit canon. Une clause remarquable par rapport au Droit canon, c'est que le fondateur entend & ordonne que nul ne soit reçu dans son collège pour cette faculté , qui n'ait étudié trois ans en quelque Ecole fa-

DE PARIS, LIV. IV. 275
meuse le Droit civil. Les autres dispositions de la fondation n'ont rien de bien particulier, & on peut en trouver le détail, aussi bien que des principaux événemens qui ont changé la forme & l'état du collège, dans l'Histoire de Paris, & dans les actes originaux imprimés à la suite. Seulement je ne puis me dispenser de faire mention de l'union de ce collège, ordonnée en 1646 & consommée en 1647, à celui de Sorbonne, qui en reçût alors la supériorité & surintendance. Cette union a été heureuse pour le collège du Plessis, qui depuis ce tems a toujours joui d'une situation florissante.

Ce que je viens de remarquer touchant l'étude du Droit civil, m'oblige d'ajouter ici que Geoffroi du Plessis, en la prescrivant à ses étudiants en Droit canon, se conformoit à un statut de l'Université, qui exigeoit trois ans d'étude en Droit civil de quiconque voudroit être admis au doctorat dans la Faculté de Décret. *Vetus Fac. Decr.* Il paroît que l'on eût bien voulu s'affranchir à Paris du joug de la loi qui y interdisoit l'enseignement du Droit civil. Mais on ne pensoit pas de même
M. vj.

276 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 en cour de Rome : & le pape Innocent VI, sur la requête du chancelier de l'Eglise de Paris, cassa le statut de l'Université qui marquoit de l'attachement à l'étude des Loix Romaines.

Collège de
 Marmoutier

Hist. Un.

r. T. I.

191. &

st. de Pa-

, T. I.

546. 556.

7 & 570.

Le fondateur du collège du Plessis avoit toujours eu un dévouement singulier pour l'abbaye de Marmoutier, de laquelle il témoigne avoir reçu plusieurs bienfaits. C'est sans doute cette considération qui l'avoit porté à choisir l'abbé de cette maison pour l'un des supérieurs du collège qu'il fondeoit, & à souhaiter même que son collège eût pour patron le saint Instituteur de cet ancien monastère; qu'il en portât le nom, & fût appelé le collège de S. Martin du Mont. Il fit plus: & son attachement pour Marmoutier croissant avec les années, il voulut procurer aux moines de cette abbaye qui venoient étudier à Paris, une habitation particulière, telle que l'avoient déjà les religieux de Cîteaux, de Clugni, de Prémontré, & quelques autres. En donnant à son collège de S. Martin par l'acte de fondation tous ses biens présens & avenir, il s'étoit réservé expressément la faculté de disposer de telle partie de ces biens

qu'il voudroit, & en la façon qu'il lui plairoit. Il usa de ce pouvoir pour remplir la nouvelle vûe qui lui étoit survenue : & en 1329 il donna à l'abbaye de Marmoutier quatre maisons qui lui appartenoient, afin que ce monastère en fît un collège pour ses religieux étudiants à Paris. Telle est l'origine du collège de Marmoutier, qui a subsisté longtems voisin de celui du Pleffis, n'en étant séparé que par un mur mitoyen. En 1637 les Jésuites l'ont acheté pour aggrandir leur collège de Clermont*.

Geoffroi du Pleffis, pour dernière preuve de son affection persévérante envers l'abbaye de Marmoutier, se donna lui-même à elle. Il y prit l'habit monastique : & c'est en cet état qu'il fit l'an 1332 avec la permission de ses supérieurs son testament, qui contient ses derniers arrangemens sur le collège du Pleffis, en réduit les boursiers au nombre de vingt-cinq, & lui donne pour unique supérieur l'abbé de Marmoutier.

Le collège de Marmoutier, dont je

* Voyez le procès verbal imprimé en 1643, de la visite faite au collège de Marmoutier par le Révérend Louis Gorin de St. Amour.

278 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

• Collège de S. Denys. *Hist. de Paris, T. I. p. 406.* viens de parler, m'avertit de faire une légère mention de celui de S. Denys, qui appartenoit à l'illustre monastère dont il portoit le nom, & étoit joint à l'hôtel de l'abbé. Matthieu de Vendôme abbé de S. Denys avoit bâti en 1263 cet hôtel, que l'on a détruit en 1607, aussi bien que le collège, pour faire la rue Dauphine, la rue Christine, & la rue d'Anjou.

Collège d'Arras.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 239.

Je ne m'étendrai pas plus sur le collège d'Arras, quoiqu'il subsiste encore dans la rue S. Victor, vis-à-vis le collège ou séminaire des Bons Enfants. Je dirai seulement qu'il fut fondé en 1332 par Nicolas le Caudrelier, abbé de S. Vast, pour de pauvres écoliers du diocèse d'Arras; & que les successeurs du fondateur en ont conservé jusqu'à ce jour la direction.

Collèges de Cornouaille, de Tréguier, & de Léon.

Hist. de Paris, T. I. p. 540 & 544.

La seule province de Bretagne fournit vers ces mêmes tems trois collèges à l'Université de Paris : celui de Cornouaille, dont on peut rapporter la fondation à l'an 1321; celui de Tréguier, fondé en 1325; & celui de Karember ou Léon, dont je ne parle ici que parce qu'il est uni depuis près de deux cens ans au collège de Tréguier. On a preuve qu'il subsistoit en

Hist. Un. Par. T. V. p. 350.

l'année 1421. Le collège de Cornouaille s'est maintenu jusqu'à nos jours. Celui de * Tréguier joint à Karemberth ou Léon, n'existe plus quant aux bâtimens. On les a détruits en 1610, & on en a pris l'emplacement pour bâtir le collège royal. Les revenus néantmoins n'en sont pas totalement perdus, & il en reste encore de quoi entretenir quelques boursiers.

Tours, métropole ecclésiastique de la Bretagne, voulut aussi avoir son collège à Paris. Erienne de Bourgueil archevêque de Tours procura cet avantage à ses diocésains, en fondant pour eux l'an 1334 un collège, qui existe jusqu'à ce jour dans la rue Serpente. Il doit y avoir six étudiants sous la conduite d'un principal.

Deux ans auparavant, c'est-à-dire en 1332, avoit été établi le collège de Bourgogne, monument de la pieuse libéralité d'une de nos reines, Jeanne comtesse de Bourgogne, veuve de Philippe le Long. Cette princesse mourut sans avoir exécuté sa fondation. Mais

Collège de
Tours.
*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 240.*

Collège de
Bourgogne.
*p. 235. &
Hist. de Pa-
ris, T. I.
p. 579.*

* Je trouve vers l'an 1410 (T. V. p. 909.) une fondation de six bourses pour le collège de Tréguier par Olivier Donjon docteur en Décret. Mais je ne puis dire si elle a été exécutée.

elle l'avoit ordonnée par son testament, & ses intentions furent remplies par ses exécuteurs testamentaires, Pierre Bertrand évêque d'Autun, & Nicolas de Lyre fameux Franciscain, qui Juif converti devint non seulement un bon Chrétien, mais un Théologien habile, & l'un des ornemens de l'ordre de S. François. Par le règlement qu'ils firent pour le collège auquel ils donnoient la forme, il devoit y avoir vingt boursiers Philosophes, tous du comté de Bourgogne, parmi lesquels étoient compris un Maître ès Arts, chargé d'enseigner les autres, & un prêtre chapelain. Il est arrivé du changement dans l'état de cette maison : mais néanmoins elle se soutient avec honneur sous la direction du chancelier de l'Eglise de Paris, & du gardien des Cordeliers du grand couvent.

Les étrangers mêmes s'empressoient de faciliter à leur jeunesse les études à Paris par des institutions de collèges. Nous avons vû dès le milieu du douzième siècle le collège de Dace fondé pour les Danois. Un pareil service fut rendu aux Ecoissois, aux Italiens, aux Suédois, aux Allemans, dans le quatorzième siècle.

Des bourses Ecoſſoïſes furent fon- Collège
dées à Paris en 1326, par David évê- Ecoſſois.
que de Murrai en Ecoſſe, & nous avons *Hiſt. de*
dans nos regîtres un acte qui fait foi de *ris, T. 1*
la fondation d'une nouvelle bourse *p. 560.*
pour la même Nation ſous l'année *Hiſt. U*
1359. Cet établifſement devint plus *p. 349.*
cher & plus précieux que jamais depuis
l'extinction de l'exercice public de la
Religion Catholique dans ce royaume
en 1560. Marie Stuart l'aïda & le ſou-
tint de ſa priſon même. Jacques de Bé-
thune archevêque de Glaſcou l'aug-
menta. La demeure des bourſiers n'a
pas toujours été la même. Elle fut fixée
en 1662 au lieu qui eſt maintenant le
collège des Ecoſſois dans la rue des
Foffés de S. Victor. Ce collège bâti
alors à neuf, orné d'une chapelle élé-
gamment conſtruite, ſe ſoutient ſous
nos yeux par une bonne diſcipline dans
un état qui fait honneur à l'Univerſité.

Quatre Italiens établis en France, Collég
André Ghini Florentin, d'abord clerc *Lombarc*
du roi Charles le Bel, enſuite évêque *Hiſt. d*
ſucceſſivement d'Arras & de Tournai, *ris, T. 1*
& enfin cardinal, François de l'Hôpi- *p. 588.*
tal bourgeois de Modène, clerc des Al-
balétriers du roi, Renier Jean bour-
geois de Piſtoie, apothicaire à Paris, &c

282 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Manuel de Rolland de la ville de Plaisance , chanoine de S. Marcel de Paris, se réunirent pour fonder en 1334 onze bourses en faveur d'autant d'étudiants de leur pays. L'évêque fournit le logement aux boursiers , en leur cédant l'hôtel qu'il avoit sur le mont de S. Hilaire. C'est aujourd'hui le collège des Lombards. Duboullai cite des vers Latins d'un Italien , Zacharie de Monti , qui s'intéressoit vivement à la conservation & à la splendeur de cette maison. Elle tomba néanmoins en décadence , & elle étoit abandonnée & presque en ruines en 1681. Le roi Louis XIV la donna alors aux prêtres Catholiques Irlandois réfugiés en son royaume , qui la lui demandoient , & qui l'ont rétablie & entretenue jusqu'à présent des libéralités de différentes personnes pieuses.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 225.*

Collège de Suède.

Par l'acte de fondation du collège des Lombards, nous apprenons l'existence d'un collège de Suède, qui ne nous est point connu d'ailleurs.

Collège des Allemands.

*Hist. de Paris , T. I.
p. 610.*

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 313.*

Nous n'en savons guères plus touchant le collège des Allemands, qui étoit situé dans la rue Transversine au dessous de celui de Navarre. Il existoit en 1348.

Toutes ces fondations de collèges , sont comme autant d'attestations solennelles de la grande réputation dont jouissoit l'Université de Paris. J'ai été bien aise d'en rapporter ici plusieurs , dont les dates , quoique différentes , ne sont pas néanmoins fort éloignées , afin de donner au lecteur le coup d'œil de ce concours prodigieux d'étudiants , qui de toutes les provinces du royaume , & de toutes les parties de l'Europe , venoient se rendre à une Ecole qu'ils regardoient comme la source du savoir.

Je reviens à l'ordre des tems , & je trouve dans la bulle de canonization de S. Thomas d'Aquin en 1323 une nouvelle preuve de la gloire de notre Université. Cette bulle commence , suivant l'usage , par un court exposé de la vie du saint que l'Eglise propose pour nouveau modèle à ses enfans : & le pape a grand soin d'observer , que Thomas d'Aquin parvint encore jeune au rang de maître en Théologie dans la célèbre Ecole de Paris ; & qu'il y enseigna plusieurs années avec un grand honneur pour lui , pour son Ordre , & pour l'Université dont il étoit devenu membre.

Canonization de S. Thomas d'Aquin.
Hist. Un. Par. T. I^{re} p. 127.

284 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Réglemens
& actes con-
cernant les
libraires.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 37.*

- En la même année 1323 l'Université fit un statut ou règlement concernant les libraires, du même ton d'autorité que j'ai déjà remarqué ailleurs: On voit par divers actes que le corps, & ceux qui la composoient, étoient dans une totale dépendance de l'Université. En 1302 ils lui prêtèrent serment en pleine assemblée dans le chapitre des Mathurins suivant la forme qui leur fut prescrite, & ils jurèrent l'observation des loix que l'Université leur imposoit par rapport à leur com-
 merce. L'année suivante 1303 des députés de l'Université, savoir deux docteurs en Théologie, un Médecin, Guillaume le Breton, dont la qualité n'est point marquée, & les Procureurs des Nations taxèrent un certain nombre de livres, qui sont énoncés à la suite de l'acte par lequel nous apprenons ce fait. En 1314 un libraire prêta entre les mains du Recteur en présence de plusieurs maîtres de l'Université le serment prescrit à ceux de sa profession. Mais l'acte de 1323 est d'une tout autre importance.
 L'Université commence par se plaindre en termes énergiques des fraudes & des malversations des libraires, &

elle entreprend d'y appliquer le remède.

Premièrement elle règle les qualités requises dans tout sujet qui se présentera pour être admis à l'état & office de libraire : & elle veut qu'il soit homme de bonne réputation , suffisamment instruit dans ce qui regarde la valeur & le prix des livres ; qu'il donne une caution de cent francs pour répondre des livres qui lui seront confiés ; & enfin qu'il prête serment à l'Université : & le Recteur consignera sur le registre le nom de celui qui aura été reçu , & la date de sa réception.

Dans l'exercice de leur commerce , qui consistoit non seulement à vendre des livres , mais à les prêter à loyer , les libraires sont astreints à des conditions très gênantes , & qui prouvent en même tems & l'autorité dont jouissoit l'Université en cette partie , & la rareté des livres. Il leur est défendu d'aliéner aucun exemplaire , sans en avoir donné avis à l'Université assemblée : » afin , est-il dit , qu'il soit pris » des mesures pour d'une part ne point » empêcher le gain du libraire , & de » l'autre faire en sorte que l'Université » ne soit point privée de l'usage d'un

» exemplaire qui peut lui être utile. »
 Le prix du loyer de chaque livre étoit taxé : & il est ordonné aux libraires de ne jamais passer la taxe. Il leur est ordonné encore de ne point refuser leurs exemplaires à celui qui voudra les transcrire , moyennant un gage donné par l'emprunteur , & un salaire tel qu'il est ou sera fixé par l'Université. J'omets quelques autres circonstances moins importantes.

Dans les livres manuscrits , tels qu'ils étoient tous alors , il se glisse aisément des fautes. L'Université prend de grandes précautions sur cet article. Elle défend aux libraires de louer aucun exemplaire qui n'ait été corrigé par son autorité : & elle veut que le Recteur fasse publier dans les Ecoles , que si quelqu'un trouve des exemplaires corrompus , il les apporte & les présente publiquement au Recteur & aux Procureurs , afin qu'ils soient corrigés , & le libraire qui les aura loués en mauvais état , puni.

Pour la taxe , je viens de dire qu'en 1303 avoient été employés des maîtres de l'Université. Ici on prend un autre arrangement , & on charge de cette fonction quatre libraires , non

à toujours , mais pour un an seulement : après lequel l'Université se réserve le droit d'en nommer d'autres pour l'année suivante , & ainsi de suite.

Enfin on veut que les libraires jurent d'observer tout ce qui est porté par le présent règlement , & même de révéler & de dénoncer à l'Université ceux qu'ils sauront y contrevenir. En effet le serment fut prêté sur le champ par vingt-huit libraires , qui sont tous dénommés dans l'acte , & parmi lesquels se trouvent deux femmes : & en conséquence l'Université les admit en ces termes remarquables : » Nous avons
 » admis avec bonté à l'exercice des
 » susdits offices tous & chacun de nos-
 » dits jurés ; voulons qu'eux tous &
 » chacun d'eux , comme nos fidèles ,
 » jouissent de nos privilèges , liber-
 » rés , & franchises , suivant droit &
 » raison ; & les mettons par ces pré-
 » sentes sous notre protection. »

Il paroît par le même acte qu'outre les libraires jurés , il y avoit des particuliers qui se mêloient du commerce des livres sans avoir prêté serment à l'Université. Les quatre principaux libraires sont chargés d'en faire la recherche , & d'exiger d'eux des gages ,

qu'ils présenteront à l'Université dans la première assemblée générale qui suivra. L'Université n'interdit pourtant pas à ces particuliers tout commerce de librairie : mais elle les restreint dans des bornes bien étroites. Elle leur défend d'avoir aucun livre à vendre qui passe la valeur de dix sols, & elle les réduit à la simple condition d'éta-leurs sans boutique & sans siège.

- p. 273. Le statut dont je viens de rendre compte, fut renouvelé, avec quelques légères différences, dix-neuf ans après, c'est-à-dire en 1342.

La mémoire
& la doctrine
de S. Thomas
vengées.

J'ai parlé sous l'an 1277 d'une censure publiée par l'évêque de Paris Etienne Tempier contre un grand nombre de propositions, parmi lesquelles il s'en trouvoit quelquesunes de S. Thomas d'Aquin. La condamnation des propositions soutenues par un docteur si respectable étoit, suivant Gilles de Rome, l'effet de la manœuvre de quelques * têtes échauffées, qui avoient brusqué l'affaire, sans attendre une convocation régulière de tous les docteurs en Théologie. J'ai averti d'avance que la mémoire du saint

r. III.

p. 709.

r. IV.

p. 204.

* *Quorundam capitorum*. Coll. jud. de nov. error.
T. I. p. 213.

docteur fut , après un tems , lavée de cette tache. Ce fut en 1325 qu'Etiennede Borret , alors évêque de Paris , révoqua une censure donnée trop légèrement par son prédécesseur. Voici de quelle manière la chose se passa.

La canonization récente de S. Thomas avoit réveillé les esprits sur cet article. Le chapitre de Paris députa deux chanoines à son évêque pour lui représenter les mauvais effets de cette censure , le décri injuste qui en résultoit sur la doctrine & la réputation du saint docteur , l'obscurcissement de la vérité , & une sorte de déshonneur pour l'Eglise Romaine , qui venoit de mettre au rang des Saints l'auteur des propositions condamnées. Ces mêmes députés prièrent l'évêque d'assembler tous les maîtres en Théologie , & de prendre , avec leur conseil , & avec celui d'autres personnes instruites , les mesures les plus efficaces pour réparer le mal. L'évêque fit grande attention à cette requête. Il étoit frappé , avec raison , du respect qui est dû à l'Eglise Romaine , la mère & la maîtresse de tous les fidèles. Il honoroit sincèrement la mémoire de S. Thomas , qu'il qualifie une lumière brillante de l'E-

290 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 glise, la fleur des docteurs, l'ornement
 de l'Université de Paris. Il députa donc
 le chantre & deux chanoines de son
 Eglise pour assister en son nom à l'as-
 semblée générale des docteurs en Théolo-
 gie, régens & non régens, séculiers
 & réguliers, & pour examiner avec
 eux les propositions qui faisoient l'ob-
 jet de la difficulté. Tous se réunirent
 dans ce sentiment que jamais S. Tho-
 mas n'avoit rien dit, enseigné, ni
 écrit, qui fût contraire à la saine doc-
 trine & aux bonnes mœurs. Ainsi de
 l'avis des doyen & chapitre de l'E-
 glise de Paris, de l'archevêque de
 Vienne Professeur en Théologie, &
 de vingt-trois autres docteurs, aux-
 quels se joignirent trente-neuf bache-
 liers, l'évêque Etienne de Borret an-
 nula par un mandement solennel la
 condamnation prononcée par Tempier
 son prédécesseur, en tant qu'elle pou-
 voit tomber sur des propositions ensei-
 gnées par S. Thomas.

L'Université continuoit de recevoir
 des marques de la protection du pape
 Jean XXII. Ayant tenté quelques
 années auparavant de remédier par
 elle-même aux abus qui s'introdui-
 soient dans la cour ou juridiction de

abus du tri-
 nal de la
 conserva-
 tion, réfor-
 ms.
 Hist. Un.
 r. T. IV.
 206.

son conservateur apostolique, & qui tournoient au déshonneur de la compagnie & à la charge du public, elle éprouvoit que son autorité ne suffisoit pas pour arrêter le mal, & elle s'adressa au souverain pontife. La cour de la conservation avoit un grand nombre d'officiers, un vicegérant du conservateur, un promoteur, des avocats, des procureurs, des notaires : tous gens avides, qui exigeoient de gros salaires, & surchargeoient les frais des procès. C'est de quoi l'Université se plaignoit.

Le pape fit droit sur cette requête, & il donna le vingt-&-un Juin 1325 une bulle, par laquelle il ordonnoit premièrement que tous les officiers du tribunal de la conservation, présens & avenir, promettoient avec serment, en présence de l'Université ou de ses députés, de s'acquitter diligemment & fidèlement de leurs offices, & de ne point abuser sciemment des privilèges de l'Université. La bulle défendoit en second lieu au conservateur de vendre ou d'affermir le produit du sceau & des amendes; & aux avocats & notaires, d'exiger de plus forts salaires que ceux qui étoient usités dans la cour

492 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de l'Ordinaire, c'est-à-dire, de l'évêque. Enfin, comme la réforme, dit le pape, doit commencer par les enfans de la maison, si quelque maître ou écolier abuse des privilèges de la compagnie, il est enjoint à l'Université de punir le coupable selon la qualité de l'abus, en procédant, si le cas le requiert, jusqu'à la peine de privation & d'expulsion.

Par une autre bulle datée du même jour, le pape commet pour veiller à l'exécution de la précédente l'abbé de S. Denys.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 211.*

L'Université, qui avoit sollicité ce règlement, entra parfaitement dans les vûes du pontife, & elle y ajouta du sien. Par un décret porté le mardi neuf Février 1328, elle renouvella & étendit celui qu'elle avoit rendu dix ans auparavant, pour arrêter les citations téméraires & mal fondées au tribunal de la conservation.

*Duboullai,
Privil. de
l'Université,
p. 220-222.*

L'évêque de Senlis, alors conservateur, ne se piqua pas de la même docilité, & du même zèle de justice. Il tiroit vraisemblablement profit des abus, & par cette raison il étoit bien aise qu'ils subsistassent. Il n'avoit point encore prêté serment à l'Université,

& il refusoit de le faire , ne doutant point qu'on ne lui fît jurer l'observation de la dernière bulle , qui l'eût mis fort à l'étroit. L'Université l'attaqua sur ce refus pardevant l'abbé de sainte Geneviève , subdélégué de l'abbé de S. Denys , qui avoit été chargé , comme il vient d'être dit , de l'exécution de cette bulle. L'abbé de sainte Geneviève rendit le vingt-quatre Janvier 1329 une ordonnance portant que l'évêque de Senlis seroit cité à comparoître devant lui , & devant l'Université assemblée aux Maturins , pour rendre compte de sa conduite. On ne nous dit point quelle fut la suite de cette affaire. Mais ce que nous en savons suffit pour faire connoître , avec quelle intégrité & quelle droiture se comportoit l'Université dans le maintien de ses privilèges , aussi incapable d'en tolérer l'abus , que d'en abandonner l'usage légitime. Ce qui manquoit à son pouvoir pour remédier au mal , fut suppléé peu d'années après , comme nous le dirons en son lieu , par l'autorité du pape Benoît XII.

La nomination aux bénéfices de-
pendans de l'Université a longtems été
une occasion de discorde dans la com-
Contesta-
tions dans
l'Université
au sujet des

bénéfices qui
dépendoient
de sa nomi-
nation.

*Duboullai ,
Bénéfices de
l'Université ,
p. 131.*

pagnie. Le premier exemple de difficultés mûes à ce sujet dont Duboullai donne le récit dans * son histoire , se rapporte à l'année 1325. Mais dans le mémoire sur les bénéfices de l'Université le même auteur remonte plus haut , & nous présente une contestation de ce genre née dès la première occasion qu'eut l'Université de faire usage de son droit de nomination. Il cite & transcrit deux actes passés en 1289 par les Recteur , doyens des Facultés , procureurs des Nations , & maîtres des quatre Facultés , pour choisir des arbitres sur la discussion agitée depuis quelque tems dans la compagnie touchant le droit de présentation à la chapelle de S. Germain des Prés , c'est-à-dire , de S. Martin des Ormes , suivant une interprétation très vraisemblable. Ces arbitres étoient le doyen , le chantre , & un des chanoines de l'Eglise de Paris. Voilà tout ce que nous savons de cette affaire. Nous n'avons point le jugement des arbitres , supposé qu'il ait jamais

* Duboullai , T. III. | dans le texte. Mais lorsqu'il en est venu à cette année 1289 , il oublie la promesse qu'il avoit faite.

DE PARIS , LIV. IV. 295
existé. Nous ignorons même le point
précis sur lequel rouloit la difficulté.

Duboullai toujours disposé à éten- p. 132.
dre les droits du Recteur , avance que
ce premier magistrat de l'Université
étoit seul présentateur soit de la cha-
pelle de S. Martin des Orges , soit des
chapelles du Châtelet , qui furent fon-
dées quelques années après : & il
s'appuye sur les termes d'une ordon-
nance de Philippe le Hardi en 1273 , p. 6.
qui porte que *le Recteur* présentera
pour les chapelles , dont elle contient
la fondation , des sujets capables à l'ab-
bé de S. Germain ; & d'une autre or-
donnance de Philippe le Bel en 1301 , p. 201.
qui veut que les chapelains présentés
par le Recteur au prévôt de Paris jouis-
sent du revenu de vingt livres Parisis.
Mais cette pensée de Duboullai n'est
pas conforme au système de régime
républicain , qui a toujours été celui
de l'Université. On n'étoit point dans
le goût de transmettre au chef les
droits du corps : & il est bien plus na-
turel d'interpréter les termes des or-
donnances des rois Philippe le Hardi
& Philippe le Bel en ce sens , que le
Recteur doit présenter les chapelains
dont il s'agit en vertu & en exécution

296 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 d'une délibération précédente de l'U-
 niversité. En effet le même roi Phi-
 lippe le Bel dans son ordonnance de
 1298 pour l'érection des chapelles du
 Châtelet, témoigne souhaiter que le
 droit de patronage en reste à l'Uni-
 versité : expression , qui interprétée
 par l'usage du tems , & par les prin-
 cipes du corps , n'est point susceptible
 d'équivoque. Nous pensons donc que
 c'étoit l'Université en corps , qui dans
 l'origine nommoit à ces anciennes
 chapelles.

*Hist. Un.
 Par. T. IV.
 p. 208. &
 Bénéfices de
 l'Université
 p. 134.*

Cependant en 1325 les doyens des
 Facultés firent naître une contestation
 à ce sujet. Une chapelle du trésor étoit
 vacante : & ils prétendoient que la
 nomination en appartenoit à eux &
 au Recteur , & non pas à toute l'Uni-
 versité. Je ne vois pas sur quoi ils s'ap-
 puyoient pour dépouiller l'Université
 de cette nomination : mais je conçois,
 d'après Duboullai , quelle étoit leur
 vûe en se l'attribuant à eux seulement
 & au Recteur , sans faire mention des
 Procureurs. Leur systême étoit sans
 doute qu'ils suffisoient avec le Rec-
 teur pour représenter l'Université, eux
 comme chefs des trois Facultés dites
 supérieures, & le Recteur comme chef

de la Faculté des Arts. Ce système étoit né peu après la date de l'association pleine & entière des Facultés aux droits de l'Université : & il s'accrédita jusqu'à un certain degré. Les suppôts des Nations ne veillèrent pas assez attentivement à la conservation de leurs anciens droits : il les laissèrent s'obscurcir : & il en a bien coûté à leurs successeurs pour en revendiquer une partie.

L'entreprise des doyens contre l'Université dans la nomination à la chappelle vacante , échoua. Toutes les compagnies nommèrent des députés pour cette opération. La Faculté des Arts députa le Recteur & les quatre Procureurs , & chacune des trois autres Facultés un de ses suppôts. Cette forme fut suivie pendant longtems , & j'aurai soin de remarquer les altérations qu'elle a souffertes.

Par rapport aux prétentions des Facultés vis-à-vis des Nations , on remarque dans la délibération dont je rends compte , un mélange de l'ancien droit avec le nouveau qui cherchoit à s'établir. Les Nations conservèrent l'essentiel , puisqu'elles voulurent & obtinrent que leurs Procureurs concou-

298 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 fussent avec les doyens pour la nomination au bénéfice vacant. Mais d'un autre côté le Recteur référa seul l'avis de la Faculté des Arts, & chacune des autres Facultés s'expliqua par l'organe de son doyen. Cette manière de délibérer, qui a souvent été pratiquée, tendoit visiblement à réduire les Nations à une seule Faculté, parallèle à chacune des autres, & n'ayant comme elles qu'un seul suffrage.

Institution
 de la fête de
 S. Romain
 dans la Na-
 tion de Nor-
 mandie.

*Hist. Un.
 P. r. T. I V
 p. 209.*

Je n'ai plus à rapporter qu'un fait de l'an 1325. C'est l'institution de la fête de S. Romain dans la Nation de Normandie. Ce saint évêque de Rouen est en grande vénération dans la ville & le diocèse qu'il a gouvernés au septième siècle. Le Recteur actuellement en place étoit de Rouen, & sur ses représentations portées à la Nation de Normandie par le Procureur qui la présidoit, il fut ordonné qu'à l'avenir la fête de S. Romain seroit célébrée solennellement par la compagnie, comme elle l'est encore aujourd'hui.

Grande dé-
 votion pour
 les saints
 dans l'Uni-
 versité.

La dévotion a toujours été grande envers les saints dans l'Université. Quelques tribus mêmes, simples parties de Nation, ont leurs patrons particuliers, qu'elles honorent religieu-

fement : la tribu d'Amiens dans la Nation de Picardie , S. Firmin ; la tribu de Sens dans la Nation de France , S. Antoine. On ne nous dit pas quel étoit le patron honoré dans une chapelle qu'avoient à Malines les maîtres & écoliers venus de cette ville à Paris , & occupés aux études dans notre Université. Mais l'existence de la chapelle est certaine , & la pleine & libre disposition en appartenoit aux suppôts de l'Université qui étoient du pays. C'est ce que nous apprend une délibération prise par la Nation de Picardie en 1379 : & j'en fais ici mention à cause de la connexité de la matière.

p. 232.

Duboullai,
de Patron.
p. 57.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 580.

L'année 1326 nous offre un trait mémorable & du crédit de l'Université , & de la violence avec laquelle on pouffoit alors les affaires, sans aucun ménagement pour les personnes & pour les corps les plus respectables. Il s'éleva une contestation entre l'Université & le chapitre de Paris , au sujet de la disposition des biens meubles d'un écolier chanoine de S. Benoît, qui étoit mort sans faire de testament. L'Université y prétendoit , parce qu'il s'agissoit des biens d'un écolier , &

Le chapitre de Paris traité rigoureusement par l'Université , & forcé de céder.

p. 210.

elle étoit autorisée dans sa prétention par la bulle de Grégoire IX en 1231. Le chapitre vouloit faire valoir ses droits sur la succession d'un chanoine d'une collégiale, qui est sous la dépendance directe de l'Eglise de Paris. L'Université fit assigner le chapitre au tribunal de son conservateur, dont le chapitre refusa de reconnoître la juridiction. Sur ce refus, le Recteur fit premièrement excommunier les chanoines pour leur contumace. Ensuite l'Université priva de toute participation à ses droits & privilèges ceux d'entre eux qui lui étoient liés par serment ; elle exclut à jamais les autres de l'entrée dans la compagnie ; & elle les déclara tous excommuniés, retranchés de son sein, parjures, & infâmes. Et ce n'étoit point là une démarche furtive. Elle fit publier son jugement dans les chapitres des frères Prêcheurs, des frères Mineurs, & des Augustins, tous les religieux ayant été assemblés au son de la cloche pour entendre cette lecture. Elle le fit publier encore dans l'Eglise même de Notre-Dame, dans l'auditoire de l'évêque, & dans le carrefour de la croix Haimon, au bas de la montagne sainte

Geneviève en présence des Carmes. Les chanoines furent effrayés : ils convinrent d'un accommodement avec l'Université : au moyen de quoi le Recteur dans un sermon public les réintégra, & la sentence d'excommunication fut déchirée. Ce Recteur, qui se nommoit Pierre de Dace, ou de Danemarck, s'applaudit tellement d'un tel exploit, qu'en le portant sur le regître, il témoigne que son dessein a été de laisser à ses successeurs un exemple des voies qu'ils devoient prendre pour défendre les privilèges du corps.

Si l'Université défendoit avec vigueur ses privilèges, elle n'avoit pas un égal soin d'en conserver les titres & les actes originaux. Ces titres précieux étoient égarés & dispersés chez plusieurs particuliers, qui les tenoient mystérieusement cachés, au grand préjudice du corps auquel ils appartenoient. Pour les recouvrer, l'Université obtint au mois d'Août 1327 un monitoire de l'official de Paris, qui menaçoit de l'excommunication les injustes détenteurs des privilèges de l'Université, & tous ceux qui ayant connoissance de leur fraude, ne viendroient pas à révélation. Il y eut en

Monitoire de l'official de Paris contre ceux qui tenoient cachés les titres des privilèges de l'Université.
Hist. de Paris. T. IV. p. 210.

effet plusieurs personnes excommuniées pour ce sujet , & Duboullai en rapporte une liste ancienne , écrite en François du tems , mais informe , & assez obscure.

Divers statuts de la Nation de France.

En 1328 je trouve deux statuts de la Nation de France , qui aussi bien que quatre autres , un de l'année 1306 , deux de l'année 1320 , & un de 1323 , regardent la police & la discipline de la compagnie , & méritent d'être lûs & examinés par ceux qui auroient des raisons d'approfondir ces fortes de matières. Voici ce que j'y remarque de plus intéressant.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 187.*

Le statut du vendredi après la Pentecôte , c'est-à-dire du vingt-trois Mai , 1320 , défend qu'aucun maître puisse posséder deux offices de la Nation en même tems.

p. 202.

Celui du mercredi après la *Quasimodo* de l'an 1323 , dans lequel il s'agit des assistances aux messes de la Nation , fait foi que les absens étoient soumis à une amende égale à la distribution qu'ils auroient reçue s'ils eussent été présens.

*p. 100. 187.
213.*

Trois autres nous font connoître que la Nation payoit le loyer des salles ou écoles qu'elle fournissoit à ses

DE PARIS, LIV. IV. 303
 régens, & qu'en conséquence elle le-
 voit sur chacun de ses bacheliers ès
 Arts un droit de treize sols quatre
 deniers, qui devoient être remis par
 le régent du bachelier au procureur
 ou au receveur de la Nation. C'est
 dans le statut du samedi avant les *
 Brandons année 1327, ou du vingt
 Février 1328; qu'il est fait mention
 du receveur de la Nation, pour la pre-
 miere fois, si je ne me trompe.

Le statut du vingt-sept Février de *Hist. Uni.*
 la même année 1328 nous apprend *Par. T. I^{re}.*
 que la rue du Fouarre étoit destinée *p. 212.*
 d'une façon spéciale aux Ecoles des
 Nations * * de la Faculté des Arts :
 enforte que les régens qui donnoient
 leurs leçons hors de cette rue, quoi-
 que dans le voisinage, n'étoient pas
 pleinement en règle, & n'avoient
 pas droit d'être traités aussi favorable-
 ment que les autres. C'est ici la pre-
 miere fois que la rue du Fouarre paroît

* C'est ainsi que l'on
 appelloit le premier Di-
 manche de Carême.

** Le statut ne parle
 que de la Nation de Fran-
 ce. Mais nous allons voir
 un statut de la Nation
 de Picardie, qui atteste
 qu'elle avoit pareille-

ment ses Ecoles dans la
 rue du Fouarre : & la
 preuve du fait par rap-
 port à toutes les Na-
 tions est encore subsis-
 tante. Elles possèdent
 dans cette rue des mai-
 sons, qui étoient ancien-
 nement leurs Ecoles.

Hist. Un.
Par. T. III.
p. 21. dans un acte de l'Université. Cette rue faisoit partie de ce qu'on appelloit anciennement le clos Mauvoitin, encore inhabité en 1202. Les leçons des maîtres de l'Université en avoient fait un quartier peuplé.

T. IV.
p. 224. Aureste le statut de la Nation de France dont je parle, ne put être scellé sur le champ, à cause de la réclamation de l'un des membres de la compagnie. Il ne le fut que le cinq Décembre 1329, tous les suppôts s'étant trouvés d'accord.

Collection de statuts de la Nation de Picardie.
p. 222. La connéxité des matières m'engage à placer ici ce que j'ai à dire d'une collection des statuts de la Nation de Picardie, datée du premier Mai 1329, qui est le plus ancien ouvrage de cette nature que je connoisse dans l'Université. Jusques-là il s'étoit fait bien des réglemens. Mais on nes'étoit pas avisé de les rassembler en un corps pratique très nécessaire, comme le remarque la Nation de Picardie, pour en faciliter la connoissance à tous ceux qui doivent les observer.

Dans la collection que fit cette Nation par le motif que je viens de dire, je remarque d'abord qu'elle ordonne avant tout une confédération entre

tous les maîtres pour leur mutuelle défense : en sorte que si l'un d'eux est maltraité en sa personne par qui que ce puisse être , tous les autres maîtres , & même les écoliers , se réunissent pour procurer une satisfaction convenable à l'offensé , & à la Nation , sur qui retombe l'injure faite à l'un de ses membres.

Nous apprenons par un autre article que le Procureur de la Nation étoit un mois en charge ; le Receveur , pendant un an ; l'Examineur pour sainte Geneviève (il n'est point parlé de celui de Notre-Dame) durant un mois ; les Examineurs pour le Baccalauréat ès Arts , pendant le tems que la Faculté consacroit aux actes appelés Déterminances.

Dans un endroit de cette même collection il est parlé du grand ordinaire : ce qui me donne lieu d'exposer ici la distribution usitée alors de l'année scholastique pour la Faculté des Arts.

L'année * étoit partagée en tems d'études , & tems de vacations. Les plus longues vacations étoient celles

Distribution
de l'année
scholastique
pour la Fa-
culté des
Arts.

* Je ne mets point ici de citations , parce que la multitude en deviendroit embarrassante.

506 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
d'été, & elles duroient tout le mois
de Septembre. Il y en avoit d'autres
plus courtes aux environs des grandes
fêtes, telles que Noël & Pâque. Le
tems d'études se partageoit en deux
parties, que l'on appelloit grand & pe-
tit ordinaires. Le grand ordinaire
commençoit à la S. Remi, & duroit
jusqu'à Pâque : l'espace du Carême
étoit communément destiné aux Dé-
terminances. Le petit ordinaire, ainsi
nommé parce qu'il étoit le plus court,
commençoit à Pâque : & les leçons ne
s'y foutenoient guères avec vigueur
que jusqu'à la fin de Juin, quoique les
exercices académiques des maîtres ne
cessassent absolument qu'à la S. Barthé-
lemi. On appelloit les leçons dont je
viens de parler *ordinaires*, parce que
l'ordre en étoit réglé; & elles étoient
données par les Maîtres ès Arts. Les
cursoires, faites par les bacheliers,
n'avoient pas un tems bien fixe, &
elles se continuoient, comme je l'ai
remarqué ailleurs, même durant les
vacances.

Dans le statut que j'extraits, j'ob-
serve encore, qu'il y est fait mention
du registre sous le nom de *papier* de la
Nation; qu'il y est parlé de la rue du

Fouarre, comme du lieu spécialement affecté aux Ecoles des Arts; enfin qu'il s'y trouve des réglemens pour tenir les bedeaux dans le devoir. Ils sont nommés deux, le grand & le petit : dans des actes plus anciens le second est appelé *soubedean*.

Deux actes antérieurs de peu de tems, & portés par toute l'Université, l'un * en 1328, l'autre au commencement de l'année 1329, avoient pour objet le remède aux fraudes qui se commettoient à l'abri du droit de scholarité. L'Université prend les précautions les plus fortes pour s'assurer que ceux qui prétendent jouir de ses privilèges, & particulièrement citer leurs parties adverses au tribunal de la conservation, sont vrais écoliers, fréquentant assiduellement les Ecoles. C'est que la multitude des étudiants étoit si grande, qu'on avoit peine à les connoître, & qu'il étoit aisé qu'il se glissât parmi eux des fourbes, qui prissent le masque d'écoliers pour en avoir les privilèges sans en remplir

Deux statuts de l'Université pour prévenir l'abus du privilège de scholarité.

Hist. Un.
Par. T. IV
p. 217-219

* Duboullai renverse l'ordre de ces deux statuts, & il met le premier celui qui doit être le second, faute d'avoir

fait attention à la pratique usitée alors en France de ne commencer l'année qu'à Pâque.

les devoirs. L'Université se précautionne aussi dans le * second des deux statuts dont je parle contre les abus que commettoient quelquefois les officiers de la cour du conservateur par des citations faites d'office, & sans qu'aucune partie plaidante provoquât leur ministère. C'est ainsi que l'Université se mettoit à couvert du reproche, en faisant tout ce qui dépendoit d'elle pour empêcher que ses privilèges ne fussent à charge au public.

Ces deux statuts me fournissent trois observations, que je ne crois pas devoir omettre.

Je remarque donc que dans le premier ** des deux les Professeurs des Facultés dites supérieures, sont traités avec distinction. Car après avoir réglé & statué que pour obtenir des lettres de scholarité, il faudra que le maître de celui qui les demande, vienne en présence du Recteur attester par serment la légitimité du titre d'écolier pris par le suppliant, & que ce serment se répète autant de fois qu'il sera besoin de nouvelles lettres, fût-ce dans la même affaire, le décret ajoute que

* C'est celui que Du-boullai place le premier. | l'ordre qu'a suivi Du-boullai.

** C'est le second dans |

pour ne point fatiguer des personnes qui méritent une plus grande considération , on n'impose point cette loi aux maîtres en Théologie , Droit , & Médecine , & qu'il leur suffira de jurer une fois chaque année dans une assemblée générale de l'Université , qu'ils ne rendront témoignage qu'en faveur de sujets qui mériteront d'être réputés vrais écoliers.

Ma seconde observation roule sur les députés de l'Université , qui sont partout nommés dans ces deux statuts , comme des assesseurs du Recteur ordinaires & subsistans. Je serois assez porté à entendre ici par ces députés les doyens des Facultés & procureurs des Nations , qui sont le conseil naturel du Recteur , & représentent avec lui l'Université. C'est ici la première fois que je trouve indiqué d'une manière suffisamment claire ce conseil des députés ordinaires. Les députés dont il s'agit dans le statut de 1315 rapporté plus haut , paroissent n'avoir eu qu'une commission instantanée , & restreinte à l'affaire qu'il falloit juger dans le moment.

Une troisième circonstance qui mérite attention , c'est qu'il est enjoint

310 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
à ceux qui désirent des lettres de scholarité d'exposer devant le Recteur la nature de leur cause, & les moyens dont ils prétendent l'appuyer, & de faire cette espèce de petit plaidoyer eux-mêmes & en Latin, sans se permettre d'entremêler dans leurs phrases des mots François, qui fissent un composé grotesque & un style bigarré. Le Latin que l'on parloit alors, n'étoit difficile ni à apprendre ni à manier : & on croyoit utile de familiariser en toute façon les étudiants avec la langue des sciences.

Fameuse
contestation
sur la jurisdic-
tion ecclé-
siastique.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 221.*

L'année 1329 est célèbre dans les annales du royaume & du clergé de France, par la contestation qui s'émut au sujet de la juridiction ecclésiastique, & qui fut plaidée contradictoirement devant le roi Philippe de Valois. Tout le monde sait que Pierre de Cugnieres, avocat du roi, fit dans cette importante occasion le rôle de vengeur des droits de la puissance séculière, lésés, comme il l'assûroit, par les entreprises continuelles du clergé. Les tenants pour le clergé furent deux grands prélats, qui appartiennent par des liens fort étroits à l'Université : Pierre Roger, alors élu archevêque de

Sens, depuis pape sous le nom de Clément VI, dans sa première jeunesse boursier, comme je l'ai dit, au collège de Narbonne; & Pierre Bertrand, évêque d'Autun, dans la suite cardinal, & fondateur du collège qui porte le nom de son diocèse dans l'Université de Paris. Je n'entreprendrai point de rendre compte de ce grand procès, qui est en quelque façon étranger à mon sujet, & que l'on peut voir judicieusement traité dans l'histoire ecclésiastique de M. l'abbé Fleuri. Il n'intervint point de jugement: le roi ne vouloit pas blesser le clergé. Mais néanmoins c'est de cette époque que Pâquier date l'origine des appellations comme d'abus, qui déplaisent si fort aux ecclésiastiques. Il n'est point de leur intérêt d'élever ces sortes de querelles. L'expérience prouve que depuis le démêlé entre Boniface VIII & Philippe le Bel, jamais les deux puissances n'ont été commises, que le clergé n'y ait perdu.

Nous avons vu l'Université agir avec vigueur contre le chapitre de Paris. Elle ne gardoit pas plus de ménagemens avec l'évêque, lorsqu'elle croyoit avoir lieu de se plaindre de lui. C'est ce qui paroît par une bulle de Jean

L'évêque.
Paris se con-
met avec l'U-
niversité :
il n'a pas l'
avantage.
Hist. Un
Par. T. IV
p. 225-23

312 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
XXII en 1330 adressée à Hugues
évêque de Paris. Ce prélat avoit re-
présenté au pape que les écoliers de
l'Université commettoient souvent de
grands désordres , & qu'il étoit obligé
par sa place d'y pourvoir : mais que
dès qu'il attraquoit un écolier , aussitôt
l'Université , ou la Faculté dans la-
quelle étudioit le coupable , ne man-
quoit pas de le revendiquer ; & que sur
son refus , elle prenoit prétexte du ser-
ment par lequel il s'étoit autrefois lié
à elle dans le tems qu'il étudioit en
Droit canon , pour le dénoncer pu-
bliquement perfide & parjure. L'évê-
que supplioit donc le pape de l'ab-
soudre à cautèle de son serment , afin
qu'il pût remplir librement les obli-
gations de son ministère. Une requête
si juste fut reçue favorablement :
& le pape délia l'évêque du ser-
ment qu'il avoit prêté à l'Université ,
autant que ce serment deviendrait
un obstacle à l'exercice de ses droits
épiscopaux.

Hugues se croyoit bien en sûreté :
mais dès l'année suivante il éprouva le
contraire. Un écolier clerc du diocèse
de Meaux ayant enlevé une femme ,
fut arrêté & mis dans la prison de l'é-
vêché.

vêché. L'official lui fit son procès, & le condamna à une amende de quatre cens livres Parisis, qui fut payée. L'Université n'avoit garde de prendre la défense du criminel. Mais elle prétendit que ses privilèges étoient lésés par le jugement, & que suivant la bulle de Grégoire IX en 1231, il n'étoit permis à aucun juge ecclésiastique de condamner un écolier à une amende pécuniaire. Elle somma l'évêque, comme obligé par serment à respecter ses franchises, de restituer la somme qu'il avoit reçue; & l'évêque n'ayant pas jugé à propos d'acquiescer, elle le déclara parjure, le fit dénoncer comme tel par proclamation publique en plusieurs endroits de la ville, & le retrancha de son corps. Un pareil procédé semble aujourd'hui incroyable. Bien plus, l'Université réussit: & l'affaire ayant été portée devant le pape, après bien des procédures un accord fut passé entre les parties, par lequel l'évêque convint de rendre les quatre cens livres, pour être distribuées, moitié aux pauvres écoliers de Sorbonne, moitié aux Bons enfans du quartier S. Victor. Au moyen de cet accommodement la paix fut rétablie, & tous

314 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

les actes faits par l'Université contre l'évêque, & par l'évêque contre l'Université, furent cassés & annullés. Ce crédit énorme de l'Université n'est pas un avantage dont je prétende lui faire honneur ; je souhaiterois au moins qu'elle l'eût employé pour une meilleure cause.

Bulle en faveur des maîtres de Paris bénéficiers.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 233.*

Elle avoit obtenu du pape peu de tems auparavant, c'est-à-dire le deux Novembre 1330, une bulle qui véritablement ne lui accordoit pas un droit nouveau, mais qui établissoit par un nouveau règlement un ancien droit très précieux à ses maîtres : celui de jouir des revenus de leurs bénéfices dans le tems même qu'ils faisoient leurs leçons à Paris. Cette jouissance ne leur est pourtant accordée par Jean XXII que pour un tems limité & assez court, pour cinq ans ; & les distributions quotidiennes n'y sont pas comprises. Mais du reste le privilège est conçu dans la forme la plus favorable, & il les dispense même de la loi du stage, qui dans presque toutes les Eglises est une condition nécessaire pour toucher les revenus. Le pape par une seconde bulle établit conservateurs apostoliques de ce privilège

l'évêque de Senlis, l'abbé de sainte Geneviève, & celui qui dans le chapitre d'Avranches possédoit la dignité de scholastique ou chef des Ecoles.

L'Université comblée des bienfaits de Jean XXII, n'en fut pas plus disposée à appuyer un sentiment singulier que ce pontife avança en prêchant le jour de la Toussains 1331, & qu'il paroît avoir eu dessein de faire triompher. Il prétendoit que les âmes des saints, même purifiées de toute tache, soit en cette vie soit en l'autre, ne voyoient point Dieu face à face, & qu'elles attendoient le jour du jugement dernier & de la résurrection des corps, pour jouir de ce bien infini. Il n'est pas trop aisé de voir ce qui avoit porté Jean XXII à donner dans ce paradoxe, aussi peu conforme à la raison qu'à la saine Théologie : à moins qu'il ne s'imaginât que l'âme, pour remplir ses fonctions les plus spirituelles, a besoin de la société & du ministère du corps; erreur grossière, née des sens, & dont paroistroient plus susceptibles des gens du peuple, que des esprits éclairés.

Quoi qu'il en soit, le pape avoit pris goût à cette nouveauté, dont il étoit

Question de la vision béatifique. Autorité de la Faculté de Théologie en cette affaire.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 235-240. & Fleuri, Hist. Eccl. T. XI X. p. 494, 513 & 525.

316 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 l'inventeur *, & il eût bien souhaité
 lui procurer l'appui des Théologiens
 de Paris. On soupçonna que tel étoit
 le dessein du voyage que fit par son
 ordre en cette ville le général des Fran-
 ciscains, homme souple & complai-
 sant, qui entroit dans le système du
 souverain pontife, & qui de fait prê-
 cha publiquement en chaire la doctri-
 ne du retardement de la vision béati-
 fique. Si Jean XXII avoit la vûe qu'on
 lui suppose, il fut bien trompé. Toute
 la Faculté de Théologie, & même les
 étudiants réclamèrent contre une opi-
 nion nouvelle, & qui dès lors portoit
 l'empreinte & le caractère de la fauf-
 seté. Comme néanmoins un senti-
 ment avancé & protégé par un pape ne
 peut manquer de trouver des fauteurs,
 il se forma deux partis, & la question
 fut agitée pour & contre avec beau-
 coup de vivacité dans les sermons &
 dans les écoles. Les esprits s'échauf-
 foient; & le roi Philippe de Valois
 craignant que le feu ne s'augmentât,
 prit soin de l'éteindre dans sa nais-
 sance, & afin de s'assurer un point fixe

* Il ne s'en disoit pas l'inventeur. Au contraire il prétendoit l'appuyer de l'autorité de plusieurs an-
 ciens Pères. Mais c'est l'artifice qu'employent tous ceux qui enseignent une nouvelle doctrine.

DE PARIS , LIV. IV. 317
auquel il pût s'en tenir , il voulut
avoir la décision de la Faculté de Théologie.

Il appella d'abord dix docteurs , & en présence du général des Franciscains , prédicateur zélé de la doctrine suspecte , il leur en demanda leur avis. Quatre de ces docteurs étoient de l'ordre de S. François, & tous néanmoins déclarèrent la doctrine sur laquelle ils étoient consultés , fausse & hérétique.

Le roi ne s'en tint pas là , & peu de jours après , c'est-à-dire le quatrième Dimanche de l'Avent de l'année 1332, il convoqua tous les docteurs dans sa maison du bois de Vincennes. Jamais assemblée ne fut plus auguste. Le roi y assistoit en personne , accompagné de Philippe d'Evreux roi de Navarre , de Jean duc de Normandie son fils aîné , de Louis duc de Bourbon , de Charles comte d'Alençon son frère , & de Gui comte de Blois. L'archevêque d'Ausche s'y trouva pareillement avec plusieurs évêques , dont l'un étoit celui de Paris , & les abbés de Clugny , de S. Denys , de S. Germain des Prés , & de Corbie. Les docteurs s'y rendirent au nombre de vingt-trois , ayant

318 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

à leur tête le patriarche de Jérusalem, & l'archevêque de Rouen, qui devint dans la suite le pape Clément VI. Le roi commença par exiger d'eux qu'ils jurassent de lui répondre selon leur conscience sur la question qu'il avoit à leur faire. Après le serment, il leur demanda ce qu'ils pensoient touchant l'état des âmes saintes séparées de leur corps.

La réponse des docteurs fut très sage, décidée pour le vrai, mais modérée & respectueuse pour la personne du pape. » Comme il est de notre devoir, disent-ils au roi dans l'acte qui en fut dressé ; » de respecter en vous » notre seigneur très cher, le fondateur & le gardien de l'Université de » Paris & de notre Faculté de Théologie, & conséquemment d'obéir à » vos ordres ; considérant de plus que » vous ne nous demandez rien ici qui » puisse intéresser notre saint pere le » pape, duquel nous sommes les humbles serviteurs & fils, & sachant » que vous-même en ce point comme » en tout autre vous êtes plein de zèle » pour l'honneur du souverain pontife ; faisant encore réflexion qu'il » nous est revenu par le rapport de

» plusieurs personnes dignes de foi
 » que ce que sa sainteté a dit sur la ma-
 » tière dont il s'agit, elle l'a dit, non
 » par forme d'assertion ou de juge-
 » ment, mais de simple exposition ;
 » nous souvenant enfin que suivant le
 » précepte du prince des apôtres nous
 » devons toujours être prêts de répon-
 » dre à ceux qui nous demandent rai-
 » son de la foi & de l'espérance qui est
 » en nous : par tous ces motifs nous
 » nous sommes expliqués sur la ques-
 » tion que vous nous avez proposée,
 » & avons déclaré notre sentiment
 » unanime, qui est que ceux qui meu-
 » rent exemts de toutes taches, ou
 » qui ont expié dans le purgatoire cel-
 » les qui leur restotent, jouissent de la
 » claire & pleine vûe de Dieu, & le
 » voyent, suivant l'expression de S.
 » Paul, *face à face.* »

Telle fut la réponse que donnèrent
 verbalement les docteurs interrogés &
 consultés par le roi. Mais ce prince
 voulut de plus qu'ils la rédigeassent
 par écrit, & il leur en fit notifier l'or-
 dre dans une assemblée qu'ils tinrent
 à Paris le jour de S. Jean l'Evangéliste.
 Ils n'obéirent pas sans répugnance. Ils
 supplièrent le roi de se contenter de

ce qu'ils avoient fait. Mais Philippe demeura ferme , & ils se rendirent , & dressèrent l'acte aux Maturins le deux Janvier 1333 , fortifié des suffrages & de l'approbation de six de leurs confrères qui n'avoient point paru à la conférence de Vincennes :

Ainsi le nombre des docteurs qui donnèrent leur avis doctrinal contre le sentiment connu du pape , se montoit à vingt-neuf , dont treize étoient religieux mendiants : exemple singulier d'un attachement pour la vérité supérieur à toute considération. J'observe de plus, que ce grand nombre de docteurs mendiants fait voir combien Guillaume de S. Amour , & ceux qui lui étoient unis , avoient eu raison de craindre que la Faculté n'en fût inondée. Des seize restans dans l'affaire dont il s'agit ici , il y en avoit quatre de différens ordres religieux : & par conséquent sur vingt-neuf docteurs , douze seulement étoient séculiers.

Le roi fit faire trois copies du décret de la Faculté de Théologie , & il en envoya une au pape , en le priant de s'y conformer. » Car, lui disoit-il ,
 » nos docteurs savent mieux ce qu'on
 » doit croire en matière de foi , que

» les juristes ou les autres clercs qui
 » composent votre cour , & qui ne
 » savent que peu ou point de Théo-
 » logie : & nous châtierons ceux qui sou-
 » tiennent le contraire. » La qualité
 de docteur en Théologie étoit si fort
 considérée en ces tems-là , que le pape
 * Jean XXII qui ne l'avoit pas , crai-
 gnoit que l'on ne se servît de ce moyen
 pour diminuer l'impression que son
 autorité devoit faire sur les esprits.

Ces faits sont indubitables. Je ne
 regarde pas comme également certain
 celui de la menace fameuse que fit ,
 dit-on , le roi au pape , lui mandant
qu'il se révoquât , ou qu'il le feroit ar-
dre. Il est vrai que Pierre d'Ailli , plus
 de soixante- & dix ans après , cita ce
 mot prétendu de Philippe de Valois
 dans un concile de l'Eglise Gallicane
 sur l'affaire du schisme en 1406. C'est
 un grand témoin , mais non pas exac-
 tement contemporain : & la chose est
 si peu probable en elle-même , que je
 ne puis aisément y ajouter foi , surtout
 la trouvant en quelque façon démen-
 tie par l'acte même des docteurs rap-
 porté ci-dessus , qui rend témoignage

* Voyez sa lettre à Philippe de Valois. *Fleuri, Hist. Eccl. T. XI X. p. 517.*

322 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
du respect que le roi portoit à la personne du pape. Pierre d'Ailli aura parlé d'après un bruit vague , auquel peut avoir donné lieu la menace générale , contenue dans la lettre de Philippe de Valois à Jean XXII , de châtier ceux qui contreviendroient à la décision des docteurs.

Le pape voyant son opinion si mal reçue , cessa de s'y opiniâtrer. Par une bulle du trois Décembre 1334 , veille de sa mort , il rétracta cette opinion , non toutefois sans quelque reste d'attachement pour une idée qui lui avoit plu. Car il n'accorde la vision béatifique aux âmes saintes avant la résurrection générale , qu'en y apposant cette réserve , *autant que le comporte l'état d'une âme séparée de son corps.* Après tout , comme il soumet tout ce qu'il a jamais écrit , prêché , & enseigné , au jugement de l'Eglise & de ses successeurs , ce seroit à tort qu'on entreprendroit de le traiter d'hérétique.

Benoît XII Son successeur fut un homme de
apc. bas lieu , fils d'un boulanger de Saverdun dans le comté de Foix , qui
Hist. Un.
ar. T. IV. ayant pris l'habit monastique dans l'ordre de Cîteaux , s'éleva par degrés
241.

DE PARIS, LIV. IV. 323
 jusqu'au cardinalat, conservant toujours un goût décidé pour la régularité, & une grande simplicité de mœurs. Cardinal il portoit encore l'habit de son ordre : ce qui le fit nommer le cardinal blanc. Appliqué aux études convenables à son état, savant Théologien, il connoissoit peu les intrigues & le manège des affaires : en sorte que lorsqu'il se vît élu pape tout d'une voix par les cardinaux, qui avoient eu dans le conclave de vives contestations entre eux, il leur dit : » Vous avez fait » un bel ouvrage ; vous mettez en place » un âne : » qualification qui ne peut tomber que sur son impéritie dans le jeu d'une politique mondaine. Son nom étoit Jacques Fournier, & il se fit nommer Benoît XII. Il fut élu le vingt Décembre, & couronné le huit Janvier suivant. Le neuf il fit partir des lettres circulaires pour notifier son exaltation à tous les évêques, à tous les princes, & à l'Université de Paris, dont il étoit membre : car il y avoit acquis le degré de docteur en Théologie. Il est le premier des papes qui ait fait cet honneur à notre Université : ses successeurs l'ont imité pendant longtems.

*Fleurbaey ;
 Hist. Eccl.
 T. XII
 p. 528-53*

*Hist. Un.
 Par. T. I
 p. 242.*

Bulles de
Benoît XII
touchant les
études des re-
ligieux.

Hist. Un.

Par. T. IV.

p. 252. &

Fleuri,

Hist. Eccl.

T. XI X.

p. 341. &

suiv.

Ce pontife s'occupa beaucoup des ordres religieux. Il donna plusieurs bulles de réformation, pour l'ordre de Citeaux, dont il étoit, pour les Moines noirs, ou Bénédictins, pour les Mendians, pour les Chanoines réguliers. Toutes ces bulles contiennent des réglemens sur les études. Dans ce que Duboullai & M. l'abbé Fleuri en ont extrait, voici ce qui me paroît de plus remarquable par rapport à mon objet.

Entre toutes les Universités celle de Paris y est distinguée, comme la mère & la source des autres, & comme l'Ecole ouverte à toutes les Nations.

Le pape veut que dans chaque monastère considérable il y ait un maître qui enseigne la Grammaire, la Logique, & la Philosophie, aux jeunes élèves de la maison, sans admettre à ses leçons d'auditeurs séculiers. Pour les études supérieures, on enverra ceux qui auront le plus de disposition aux Universités : avec cette différence, que les Chanoines réguliers pourront étudier également en Théologie & en Droit canon, les Cisterciens en Théologie seulement. Les étudiants réguliers sont plus favorisés que les sécu-

liers par le règlement, & le tems des études est abrégé pour eux. Le pape ordonne néanmoins qu'ils jouissent des mêmes distinctions honorifiques, & que ceux d'entre eux qui deviendront docteurs en Décret, portent la chappe rouge. C'est le plus ancien témoignage que je connoisse de l'usage de cet ornement éclatant dans les Universités.

L'extrait donné par Duboullai contient d'autres détails, que peuvent consulter ceux qui en seront curieux.

Benoît XII commença l'édifice de l'Eglise des Bernardins à Paris, qui fut continué par son neveu abbé de Cîteaux, & n'est pas encore achevé.

*Hist. Un.
Par. T. 16
p. 250.*

L'année 1335 & les suivantes nous fournissent de la part de l'Université quelques statuts ou réglemens portés, soit par les différentes Nations, soit par la Faculté des Arts, sur lesquels il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup.

Statuts.

Je trouve dans Duboullai sous l'année 1335 deux fragmens de statuts de la Nation de France, à l'un desquels manque la fin, & à l'autre le commencement. L'éditeur les a confondus en un, quoique la différence de leurs dates les distingue évidemment. Mais

p. 244-247

326 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
l'erreur n'est pas de conséquence.

Le premier, assez peu clair, roule sur des usages oubliés depuis longtemps.

Le second établit pour l'élection de l'Intrant de la Nation de France, qui doit concourir à la nomination du Recteur, le tour alternatif entre les cinq tribus de cette Nation, Paris, Sens, Reims, Tours, & Bourges : cet ordre s'observe encore aujourd'hui. Le même statut ordonne que dans le cas où le Procureur de la Nation se trouveroit être de la tribu qui seroit en tour pour nommer un Intrant, nul autre que lui ne pourra être élu. C'étoit un reste de l'ancien droit qu'avoient eu les Procureurs de faire l'élection du Recteur. Le cas arriva au mois d'Octobre 1530, & Jacques Houllier alors Procureur de la Nation de France fut maintenu par arrêt du parlement dans l'exercice de son droit, qu'on lui contestoit. Nous avons vû il n'y a que peu * d'années la même contestation se renouveler, avec un succès différent. J'observe que le statut dont il s'agit ici faisant mention incidemment des vacances solennelles, en

* J'écrivois ceci en 1756.

DE PARIS, LIV. IV. 327
 marque le commencement à la fête
 des apôtres S. Pierre & S. Paul.

Un autre statut de la Nation de France en 1336 regarde l'assistance Hist. Un. par. T. IV p. 248.
 aux vêpres & aux messes qui se di-
 soient tous les vendredis & samedis
 en l'honneur de la sainte Vierge, &
 dans toutes les fêtes que la Nation so-
 lennifioit. Ce statut fait mention du
Béjaune, ou droit de bienvenue, que
 payoient tous ceux qui commençoient
 à régenter.

La Nation de Normandie porta
 l'année suivante un pareil statut tou- p. 249.
 chant l'assistance aux offices divins
 qu'elle faisoit célébrer. Elle y règle en-
 core quelques autres articles, dans le
 détail desquels je ne crois pas devoir
 entrer. Je remarque seulement que
 parmi les officiers de la Nation elle
 compte un *Ecrivain*, dont les fonc-
 tions pouvoient ressembler à celles de
 greffier; & qu'elle parle du *statut de*
la fête. Je ne fais ce que c'est.

En * 1338 le seize Mars les régens p. 250
 de la Faculté des Arts renouvelèrent

* Duboullai trompé par l'erreur d'un o mis au lieu d'un 3, a placé ce statut sous l'an 1307, & il le répète ensuite (p. 112) au 16 Mars 1337, (1338, en commençant l'année au mois de Janvier) qui est sa vraie date.

328 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
par une conclusion solennelle les anciens réglemens, qui exigeoient dans l'examen de sainte Genevieve une gratuité générale & absolue.

Doyen électif de la Faculté de Médecine.

Hist. Lit. Par. T. IV. p. 254.

Cette même année 1338 est, selon quelquesuns, celle de l'institution d'un doyen électif de la Faculté de Médecine. Nous avons vu que des l'an 1267 cette Faculté avoit son doyen, qui étoit vraisemblablement le plus ancien des docteurs. Mais on sentit les inconvéniens d'un chef trop avancé en âge. Les affaires de la compagnie en souffroient, & elle se détermina à se donner elle-même un doyen par voie de suffrages. Ce doyen d'élection ne prend néantmoins avec ses confrères que son rang d'antiquité.

Fondations de collèges.

Collège de Lisieux.

Hist. de Paris ; T. I. p. 591.

Je placerai ici trois fondations de collèges, dont les dates concourent avec le tems où j'en suis actuellement.

Le collège de Lisieux a été fondé à deux reprises. Il rapporte sa première origine à l'année 1336, dans laquelle Gui de Harcour évêque de Lisieux, légua par son testament mille livres Parisis pour vingt-quatre pauvres écoliers de son diocèse qui étudioient à Paris. Dans la suite, & longtems après,

DE PARIS , LIV. IV. 329
trois illustres frères, du nom d'Estou-
reville, l'un évêque de Lisieux, l'au-
tre abbé de Fécamp, & le troisième
seigneur de Torchi, fondèrent un
autre collège, mais auquel fut réuni
& incorporé le premier. La date du
testament de l'abbé de Fécamp est du
dix-huit Octobre 1422. Les qualités
des fondateurs ont décidé de la supé-
riorité du collège, & des territoires
privilegiés qui ont droit aux bourses.
Les supérieurs sont l'évêque de Li-
sieux, & l'abbé de Fécamp : & les
boursiers doivent être pris dans le
diocèse de Lisieux, & dans l'exemp-
tion de Fécamp, ou dans le pays de
Caux. La fondation comprend deux
ordres de boursiers, grands & petits,
Théologiens & Artiens. Le collège de
Lisieux est aujourd'hui de plein exer-
cice, c'est-à-dire qu'il embrasse un
cours suivi & complet d'études, de-
puis la sixième classe jusqu'à la Philo-
sophie inclusivement.

Pierre Bertrand, évêque d'Autun, Collège
& cardinal, défenseur de la juridic- d'Autun.
tion ecclésiastique contre Pierre de *Hist. Un.*
Cugnières, fonda en 1337 un collège *Par. T. IV.*
à Paris pour quinze étudiants, cinq en *p. 252*
Théologie, cinq en Droit canon, & *275.*

330 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
cinq en Philosophie, tous natifs des
diocèses de Vienne, du Pui, ou de
Clermont. Il étoit lui-même du dio-
cèse de Vienne, étant né à Annonai
dans le Vivarais. Son collège subsiste,
& porte le nom de la ville dont il fut
évêque. On l'appelle aussi le collège
du cardinal Bertrand.

Collège
d'Hubant,
dit de l'Ave
Maria.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 261 &
614.

Hist. de Pa-
ris, T. I.
p. 593.

Le collège d'Hubant, dit de l'*Ave Maria*, a quelque chose de singulier dans son objet. Il n'est point pour les hautes études, & ne vise point au grand, mais à l'innocence des mœurs. Jean d'Hubant clerc & conseiller du roi, & président de la chambre des enquêtes, le fonda en 1339 pour six pauvres enfans de huit à neuf ans, qui doivent ne posséder leurs bourses que jusqu'à l'âge de seize ans, » parce que, dit le fondateur; » c'est alors que les enfans commencent à se tourner à mal. » Il les mit sous la protection spéciale de la sainte Vierge, & c'est par cette raison qu'il voulut que les deux premiers mots de la salutation angélique fussent gravés en lettres d'or sur le frontispice du collège. Il établit pour le service & l'utilité des six enfans un chapelain & un maître. Il donna la supériorité de la maison à l'abbé de

sainte Geneviève & au grand maître de Navarre , & nous voyons qu'en 1386, ou au commencement de 1387, ces deux supérieurs, dont l'un étoit le fameux Pierre d'Ailli, dressèrent des réglemens pour le collège d'Hubant. Les boursiers doivent être du village d'Hubant dans le Nivernois , ou des lieux circonvoisins.

Le roi Philippe de Valois avoit hé-
rité des sentimens d'estime & d'affec-
tion , que ses prédécesseurs avoient
toujours témoigné à l'Université de
Paris. Il enchérit même sur leurs bien-
faits. Nul ne s'étoit jamais expliqué
aussi énergiquement qu'il le fit , sur
l'étendue que devoit avoir le privilège
accordé aux écoliers de ne pouvoir
être tirés hors des murs de Paris pour
plaider , & de traduire eux-mêmes au
tribunal du prévôt de cette ville tous
ceux de qui ils recevroient quelque
tort en leurs personnes ou en leurs
biens. Une ordonnance de Philippe
donnée le treize Mars 1338 , en rap-
pelle une autre plus ancienne de qua-
tre ans , qui confioit au prévôt de
Paris la garde & protection des maî-
tres & écoliers de l'Université , & en
même tems le pouvoir de réprimer &

Privilèges
accordés pa
Philippe d
Valois à l'U
niversité.

H. B. Un.
par. T. 17
p. 256. 261
264. 282.

332 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de punir tous ceux qui nuiroient à l'Université & à ses suppôts, & qui leur feroient ou violence, ou injure, ou dommage, non seulement dans le ressort de la prévôté de Paris, mais dans toute l'étendue du royaume. L'ordonnance de 1338 cite donc ce privilège, & le renouvelle, mais pour quatre ans seulement, suivant ce que portoit aussi la première concession, & dans l'espérance que l'Université n'abuseroit point de la faveur qui lui étoit accordée. Le terme des quatre ans n'étoit pas encore expiré, lorsque l'Université obtint de la bonté du prince de nouvelles lettres, qui lui assûroient le même droit sans aucune restriction. Ces lettres sont datées du dernier Décembre 1340.

Au mois de Janvier suivant, autres lettres du même prince, qui exemptent les écoliers de taille, de péage, & de tous autres droits onéreux; qui défendent qu'aucun laïc puisse les forcer d'aller plaider hors de Paris; qui ordonnent que leurs biens, & les provisions nécessaires pour leur subsistance, ne pourront être arrêtés ni saisis à l'occasion des guerres, ou sous tout autre prétexte: & le prévôt de Paris est éta-

bli conservateur de tous ces privilèges. Cette ordonnance fut scellée gratuitement , comme le porte expressément l'acte : *sine financia*.

L'autorité donnée par ces différens réglemens au prévôt de Paris rencontra de l'opposition. Plusieurs baillis du duché de Normandie , & de quelques autres provinces du royaume , refusoient de reconnoître son pouvoir de juridiction dans les causes dont suivant le droit commun il leur appartenoit d'être les juges , & ils violoient ainsi le privilège des suppôts de l'Université. Elle recourut au roi , qu'elle trouva toujours également disposé à la protéger. Philippe après avoir délibéré touchant cette affaire avec les gens de son parlement , avec son chancelier & autres ses conseillers , déclara que par rapport à tous les torts que pourroient souffrir les maîtres & écoliers de l'Université , soit en leurs personnes , soit en leurs biens , il attribuoit toute juridiction au prévôt de Paris , & qu'il vouloit que tous les justiciers de son royaume fussent tenus d'obéir audit prévôt en cette partie. Cette déclaration est du vingt-&-un Mai 1345 , & elle est la dernière des

334 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ordonnances rendues par Philippe de
Valois en faveur de l'Université.

Doctrines
d'Ockam
condamnées
par la Faculté
des Arts.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 257.*

En l'année 1339 la Faculté des Arts porta un décret contre les livres de Guillaume Ockam, fameux Franciscain, défenseur outré de la pauvreté poussée jusqu'à des subtilités ridicules, & conséquemment immiscé dans les querelles sanglantes entre l'empereur Louis de Bavière & les papes. Cet homme, Anglois de naissance, & disciple de Jean Scot, ne manquoit ni de savoir ni de talens, & il écrivit plusieurs ouvrages sur différentes matières. Mais, pour me renfermer dans mon objet, je dirai simplement qu'il fut le restaurateur de la secte des Nominaux, qui sembloit éteinte : & ce furent sans doute des traités composés par lui dans ce système qui attirèrent l'animadversion de la Faculté des Arts. Les statuts marquoient & dénommoient les livres qu'il étoit permis de lire dans les écoles : & ceux d'Ockam n'étoient pas assurément dans cette liste privilégiée. Cependant quelques maîtres, par le goût de la nouveauté toujours trop puissant sur les esprits, suivoient & expliquoient les ouvrages de ce hardi Franciscain dans leurs leçons. C'est ce

qui leur fut défendu sous des peines graves par le décret dont je parle ici.

La Faculté des Arts alla plus loin, *Hist. Un. Par. T. IV. p. 265.* & l'année suivante en confirmant la censure générale. qu'elle avoit portée contre la doctrine d'Ockam, elle prescrivit en détail quelques propositions. La plus intéressante, comme la plus dangereuse, est celle qui établissoit que l'on ne peut avoir de science proprement dite sur ce qui n'est point signe: j'ai fait sentir ailleurs le venin de cette opinion, qui anéantit toute connoissance des choses. On avoit tellement à cœur l'observation de la censure contre Ockam, que l'on en fit un *p. 275.* des articles du serment que devoient prêter les nouveaux Professeurs en entrant en exercice.

La discipline & la police intérieure *Réglemens de discipline. p. 257. 258.* de la compagnie occupoient aussi le zèle de la Faculté des Arts. Elle porta dans les années 1339 & 1340 trois réglemens sur des objets de cette nature: sur l'ordre qui devoit s'observer dans les disputes aux thèses, & sur l'obligation de demander au président la permission d'argumenter; sur la décence de l'habillement; & sur le choix des jours convenables pour les pre-

336 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ mières leçons des Professeurs com- mençans.

*Inventaire
du trésor de
la Nation de
France.*

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 259.*

Nous avons un acte de la Nation de France en 1339, qui est un inventaire du trésor de la Nation, ou, comme s'exprime le texte, des joyaux renfermés dans le coffre de la Nation. Ces prétendus joyaux sont des vases, reliquaires, & ornemens consacrés au culte divin, & de plus le sceau de la Nation. Un coffret tenoit lieu d'archives, & l'on y gardoit les privilèges accordés par les papes, les statuts les plus importants, & quelques autres pièces qui pouvoient servir d'instructions dans le besoin. Telles étoient les richesses de la Nation de France.

*Statuts con-
cernant les
offices di-
vins.*

p. 261.

A la suite de cet inventaire Duboullai cite un statut de la même Nation, qui regarde les offices divins qu'elle célébroit, & qui ne présente rien de fort intéressant. J'en dis autant d'un statut de la Nation de Picardie sur le même objet, dont je parle ici par anticipation, puisqu'il est de l'an.

p. 230.

*Taxe impo-
sée par l'Uni-
versité. Ré-
sistance des
Théolo-
giens.*

p. 261.

1343. Je regarde comme plus digne d'attention un fait de l'année 1339, qui appartient à toute l'Université. Il s'agissoit d'envoyer un messager ou député

puté en cour de Rome, & pour son voyage il falloit de l'argent. L'Université ayant en conséquence imposé une légère taxe sur tous ses membres & suppôts, les Théologiens seuls refusèrent de contribuer. Les autres compagnies furent indignées de cette résistance dans une affaire qui importoit au bien commun, & elles prononcèrent une * peine contre les Théologiens, si dans la prochaine assemblée générale ils ne se réunissoient au sentiment de tout le corps. Ils le firent, & le trouble cessa. Les libraires, les parcheminiers, & les enlumineurs ou écrivains, payèrent la même taxe que les maîtres & écoliers. Je crois que c'est ici pour la première fois que paroissent les enlumineurs comme attachés à l'Université: & ils sont réputés les mêmes que les écrivains, parce que leur travail se rapportoit pareillement aux livres, qu'ils ornoient de miniatures.

Un décret de la Nation de Picardie en 1340 nous apprend que la grande vivacité & le grand feu des études ne

Statuts de Nations de Picardie & de France.

* Cette peine est exprimée, & elle consiste dans la privation de six leçons ordinaires. Com-

me cela n'est pas bien clair pour moi, je n'ai point voulu en embarrasser mon texte.

Hist. Un.
Par. T. I.
p. 262.

338 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

se soutenoient que depuis le commencement du grand ordinaire, c'est-à-dire, depuis la S. Remi, jusqu'à la fête de Pâque : en sorte que cette Nation s'impose la loi de ne faire de nouveaux statuts que pendant cet espace, sans doute parce qu'en vertu d'un concours plus animé de ses maîtres ses assemblées étoient plus nombreuses. C'est, si je ne me trompe, dans ce même esprit que la Nation de France cinq ans après statua, que nulle assemblée ne se tiendrait pour délibérer sur ce qui regarde les deniers de la compagnie, qu'en un jour de leçons publiques. On sent que ces jours, qui appelloient les régens aux Ecoles de la rue du Fouarre, facilitoient leur réunion pour former l'assemblée.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 283.*

Compte rendu pour la maison de Sorbonne au Recteur.

Je ne dois pas omettre un compte de la dépense & de la recette du collège de Sorbonne, rendu en l'année 1340 par son proviseur, aux Recteur de l'Université, Doyens des Facultés, & Procureurs des Nations. Ainsi l'avoit prescrit la bulle de Clément IV, rapportée en son lieu. Ce proviseur de Sorbonne étoit Pierre de Cros, alors doyen de l'Eglise de Paris, & qui de-

vint dans la suite évêque de Senlis , puis d'Auxerre , & enfin cardinal.

Nous trouvons sous l'an 1341 une transaction entre le Recteur soutenu de la Faculté des Arts d'une part , & de l'autre le doyen & la Faculté de Théologie , sur une contestation dont l'objet n'est point suffisamment expliqué , mais que l'on voit être née des prétentions respectives & opposées des parties au sujet de la forme qui devoit s'observer entre elles dans la convocation des assemblées générales de l'Université. Le doyen de Théologie prétendoit que le Recteur étoit obligé de venir en personne le trouver en sa maison , ou de lui envoyer un Régent ès Arts , pour lui exposer les raisons qui demandoient une assemblée , & convenir des jour & heure où il faudroit la tenir. Il exigeoit encore plus : & c'est ici le point sur lequel rouloit la difficulté : il vouloit qu'on le trouvât chez lui , qu'on lui parlât , que si on le manquoit on revînt ; & soutenant que son consentement étoit nécessaire pour la convocation de l'assemblée , il regardoit un simple avertissement par billet comme une brèche faite à ses droits. Cette

Contestation entre les Facultés de Théologie & des Arts sur la convocation des assemblées générales.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 267.

p. 275.

340 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
prétention est bien haute : & c'étoit
un fort préjugé contre elle , que la
pratique contraire établie à l'égard
des doyens de Droit & de Médecine
par un jugement du cardinal légat
Simon de Brie en 1278. Mais le doyen
de Théologie se flattoit d'une préé-
minence qui devoit le distinguer. Voici
donc , autant que je puis juger , le fait
qui avoit donné naissance au procès.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 267.*

Simon de Manesles étant doyen de
la Faculté de Théologie , le Recteur ,
qui croyoit devoir convoquer une as-
semblée de l'Université , alla chez lui
pour lui faire part de son dessein & de
ses motifs , & ne le trouvant pas il
laissa un billet. Le doyen soupçonna
apparemment le Recteur d'avoir usé
d'artifice , & de s'être présenté à sa
maison dans le moment où il savoit
bien qu'il ne le trouveroit pas : & sur
cette supposition il ne tint compte du
billet , & ne fit point avertir les doc-
teurs en Théologie de se rendre à l'as-
semblée. Grand murmure à ce sujet
dans la Faculté des Arts , qui se croit
offensée en la personne du Recteur :
vivacités de part & d'autre : querelles
particulières , qui se mêlent à la con-
testation entre les compagnies. Enfin la

Faculté des Arts retranche de son corps Simon de Manesles, comme coupable d'avoir refusé de répondre à la réquisition du Recteur, d'avoir en d'autres points encore blessé les droits du Rectorat & de la Faculté des Arts, & conséquemment violé le serment par lequel il s'étoit lié à ladite Faculté. Simon en appella au pape, qui reçut l'appel, & nomma pour commissaires les abbés de sainte Geneviève & de S. Victor. Il fut procédé des deux parts devant les commissaires : mais il paroît que l'on craignoit aussi des deux parts l'issue du procès. On se rapprocha, on parla d'accommodement ; & les choses se pacifièrent en la façon que je vais dire.

Le Recteur ayant assemblé la Faculté des Arts aux Maturins, le doyen de Théologie se présenta, accompagné de quatre autres docteurs, & il déclara qu'il lui déplaisoit beaucoup d'être en procès contre la Faculté des Arts, & contre aucun de ses suppôts, parce que depuis longtems il s'étoit engagé à elle par serment, & l'avoit toujours beaucoup aimée, comme il l'aimoit encore ; que jamais il n'avoit eu intention de rien attenter contre

L'affaire s'accommoda à l'avantage du Recteur & de la Faculté des Arts.

342 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

la Faculté des Arts, ni contre ses droits & ceux du Rectorat, ni contre aucun de ses membres; & que s'il l'avoit fait, ce qu'il ne croyoit pas, il en offroit pleine réparation. En conséquence il supplia le Recteur, la Faculté, & tous les maîtres qui la composoient, de lui faire justice, s'il étoit innocent; & si le cas étoit douteux, de lui faire grace, & de le réunir à la Faculté des Arts: promettant alors de se défister de son appel & de toutes les procédures qui avoient suivi. Le Recteur répondit que la compagnie en délibérerait: mais qu'au paravant il seroit bon que le doyen de Théologie proposât à la Faculté d'assoupir le différend entre les deux compagnies, qui avoit donné lieu au procès.

Tout étoit concerté. Simon de Manesles dit qu'il avoit convoqué la Faculté de Théologie pour délibérer sur cette affaire: qu'il alloit la joindre, & l'exhorter à prendre une résolution pacifique. La Faculté de Théologie étoit réellement assemblée dans un des côtés du cloître des Maturins: elle délibéra, & l'un de ses docteurs vint rapporter à la Faculté des Arts le résultat de sa délibération, qui étoit

que si le Recteur à l'occasion d'une assemblée générale qu'il fallût indiquer, venoit de bonne foi, sans dol & sans fraude, à la maison du doyen de Théologie, & qu'il ne l'y trouvât pas, il pourroit laisser un bulletin, où seroient marqués le lieu, le tems, & le sujet de l'assemblée : & qu'il en feroit de même du Maître ès Arts, qui en la place du Recteur auroit été député pour cette fonction suivant l'usage. La Faculté des Arts se contenta de cette déclaration : & le fond de la querelle étant terminé, elle leva la condamnation qu'elle avoit prononcée contre Simon de Manesses.

Cet accord fut regardé par elle comme si important & si avantageux, *Hist. Un.
Par. T. I^{re}
p. 273.* qu'elle en fit dans la suite jurer l'observation & le maintien par tous ses bacheliers, lorsqu'ils se disposoient à entrer dans la régence. Elle avoit lieu en effet d'en être satisfaite. La liberté de laisser un billet réduit les choses à une simple notification : il n'y a plus de consentement à demander, & l'on peut faire porter l'avertissement par qui l'on veut. Aussi depuis bien longtemps les bedeaux sont-ils seuls employés pour ce ministère envers le

344 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
doyen de Théologie, comme envers
les autres chefs des compagnies qui
forment l'Université.

*f. Ms. de
oullai ,
43.* Quarante-cinq ans avant l'affaire de
Simon de Manelles, c'est-à-dire en
1296, il en avoit été entamé une à
peu près pareille, dont j'ai dit un mot
en passant, contre Philippe archidia-
cre de Brie dans l'Eglise de Paris, alors
doyen de la Faculté de Théologie :
mais il n'étoit point intervenu de dé-
cision.

statuts. La transaction dont je viens de ren-
dre compte, est du vingt Avril 1341.
Le reste de cette année & les commen-
cemens de la suivante nous fournissent
quelques statuts, sur lesquels il n'est
pas besoin d'insister beaucoup.

*hist. Un.
. T. I^r.
273.* Le trente Juin 1341, la Nation de
France assemblée à S. Julien le Pauvre
fit un règlement touchant les sermens
que devoient prêter ses bacheliers
avant que de recevoir la licence soit à
sainte Geneviève, soit à Notre-Dame,
& il est ordonné au Procureur d'en-
regîtrer fidèlement sur son livre les
noms de tous ceux dont il aura reçu
le serment.

p. 166. Le vingt-&-un Mars 1342 l'Uni-
versité réprima par un décret sévère

les abus qui se commettoient à l'occasion du droit prétendu de *Béjaune*, que l'on faisoit payer aux étudiants nouvellement arrivés. Une jeunesse pétulante exigeoit de ses camarades nouveaux-venus des sommes quelquefois considérables, & qui pouvoient incommoder de pauvres écoliers : & ces sommes étoient employées à boire, manger, se divertir. Souvent on leur jouoit des tours, on les injurioit, on les frappoit. L'Université convoquée par le Recteur pour remédier à ces excès, abolit totalement le *Béjaune* : si ce n'est dans le cas où un écolier arrivant offriroit volontairement de le payer à ses compagnons d'habitation. Il falloit que les violences pour l'exaction du *Béjaune* eussent été portées bien loin, puisque l'Université ordonna que ceux qui s'en seroient rendus coupables, fussent dénoncés, s'ils étoient clercs * non jurés, à l'official ; s'ils étoient laïcs, au prévôt de Paris, pour être punis suivant leurs mérites, à condition néanmoins que la peine

* C'est-à-dire, qui n'eussent pas prêté serment à l'Université. Ceux qui lui appartenoient par la prestation du serment, elle ne prétendoit pas les rendre justiciables de l'official, & elle se réservait sans doute le droit de les punir elle-même.

346 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
n'allât pas jusqu'à l'effusion du sang.

C'est dans ce statut que je trouve pour la première fois le mot *Principales*, Principaux, employé à peu près dans le même sens dans lequel nous disons *Principaux de collèges*.

Articles du
serment que
devoient prêter
ceux qui
entroient
dans la ré-
gence des
Arts.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 273.*

Duboullai place vers ces tems-ci une pièce, que je crois certainement postérieure, dans l'état où il la présente, mais qui n'est pas de nature à demander qu'on en discute la date avec une attention scrupuleuse. C'est une liste des articles que doivent jurer les bacheliers des Arts prêts à commencer la régence, lorsqu'ils paroissent devant le Recteur. Cette pièce est curieuse & instructive pour ceux qui veulent étudier à fond les anciens usages de l'Université. J'en extraurai les points dont l'intérêt me paroît plus général.

J'en trouve plusieurs qui regardent la modestie dans la conduite, la décence de l'habillement, les devoirs de la piété chrétienne envers les morts.

Les précautions que l'on prend contre les religieux, me paroissent très remarquables. On fait jurer aux futurs régens qu'ils seront toujours du parti des maîtres séculiers, & que tant qu'ils vivront ils soutiendront l'état,

les statuts , les privilèges , de cet ordre de maîtres. On leur fait jurer encore qu'ils ne recevront dans l'un ni dans l'autre des examens , soit pour le baccalauréat ès Arts , soit pour la licence , aucun religieux , de quelque profession qu'il soit. La Faculté des Arts voyoit celle de Théologie inondée par les réguliers , & elle vouloit se garantir d'un pareil inconvénient.

Les dispositions par rapport aux matières théologiques sont extrêmement sages. » Vous ne traiterez , dit-on aux » récipiendaires, aucune question théologique , tant que vous serez regens » ès Arts ; & s'il se trouve des questions mixtes , qui tiennent à la philosophie & à la foi , vous prendrez » la foi pour guide dans vos décisions, » & vous réfoudrez les objections tirées de la raison. »

J'ai déjà observé que l'on recevoit sans peine aux degrés dans l'Université de Paris ceux qui avoient étudié ailleurs , pourvû que l'on fût content de leur capacité : & cet usage est attesté par la pièce dont je rends compte ici. Mais comme les maîtres de Paris avoient le droit d'enseigner par tout , on exige de ceux qui veulent le deve-

nir , qu'ils jurent de ne point donner atteinte à ce beau privilège , en prenant dans une autre Université le degré qu'ils auront reçu dans celle de Paris.

Serment que
devoient pré-
ter les maî-
tres en Théo-
logie , en
Droit , & en
Médecine ,
qui n'avoient
point passé
par la Facul-
té des Arts.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 275.*

Tels sont les principaux articles que l'on faisoit jurer à ceux qui désiroient être reçus régens dans la Faculté des Arts. Mais il est pour un autre ordre de personnes une formule de serment très importante , & que l'on a eu grand tort de laisser tomber en désuétude. Les maîtres en Théologie , en Droit , & en Médecine , qui n'avoient point passé par la Faculté des Arts , étoient obligés , la première fois qu'ils affis- toient à une assemblée générale , de jurer qu'ils observeroient les privilèges , statuts , droits , libertés , & cou- tumes louables de l'Université. Je dis qu'il eût été important de conserver cet usage. Les degrés dans la Faculté de Droit , suivant la pratique actuelle , ne supposent & n'exigent point la qua- lité de Maître ès Arts : & delà il ar- rive que des professeurs en cette Faculté viennent prendre séance au tribunal de l'Université , y décider les affaires qui se présentent , & qui souvent sont de grande importance pour la compa-

gnie, sans lui avoir prêté serment ni à son chef. C'est un abus qui ne peut être couvert par aucune prescription.

En l'année 1342 le vingt-cinq Avril Mort de Benoît XII Benoît XII mourut, laissant après lui noit XII vertueux & saint pontife la réputation d'un vertueux & saint Pontife. Il n'avança point ses proches p. 276.

& il disoit : » Dieu me garde que le Fleuri, Hist. Eccl. T. XII roi de France m'asservisse tellement p. 556.

» par le moyen de mes parens, qu'il
» me contraigne, comme mon prédé-

» cesseur, à faire tout ce qu'il désire. »
Le mérite étoit la seule recommanda-

tion puissante auprès de lui dans la Hist. Un. Par. T. IV distribution des bénéfices. Je n'en ci- p. 254.

terai qu'un seul exemple, qui n'est pas étranger à mon sujet. Benoît XII nomma de son propre mouvement à l'évêché d'Auxerre Jean de Blangi, avec qui il avoit fait son cours d'études à Paris jusqu'à la licence & au doctorat inclusivement, & qui fit honneur à son choix par une vie exemplaire tant qu'il fut en place, & par la modestie qui le porta à abdiquer au bout de peu d'années l'épiscopat pour s'enfoncer dans la retraite.

L'amour de la justice, qui étoit p. 270.
gravé dans le cœur de ce saint pape, ne lui permit pas de dissimuler les

350 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 plaintes qui lui revenoient contre l'évêque de Senlis. Ce prélat, conservateur des privilèges apostoliques de l'Université, abusoit de son pouvoir pour vexer par lui-même, ou par ses délégués, plusieurs particuliers qui n'étoient point dans le cas d'être traduits à son tribunal. J'ai dit que l'Université, dès l'an 1325, avoit fait d'inutiles tentatives pour réprimer ces injustes vexations. Benoît XII vint au secours d'un zèle louable, mais impuissant : & le vingt-deux Juillet 1341 il adressa à l'évêque de Senlis une bulle, par laquelle il lui ordonnoit de se renfermer dans les bornes des privilèges dont il étoit conservateur, sous peine d'être obligé de réparer à ses frais les torts & dommages qu'il aura causés injustement.

Il a pour successeur Clément VI.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 276. &
Fleuri,
Hist. Eccl.
T. XX.
p. 30 & 31.

Benoît XII eut pour successeur Pierre Roger sorti d'une famille noble du Limousin, moine Bénédictin de l'abbaye de la Chaise-Dieu, boursier au collège de Narbonne durant le cours de ses études, docteur en Théologie de l'Université de Paris. Son mérite, aidé, à ce qu'il paroît, d'un levain d'ambition, lui ouvrit l'entrée aux dignités ecclésiastiques & aux faveurs de

la cour. Il devint évêque d'Arras, & fut admis alors au conseil du roi, & chargé de la fonction de garde des sceaux. Ayant été ensuite élu archevêque de Sens, il fut l'un des défenseurs de la juridiction ecclésiastique dans la querelle contre Pierre de Cugnieres, sans y faire néanmoins le principal personnage, qu'il laissa, peut-être par un ménagement politique, à Pierre Bertrand évêque d'Aur-tun. Il passa de l'archevêché de Sens à celui de Rouen, étant proviseur de la maison de Sorbonne; parvint au cardinalat par le choix de Benoît XII, & enfin fut élu pape le onze Mai 1342. Il se fit couronner le jour de la Pentecôte dix-neuf Mai, & prit le nom de Clément VI.

Il ne prit point pour modèle la simplicité & la modestie de son prédécesseur. Au contraire on l'accuse d'avoir aimé le faste & la pompe séculière, & de s'être plutôt attaché dans la dispensation des bénéfices à étendre la puissance pontificale, qu'à suivre la discipline des canons. A son avènement il publia une bulle, par laquelle il promettoit des grâces à tous les

pauvres-clerics qui viendroient se présenter à lui. Un témoin oculaire assure que le nombre de ceux que cette promesse attira à Avignon, se monta à plus de cent mille. Dans cet immense concours il se rencontra un malin, dont l'esprit tourné à la satire imagina un badinage hardi & assez ingénieux, qui me paroît de nature à pouvoir trouver place dans un ouvrage tel que celui-ci.

Il fit une petite pièce de vers en trois distiques, hexamètres & pentamètres, construite de manière qu'en lisant les mots dans leur ordre naturel, on n'y voit qu'un éloge du pape; & si au contraire on prend chaque distique en rétrogradant, la mesure des vers se retrouve, mais l'éloge se change alors en une amère invective. Pour comprendre l'artifice de cette construction, il faut lire la pièce en sa langue. Je la transcris au bas de la page. Mais si parmi mes lecteurs il en étoit quelqu'un qui n'entendît pas le Latin, je crois lui faire plaisir en lui mettant sous les yeux l'étrange différence entre deux sens formés par les mêmes mots, suivant la différence de

l'ordre dans lequel on les lit. Voici le premier sens : » Votre ^a mérite & non » la fraude , la vertu & non la ri- » chesse , vous ont fait monter au com- » ble des honneurs. Vous donnez vos » biens aux pauvres : jamais votre » porte ne leur est fermée. Vous cher- » chez à répandre les bienfaits , & non » à augmenter votre opulence. Puisse » votre sort demeurer stable ! puisse » n'être point court l'espace de vie » que vous accordera le Dieu tout- » puissant ! » Le second sens est entié- » rement contraire : » La richesse & non » la vertu , la fraude & non votre mé- » rite , vous ont fait monter au com- » ble des honneurs. Vous augmentez » votre opulence , au lieu de chercher » à répandre les bienfaits. Votre porte » est fermée aux pauvres , & vous ne » leur faites jamais part de vos biens. » Puisse être court l'espace de vie que » vous accordera le Dieu toutpuissant ! » Puisse votre sort n'avoir aucune sta- » bilité ! » Ces vers à double entente

^a Laus tua , non tua fraus , virtus non copia rerum ,
Scandere te fecit hoc decus eximium.

Pauperibus tua das , nunquam stat janua clausa :

Fundere res quæris , nec tua multiplicas.

Conditio tua sit stabilis , non tempore parvo

Vivere te faciat hic Deus omnipotens.

354 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 furent mis , dit-on , au bas d'une sup-
 plique présentée au pape par un ecclé-
 siastique , qui sans doute n'obtint pas
 de bénéfice : heureux , s'il échappa la
 punition que méritoit son jeu témé-
 raire.

C'est le pape Clément VI qui a
 acquis au S. Siège la possession d'Avi-
 gnon & de son territoire. Il l'acheta
 quatre-vingt mille florins de la reine
 Jeanne de Sicile , comtesse de Pro-
 vence.

Bulles de
 Clément VI
 en faveur des
 maîtres &
 étudiants bé-
 néficiers.

Hist. Un.
 Var. T. IV.
 p. 277 &
 291.

Il favorisa l'Université de Paris, dans
 laquelle il avoit été élevé. Nous avons
 de lui deux privilèges , dont l'un ,
 donné la première année de son pon-
 tificat, accorde aux maîtres qui ensei-
 gnent la Théologie à Paris , & aux
 étudiants dans cette même Faculté , la
 jouissance des fruits de leurs bénéfices
 pendant cinq ans ; & l'autre postérieur
 de quelques années , étend & amplifie
 cette grace , & pour la durée du tems
 & pour la qualité des personnes , &
 ordonne que tous les maîtres & éco-
 liers de Paris , en quelque Faculté que
 ce soit , puissent jouir pendant sept ans
 de leurs revenus ecclésiastiques sans
 être obligés de résider. On se souvient
 que ces privilèges avoient été précé-

des de plusieurs autres semblables, émanés des souverains pontifes. Le dernier de Clément VI est, je crois, le plus ample qui eût été encore accordé.

L'Université continuoit d'exercer son autorité & sa juridiction sur les libraires. Le six Octobre 1342 elle les convoqua, & rendit à leur sujet un décret à peu près semblable à celui que j'ai rapporté sous l'année 1323. J'y remarque seulement une précaution singulière. Avant qu'il soit permis aux libraires d'acheter aucun livre mis en vente par un autre libraire, ou par un membre de la compagnie, maître ou écolier, on exige que préalablement ce livre ait été porté quatre fois aux sermons généraux qui se faisoient pour toute l'Université. L'esprit de ce règlement étoit sans doute de faire en sorte que les maîtres & étudiants eussent la préférence pour l'acquisition des livres, & que les libraires ne pussent les acheter qu'à leur refus.

L'honneur du doctorat en Théologie étoit tellement ambitionné, que l'on employoit l'autorité des papes pour y parvenir. Duboullai rapporte quatre bulles de papes données en

Décret de
l'Université
concernant
les libraires.
Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 278.

Bulles obtenues des papes pour parvenir au doctorat.
p. 177. 280.
281. 315.

356 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

différentes années pour procurer à quatre religieux de l'ordre des frères Mineurs cet avantage si désiré. Dans celle qu'adressa Clément VI au chancelier de l'Eglise de Paris le vingt-huit Février 1344, il est fait mention d'un rang qui s'observoit entre les bacheliers pour être promûs au doctorat : ce qui revient à la distribution des lieux de licence, que nous trouverons exprimée dans la suite d'une manière plus précise.

Gabelle.
L'Université
n'obtient
point d'abord
l'exemption
à cet égard.

*Mist. Un.
Par. T. IV.
p. 282.*

L'année suivante 1345 est celle de l'institution de la gabelle par le roi Philippe de Valois. Quelque privilégiée que fût l'Université, nous ne voyons point qu'elle ait obtenu alors l'exemption à cet égard. On dit que Jean Buridan, l'un des plus notables personnages qu'elle comptât parmi ses maîtres, présenta requête & harangua le roi pour l'engager à joindre cette faveur à tant d'autres. Mais puisque l'on ne nous marque point quel fut le succès des mouvemens qu'il se donna, il est naturel de penser qu'ils furent infructueux.

Détails sur
Jean Buridan,

Le nom célèbre de Buridan m'avertit de m'arrêter ici un peu, pour faire connoître plus particulièrement un

homme au sujet duquel on a débité bien des choses ou embrouillées & obscures, ou fausses & absurdes. Jean Buridan étoit natif de Béthune en Artois. Il vint à Paris, y professa la Philosophie avec un grand éclat, & composa divers ouvrages qui réussirent, & qui avoient pour objet, suivant le goût du tems, l'interprétation des livres d'Aristote. Son mérite fut récompensé par les dignités académiques. Il fut plusieurs fois Procureur de la Nation, qui étoit celle de Picardie, & plus d'une fois aussi Recteur de l'Université. En 1348, lorsqu'il s'agit de nommer pour la première fois à la chapellenie fondée par Jean Thelu, & établie dans l'Eglise de S. André des Arcs, Buridan eut pour lui tous les suffrages, & il fut agréé par Foulques de Chanac alors évêque de Paris. En 1358 il donna à la Nation une maison qu'il avoit achetée, & qui est encore aujourd'hui, dit Duboullai, appelée la maison de Buridan. Voilà ce que l'on fait de clair & de constant touchant ce célèbre Professeur.

La question de l'âne de Buridan, Bayle, Di dont on parle souvent, n'est pas si aisée à éclaircir. On dit que ce subtil phi-

*Hist. Un.
Par. T. 11
p. 996.*

*Bayle, Di
art. Burida*

358 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
lofophe fuppofoit un âne ayant faim ,
& placé à égale diftance de deux pico-
rins d'avoine ; & qu'il prétendoit que
dans une telle pofition l'âne mourroit
de faim , étant également attiré des
deux parts , & demeurant par confé-
quent immobile. Quel eft le fens de
cette hypothéfe ? où tendoit - elle ?
quelle doctrine vouloit en inférer fon
auteur ? le fait même eft-il vrai , &
rapporte-t-on fidèlement l'énoncé de
Buridan ? C'eft ce qui ne vaut pas la
peine qu'on s'amufe à le difcuter. Ceux
qui voudront y perdre leur tems ,
pourront lire l'article de Buridan dans
le dictionnaire de Bayle , avec la re-
marque critique qui y a été ajoutée
dans l'édition de Hollande en 1730.

Mais c'est un objet intéreffant , que
de laver la mémoire d'une grande &
vertueufe reine de France de la tache
qu'on a voulu lui imprimer par une
fable calomnieufe , dans laquelle on
donne un rôle à Buridan. On a dit que
Jeanne de Navarre , époufe de Phi-
lippe le Bel , admettoit dans fa cham-
bre & dans fon lit de jeunes étudians ,
qu'elle faifoit enfuite noyer dans la
Seine pour étouffer avec eux la preuve
de fon crime ; & que Buridan échappa

à ce danger, on ne fait comment. Il n'est personne qui ne sente un air de roman dans ce conte scandaleux. Mais de plus est-il vraisemblable qu'un homme qui vivoit encore en 1358, ait pû être appelé en société de débauches par une jeune reine, qui est morte en 1304 âgée de trente-trois ans ? Il comptoit vraisemblablement les années de l'enfance, lorsque cette princesse mourut. S'il faut chercher quelque fondement à ce bruit populaire & indécent, on peut le trouver dans les désordres connus & avérés des trois belles-filles de Philippe le Bel, ou du moins de deux d'entre elles, Marguerite & Blanche, indignes épouses des rois Louis Hutin & Charles le Bel. Pour ce qui est de la part que l'on voudroit y donner à Buridan ; les témoignages de ceux qui en ont parlé, se contredisent. Les uns le font passer pour complice, & les autres pour censeur de la mauvaise conduite d'une reine.

Il n'y a pas plus de certitude dans ce que Bayle répète d'après Aventin touchant un prétendu exil de Buridan, qui disciple de Guillaume Occam, & attaché à la secte des Nomi-

360 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

naux, fut, dit-on, chassé de Paris par les Réalistes, & s'étant réfugié à Vienne en Autriche, y ouvrit une Ecole pour subsister. Avant que Bayle copiât le récit d'Aventin, Duboullai avoit remarqué qu'il n'existe dans les monumens anciens aucun vestige de ce fait, & qu'il n'est pas aisé de le concilier avec la date de l'année 1358, pendant laquelle Buridan étoit encore à Paris, âgé alors au moins de soixante ans.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 997.*

*Affaires con-
cernant le
Pré aux
Clercs.*

L'année 1345, d'où je suis parti, est célèbre dans nos fastes par l'acquisition du droit de patronage sur les cures de S. André des Arcs & de S. Côme. On doit se rappeler ici la transaction passée en 1292 entre l'Université & les moines de l'abbaye de S. Germain. Cette transaction, comme je l'ai dit, ne fut point exécutée : & conséquemment les contestations subsistèrent, toujours avec des violences réciproques.

*Procès pour
la justice du
Pré.*

*Mém. sur le
Pré aux
Clercs,
p. 99 & suiv.*

En l'année 1317 il y eut un procès en règle au sujet de la justice tant du pré aux clercs que des lieux circonvoisins dont la possession étoit litigieuse. Les moines s'attribuoient ce droit : l'Université prétendoit s'y maintenir. Il me paroît assez vraisemblable

blable que cette contestation sur la justice étoit née à l'occasion des excès commis récemment par les gens de l'abbé contre des écoliers, qu'ils avoient trouvé s'amusant à pêcher dans le fossé qui s'étendoit le long du pré, & se déchargeoit dans la Seine. Par la transaction de 1292 l'Université avoit abandonné aux moines l'usage & la propriété de ce fossé. Voilà sur quoi ils se fondoient pour en interdire la pêche aux écoliers. D'un autre côté comme cette transaction n'avoit point eu d'exécution, l'Université se regardoit comme conservant toujours la jouissance de ses anciens droits. Elle se plaignit au pape, qui étoit alors Jean XXII, des violences exercées sur ses écoliers, & les évêques de Senlis & de Noyon furent nommés commissaires apostoliques pour prendre connoissance de l'affaire. La bulle de commission, dont j'ai déjà parlé plus haut, est du 16 Juin 1318. Mais les moines avoient été plus habiles. Ils s'étoient pourvus au parlement, ajoutant au fond du procès la contestation sur la justice, & dès le vingt-deux Mai de la même année 1318 ils avoient obtenu un arrêt, qui durant le débat,

*Mém. sur le
Pré aux
Clercs
p. 109.*

p. 108.

362 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 mettoit en la main du roi la justice
 contestée, & qui ordonnoit qu'il se-
 roit informé des violences & excès
 dont les deux parties se plaignoient
 respectivement. Nous ne savons point
 si les commissaires du pape firent usage
 de leur pouvoir. Nous ne savons point
 non plus s'il intervint de la part du
 parlement un jugement définitif. Mais
 l'exécution de son arrêt interlocutoire
 donna lieu à une scène singulière.

Décret de
 l'Université
 contre le
 gardien pré-
 posé sur le
 Pré au nom
 du roi.

L'arrêt commettoit un gardien pour
 tenir en la main du roi la justice qui
 étoit en litige, & pour avoir en con-
 séquence inspection & autorité sur
 tout le territoire soumis à cette jus-
 tice; & l'on avoit pris la précaution
 de lui ordonner d'empêcher que le pré
 ne fût gâté, & que l'on n'y menât paî-
 tre des animaux, en un mot de le te-
 nir en tel état qu'il pût servir, comme
 par le passé, à la promenade des éco-
 liers & des bourgeois. Ce gardien fut
 Jean Morel, qualifié chevalier, &
 juré de l'Université. Il se mit donc en
 devoir de prendre possession du pré
 au nom du roi : ce que l'Université
 trouva très mauvais, regardant cette
 démarche comme tendante à la dé-
 pouiller de la propriété de son do-

Mém. sur le
 Pré aux
 Clercs,
 p. 111,

maine. Il paroît que plusieurs maîtres & écoliers assistèrent sur le pré au premier acte d'autorité exercé par le gardien, qu'il y eut querelle, & que quelques écoliers & bas officiers de l'Université furent maltraités. Ceci se passoit au printems de l'an 1319.

Le même officier donna le même jour un autre sujet de plainte à l'Université. Les Carmes, établis d'abord, *Hist. Un. Par. T. IV. p. 328.* comme je l'ai dit, dans le lieu où sont maintenant les Célestins, avoient souhaité d'être plus à portée des études & des Ecoles où ils devoient puiser les eaux salutaires de la sagesse. Ainsi s'exprime une ordonnance du roi Philippe le Long. Pour cela ils venoient d'obtenir de la libéralité de *Hist. de Paris, T. I. p. 354.* nos rois l'emplacement qu'ils occupent encore aujourd'hui près la place Maubert, & ils avoient fait benir le lieu par l'évêque de Sagone en Corse. Ce prélat en procédant à la bénédiction avoit craint de s'attirer une affaire, soit avec l'abbé de sainte Geneviève, soit avec quelque autre personne ecclésiastique, qui pourroit prétendre ses droits lésés. Il paroît qu'en effet il y eut quelqu'un de mécontent. Car Jean Morel, sans doute comme

*Mém. sur le
ré aux
lerts ,
1. 114.*

364 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
vengeur d'une entreprise irrégulière ,
se transporta sur le lieu , arracha les
croix plantées par l'Evêque de Sagone,
effaça celles qui étoient peintes sur les
murailles , & commit plusieurs autres
violences , sous prétexte de venger les
droits des prélats offensés. L'Univer-
sité prit fait & cause pour les Carmes ,
qui étoient membres de son corps en
leur qualité de docteurs, ou bacheliers,
ou étudiants en Théologie , & ajou-
tant ce nouveau grief au premier qu'
elle avoit déjà contre Morel , elle s'as-
sembla , & le fit citer comme son
suppôt & lié à elle par serment.

Il comparut le samedi avant la fête
de la Pentecôte. Mais voyant qu'il
avoit affaire à des juges irrités , il de-
manda un délai , qui lui fut accordé
jusqu'au jeudi suivant. Cette demande
n'étoit qu'une ruse pour gagner du
tems , & éviter au moins la mortifi-
cation d'être condamné lui présent.
Le jeudi de la Pentecôte , il ne parut
point : & l'Université par un décret
solennel le retrancha de son corps.
Nous avons cette sentence , dans la-
quelle on ne lui épargne aucune qua-
lification injurieuse. Il y est traité de
scélérat , d'excommunié , de sacrilège ,

de parjure , de membre pourri qui infecteroit le corps. Et l'Université ordonna que la sentence fût publiée dans les sermons , dans les Ecoles ; & afin que le peuple & les gens sans lettres pûssent être instruits du contenu , elle la fit traduire en François. Ce trait est une preuve éclatante & du cas que l'on faisoit alors de la qualité de membre de l'Université , & du pouvoir de la compagnie , & , pour tout dire , de la vivacité avec laquelle elle ressentait les offenses.

L'Université put bien se faire justice à elle-même d'un de ses suppôts : mais elle n'obtint pas pour cela main levée de la saisie prononcée par l'arrêt du parlement , au moins en ce qui regarde la place d'Aubusson , qui de son consentement , si l'accord de l'an 1292 eût eu lieu , devoit appartenir aux moines de S. Germain. En 1335 les deux parties , c'est-à-dire , l'Université & les religieux , passèrent un nouvel acte , qui approuvoit & ratifioit l'ancienne transaction , à cette seule exception près , que la porte de l'abbaye qui donnoit sur le pré , seroit fermée à perpétuité. De plus les religieux promettoient de payer à l'U-

Accommodement projeté entre l'Université & les moines de S. Germain.

p. 116.

366 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 niversité deux cens livres. Moyennant
 ces conditions , il est dit que tous les
 débats cesseront entre les parties con-
 tractantes. Un troisième article est
 pourtant ajouté , mais non comme
 condition de l'accord. L'acte porte que
pour mieux conserver cette paix, & pour
avoir mieux l'amour & la faveur de l'U-
niversité , les religieux lui cèdent les
 patronages des cures de S. André & de
 S. Côme. Cet article est ainsi exprimé
 & mis hors de rang , sans doute pour
 éviter l'imputation de simonie , si un
 droit spirituel , tel que celui de nom-
 mer à deux cures , sembloit être don-
 né en échange d'intérêts purement
 temporels. Tout étant donc réglé d'un
 commun accord , les parties consen-
 tent la main levée de la saisie sur la
 place d'Aubusson.

Cet accommodement si bien ci-
 menté , & homologué , ou , pour me
 servir des termes de l'acte , *réitéré de-*
vant Nosseigneurs de Parlement , n'eut
 point encore d'exécution. L'Univer-
 sité par cet acte , confirmatif de celui
 de l'an 1292 , abandonnoit aux moi-
 nes la propriété de la place d'Aubus-
 son : & néanmoins au mois d'Août
 de la même année 1335 , & dans la

suivante, elle agissoit comme propriétaire de cette place, & plaidoit contre l'abbé de Clugni au sujet d'une maison qu'il y avoit fait bâtir.

Enfin en 1345 l'affaire fut entièrement terminée. Par un dernier acte passé entre les parties, tous les précédens traités de pacification furent confirmés. Les religieux payèrent à l'Université trois cens livres pour les ar-rérages de cinquante deux années d'une rente de quatorze livres, & ils lui cédèrent, avec l'agrément & sous l'autorité du pape, le droit de présentation aux cures de S. André des Arcs & de S. Côme.

Accord conclu & exécuté. Le patronage des cures de S. André & de S. Côme cédé à l'Université.

p. 122. &
Hist. Un.
Par. T. 1.
p. 285.

La profession que je fais d'aimer le vrai, m'oblige de faire ici un aveu. On prend dans l'acte la précaution d'exprimer que la cession du droit de patronage sur les cures de S. André & de S. Côme est faite sans aucune convention illicite. Mais néanmoins le procédé ne paroît pas bien régulier. Les moines devoient cinquante-deux fois quatorze livres, faisant sept cens vingt-huit livres. Ils en payent trois cens, & cèdent un droit de patronage. Il ne faut pas être bien clairvoyant pour appercevoir que ce droit cédé

368 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
tient lieu des quatre cens vingt-huit
livres qu'ils ne payoient point.

Quoi qu'il en soit, la paix rétablie
aux conditions que j'ai marquées en-
tre l'Université & les religieux de S.
Germain, fut de durée, & se maintint
pendant l'espace de deux cens ans. Les
intérêts qu'ils eurent à démêler dans
ce long intervalle, ne troublèrent point
leur bonne intelligence, & furent
régles d'un commun consentement.

Avertisse-
ment donné
par le pape
aux Théolo-
giens de Pa-
ris.

p. 297.

En l'année 1346 les docteurs en
Théologie de Paris reçurent un aver-
tissement bien important de la part
du pape Clément VI: Il les exhorta à
ne point s'embarrasser dans les épines
de questions trop subtiles, qui sou-
vent conduisoient à l'erreur, & à se
tenir fortement attachés à la solidité
de la doctrine catholique suivant la
tradition des Pères.

Erreurs de
Jean de Mer-
cœur con-
damnées.

p. 298.

Cet avertissement étoit placé, comme
le prouvent les propositions qu'ensei-
gnoit alors Jean de Mercœur, moine
de l'ordre de Citeaux, & que condamna
en 1347 Foulques de Chanac évêque
de Paris, assisté du conseil des maî-
tres en Théologie. Toutes les erreurs
de Jean de Mercœur portent le ca-
ractère d'une subtilité qui cherche à

creuser , à analyser , au lieu de s'en tenir à la simplicité de la Foi. Elles se trouvent énoncées en détail dans Duboullai. Je ne les transcrirai point ici , & je me contenterai de remarquer qu'elles se rapportoient à quatre chefs principaux. Il y avoit des propositions qui faisoient Dieu auteur & cause proprement dite du péché. Quelquesunes divisoient J. C , & par un blasphème horrible , attribuoient à sa sainte ame la malheureuse capacité que nous avons de faire le mal. D'autres disculpoient le pécheur , reconnoissoient des tentations irrésistibles , & dans ce cas excusoient de péché les actions les plus mauvaises , jusqu'à l'adultère. Enfin la prédestination gratuite étoit attaquée par Jean de Mercœur , & il donnoit pour origine & pour fondement au choix miséricordieux de Dieu la prévision des mérites de l'homme. Toutes ces erreurs sont graves & pernicieuses : & la condamnation qui en fut faite , prouve que s'il se trouvoit parmi les maîtres de Paris des esprits téméraires , qui remuoient les bornes de l'ancienne doctrine , la compagnie étoit fidèle à conserver le dépôt.

En l'année suivante 1348 Nicolas

Erreurs de
Nicolas
d'Outricour
condamnées
& rétractées.

p. 308.

d'Outricour bachelier en Théologie, qui avoit donné un pareil scandale, le répara par une rétractation publique. Son affaire ne fut point jugée à Paris, mais à Avignon. Le pape, après avoir fait extraire de ses livres, & des sermons qu'il avoit prêchés, soixante propositions erronées, les condamna, l'obligea de les révoquer suivant une formule d'abjuration, qui appliquoit à chaque article les qualifications convenables ; & le renvoya à Paris avec ordre de se présenter au chancelier & à l'Université, & de réitérer sa rétractation en pleine assemblée des maîtres, régens & non régens. La chose fut exécutée le jour de sainte Catherine dans l'Eglise des frères Prêcheurs : & au milieu du sermon Nicolas d'Outricour, après avoir prononcé à haute & intelligible voix la formule de rétractation, jeta lui-même dans le feu les écrits dans lesquels il avoit enseigné ses erreurs.

La plupart de ses propositions sont d'une subtilité tellement quintessenciée, que j'ai peine à en comprendre le sens. On voit néanmoins dans la totalité que ce bachelier, plein de mépris pour Aristote, suivoit encore

un plus mauvais maître , Epicure. Il nioit la création : il admettoit le système des atômes éternels , dont le concours avoit produit le monde : il enseignoit la matérialité de l'ame : quelquesunes de ses expressions semblent jeter du doute sur l'existence de Dieu : le tout accompagné d'une présomption prodigieuse , dont un amas d'erreurs capitales étoit l'effet & la juste peine. On ne pouvoit proscrire trop rigoureusement cette monstrueuse doctrine , qui renverse même la Religion naturelle.

Entre ces deux événemens de con-
 damnations théologiques, Duboullai a
 placé quelques réglemens & quelques
 faits , curieux & instructifs pour qui
 veut approfondir ce qui regarde la
 police intérieure de l'Université ,
 moins intéressans pour le grand nom-
 bre des lecteurs. Je les indiquerai som-
 mairement. Un statut de la Nation
 de Picardie , concernant principale-
 ment les revenus de la compagnie ,
 qui semblent ne consister qu'en droits
 levés sur les étudiants , & en taxes
 imposées dans les besoins extraordi-
 naires. On y entre dans un détail qui
 nous paroîtroit aujourd'hui singulier ,

Réglemens
 & faits de
 moindre im-
 portance.

p. 300.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 301.*

sur la règle qui doit s'observer pour sonner les vêpres du vendredi , & la messe du samedi , que faisoit célébrer la Nation. Inventaire fait par la Nation Anglicane de ses vases & ornemens pour les saints mystères , qui se gardoient dans un coffre en l'Eglise de S. Côme. Procès suscitè au Recteur , aux quatre Procureurs , & à toute la Faculté des Arts , par cinq Théologiens , qui mandés à l'assemblée de cette Faculté , ne répondirent point d'une façon satisfaisante , & en conséquence furent retranchés du corps comme infames & parjures. Tel étoit le style alors usité. Il paroît que la Faculté de Théologie épousa la querelle de ses membres. Ce qui est certain , c'est que l'affaire fut portée en cour de Rome , & qu'il y eut contribution imposée sur tous les suppôts de la Faculté des Arts pour soutenir le procès.

p. 302. Election d'un Recteur , à qui la Nation , qui étoit celle d'Angleterre , donna gratuitement la somme de quatre livres , sans doute pour l'aider dans les frais de sa dignité. Nomination de Jean Buridan à la chapelle de S. André , fondée par Jean Thélus.

Duboullai a omis dans son histoire

un fait de l'an 1347, qu'il nous a rendu dans son mémoire sur les privilèges de l'Université. C'est un différend entre l'évêque de Senlis conservateur apostolique, & l'évêque de Paris, au sujet de la juridiction, qui fut accommodé par la médiation du cardinal Etienne, alors légat en France, depuis pape sous le nom d'Innocent VI. Je n'expliquerai point en détail de quoi il s'agissoit. L'objet est peu intéressant. Ce que j'observe, c'est que le conservateur apostolique connoissoit de certains crimes, & qu'il pouvoit ordonner non seulement l'emprisonnement, mais la torture : genre de pouvoir commun alors à tous les juges ecclésiastiques, mais bien peu convenable à leur état.

Sous l'année 1348 je trouve le premier témoignage fondé en acte d'un Rôle pour les bénéfices envoyé par l'Université au pape. Ceci mérite quelque discussion par l'importance de la matière, & pour les suites, qui seront grandes dans cette histoire.

Nous avons vû quelle étoit dès l'origine la faveur des études dans le point de vûe des bénéfices. Il est de principe que la science est nécessaire

Différend
entre le con-
servateur
apostolique
& l'évêque
de Paris, ac-
commodé.
Privil. de
l'Université
p. 241.

Rôle pou
les bénéfice
envoyé par
l'Université
au pape.

Hist. Un.
Par. T. I^{re}
p. 312.

374 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
pour remplir les places ecclésiastiques :
& de là on concluoit par une consé-
quence naturelle , que les Ecoles , qui
sont la voie de la science , doivent
aussi être celle des emplois qui l'exi-
gent. C'est d'après cette maxime que
Charlemagne proposoit les bénéfices
pour récompenses aux jeunes élèves
qu'il prenoit soin de former : & la pra-
tique des siècles suivans y fut conforme.
J'ai cité un très grand nombre de
prélats tirés de l'Ecole de Paris , ou
qui lui appartenoint à quelque titre :
& pour éviter ici un détail superflu ,
on se souvient que le clergé de France
disoit en 1283 aux maîtres de l'Univer-
sité : » Ce que nous sommes vous le se-
» rez , & nous avons été ce que vous
» êtes. » Ce n'étoit néanmoins que rai-
son de convenance & amour libre du
bien dans les collateurs , qui portoit
dans les premiers tems les suppôts de
l'Université aux bénéfices & aux prélatu-
res. C'est aux papes que l'Université
est redevable d'un droit de rigueur ;
& d'un titre qui ait force coactive.
Les papes ont commencé par s'em-
parer de la collation des bénéfices ,
(comment & sur quel fondement , il
n'est pas de mon plan de l'examiner)

& ensuite ils ont donné à l'Université des droits sur leurs propres nominations.

Dabord ils recommandoient tel ou tel maître à un évêque, pour être pourvû de la première place ecclésiastique qui seroit à sa disposition. Ensuite ils prirent le ton d'autorité : ils se réservèrent à eux-mêmes la nomination de certains bénéfices avant la vacance : & malgré les réclamations des princes & des prélats cet usage s'établit. Mais Jean XXII étendit excessivement ces réserves , & les porta plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs. On peut croire avec quelque vraisemblance , quoique sans une entière certitude , que c'est sous ce pontife que s'introduisit la pratique des Rôlles dont il s'agit ici. L'Université dressoit un catalogue de ceux de ses suppôts qu'elle jugeoit dignes de remplir des bénéfices , & elle l'envoyoit au pape , qui sur cette indication plaçoit les sujets recommandés. Le premier acte qui nous reste contenant une mention formelle de cet usage , est , comme je l'ai dit , de l'an 1348 ; mais il en parle comme d'un usage reçu : & par conséquent ce n'est pas sans fondement que

*Fleuri ,
Inst. au Droit
Eccl. T. I.
p. 367.*

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 312.*

nous en faisons remonter plus haut l'origine. Les Recteur, Doyens, & Procureurs, occupoient un rang distingué dans le Rôle : & par conséquent étoient présentés avantageusement pour obtenir des préférences.

Les porteurs du Rôle recevoient de chacun de ceux qui y étoient inscrits, un droit fixé par délibération des compagnies, pour les frais de leur voyage. Duboullai a fait une dissertation expresse touchant la matière du Rôle, & l'a placée à la fin du T. IV de son grand ouvrage. On peut la consulter.

Erection de
l'Université
de Prague.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 313.*

Cet historien rapporte à l'année 1348 l'érection de l'Université de Prague.

Je ne dois pas omettre ce fait, puisque la gloire en appartient à un auguste élève de l'Ecole de Paris, Charles duc de Luxembourg, roi de Bohême, & empereur. Ce prince, lié par le sang avec nos rois, leur fut aussi redevable de l'éducation. Il passa ses premières années à la cour de France, & prit les leçons des maîtres de Paris. Comme il avoit fait de grands progrès dans les Lettres, il en conserva l'amour : & ce fut pour en répandre la connoissance dans son royaume paternel, qu'il fonda l'Université de Prague.

Il la fonda sur le modèle de celle de Paris, non pas néanmoins en se conformant au plan qu'il avoit sous les yeux, mais en rappelant l'ancienne constitution. Car il n'admit point dans son Université la distinction des Facultés, & il partagea simplement la compagnie en quatre Nations, qui comprenoient tous les maîtres en quelque genre de science que ce fût : nouvelle preuve en faveur du système que nous suivons touchant l'ancienne Université de Paris.

En l'année 1349 se renouvela dans l'Allemagne & dans les pays circonvoisins la secte des Flagellans, qui née vers l'an 1260, & bientôt éteinte, reprit vie après quatre-vingt-dix ans avec autant de folie & de fureur que la première fois. L'Université signala son zèle contre cette superstition cruelle & insensée. Elle porta un décret pour la condamner. Sur ses représentations le roi interdit l'entrée de la France aux Flagellans sous peine de la vie. Elle envoya aussi des députés au pape, pour l'informer pleinement de ce scandale, auquel se mêloit l'hérésie, & pour solliciter la bulle par laquelle Clément VI la proscrivit.

Flagellans
condamnés
par l'Univer-
sité de Paris.

Hist. Un.
Par. T. I^{re}.
p. 314.
Fleuri,
Hist. Eccl.
T. XX.
p. 91.

Faits de
moindre im-
portance.

Hist. Un.
Pa. T. IV.
p. 315.

Plusieurs petits faits se rapportent à la même année 1349.

Les Prémontrés obtinrent une bulle, qui étendoit à leur Ordre tout ce que Benoît XII avoit réglé & statué touchant les études des chanoines réguliers. J'ai parlé de ce règlement de Benoît XII. Mais tel qu'il est cité dans la bulle de Clément VI, il n'est pas tout-à-fait conforme à celui que j'ai extrait précédemment. Il ne traite que des études & des degrés en Droit canon. Il s'exprime différemment sur ce qui regarde * l'habillement. Il contient de plus une défense de donner aucun festin pour le baccalauréat, & de passer la somme de deux mille Tournois d'argent dans les dépenses du doctorat. Il faut entendre apparemment, comme je l'ai observé par rapport à une disposition semblable, des sols Tournois.

* Les deux textes se trouvent l'un à la p. 252, l'autre aux p. 315 & 316 du T. IV de l'histoire de Duboullai. Dans le premier les chanoines réguliers en devenant docteurs en Droit, doivent prendre l'habillement convenable à la Faculté,

& dans le second ils gardent leur habillement de Religion. Les Prémontrés ont été jaloux de conserver l'usage de leur habit blanc sans aucune exception, & de ne le point changer même pour un moment contre la chappe rouge.

Le prévôt de Paris prêta serment à l'Université dans une assemblée générale des régens, non régens, & écoliers, tenue aux Maturins. *Hist. Un. Par. T. IV. p. 318.*

Jean d'Assi, nouveau chancelier de l'Eglise de Paris, fit dans le chapitre le serment prescrit par la bulle de Grégoire IX, en présence du Recteur & des députés de l'Université, qui étoient un docteur en Théologie, un docteur en Droit, & les quatre Procureurs.

En 1350 mourut le roi Philippe de Valois. Ses obsèques donnèrent lieu à une contestation entre le chapitre de Notre-Dame & l'Université. Elles se célébrèrent processionnellement suivant l'usage pratiqué alors, & dans la marche naquit la querelle touchant le rang d'honneur. Les esprits s'échauffèrent, & comme les mœurs du tems étoient simples jusqu'à la grossièreté, il y eut des coups donnés au Recteur & aux Procureurs. L'Université porta ses plaintes au roi, c'étoit Jean II, qui voulut terminer le différend à l'amiable, & le mit en arbitrage. Les arbitres furent Michel de Dace, c'est-à-dire, de Danemarck, pour l'Université, Etienne chanoine de Paris pour son chapitre, & l'abbé de S. De- *Contestation entre le chapitre de Paris & l'Université aux obsèques de Philippe de Valois. p. 319.*

380 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 nys Gilles Rigaud, qui faisoit fonction de surarbitre. On convint d'un accord, dont les conditions ne sont point marquées. Mais l'usage des tems postérieurs, prouvé par actes, nous montre les rangs réglés de manière que le chapitre & l'Université dans ces cérémonies marchaient sur deux lignes, l'un à droite, l'autre à gauche; & que le Recteur se trouvoit ainsi près du corps, vis-à-vis de l'évêque, ou au moins du doyen de l'Eglise de Paris. A l'égard des violences dont l'Université se plaignoit, il lui en fut fait satisfaction par le chapitre. L'Université ayant indiqué chez les frères Prêcheurs une assemblée générale des maîtres, régens & non régens, & des écoliers tant grands que petits, les chanoines s'y rendirent, & jurèrent sur les saints Evangiles qu'ils n'avoient point eu de part aux insultes que le Recteur & les Procureurs disoient avoir souffertes.

Affaire avec l'évêque de Paris, terminée à l'avantage de l'Université. En 1351 l'Université eut une affaire à soutenir contre l'évêque de Paris pour le maintien de ses privilèges, qu'elle prétendoit violés par l'emprisonnement d'un moine jouissant des droits de la scholarité. En députant au

roi Jean II pour lui demander la confirmation de ses privilèges, qu'elle obtint, elle lui demanda aussi justice de l'attentat qu'y portoit actuellement l'évêque de Paris. Elle réussit dans sa poursuite. L'écolier fut délivré. L'évêque jura en présence du roi & des députés de l'Université, qu'il ne feroit jamais rien qui fût contraire aux privilèges des maîtres & des étudiants. L'official jura aussi qu'il n'avoit point connoissance que l'écolier eût été maltraité dans la prison : & le commissaire de l'official, qui reconnut avoir été instruit de tout ce qui s'étoit passé, paya à l'Université, en forme de dédommagement & d'amende, la somme de deux cens livres Parisis : mais l'Université, pour la révérence dûe au roi, rendit cette amende.

Nous avons des lettres de libraire Lettres de libraire accordées par le Recteur. accordées cette année par le Recteur à un Zélandois & à sa femme établis à Paris. Elles font mention du serment P. 321. prêté par le suppliant à l'Université, & elles sont conçues en des termes qui expriment bien l'autorité de la compagnie & de son chef en ce point. » Nous » leur avons donné & donnons, au- » tant qu'il est en nous, dit le Recteur,

382 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» le pouvoir d'acheter & de vendre des
 » livres à Paris & ailleurs , selon les
 » réglemens dressés par l'Université ,
 » & sous les clauses y portées , & nous
 » les mettons sous la protection de
 » ladite Université notre mère. » Le
 sceau du Recteur est apposé aux lettres,
 & elles sont contresignées par Duran,
 qui étoit apparemment le greffier. »

L'official
 étoit juge or-
 dinaire des
 membres &
 suppôts de
 l'Université.

Les libraires , comme suppôts & cliens de l'Université , participoient au droit d'avoir pour juge l'évêque & son official. Ceux dont il s'agit ici , se présentèrent à l'official de Paris , jurèrent entre ses mains l'exacte & fidèle observation de leurs engagements envers l'Université , & pour sûreté du payement des amendes qui seroient prononcées contre eux en cas de fraude de leur part , ils hypothéquèrent la maison qu'ils occupoient & tous leurs biens meubles & immeubles , se soumettant à cet effet à la juridiction de l'official , qui leur donna acte de la déclaration qu'ils en faisoient.

Ce tribunal étoit si bien le tribunal ordinaire des suppôts & des membres de l'Université , que les aspirans aux degrés de bachelier & de maître

ès Arts, qui n'ayant point d'argent comptant pour payer les droits, demandoient un délai, & s'engageoient à y satisfaire dans un certain terme, en passeroient leur obligation pardevant l'officiel. C'est de quoi Duboullai nous administre la preuve par deux exemples de l'année où nous en sommes, 1351.

Un autre exemple à peu près semblable se retrouve aussi sous l'année 1367. p. 368.

La juridiction ecclésiastique avoit alors une très grande étendue : & ce n'est que peu à peu que les tribunaux séculiers sont parvenus à la resserrer dans ses justes bornes. Nous verrons pourtant bientôt l'autorité du prévôt de Paris intervenir dans des actes pareils à ceux dont je viens de parler, au moins en ce qui regarde les libraires.

On ne se laissoit point de subtiliser sur les mystères, & la Faculté de Théologie veilloit avec une fidélité persévérante à étouffer dans leur naissance les erreurs que produisoient souvent ces subtilités. Un licencié avança dans sa * thèse de doctorat des propositions

Rétractation
d'un théologien, qui
avoit avancé
des erreurs.

p. 322.

* Je n'ai point voulu employer le terme d'*Abus de vespéries*, qui n'est pas connu de tous les lecteurs. Cette thèse est

celle que soutient le futur docteur, la veille ordinairement du jour où il doit recevoir le bonnet.

384 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
touchant la personne adorable de J. C.
qui embarrassées des épines scholaf-
tiques monstroient néanmoins assez à
découvert un sens scandaleux & er-
roné, & retomboient en partie dans
l'hérésie des Nihilistes, dont j'ai parlé
ailleurs. Il fut obligé de les expliquer
& rétracter.

Statuts.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 324 &
333.*

Deux statuts de la Nation de Pi-
cardie, l'un de 1352, l'autre de 1355,
concernant les distributions qui doi-
vent se faire aux régens pour leur as-
sistance aux vêpres & aux messes célé-
brées par la compagnie, ne me paroîs-
sent rien contenir de bien remarqua-
ble, si ce n'est que contre l'usage an-
cien il n'y est point fait mention d'a-
mende en cas d'absence.

*Gratification
accordée à
un nouveau
Recteur.*

p. 327.

Nous avons vû un exemple de
la pauvreté de celui qui venoit d'être
élu Recteur, soulagée par une libéra-
lité de sa Nation. Cet exemple se ré-
péta sous l'an 1352, mais avec plus
de décence, en ce que ce ne fut pas
de l'argent que l'on donna au nou-
veau Recteur. On lui attribua les droits
à percevoir sur cinq aspirans au bac-
calauréat ès Arts. Ces traits me flat-
tent, je l'avoue ; & je me fais gloire
d'appartenir à un corps où la richesse
est

est comptée pour rien, où la pauvreté est en honneur, & où le mérite seul donne les distinctions & les places.

En l'année 1353 l'Université éleva des plaintes & intenta un procès contre le prévôt de Paris, qu'elle accusoit de violer ses privilèges, & de vexer ses suppôts par des injustices. C'est tout ce que nous savons de cet objet, important de sa nature, mais sur lequel nous n'avons ici aucun éclaircissement.

Procès contre le prévôt de Paris.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 329.

Il nous reste un peu plus de lumières sur une guerre intestine qui déchiroit dans ces mêmes tems l'Université. Je dis un peu plus de lumières. Car Duboullai ne nous fournit sur un article de si grande conséquence, que quelques extraits d'actes très sommaires : & presque tout ce que nous en savons de détail, nous l'apprenons seulement par les productions de l'une des parties, contre lesquelles par conséquent on doit être extrêmement en garde; pour ne point confondre ce qui est simple allégation avec les faits prouvés & constatés.

Querelles dans l'Université au sujet des droits & de la prééminence du rectorat.

Vetera assen-
ta & instrumen-
ta Facultatis
Theol. adversus
Rectorem.

Il s'agissoit de la prééminence du rectorat, que la Faculté de Théologie surtout combattoit avec une vivacité,

386 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

que l'on peut dire poussée jusqu'à l'indécence. Elle vouloit que son doyen eût le rang d'honneur & la préséance sur le Recteur, dans toutes les occasions où l'Université se trouveroit assemblée. Elle prétendoit empêcher qu'il ne fût fait mention du Recteur à la tête des actes de l'Université. Elle lui contestoit jusqu'à son nom, & par une étymologie qui paroîtra ridicule à ceux qui en jugeront de sens froid, elle soutenoit qu'il étoit appelé *Rec-tor*, comme qui diroit *rerum actor*. Et ce n'étoit pas là une simple chicane verbale. La Faculté de Théologie s'efforçoit de réaliser cette interprétation chimérique, en dégradant le Recteur, & le réduisant à la qualité & aux fonctions de ministre & d'agent de la compagnie. Tel étoit l'effet de la nouveauté introduite par la distribution en Facultés, & de la facilité qu'avoient eue les Nations de céder à ces nouveaux corps le rang qui leur appartenoit à elles-mêmes à titre d'antiquité.

Le premier acte certain & précis de préséance prise par le doyen de Théologie sur le Recteur, ne peut remonter au-delà de l'an 1339, puisqu'il est

DE PARIS, LIV. IV. 387
 daté du sermon que fit dans l'Eglise
 des frères Prêcheurs Pierre Roger ar-
 chevêque de Rouen, lorsqu'il venoit
 d'être élevé au cardinalat. Or ce pré-
 lar, depuis pape sous le nom de
 Clément VI, fut nommé cardinal par
 Benoît XII au mois de Décembre
 1338. Fondés sur cet exemple Jean *art. 26.*
 de Camberone prieur du Val des Eco-
 liers, & Léonard de l'ordre des Servi-
 teurs de la sainte Vierge, voulurent
 de même dans d'autres occasions s'em-
 parer de la place d'honneur. Mais ils
 en furent expulsés par le Recteur as-
 sisté des maîtres ès Arts.

La même scène se renouvela en *art. 27. &*
 1347, & avec bien plus d'éclat. Nous *p. 1. Bull.*
 ne sçavons, comme je l'ai remarqué,
 le détail du fait que par l'une des par-
 ties : & par conséquent on ne peut pas
 compter sur l'exacte vérité de toutes
 les circonstances. Mais on voit que
 les théologiens s'y étoient pris très
 adroitement. Dans une cérémonie fu-
 nèbre qui se célébroit à S. Germain
 des Prés, & à laquelle assistoit * Jeanne
 reine de France, l'évêque de Paris,
 & plusieurs autres prélats, l'archevê-
 que d'Embrun actuellement nonce du

* Jeanne d'Evreux, veuve de Charles le Bel.

S. Siège , & docteur en Théologie , vint prendre la place destinée au chef de l'Université. Les théologiens s'étoient imaginé sans doute qu'à l'abri des dignités dont étoit revêtu ce docteur , il demeureroit en possession du rang qu'il avoit pris , & leur feroit un titre. Le Recteur arriva bientôt après accompagné des maîtres de la Faculté des Arts , & quoique dans tout le cours du procès on leur reproche souvent des vivacités & des pétulances de jeunesse , ils se conduisirent d'abord avec assez de modération. Ils demandèrent au prélat à quel titre il occupoit la place où ils le voyoient , si c'étoit comme archevêque , ou comme docteur en Théologie. Il répondit qu'il l'avoit prise comme docteur. Sur cette réponse ils ne gardèrent plus de mesures. Ils lui ordonnèrent de céder la place au Recteur , & comme il faisoit résistance , ils mirent la main sur lui , & le chassèrent de force , accompagnant cette violence de propos outrageux. Au moins ces faits sont-ils allégués par l'archevêque dans sa requête au pape : & ils peuvent être vrais. Mais les théologiens , qui se parent d'une grande retenue , sont

obligés de convenir équivalement ^{p. 49. art.}
 qu'ils avoient eux-mêmes employé ^{53.}
 quelquefois la violence contre le Recteur dans de pareilles circonstances.

L'archevêque, ainsi que je viens de ^{p. 1.}
 dire, porta ses plaintes au pape, qui
 commit par une bulle l'évêque de
 Senlis, le chantre & l'official de Paris,
 pour informer des faits, & lui en-
 voyer ensuite les informations. Ob-
 servons que dans cette bulle il n'est
 pas dit un mot du sujet de la querelle,
 mais seulement des actes de violence
 auxquels elle avoit donné occasion, &
 qui sans doute étoient criminels, vû
 la sainteté du lieu, la révérence due
 aux personnes illustres qui étoient pré-
 sentes, & la dignité de l'offensé. Il ne
 paroît pas qu'il soit intervenu un ju-
 gement. Le Recteur & les maîtres ès ^{p. 43. art.}
 Arts se reconnoissant en faute, firent ^{28.}
 satisfaction à l'archevêque, & implo-
 rèrent sa médiation pour obtenir l'ab-
 solution des censures qu'ils avoient
 encourues. Mais ils ne se désistèrent
 point de leur droit, qui en étoit in-
 dépendant : & les théologiens témoi- ^{p. 47. art.}
 gnent eux-mêmes, que le Recteur se ^{41.}
 maintenoit en possession de la premiè-
 re place & des premiers honneurs.

390 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

En 1353 survint un nouvel incident. Charles d'Evreux , prince du sang de France , roi de Navarre , fut nommé à juste titre le Mauvais , ayant assassiné le connétable Charles d'Espagne , osa avouer le meurtre : & le roi n'étoit pas assez puissant pour punir un sujet redoutable par ses forces , & encore plus par ses intrigues. L'affaire tourna en négociation , & le coupable assuré de l'impunité , & même de récompenses , auxquelles la faiblesse du gouvernement condescendoit , voulut bien faire le personnage de suppliant. Il chercha des intercesseurs , & comme l'Université étoit alors en très grand crédit , il l'engagea à écrire au roi en sa faveur. L'Université ayant reçu la réponse du roi , se disposa à en faire part au roi de Navarre. La lettre fut dressée : mais avant que de l'envoyer , il fallut la lire en pleine assemblée , & les Facultés de Théologie & de Droit demandèrent qu'on en ôtât le nom du Recteur , qui avoit été mis à la tête.

Ils avoient une couleur. Il est certain qu'anciennement on n'intituloit point du nom de Recteur les actes de l'Université. On les commençoit ainsi :

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 329.*

L'Université des maîtres & écoliers de Paris, salut, &c. Ce n'étoit pas néanmoins une nouveauté que ce qui excitoit ici les plaintes des Théologiens & des Décrétistes : il y en avoit des exemples. Dès l'an 1260 l'acte * qui assignoit le dernier rang aux Dominicains entre tous les suppôts de la compagnie, commence par ces mots : *A tous ceux qui ces présentes lettres verront, les Recteur & Université des maîtres & écoliers de Paris, salut en Notre-Seigneur.* D'ailleurs la chose étoit raisonnable en soi, puisqu'incontestablement le Recteur est chef de l'Université : & de ce qu'il plaisoit à deux Facultés de lui disputer son droit, il s'ensuivoit qu'il devoit être plus attentif à le défendre.

Les médecins se joignirent à la Faculté des Arts : & si nous nous en tenons aux actes cités par Duboullai, nous dirons que cette Faculté se fit

* L'auteur de la réfutation manuscrite de Duboullai (p. 727 & suiv.) conteste la date de cet acte, ainsi que je l'ai déjà remarqué, & il la recule de plus d'un siècle. Mais il ne s'appuie que sur des raisonnemens, & non sur des titres. Du-

boullai a donné l'acte sous la date qu'il a trouvée dans son exemplaire : & les dispositions en conviennent parfaitement aux circonstances, & à un tems dans lequel l'Université forcée d'admettre les Dominicains se venge en les humiliant.

392 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 justice à elle-même. Elle arrêta par
 une délibération unanime que la lettre
 au roi de Navarre , portant en tête le
 nom du Recteur , seroit scellée en cet
 état , & envoyée : & la délibération
 eut son effet. J'ajoute qu'une pièce
 administrée par les théologiens atteste
 que les Décretistes , soit en l'occasion
 dont il s'agit ici , soit en quelque au-
 tre , se détachèrent de leur parti. Ainsi
 les trois Facultés de Droit , de Méde-
 cine , & des Arts , se trouvèrent réu-
 nies pour soutenir la prééminence du
 Recteur.

Vetera Aca.
l. 49. art.
52.

p. 52. Les théologiens ne s'en opiniâtré-
 rent pas moins dans leur système , &
 ils s'astreignirent par un serment so-
 lennel à ne s'en jamais départir. En
 conséquence ils firent une espèce de
 schisme , & ne pouvant l'emporter
 seuls sur les trois autres Facultés , ils
 s'absentèrent des messes & des assem-
 blées. La Faculté des Arts ne leur céda
 pas en fermeté , & parmi les sermens
 qu'elle exigeoit de ses candidats , elle
 inséra un article pour les obliger à
 défendre & à maintenir l'usage de
 mettre le nom du Recteur à la tête des
 actes de l'Université. Plusieurs années
 se passèrent dans ces brouilleries , sou-

Hist. Un.
Par. T. I V.
p. 275.

vent aigries par des violences réciproques.

En 1358 le pape, qui étoit alors Innocent VI, sembla décider la contestation, au moins par le fait, en faveur de la Faculté des Arts. Car ayant eu occasion d'adresser une bulle à l'Université, il en conçut la suscription en ces termes : *A nos chers fils les Recteur & Université de Paris.* Cependant les théologiens ne se rendirent pas encore : & dans l'année même ils suscitèrent un procès en règle contre la Faculté des Arts, ils appelèrent au pape, qui nomma un commissaire apostolique. Je rendrai compte de ces derniers mouvemens & de leurs succès, lorsque je serai arrivé à l'année à laquelle ils appartiennent.

L'année 1354 nous fournit un nouvel exemple d'erreurs révoquées & rétractées en vertu d'un décret du chancelier & de la Faculté de Théologie. Frère Gui de l'ordre des Augustins avoit dogmatizé d'une façon contraire à l'analogie de la Foi touchant la charité, qu'il prétendoit inamissible lorsqu'elle étoit vraie ; touchant le libre arbitre, sans lequel il enseignoit que l'on pouvoit pécher ; touchant l'action

*Hist. Un
Par. T. IV
p. 345.*

*Erreurs
rétractées.
p. 328.*

394 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de Dieu sur les volontés humaines ;
qu'il soutenoit quelquefois nécessi-
tante. Il donna une rétractation rai-
sonnée de ces erreurs , & de quelques
autres.

Statut sur les
dispenses ou
délais de
payemens.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 331.

C'étoit l'esprit de l'Université de
favoriser les pauvres étudiants : & en
conséquence régnoit dans la Faculté
des Arts un usage tout-à-fait louable.
Si un candidat n'avoit pas de quoi
payer les droits qu'il devoit à sa Na-
tion pour le baccalauréat ou la maî-
trise ès Arts, il demandoit & obtenoit
ou une exemption pleine , ou au
moins un délai. Mais on abuse de tout.
A la faveur de l'indulgence bien pla-
cée envers les pauvres , des écoliers
riches prétendoient quelquefois jouir
du même avantage , offrant de don-
ner des gages en sûreté du payement.
La Nation Anglicane dressa cette an-
née 1354 un réglemeut pour bannir
cet abus , & restreindre la faveur à
ceux qui en avoient besoin. Une au-
tre restriction fut peu après apposée
par la même Nation Anglicane ; & les
droits qui appartennoient aux bedeaux ,
furent exceptés dans tous les cas &
mis à l'abri de toute dispense.

Un objet plus important fut décidé

en l'année 1355 par un statut porté dans une assemblée générale de tous les maîtres de la Faculté des Arts, régens & non régens. Toutes les leçons se faisoient sur un texte qu'expliquoit le professeur, celles de Philosophie sur les livres d'Aristote. Pour expliquer ces livres on s'y prenoit de deux façons différentes. Les uns faisoient des discours suivis, que les écoliers écoutoient seulement : les autres dictoient leurs commentaires. Entre ces deux pratiques, la Faculté des Arts, par le statut dont je parle, adopta la première, & réprouva l'autre, permettant seulement aux maîtres de dicter à leurs écoliers pendant les jours de fêtes dans les Ecoles de la rue du Fouarre quelques explications de certains articles, qui leur paroïtroient mériter une attention particulière. L'usage autorisé par la Faculté des Arts étoit, comme elle l'assûre elle-même, celui des autres Facultés, & j'en trouve la preuve directe pour la Faculté de Droit dans les anciens statuts de cette compagnie. Néanmoins il n'a pû se soutenir. Le cardinal d'Estouteville, dans sa réformation de l'an 1452, dispensa nommément du statut que je

Statut qu
défend aux
Professeurs
des Arts de di
quer.

p. 332.

396 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
viens d'exposer. La méthode contraire
a prévalu par tout , & malgré la ré-
clamation de Ramus , depuis long-
tems dans toutes les Facultés les Profes-
seurs dictent leurs commentaires &
leurs traités sur les matières qu'ils
enseignent.

Exemption
des imposi-
tions.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 334. 335.*

En 1356 les trois Etats du royaume
assemblés accordèrent au roi de nou-
velles impositions pour l'aider à sou-
tenir la guerre contre les Anglois. Le
clergé , qui fut obligé d'en porter sa
part , voulut assujettir l'Université à
cette contribution extraordinaire. L'U-
niversité résista , défendit ses immu-
nités , & appella au pape.

Cliens de
l'Université
armés pour
la garde de la
ville.

p. 335.

Elle étoit pourtant trop instruite
des devoirs de tout membre de la so-
ciété politique , pour prétendre se souf-
traire totalement aux charges qu'exi-
geoient le besoin de l'Etat. Comme il
étoit nécessaire de faire la garde dans
Paris , que menaçoient les Anglois ,
elle rendit le huit Juiller un décret
portant que tous ses cliens , chirur-
giens , libraires , parcheminiers ; en-
lumineurs , écrivains ; relieurs , pren-
droient les armes à l'ordre du Rec-
teur pour la défense de la ville.

Le mois de Septembre fut fatal à

la France par la malheureuse journée de Poitiers, & la prise du roi Jean. On fait quels désordres & quels tumultes affreux naquirent à cette occasion dans Paris; combien la méchanceté du roi de Navarre, & l'esprit factieux d'Etienne Marcel, prévôt des marchands, causèrent de peines, d'embarras, de périls, au dauphin Charles duc de Normandie. L'Université ne prit part à ces mouvemens séditieux, que pour travailler à les pacifier. Elle fut employée dans les négociations qui avoient pour objet de rétablir la tranquillité. Elle fut invitée par le pape à tâcher de ramener à l'obéissance le prévôt des marchands, les échevins, & les bourgeois de la ville de Paris. Mais quelque crédit qu'elle eût, un si grand ouvrage passoit ses forces: & je remarque seulement que dans ces tems de troubles horribles toutes ses démarches tendirent à la paix, & qu'elle soutint jusqu'au bout ce beau personnage qui lui convenoit si bien.

Aussi lorsqu'en 1360 le roi Jean relâché par les Anglois revint à Paris, l'Université s'étant présentée à lui pour le féliciter par une harangue sur son retour, fut reçue très favorablement;

Conduite
louable de
l'Université
dans les
troubles de
Paris.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 344-345.

Confirma-
tion des pri-
vilèges d'e-
xemption par
le roi Jean.
p. 361.

398 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ.
 & elle obtint peu après de ce prince, dans une si grande détresse de ses finances, une ordonnance adressée aux généraux des Aides, pour confirmer l'exemption dont elle jouissoit de tout subside, sans excepter même le droit de gabelle, dont elle n'avoit pû se faire affranchir par Philippe de Valois.

Contestation
 sur les limites
 entre les
 Nations de
 Picardie &
 d'Angleterre.

*Hist. Un.
 Par. T. IV.
 p. 335. 340.
 346.*

Il s'étoit élevé en 1356 une contestation entre les Nations de Picardie & d'Angleterre sur les bornes qui les séparoiént du côté des Pays bas. Les Nations, peu riches encore aujourd'hui, n'avoient alors absolument aucun autre revenu que les droits qu'elles percevoient de leurs candidats. Ainsi il étoit extrêmement intéressant pour elles d'enfermer une plus grande étendue de pays, qui leur fournît par conséquent un plus grand nombre de sujets. Malgré cet intérêt, la querelle dont il s'agit ici, se termina d'une façon très décente & par des voies pacifiques. On nomma de part & d'autre des commissaires pour discuter les droits respectifs des Nations contendantes. Il se tint entre eux plusieurs conférences, où l'affaire fut examinée sérieusement & à loisir : & enfin en

1358 les commissaires convinrent d'un accord, par lequel la Meuse & la Moselle devoient être reconnues pour barrière entre la Nation de Picardie & la Nation étrangere. Afin de donner à cet accord plus de force & une solidité durable, les deux Nations le firent ratifier & homologuer par toute l'Université. L'acte en fut passé le dix-huit Juillet, & scellé du grand sceau de l'Université & des sceaux des quatre Nations. Buridan fut employé dans cette affaire, & il soutint les droits de la Nation de Picardie, dont il étoit membre.

J'ai dit que le tribunal du Recteur & des Procureurs étoit premier juge des différends qui naissoient par rapport à la discipline scholastique dans la Faculté des Arts, & suivant le témoignage de Robert Goulet, il s'assembloit trois fois la semaine, les lundi, mercredi, & vendredi. De ce tribunal il y avoit appel à l'Université. Mais pour juger sur ces appels la difficulté étoit grande. L'Université ne pouvoit pas s'assembler en corps, aussi souvent que l'eût exigé un tel service : elle étoit obligée de s'en reposer sur des députés. Ses députés or-

Difficultés
sur l'appel
des jugemens
du tribunal
de la Faculté
des Arts à
l'Université.
*Hist. Un.
Par. T. I.
p. 331.*

400 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ordinaires sont les doyens & les procureurs. Delà il résultoit de deux choses l'une , ou que les procureurs se trouvoient juges sur l'appel des mêmes affaires qu'ils avoient déjà jugées en première instance , ce qui est contraire à tout principe ; ou que les doyens jugeant seuls , s'acquéroient une supériorité de juridiction qui écraseroit la Faculté des Arts. Cet embarras donna lieu en 1356 à une délibération de l'Université , dans laquelle trois Nations & la Faculté de Médecine prirent parti pour les Procureurs : les Facultés de Théologie & de Droit se contentèrent de nommer des députés pour examiner l'affaire. La décision en étoit , ce me semble , très difficile. Nous verrons par un fait de l'an 1366 que la Faculté de Droit se déterminâ contre le vœu & la prétention des Procureurs. Mais celle des Arts ne recula jamais. Il étoit trop contraire à ses intérêts de souffrir que les doyens seuls représentassent l'Université.

Décret de l'Université contre l'abbé de Ste Geneviève. Le trésor & les archives

Il y avoit eu l'année précédente, 1355, entre la Faculté des Arts & le chancelier de sainte Geneviève un démêlé , qui n'eut pas de grandes suites. Mais au commencement de l'an 1357 l'abbé

de cette maison s'attira de la part de l'Université un affront des plus violens. Il est vrai qu'il le méritoit bien. Il devoit tenir une conférence amiable avec les maîtres du collège de Sorbonne : & ceux-ci s'étant rendus chez lui, il souffrit que ses chambriers & serviteurs les battissent outrageusement, quelquesuns jusqu'à effusion de sang. L'Université s'assembla aux Bernardins le lendemain de l'Épiphanie, & quoiqu'elle n'eût point de juridiction sur l'abbé, parce qu'il n'étoit point de son corps, elle trouva néanmoins le secret de le punir en le privant de tout honneur possible de la part de la compagnie. Ce sont les termes de l'acte que je transcris. Le décret de l'Université fut publié le Dimanche suivant dans l'Eglise des Jacobins, malgré les prières & l'intercession d'une * reine de France, & d'un cardinal, qui ne sont nommés ni l'un ni l'autre. Le trésor de l'Université se gardoit dans la maison de sainte Geneviève : & nul dépôt ne convenoit mieux, vû que l'abbé étoit chargé par la bulle de Martin IV de lever les de-

transportés
Navarre.

Hist. Un.
Par. T. 11

p. 334. 33

* Il y avoit alors trois princesses qui portoient le titre de reines de France, Jeanne épouse du roi, Blanche veuve de Philippe de Valois, & Jeanne veuve de Charles le Bel.

402 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

niers qui formoient le trésor , peu considérable assurément. On ne crut pas qu'il fût à propos de le laisser plus longtems dans un lieu que l'on regardoit comme ennemi , & on le transporta au collège de Navarre. Les archives accompagnoient le trésor , & en faisoient partie.

Suite & fin de la contestation sur la prééminence du rectorat.

En l'année 1358 la contestation sur la prééminence du rectorat fut renouvelée, comme je l'ai dit , & mise en règle par la Faculté de Théologie. J'ai observé que le pape Innocent VI avoit comme préjugé l'affaire en faveur du Recteur par sa bulle, du vingthuit Juin de cette année. Néanmoins les Théologiens ne se tinrent point pour vaincus , & ne pouvant forcer le Recteur à céder à leur doyen la préférence , ils s'abstinrent des messes de l'Université & des funérailles des maîtres de la Faculté des Arts. Sur ce fondement le Recteur rendit contre eux un décret , par lequel il les déclaroit violateurs de leurs sermens & excommuniés , comme contrevenans au statut de Robert de Courçon en 1215 , dont ils avoient juré l'observation , & qui enjoignoit sous peine d'excommunication l'assistance aux funérailles. Les Théologiens appellèrent au pape

Nota Alta.

de ce décret, de tout ce qui l'avoit précédé, & de tout ce qui en pourroit fuivre : & le pape nomma pour commissaire le cardinal de S. Sixte. Il se fit de part & d'autre pendant quatre ans bien des procédures, dont le détail feroit ici ennuyeux & déplacé. Voici la conclusion.

Les maîtres en Théologie craignirent l'événement du procès, & sans vouloir convenir que leurs prétentions fussent mal fondées, ils prirent pourtant le parti d'y renoncer. Leur serment les embarrassoit. Ils avoient tous juré de soutenir constamment & persévéramment la primauté d'honneur & d'autorité de leur doyen sur le Recteur. Ils présentèrent requête à l'évêque de Paris, alléguant que le serment qu'ils avoient fait à bonne intention, se trouvoit par l'événement une source de divisions & de querelles, une cause de troubles & de scandales, un obstacle à la paix ; & en conséquence ils lui demandoient de les en absoudre. L'évêque par son ordonnance du treize Avril 1362 leur accorda les fins de leur requête. Ainsi fut rétablie la tranquillité dans l'Université, les droits & la prééminence du Recteur.

Hist. Un.
ar. T. IV.
p. 360. reconnus ; & le procès ne subsistant plus, la taxe qui avoit été imposée dans la Faculté des Arts pour en soutenir les frais , fut supprimée le vingt-trois Octobre de la même année 1362.

L'entreprise dans laquelle avoit échoué la Faculté de Théologie au quatorzième siècle , a été renouvelée trois cens ans après par les trois Facultés qui se disent supérieures , avec le même succès. C'est à l'occasion de cette dernière querelle que les théologiens firent imprimer les actes qu'ils avoient de l'ancienne. Il me paroît singulier qu'ils ayent publié comme triomphantes pour leur cause des pièces qui aboutissent à un désistement. C'est de ces pièces que j'ai tiré les principales circonstances du récit abrégé que je viens de donner.

Pauvreté honorable de nos pères.
Vetera Aſſa,
p. 21.

Je ne puis omettre un témoignage précieux de la pauvreté honorable de nos pères , qui se rencontre dans une de ces pièces. Le Recteur & les maîtres de la Faculté des Arts demandent un délai en ces termes : » NOUS , DONT LA
» PROFESSION EST DE N'AVOIR POINT
» DE RICHESSES , nous avons peine à
» trouver de l'argent pour le salaire
» des Procureurs & des Avocats , qu'il
» nous faut employer. »

§. I I.

LA fondation du collège de Boissi fut approuvée & autorisée par l'Université le sept Mars 1359 : & ce fait m'avertit de parler ici de plusieurs autres collèges, qui avoient été établis dans les années précédentes.

Fondations
de collèges.

Le premier dans l'ordre des dates de fondations est le collège Mignon ; aujourd'hui de Grandmont. Duboullai & l'historien de Paris en rapportent les commencemens à l'an 1343. Mais l'ouvrage ne peut avoir été alors qu'ébauché, ou même projeté. Ce qui est certain, c'est que le fondateur Jean Mignon, clerc du roi & maître des comptes, ne l'avoit pas encore fort avancé, lorsqu'il mourut en 1348, & il chargea par son testament Robert Mignon son frère de remplir ses intentions. Il paroît qu'il y eut de la négligence de la part de celui-ci : & l'Université, comme protectrice de tout établissement tendant au bien des Lettres, fit citer en 1359 devant le Roi ce trop lent exécuteur, & elle obtint contre lui un jugement, par

Collège
Mignon, au-
jourd'hui de
Grandmont.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 281.

Hist. de
Paris, T. I.
p. 595.

lequel il fut dit que Robert Mignon feroit incessamment toutes les diligences & toutes les dépenses nécessaires pour l'institution & érection du collège fondé par son frere , & qu'en particulier il lui acquerroit avant la fête de Noël prochaine dans un fond relevant immédiatement du roi huit-vingts livres Parisis de rente pour l'entretien de douze boursiers. De plus , à la requête des parties , le roi désirant de tout son cœur , comme il le témoigne , de prendre part à une œuvre de piété & de dévotion , de voir fleurir l'Université , de lui épargner les procès & les querelles , & de l'entretenir dans une heureuse paix , déclara qu'il amortissoit les acquisitions qui se feroient pour l'institution du collège. Mais moyennant cette faveur , & vraisemblablement , quoique la chose ne soit pas exprimée , pour punir la négligence de l'exécuteur testamentaire , le roi s'attribua les droits de fondateur , & de collateur des bourses, voulant bien néanmoins s'astreindre à donner la préférence , suivant le vœu du testateur , à ceux qui seroient de sa parenté. En 1584 le roi Henri III donna ce collège aux moi-

DE PARIS , LIV. IV. 407
nes de Grandmont , & malgré la ré-
clamation de l'Université ils en sont
restés en possession.

Le premier fondateur du collège de Chanac , est Guillaume de Chanac , évêque de Paris , qui s'étant fait donner pour successeur Foulques son neveu , parce qu'il étoit devenu patriarche d'Alexandrie , mourut en 1348. La fondation fut dans la suite amplifiée par quelques autres prélats de sa famille & de son nom. Ce collège porta d'abord le nom de ses auteurs. Lorsque la maison de Chanac fut éteinte , & fondue dans celle de Pompadour , il prit le nom de ceux à qui les droits des fondateurs avoient passé. On l'appelle plus communément aujourd'hui collège de S. Michel. Sa destination est pour des étudiants du Limousin. La mémoire est encore récente parmi nous d'un élève de ce collège , qui par des circonstances uniques est parvenu aux plus hautes dignités , Guillaume cardinal Dubois.

Collège de
S. Michel.

Hist. de Pa-
ris , T. I.
p. 596.

J'ai peu de choses à dire sur le collège des trois Evêques , autrement dit de Cambrai , fondé en 1348. Son nom annonce l'histoire de son origine. Trois évêques , Hugues de Pomart

Collège des
trois Evê-
ques.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 319.
& Hist. de

Paris, T. I. p. 602. 1. Evêque de Langres, & ensuite d'Autun, Hugues d'Arci évêque de Laon, Guillaume d'Auffone évêque de Cambrai, se réunirent pour le fonder. Il a beaucoup souffert, tant par le retranchement d'une partie de ses bâtimens & de son terrain, qui a été prise pour la construction du collège royal, que par la possession où la Faculté de Droit s'est mise d'y faire ses leçons & ses actes, & en conséquence de s'attribuer la propriété de la salle. L'objet de la fondation n'est pas néanmoins entièrement anéanti. Ce collège a encore des boursiers & un principal.

Collèges de Boncour, de Tournai, & de Justice. Hist. Un. Par. T. IV. p. 327. 328. Hist. de Paris, T. I. p. 609. 610. L'année 1353 vit naître trois nouveaux collèges, dont le plus célèbre est celui de Boncour. Il eut pour fondateur Pierre Bécoud, chevalier, qui légua pour cet établissement l'hôtel qu'il avoit sur le mont sainte Geneviève, & certains revenus spécifiés dans son testament. Son bienfait regardoit le diocèse de Têrouane, auquel il vouloit fournir des sujets capables d'y porter la lumière de la bonne doctrine. C'est donc dans cet évêché, en exceptant néanmoins la partie qui relevoit de la Flandre, qu'il ordonna que l'on choisît les boursiers qui composeroient

roient son collège. Il en fixa le nombre à huit , y compris le maître : & ils devoient étudier en Logique , & en Philosophie naturelle & morale. Le fondateur leur nomma pour supérieurs & proviseurs les abbés de S. Bertin & du Mont S. Eloi. Ce collège a été très florissant , particulièrement au seizième siècle , sous le principal Pierre Galand , dont nous aurons occasion de parler plus d'une fois ; & il comprenoit alors l'exercice de toutes les classes. Il est aujourd'hui bien tombé. Les docteurs de Navarre , le trouvant à leur bienfiance , se le sont approprié pour s'y ménager des logemens. Ils ont même dans ces derniers tems fait disparoître jusqu'aux vestiges du nom du fondateur , & de l'ancien état du collège , en mettant au-dessus de la porte cette inscription : *Maison des docteurs de Navarre.*

On croit que le collège de Tournai est à peu près de même date que celui de Boncour , avec lequel il communiquoit par une porte , qui donnoit entrée de l'un dans l'autre. Il a passé aussi en la possession des docteurs de la maison de Navarre.

Le collège de Justice fut fondé par

Jean de Justice, chantre de Bayeux & chanoine de Paris. Il subsiste en fort bon état dans la rue de la Harpe.

Collège de Boissi.

*Hist. Un.
Par. T. I V.
p. 349.*

*Hist. de Pa-
ris, T. I.
p. 612.*

Le collège de Boissi, dont la fondation fut acceptée & admise par l'Université en 1359, me paroît mériter, par des circonstances particulières, que je traite avec quelque étendue ce qui le concerne. Il est établi pour la parenté des fondateurs, tant du côté maternel que du côté paternel, & cette loi s'est maintenue jusqu'aujourd'hui dans une exacte & fidèle observance. De plus, l'acte de fondation respire une piété, une simplicité, une candeur, tout-à-fait édifiantes.

Pour constater le droit de ceux qui doivent posséder les places de ce collège, & pour en exclure les étrangers, il a fallu dresser un arbre généalogique, & c'est un aspect curieux que celui de ce tableau. Dans l'espace de quatre cens ans le nombre des parens des fondateurs s'est extrêmement multiplié par les alliances, & les uns sont demeurés dans l'état de leurs pères, les autres sont tombés au-dessous, quelquesuns se sont élevés plus haut. De là résulte un mélange de toutes les conditions. Dans cet arbre généalo-

DE PARIS, LIV. IV. 417
gique vous trouvez des laboureurs ,
de pauvres payfans , des artisans , des
marchands , des gens de robe , des
magistrats , des militaires , des sei-
gneurs : & rien ne met plus sensible-
ment sous les yeux la maxime conte-
nue dans ces deux vers que tout le
monde fait :

*L'un a dételé le matin ,
L'autre l'après dinée.*

Je ne transcrirai pas ici tout ce
que je trouve d'édifiant dans l'acte de
fondation. La confiance aux prières
des Fidèles , & surtout en la vertu du
sacrifice de la messe , y est exprimée
d'une manière qui annonce dans celui
qui parle un cœur pénétré de Reli-
gion. L'amour des pauvres , accompa-
gné d'une humble & naïve simplicité ,
me charme dans ces paroles : » C'est
» une aumône que nous prétendons
» faire en vûe de Dieu à de pauvres
» écoliers , qui n'ayent point d'ailleurs
» de quoi se soutenir dans les écoles.
» Si notre famille venoit à manquer ,
» on pourroit choisir des sujets dans
» le village de Boissi , ou lieux circon-
» voisins , pourvû qu'ils ne soient point
» nobles , mais du petit peuple , &c

412 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» pauvres , comme nous & nos pères
 » l'avons été. » L'esprit de reconnois-
 sance paroît encore en ce que le fon-
 dateur , au défaut de ses parens & de
 ses compatriotes , appelle les enfans
 de la paroisse de S. André des Arcs ,
 » sur laquelle , dit-il , mon oncle &
 » moi nous avons reçu nos principaux
 » accroissemens de fortune. »

Ce fondateur si vertueux se nomme
 lui-même dans l'acte Etienne Vidé
 de Boissi-le-sec , chanoine de Laon ,
 & il procède tant en son nom , que
 comme exécuteur testamentaire de
 Godefroi de Boissi son oncle , qui
 avoit été clerc du roi. Godefroi , ou-
 tre plusieurs legs pieux qu'il détermi-
 noit dans son testament , avoit ordon-
 né que ce qui resteroit de ses biens ,
 après les legs acquités , fût employé à
 quelque bonne œuvre , dont il laissoit
 le choix à son neveu & exécuteur tes-
 tamentaire. Etienne Vidé crut ne pou-
 voir mieux remplir les intentions de
 son oncle , qu'en fondant un collège
 pour y entretenir des étudiants en Gram-
 maire , en Logique , en Droit canon ,
 & en Théologie : & afin de rendre
 l'œuvre plus complète , il suppléa de
 ses biens propres à ce que la suc-

DE PARIS, LIV. IV. 413
cession n'auroit pas pû fournir.

Il commença à exécuter sa fondation de son vivant : mais elle ne devoit avoir son entier accomplissement qu'après qu'il seroit décédé ; & alors elle devoit comprendre douze étudians , dont un prêtre & chapelain de la maison , & un maître. Les douze étudians devoient être partagés suivant les quatre * Facultés auxquelles étoit consacré le collège , trois dans chacune , c'est-à-dire trois Grammairiens , trois Logiciens , trois Décrétistes , trois Théologiens : & le fondateur , grand amateur de la paix , & voulant , comme il le dit lui-même , que tous les élèves pour lesquels il travailloit , fussent nourris dans l'humilité , & que le plus grand d'entre eux devînt comme le plus petit , ordonne que si une des Facultés s'élève par orgueil au-dessus des autres , & porte ainsi le trouble dans la maison , elle soit retranchée à perpétuité , & que les places qu'elle laissera vacantes accroissent au profit des Facultés pacifiques.

Il attribue la supériorité du collège

* C'est le terme original : & l'usage qui en est fait ici prouve que cette dénomination n'é-

	toit pas attachée par droit exclusif aux quatre Facultés de l'Université.
--	---

414 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
& la collation des places au chancelier
de l'Eglise de Paris & au Prieur des
Chartreux.

Tout étant ainsi réglé , Etienne Vidé se présenta à l'Université , & demanda qu'elle daignât aggréger à son corps le collège & les boursiers qu'il fondeoit , les mettre sous sa protection & sauvegarde , & les associer à ses privilèges. L'Université nomma des députés , qui furent le Recteur , trois docteurs en Théologie , en Droit , & en Médecine , & les trois Procureurs des Nations de France , Picardie , & Normandie. Ces députés ayant pris connoissance de l'affaire , approuverent la fondation , accordèrent à Etienne Vidé l'effet de sa requête , & ils mirent même en possession actuelle de la maison & de ses appartenances , le maître & les boursiers déjà institués par le fondateur. L'acte en fut dressé , & scellé du grand sceau de l'Université , le 7 Mars 1359.

Le collège de Boissi après plusieurs vicissitudes , auxquelles la longueur du tems ne sauroit manquer de donner lieu , a été rétabli dans son ancien lustre par Guillaume Hodey , principal plein de zèle , qui mourut en l'an-

née 1717. Cette maison a eu au seizième siècle un chef illustre, Claude de Saintes, docteur en Théologie, & évêque d'Evreux, fameux controversiste, & digne de toutes sortes d'éloges, si le fanatisme de la Ligue, auquel il se livra, n'eût déparé ses vertus. Elle a produit encore d'autres sujets dignes de recommandation.

En 1361 l'Université fit usage, ^{L'Université} ^{nomme un} ^{curé de S.} ^{Côme.} ^{Hist. Un.} ^{Par. T. I} ^{p. 362.} ^{Faits moins importants.} ^{p. 362. 361} bablement pour la première fois, de son droit de patronage sur la cure de S. Côme. Elle nomma curé de cette paroisse Albert de Saxe, célèbre professeur en Philosophie, qui avoit été Recteur. A cette occasion Duboullai rapporte plusieurs particularités remarquables par rapport aux droits que la Nation d'Angleterre, aujourd'hui d'Allemagne, peut prétendre sur l'Eglise de S. Côme. Le même écrivain a traité cette matière avec encore plus d'étendue, dans son mémoire sur les bénéfices de l'Université.

Le Recteur Gobert de Montberaud, élu au mois de Décembre de la même année 1361, eut des combats à soutenir contre les gens de Finance, pour l'exemption de tout subside accordée à l'Université.

4. L'UNIVERSITÉ DE CONSTANTINOPLE

Le Collège d'abord établi dans la ville de Constantinople une Faculté de Théologie avec les autres parties dont compose celle de Paris, ce même Collège fit des démarches pour se joindre à un Collège d'ailleurs, qui à cet égard comme préparation aux études des maîtres de l'Université de Paris pour l'enseignement de la Théologie.

En 1362 le prévôt de Paris, après plusieurs refus, prêta le treize Juin les sermens auxquels il étoit astreint envers l'Université.

*Fondation
du Collège
de la Vierge.*

*Hist. Un.
Fr. T. IV
p. 344 &
349.*

J'ai parlé ailleurs du collège de Constantinople, dont l'origine est fort incertaine. Voici ce que l'on en croyoit au milieu du quatorzième siècle. La tradition étoit que ce collège devoit son existence à Pierre d'Asti patriarche de Constantinople en 1286, qui avoit eu dessein de fonder des bourses pour des étudiants du diocèse d'Asti en Piémont & lieux circonvoisins, & qui prévenu par la mort n'avoit pû exécuter son projet. S'il en est ainsi, ce que nous avons dit d'après Filescac touchant la fondation du collège de Constantinople souffre de grandes difficultés. Peut-être néanmoins les deux tra-

ditions ne font-elles pas inconciliables : & la fondation de Pierre d'Asti peut avoir été une simple addition à une fondation plus ancienne. Quoi qu'il en soit, en 1362 ce collège tomboit en ruine, & il n'étoit occupé que par un seul étudiant, Yvan prêtre du diocèse de Novare.

Jean de la Marche, professeur de Philosophie, homme illustre dans l'Université, qui avoit été Recteur dans le fort des contestations entre les Facultés de Théologie & des Arts, résolut d'empêcher la désolation totale du collège de C. P. & même, à ce qu'il paroît, d'en faire le berceau d'une nouvelle fondation qu'il avoit projetée dans son esprit. Il commença par s'y établir comme locataire en vertu d'un bail passé pour neuf ans avec Yvan, seul possesseur apparent du collège, moyennant le prix de dix livres Parisis par an : & comme il doutoit que ce bail fût assez solide, il le fit ratifier, & entant que besoin seroit, réhabiliter par l'Université, qui se regardoit comme ayant l'administration supérieure de toutes les maisons établies pour des étudiants. L'acte en fut dressé le 19 Juillet de l'an 1362.

428 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Jean de la Marche ne suivit pas l'exécution de son plan , mais il se fit remplacer par Guillaume de la Marche son neveu , maître ès Arts & bachelier en Droit. Celui-ci entra parfaitement dans les vûes de son oncle. Il fit avec Yvan un bail , dans lequel il comprit une seconde maison , voisine & dépendante du collège de Constantinople ; prenant sur lui les réparations & autres charges desdites maisons. Il eut soin de faire aussi intervenir dans cette affaire l'autorisation de l'Université , qui donna son consentement le quinze Décembre 1363. La durée du bail étoit de neuf ans , à commencer à la S. Jean de l'année 1364.

En 1374 Yvan n'existoit plus , ou du moins ne paroissoit plus dans le collège , & il n'avoit point eu de successeur. Alors Guillaume de la Marche s'adressa directement à l'Université , qui lui céda à emphythéose perpétuelle le collège de Constantinople & ses dépendances , moyennant vingt livres Paris de rente. L'Université agissoit comme maîtresse de disposer de ce collège. Mais son administration étoit fidèle & désintéressée. Elle n'entournoit rien à son profit. Des vingt li-

vres Parisis que devoit payer Guillaume, quatorze étoient absorbées pour les cens & rentes ; & les six livres restantes devoient être employées à soulager & aider de pauvres écoliers.

Guillaume de la Marche accomplit enfin par son testament le projet formé longtems auparavant par son oncle & par lui-même. Il fonda six boursiers, quatre de la Marche en Barrois, dont il étoit natif, & deux de Rosières aux Salines, ville du duché de Lorraine dont il avoit été curé. A la tête de ces six étudiants il ordonna que fût mis un Maître ès Arts prêtre, pour les gouverner, les instruire, & leur dire la messe trois fois par semaine. Il nomma plusieurs exécuteurs de son testament, entre lesquels se signala Beuve ou Beuvin de Winville en Lorraine.

Celui-ci ne se contenta pas d'exécuter avec zèle les pieuses volontés de son ami ; il s'en rendit le généreux imitateur, & à son exemple il fonda six bourses dans la même maison pour des sujets de Winville, où il étoit né, & il ajouta au maître un chapelain. Il fit approuver & ratifier tous ces arrangements par Jean de la Rochetaillée.

420 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
patriarche de Constantinople & administrateur perpétuel de l'évêché de Paris, qui donna ses lettres de confirmation le 19 Mai 1423.

En conséquence des nouvelles fondations le nom de collège de Constantinople fut éteint, & on y substitua celui du collège de la Marche - Winville, qui d'abord subsista dans le même lieu, c'est-à-dire près la place Maubert. Dans la suite les principal, chapelain, & boursiers se sont transportés plus haut, rue de la Montagne : & ils y forment aujourd'hui & depuis longtems le collège de la Marche, l'un des dix où fleurit le plein exercice de toutes les classes. Le nom du second fondateur, Winville, quoique conservé dans les actes, n'est guères connu dans l'usage commun.

Appel d'une
Nation à la
Faculté des
Arts, & en-
suite à l'U-
niversité.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 372.

Je trouve sous l'année 1362, qui est celle des premiers arrangemens tendans à la fondation du collège de la Marche, un fait de peu d'importance & mal éclairci, mais remarquable néanmoins par rapport à la police intérieure & au régime de l'Université. Il s'étoit éleyé dans la Nation de France une contestation, dont on ne nous dit point le sujet. Le parti qui

succomba , appella à la Faculté des Arts , & le vingt-quatre Septembre les trois autres Nations jugèrent l'appel , & le déclarèrent nul & injuste. Le vingt-huit du même mois nouvel appel à l'Université , qui étoit assemblée chez les frères Prêcheurs. L'Université confirma le jugement de la Faculté des Arts.

L'occasion de l'assemblée de l'Université étoit un service qu'elle faisoit célébrer pour le repos de l'ame du pape Innocent VI , mort le douze du mois. On donna pour successeur à ce pontife Grimoald abbé de S. Victor de Marseille , grand Canoniste , amateur des études & des lettres , & qui avoit professé pendant longtems à Montpellier & à Avignon. Duboullai donne à entendre que Grimoald enseigna à Paris. C'est ce que je n'ose assûrer sur le témoignage seul de cet écrivain , qui même n'est pas bien clair. L'abbé de S. Victor de Marseille fut élu pape le vingt-huit Octobre , & prit le nom d'Urbain V.

Les promotions au doctorat étoient alors des affaires auxquelles les papes s'intéressoient. J'en ai déjà cité quelques exemples. Urbain V adressa le

Urbain V
pape.

Hist. Un.
Par. T. I,
p. 373.

Affaires
moindre ce
séquence.
Ibid.

422 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

seize Décembre une bulle au chancelier de Notre-Dame, pour lever quelques difficultés qui s'opposoient au désir qu'avoit le gardien des Cordeliers de Reims de devenir docteur de Paris.

lib. Un.

T. IV.

p. 379.

Ces ordres souffroient quelquefois de la difficulté dans l'exécution. En l'année suivante 1363 un Cordelier docteur d'Oxford ayant obtenu du même pape une bulle de faveur & de dispense pour être agrégé à la Faculté de Théologie de Paris, lorsque l'on délibéra dans l'Université sur cette bulle, il fut dit par la Faculté des Arts que l'on nommeroit des députés pour examiner l'affaire, & pour donner leur avis sur le parti qu'il convenoit de prendre. Cette délibération a l'air d'un honnête refus.

p. 376. Je remarque vers ces mêmes tems un fait unique. Quatre bénéfices sont offerts à l'Université par l'évêque du Mans, pour être distribués entre les quatre Facultés, en sorte que chacune nommât à l'un de ces bénéfices un de ses suppôts.

sur la

ence de

bille.

it.

p. 374.

J'ai déjà observé que nos pères étoient extrêmement attentifs à la décence de l'habillement. Quelques

maîtres se relâchoient sur cet article, & venoient aux assemblées en manteau. Cette licence qu'ils se donnoient, fut regardée comme un scandale, auquel il falloit remédier. Ainsi l'Université assemblée chez les FF. Prêcheurs le 3. Février 1363 fit un statut portant défense à tout maître, de quelque Faculté ou Nation qu'il fût, de se présenter autrement qu'en habit décent, c'est-à-dire avec la chappe ou épitoge, soit aux assemblées tant générales que particulières, soit aux députations, thèses, ou autres actes publics; & elle ordonna que s'ils manquoient à l'observation de cette loi, leurs voix ne fussent point comptées, & que même le Recteur les fît sortir.

Deux rétractations de docteurs en Théologie dans les années 1362 & 1363 font honneur à la vigilance du chancelier & de la Faculté de Paris, pour conserver la pureté de la doctrine & du langage de la Foi. L'un de ces docteurs, nommé Louis, avoit avancé des erreurs réelles, quoique très subtiles, particulièrement sur l'immutabilité de Dieu, & sur les actes de la volonté divine par rapport à la production des créatures. Les propositions

Rétractations d'erreurs.

Hist. Un.
Par. T. IV
p. 374. 67
377.

424 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

que l'on reprochoit à l'autre , qui est un docteur connu , Jean des Chaleurs, & qui parvint lui-même en 1351 à la dignité de chancelier de l'Eglise de Paris, étoient plutôt des locutions in- considérées , que des erreurs formelles. Ils s'expliquèrent l'un & l'autre , & rétractèrent ce qu'ils avoient dit de répréhensible.

Libéralité de la Nation d'Angleterre envers les Recteurs tirés de son corps.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 377.

Le Recteur en place étant mort au mois de Septembre 1363 avant que d'avoir achevé le tems de sa magistrature , on lui substitua un régent de la Nation d'Angleterre. Il étoit pauvre vraisemblablement , ainsi que plusieurs de ses prédécesseurs , & il demanda à sa Nation que pour soutenir la dignité rectorale , elle lui assignât & à ses successeurs qui seroient tirés de la compagnie douze Florins : ce qui lui fut accordé. Mais la Nation elle-même n'étoit pas riche , & pour subvenir à cette dépense elle imposa une légère taxe sur les procureurs , questeurs , & examinateurs , à mesure qu'ils entroient en charge.

Bonté du roi Charles V pour l'Université.

Le roi Jean mourut en 1364 , & Charles son fils aîné lui succéda , prince dont la mémoire a toujours été chérie & respectée des François. Elle

doit l'être singulièrement des gens de Lettres, & de l'Université de Paris, qu'il aima & combla de faveurs. Nous avons sur ce point un témoignage précieux.

C'est celui de Christine de Pisan, *Mém. de l'Ac des Bell. Lettres, T. II. p. 747 & suiv.* dame illustre par son esprit & par son savoir, qui ayant longtems vécu à la cour de Charles V, fut ensuite chargée d'écrire sa vie par Philippe duc de Bourgogne son frère. Je rapporterai les termes originaux de l'auteur, plus agréables, je pense, en leur vieux langage. » Que le roi Charles, dit Christine, » amast science & l'estude, » bien le montrait à sa très amée fille » l'Université des clerks de Paris, à » laquelle gardoit entièrement les privilèges & franchises, & plus encore » leur en donnoit, & ne souffrist que » leur fussent enfrains. La congrégation des clerks avoit en grant reverence. Le Recteur, les maîtres & les » clerks solennels, dont il y a maint, » mandoit souvent pour oyr la doctrine » de leur science, ufoit de leurs conseils de ce qui appartenoit à l'esperituallité, moult les honnoroit & » portoit en toutes choses, tenoit benivolans & en paix. »

Ce prince avoit des Lettres, & il

Son goût
pour les Let-
tres. Tradu-
ctions faites
par son or-
dre.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 379.*

*Mémoires de
l'Ac. des Bel-
les Lettres.*

entendoit bien le Latin, sans avoir besoin qu'on le lui expliquât. C'est ce qu'atteste encore Christine de Pisan : & son autorité me paroît ici préférable à celle de Robert Gaguin, écrivain de beaucoup postérieur, qui suppose le contraire. Ce fut donc moins pour son usage que pour celui de ses successeurs, à qui il vouloit préparer des secours pour une instruction facile, que Charles fit traduire de Latin en François les livres qu'il jugeoit les plus nécessaires, dans le sacré & dans le profane, la Bible avec sa glose, le traité de S. Augustin de la cité de Dieu, les morales & les politiques d'Aristote, Végèce, Valère-Maxime, Tite-Live, & un grand nombre d'autres. Parmi les ouvrages traduits de Latin en François je compte ceux d'Aristote, parce que la traduction Françoisise en fut faite non sur l'original, mais sur la version Latine. Le roi prenoit sur lui le soin de récompenser le travail de ces traducteurs : & il mit ainsi en vogue la pratique déjà connue avant lui, mais peu commune, de faire passer dans notre langue les richesses de l'antiquité.

Le plus célèbre des traducteurs em-

employés par Charles V, fut Nicolas Oresme, qui avoit été son précepteur. Nicolas Oresme.
 C'est l'un des plus illustres membres Hist. Un. par. T. I. p. 977.
 de notre Université, docteur en Théologie & grand-maître de la maison de Navarre, & il devint successivement chanoine de la sainte chapelle, doyen de l'Eglise de Rouen, & enfin évêque de Lisieux. Il eut pour son département les morales & les politiques d'Aristote, qui n'étoient pas la tâche la plus aisée. Il observe lui-même que les morales d'Aristote, quoique traduites en Latin, n'étoient pas faciles à entendre; & que le roi en vûe du bien public a voulu qu'on les mît en François; afin que lui-même & les seigneurs de son conseil pussent en pénétrer plus promptement & plus profondément le sens. Oresme reçut du roi cent francs en 1371 pour la traduction des morales, outre quelques autres deniers qui lui avoient déjà été assignés. La version des politiques & des économiques fut récompensée par une pension.

Charles par toutes ces traductions enrichit sa bibliothèque, qu'il affectationnoit extrêmement, ainsi que nous Bibliothèque de Charles V. Mémoires de Christine de Pisan. l'Ac. des B. les Lettres.
 l'apprenons de Christine de Pisan. Cette dame loue » la belle assemblée.

« L'ESCRITURE DE L'UNIVERSITÉ
 « DE NOTABLES LIVRES, & DE BELLE LIBRAIRIE
 « QUI AVOIT DE TOUTES LES PLUS NOTABLES
 « VOLUMES, QUI PAR SOUVAINS AUTEURS
 « AVANT ÉTÉ COMPILES, SOIT DE LA MÉDECINE
 « ÉCRIVANT, DE THÉOLOGIE, DE PHILO-
 « SOPHIE, & DE TOUTES SCIENCES, MONT
 « ÉTÉ SOUVAINS & RICHEMENT ADORNÉS,
 « & DE TOUTS TEMPS LES MEILLEURS ÉCRIT-
 « VAINS QUI ON PEUT TROUVER OCCUPÉS
 « POUR LUI EN TEL OUVRAGE. » Charles
 amassa ainsi tant de volumes, nom-
 bre considérable dans un tems où
 l'imprimerie n'étoit pas encore inven-
 tée. On peut consulter sur l'histoire
 de cette bibliothèque le mémoire de
 M. Boivin, d'où j'ai tiré la plus gran-
 de partie de ce que je viens de dire.

Détails sur
 les témoi-
 gnages de
 bonté de
 Charles V
 envers l'Uni-
 versité. Pri-
 vilèges.

Hist. Un.
 Par. T. 1 V.
 p. 180.

Nous avons vu que Christine de
 Pisan atteste la grande affection que
 portoit le roi Charles V à l'Univer-
 sité de Paris. Nos monumens nous
 fournissent sur ce point quelques dé-
 tails.

A son retour du sacre, l'Univer-
 sité suivant l'usage le complimentait ;
 & nos registres assurent que le roi la
 reçut gracieusement, & se recom-
 manda à elle. Ce sont les termes de
 l'original.

Aux paroles Charles joignit les

effets. Les écoliers de l'Université jouissoient d'une exemption générale de toute imposition sur les provisions nécessaires à leur subsistance, & sur les productions de leur crû. Les fermiers des aydes, ennemis par état de toute exemption, fatiguoient & véxoient l'Université par mille chicanes. Ils incidentoient particulièrement sur la qualité de ceux qui se disoient exemts: & comme Charles V, prince sage & œconome, sentoît le besoin de mettre l'ordre dans ses finances, il écouta d'abord les représentations des fermiers sur les fraudes qu'ils prétendoient se commettre à l'abri du privilège, & il accorda à leur importunité un règlement qui astreignoit les écoliers à joindre, pour constater leur état, un certificat du chancelier de l'Eglise de Paris à celui du Recteur. Cette précaution inusitée dérogeoit visiblement à la dignité du Recteur. Elle enflait le chancelier, qui n'avoit que trop de pente à étendre ses droits & ses pouvoirs. Elle ne pouvoit donc être que très désagréable à l'Université: & peut-être les fermiers l'avoient-ils prévu, & s'étoient-ils flattés de détruire ainsi par une voie in-

*Hist. V.
Par. T. 1.
p. 385.*

430 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
directe le privilège qu'ils n'osoient
attaquer de front. Mais s'ils con-
quirent cette espérance, elle fut trompée
par la fermeté de la Faculté des Arts.
Car ce fut à cette Faculté que l'Uni-
versité fut redevable de n'avoir point
subi un joug peu honorable pour le
chef de la compagnie, & par consé-
quent pour la compagnie elle-même.
Les trois autres Facultés consentoient
l'exécution du règlement. Les régens
des Arts s'y opposèrent, & firent tant
par leurs réclamations qu'ils ramenè-
rent à leur avis les trois Facultés : en
sorte que d'un consentement unani-
me il fut dit que l'on feroit une dé-
putation au roi pour le prier de con-
server l'honneur de la dignité rec-
torale.

Charles, qui aimoit l'Université,
lui avoit réservé une oreille. Il lui
donna audience le vingt-deux Janvier
1366 en grande cérémonie, assis dans
sa chambre, & accompagné des ar-
chevêques de Reims & de Sens, des
évêques de Paris, de Beauvais, & de
Séez, du comte d'Etampes & de son
frère, du connétable, & d'un grand
nombre d'autres seigneurs. Après avoir
écouté les représentations du Recteur,

il lui rendit par l'organe de son chancelier une réponse favorable. Il déclara que le certificat du Recteur suffiroit seul pour faire foi : & ayant mandé les fermiers des aydes, il leur ordonna de respecter les privilèges de l'Université, les menaçant, s'ils y contrevenoient, de les punir d'une façon exemplaire.

Un arrêt ainsi prononcé étoit sans doute d'une grande force. Mais Charles voulut encore le munir de déclarations de sa volonté données dans la forme la plus solennelle. Il adressa pour cet effet deux ordonnances aux généraux des aydes, l'une en 1369, l'autre deux ans après en 1371. Par la première il renouvela & confirma le privilège d'exemption générale dont ses prédécesseurs avoient gratifié les écoliers de l'Université & ses bedeaux, tant à l'égard de ce qu'ils achetoient pour leur subsistance, que par rapport à la vente des fruits provenans des terres de leurs bénéfices, ou de leurs fonds patrimoniaux. Dans la seconde il faisoit mention du certificat du Recteur, & il s'expliquoit sur la permission accordée aux écoliers de vendre sans payer aucun droit les produc-

*Privil. de
l'Université.
p. 83 & 84.*

432 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tions de leur crû. Il ne leur laissoit la jouissance de leur privilège que dans Paris pour la vente en détail : ailleurs il le bornoit à la vente en gros.

C'étoit si bien son intention de faire jouir les écoliers de l'Université d'une exemption pleine & entière, qu'ayant été obligé en 1372 d'ordonner des levées de bleds en Picardie *pour le fait de la mer*, c'est-à-dire pour un embarquement qui se préparoit, il déclara par une ordonnance expresse que les bleds appartenans aux écoliers ne devoient point être soumis à cette contribution.

L'Université
protégée par
Charles V
contre le pré-
vôt de Paris.

Les financiers n'étoient pas les seuls qui vexassent l'Université. Le prévôt de Paris ne s'acharnoit pas moins à en troubler & tourmenter les suppôts dans leurs personnes : & elle trouva dans le roi Charles la même protection contre les injustices de ce magistrat, que contre l'avidité des gens d'affaires.

Hist. Un.
PAR. T. IV.
p. 380.

Dans la première querelle qu'elle eut à soutenir contre le prévôt sous le règne de Charles V, (c'étoit en 1364 peu après son avènement à la couronne) l'autorité du roi n'intervint pas. Aussi l'Université n'obtint-elle pas
pleine

pleine justice. Le prévôt. ayant fait emprisonner plusieurs fois des maîtres & des écoliers de l'Université, même dans leur habit académique, fut mandé par le Recteur devant la compagnie assemblée. Il comparut, il s'excusa beaucoup, & il promit que ses huissiers ou sergens, qui comparurent pareillement, répareroient par leurs soumissions l'injure qu'ils avoient faite à l'Université. Mais ce n'étoient que de belles paroles. Le Recteur lui proposa de renouveler le serment qu'il avoit déjà prêté à l'Université : il lui fit lire le privilège ou diplôme, dont sa charge l'obligeoit de maintenir l'observation. Le prévôt refusa le serment, sous prétexte que ce privilège contenoit plusieurs articles, qu'il lui étoit impossible d'exécuter. Ce refus manifestoit assez sa mauvaise volonté : & il ne tarda pas à en donner à l'Université des preuves effectives.

Les écoliers de S. Nicolas du Louvre prétendoient avoir droit de franchise dans toute l'enceinte de leur cour & des maisons qui en dépendoient. En conséquence ils crurent pouvoir sans crainte, le jour de S. Nicolas six Décembre 1365, pousser les réjouissan-

*Hist. Un.
Par. T. IV
p. 385. C
Hist. de Pa
ris, T. I.
p. 656.*

ces de leur fête bien avant dans la nuit. Cependant les sergens du Châtelet, ou archers du Guet, qui faisoient leur ronde, les attaquèrent sans respecter la franchise du lieu. Quelquesuns des écoliers furent pris & menés en prison : d'autres se défendirent, & furent maltraités par les archers, qui commirent de grandes violences, non seulement dans la cour & dans le collège, mais jusques dans la chapelle & le cimetière qui y étoit joint. L'évêque de Paris, comme supérieur & proviseur de la maison, & l'Université, comme protectrice de tous ses collèges, portèrent leurs plaintes au roi, s'en remettant néanmoins à ce qu'il lui plairoit d'ordonner sur toute cette affaire. Le roi s'étant instruit des faits, prononça son jugement, dans lequel on reconnoît & sa bonté pour l'Université, & les vûes supérieures de sagesse, qui le tenoient en garde contre les abus des franchises. Il voulut que le prévôt en sa présence & en plein conseil s'excusât envers l'Université, & protestât avec serment qu'il n'avoit point eu de part aux violences commises contre les écoliers de S. Nicolas du Louvre, & qu'au contraire,

il désiroit , suivant le dû de sa charge , maintenir & défendre la tranquillité & la sûreté des suppôts de l'Université. Les sergens , au nombre de quatre , auteurs directs des voies de fait , furent traités plus rigoureusement. Le roi ordonna qu'ils demanderoient pardon à genoux , & feroient une espèce d'amende honorable , premièrement à lui , pour avoir enfreint sa sauvegarde royale , ensuite à l'évêque , puis au Recteur. L'arrêt fut prononcé & exécuté le vingt-deux Janvier 1366 , en la même séance où l'affaire du certificat du Recteur avoit été décidée. Le roi donna de plus cent francs d'or aux écoliers de S. Nicolas du Louvre , pour les dédommager de ce qu'ils avoient souffert de la part du prévôt & de ses sergens.

Quant au droit de franchise , considérant qu'il pouvoit être & avoit été , ainsi qu'il s'exprime lui-même , une *occasion de mal faire* , ce sage prince jugea à propos de le restreindre. Il ne le laissa subsister que pour la chapelle & le cimetière , & il en priva tous les autres bâtimens & emplacements qui appartenoient au collège. Mais par esprit de justice il voulut récompenser

436 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

la maison pour le privilège qu'il lui étoit, & il lui fit don de mille francs d'or, qui devoient être employés à l'acquisition de quelques biens fonds, dont il promit même l'amortissement sans aucun frais.

Privil. de l'Université p. 82. Le même mélange de bonté & de sagesse paroît encore dans la protection que Charles accorda à l'Université en 1368, contre une nouvelle entreprise du prévôt. Ce magistrat vouloit obliger les serviteurs de l'Université, c'est-à-dire, les libraires, écrivains, enlumineurs, relieurs de livres, & parcheminiers, à faire le guet & la garde dans la ville, de jour & de nuit, comme les autres habitans. Il se fondeoit peut-être sur ce que douze ans auparavant l'Université avoit armé tous ses cliens pour la défense de la ville. Mais alors on se trouvoit dans un cas de péril grave, où tout privilège cesse. Les Anglois menaçoient Paris. En l'année 1368 la situation des choses étoit bien différente, & l'Université ayant réclamé la justice du roi, ce prince par une ordonnance adressée au prévôt de Paris, la maintint dans la jouissance de l'immunité accordée à elle & à ses servi-

leurs. Mais pour prévenir les abus & les fraudes, il exigea qu'elle lui donnât par écrit les noms de ceux pour qui elle prétendoit le droit d'exemption; & ils sont tous dénommés dans l'ordonnance.

Charles protégea l'Université contre le prévôt, soutenu même du parlement. Nous avons vu que les maîtres & étudiants avoient droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices ecclésiastiques, quoiqu'absens, & qu'ils étoient exemts de tout péage, soit en venant à Paris, soit en retournant dans leur patrie. S'il naïssoit quelque débat sur ces différens points, si on refusoit de leur payer les revenus de leurs bénéfices, si on les faïssoit, si les péagers vouloient lever sur eux les droits ordinaires, ceux dont on attaquoit les privilèges, pouvoient citer leurs parties adverses au tribunal de la conservation, & le conservateur apostolique prenoit connoissance de la cause, & rendoit son jugement. Les tribunaux ordinaires souffroient avec peine cette distraction de leur juridiction: & le prévôt de Paris, le parlement, & quelques autres officiers royaux, firent signifier des inhibitions

p. 10.
Hist. L
Par. T. I
p. 394.

438 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 & défenses aux maîtres de l'Université, de porter ces sortes d'affaires devant le conservateur apostolique, & au conservateur d'en connoître. L'Université implora la protection du roi, & elle obtint l'effet de sa demande. Charles connoissoit très bien toute l'étendue de ses droits, & dans la déclaration qu'il donna sur le sujet dont il s'agit, il a soin de remarquer que cette nature d'affaires est de sa compétence & de celle de ses cours. Mais par grace & faveur spéciale il maintient les privilèges de l'Université & la juridiction du conservateur, défendant à tous ses juges d'user d'inhibitions pareilles à celles dont on se plaignoit. L'ordonnance est du dix-huit Mars 1367.

J'ai été bien aise de rassembler ici sous un seul point de vûe tout ce que le roi Charles V, si justement surnommé le Sage, a fait pour l'Université. Je reprends l'ordre des tems.

Partie du
 Pré aux
 Clercs ensemencée par
 un particulier. L'Université fait
 arracher le bled.

En l'année 1365 un particulier du bourg S. Germain s'avisa d'ensemencer une partie du pré aux clercs. L'Université s'assembla le trois Juillet pour délibérer sur cette entreprise, & il fut résolu qu'elle se feroit justice à

elle-même en arrachant le bled semé sur son terrain. La délibération fut exécutée dans le moment. Le Recteur, avec un grand nombre de maîtres & d'écoliers en toute Faculté, se transporta sur le lieu : & le bled fut arraché.

Denys Soullechat, Franciscain, donna dans ces mêmes tems de l'exercice à la Faculté de Théologie de Paris, & même à la cour de Rome, par son esprit de hardiesse & d'intrigue. Il avoit du talent & des connoissances, & il fut l'un de ceux que le roi Charles V employa pour les traductions dont ce prince souhaitoit enrichir la littérature. Mais estimable par certains endroits, Soullechat avoit d'un autre côté de l'ambition, du manège, & peu de sincérité dans les procédés. L'objet de ses vœux étoit le doctorat, & pour y parvenir il obtint un rescrit apostolique, qui le nommoit Professeur dans son ordre à Paris. Il trouva un concurrent, qui légitimement élu pour le même emploi par le chapitre de sa province, soutint son droit en cour de Rome, & gagna sa cause auprès d'Urbain V, pontife amateur de la justice. On peut croire que le dépôt du mauvais

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 382.*

*Affaire de
Denys Soullechat.*

*p. 373. 378.
382. 424. &*

*Fleuri,
Hist. Eccl.
T. XX.*

*p. 232. &
Mémoires de
l'Ac. des Belles Lettres, T.
II. p. 752.*

succès disposa Soullechat à chercher à se venger. Ce qui est certain, c'est qu'il tenta de renouveler la doctrine proscrite par les papes, & spécialement par Jean XXII, sur la pauvreté évangélique; & qu'il enseigna que J. C. & les Apôtres n'avoient rien possédé en propriété, & que la perfection consistoit à se dépouiller de tout bien temporel.

• Le chancelier & la Faculté de Théologie ne lui permirent pas de débiter impunément une doctrine, qui pouvoit rallumer dans l'ordre de S. François le feu que l'on avoit eu tant de peine à éteindre. Ils recueillirent ses propositions erronées, & lui dressèrent une formule de rétractation. Soullechat parut se soumettre, & il lut en présence du chancelier & des docteurs en Théologie la formule qui lui étoit prescrite. Mais il n'agissoit pas de bonne foi. Il devoit réitérer sa rétractation dans une assemblée générale. Il se retira lorsque le jour marqué approchoit : & attaqué en conséquence par l'évêque de Paris, il ne comparut point, & se pourvut par appel en cour de Rome. La Faculté de Théologie suivit l'affaire, & elle

envoya des députés de son corps à Avignon, qui firent si bonne guerre à Soullechat, qu'ils l'obligèrent de renouvellement la rétractation qu'il avoit déjà faite à Paris, & de promettre qu'il se désisteroit de son appel. Seulement l'acte ne fut point public, & se passa dans la maison du maître du sacré palais, en présence de neuf docteurs en Théologie de la Faculté de Paris, le dernier Janvier 1365.

Deux condamnations devoient suffire à Soullechat, & le rendre sage. Il ne put demeurer tranquille, & il manœuvra si bien qu'il se fit donner par le pape des commissaires pour la révision de son procès. Par cette opiniâtreté il aggrava son sort. Dans la déclaration qu'il donna de ses sentimens aux deux cardinaux commissaires, qui s'étoient fait assister de quelques docteurs de Paris, il avança de nouvelles erreurs, qui parurent à ses juges plus criminelles que les anciennes. Comme il cherchoit encore des subterfuges, le pape le fit arrêter, & le renvoya à Paris, en chargeant le cardinal Jean de Dormans évêque de Beauvais d'exiger de lui une troisième & solennelle rétractation. L'ordre du

pape fut exécuté : & Soullechat rétracta publiquement ses anciennes & nouvelles erreurs, dans l'Eglise des Dominicains le jeudi après la *Quasimodo* douzième Avril 1369. Voilà à quoi aboutirent les chicanes, les artifices, les entêtemens d'un savant, qui avoit plus d'esprit que de jugement & de droiture.

L'année 1366 est remarquable dans notre histoire académique par deux faits que j'ai déjà rapportés, l'un concernant l'autorité du certificat du Recteur, l'autre est l'affaire de S. Nicolas du Louvre heureusement terminée. L'Université avoit alors un Recteur vigoureux, Tilman de Eylie chanoine de S. Paul de Liège. Ce même Recteur mit à la raison Arnould, chevalier seigneur de Châteauneuf, petit tyran & chef de brigands, qui se faisoit redouter par ses rapines. On le surnommoit l'*Archiprêtre* : « mais il méritoit mieux, dit notre ancien registre, » d'être appelé l'*Archidiabla*, » puisqu'il a merveilleusement pillé le monde par ses brigandages. » Plusieurs maîtres de l'Université avoient souffert de sa part des torts considérables, & le Recteur Tilman le força

Un seigneur redoutable par ses brigandages est obligé par l'Université à restitution.

Hist. Un.
Par. T. IV.
P. 387.

à la restitution de deux cens quatre-vingt-six francs, somme alors importante, envers ceux qu'il avoit vexés, *

Cette même année 1366 fut agitée de nouveau la question des appels du tribunal des Recteur & Procureurs à l'Université. La Faculté de Droit ^{Contestation entre la Faculté de Droit & le Recteur.} sou- ^{Hist. Un. Par. T. IV. p. 387.} tenoit sur ce point le sentiment vers lequel elle penchoit dès l'an 1356, & elle ne consentoit point que les Recteur & Procureurs connussent par appel des causes sur lesquelles ils avoient déjà prononcé comme premiers juges. Cette prétention n'avoit rien que de conforme aux règles ordinaires. Mais la même Faculté avançoit de plus, que le Recteur n'est pas en droit de commander aux députés de l'Université : proposition hasardée, & contraire au bon ordre. La qualité

* J'apprens par un mémoire de M. le Baron de Zurlauben, dont l'extrait se trouve au T. XXV de l'Hist. de l'Acad. des Bell. Lett. que le brigand redoutable dont il s'agit ici, se nommoit Arnaud de Cervolle, qu'il étoit originaire du Périgord, & qu'il étoit devenu seigneur de Châ-

teauvilain en Champagne, par son mariage avec Jeanne, dame de Châteautilain. Si l'on désire connoître plus parfaitement cet homme fameux par ses violences, on aura satisfaction en lisant le curieux mémoire, que je viens d'indiquer.

444 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ.

de chef emporte sans doute le droit d'exiger des assesseurs qu'ils fassent le service. La querelle s'étoit élevée à l'occasion du refus que Jean Barbier doyen de la Faculté de Droit avoit fait d'obéir au Recteur ; qui le requéroit , sous l'obligation de son serment , de s'asseoir & de prendre place pour juger sur un appel d'une sentence du tribunal des Recteurs & Procureurs. Barbier s'étoit retiré en disant : „ Je ne tiens pas plus de compte de vos ordres que d'une obole. „ La Faculté prenoit parti pour son doyen quant au fond , convenant qu'il s'étoit mal énoncé , mais prétendant que sa conduite en elle-même étoit juste & légitime. Il n'intervint point de décision : & le doyen de Droit en fut quitte pour déclarer dans une assemblée générale de l'Université , que ce qu'il avoit dit , il ne l'avoit point dit par esprit de défobéissance , ni par mépris pour la charge ou pour la personne du Recteur.

Un objet de grande conséquence , qui appartient encore à l'année 1366 , est la réforme de l'Université par les cardinaux Jean de S. Marc & Gilles Aicelin de Montaigu , l'un des fonda-

forme des
inaux de
sarc & de
taigu.
ist. Un.
T. IV.
132.

teurs du collège de son nom. Cette réforme fut dressée par l'autorité du pape Urbain V., & avec le conseil de plusieurs maîtres de l'Université, qui sont loués par les deux cardinaux, comme habiles en même tems & zélateurs du bon ordre. Entre ces maîtres je remarque deux docteurs en Théologie, qui sont nommés à la fin de l'acte comme témoins, Grimier Boniface, & Gérard de Vervin. Boniface étoit chancelier de l'Eglise de Paris, & il paroît qu'il n'oublia pas en cette occasion les prétentions & les intérêts de sa dignité. C'est sans doute par un effet de ses insinuations, que le règlement lui est adressé, qu'on le charge d'en garder l'original, & qu'il se trouve nommé avec son confrère avant le Recteur dans la conclusion. Elle porte que les dispositions du présent règlement seront inviolablement observées par les chanceliers, le Recteur, les maîtres, docteurs, & écoliers de l'Université de Paris.

Ce statut de réforme mérite d'être lu attentivement par ceux qui veulent étudier à fond les pratiques anciennes de l'Université. J'en extrairai les articles qui me paroissent plus ca-

pables d'intéresser la grande partie des lecteurs.

J'observerai d'abord qu'il ne s'y agit à proprement parler que des deux Facultés de Théologie & des Arts. Ce qui regarde celles de Décret & de Médecine, est traité très sommairement, & par rapport à elles on se contente d'ordonner en termes assez généraux l'observation des anciens statuts.

En Théologie pour parvenir à la licence il falloit faire deux cours de leçons, l'un sur la Bible, l'autre sur le livre des Sentences. Le statut prescrivait la manière de faire ces leçons. Il veut que celui qui les donne, explique son texte en le suivant par ordre, & qu'il ne prenne pas la liberté de dicter simplement un commentaire de sa composition. On lui permet cependant, s'il a quelque question difficile à discuter, ou quelque objection importante à résoudre, d'aider sa mémoire d'un cahier, qu'il pourra avoir à la main. Afin que les écoliers puissent suivre les explications de leur maître, il leur est ordonné de porter aux classes le livre qui doit faire l'objet des leçons, soit la Bible,

soit les Sentences. La méthode prescrite par le statut pour les leçons, étoit l'ancienne méthode, & nous avons déjà vû que les loix s'efforçoient de la maintenir. Elle a en effet de grands avantages. On ne peut disconvenir que l'étude des textes ne soit le fondement de toute science solide : & d'ailleurs l'assujettissement imposé aux maîtres de marcher tous d'après un seul & même guide, est bien plus favorable pour conserver l'uniformité de la doctrine, que la liberté de traiter les sujets chacun à sa volonté.

On ne prétendoit pas néanmoins interdire aux maîtres de travailler & d'écrire leurs leçons, pourvû qu'ils ne les dictassent pas. Mais on vouloit qu'ils suivissent pas à pas leur texte, & qu'ils ne s'écartassent point dans des questions étrangères de Logique & de Physique : & si quelqu'un pendant son cours avoit fait un commentaire suivi sur le livre des Sentences, on ne lui permettoit de le donner aux libraires & de le rendre ainsi public, qu'après l'examen préalable du chancelier & des docteurs en Théologie.

Le tems des études théologiques

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 426.*

étoit fort long. Voici ce qui résulte de cet égard du statut dont il s'agit ici, combiné avec d'autres statuts de la même ou peut-être d'une plus grande antiquité, que D. Luc d'Acheri a fait imprimer dans son spicilège. Nul ne pouvoit être admis à faire le cours de leçons sur la Bible, qui étoit le premier cours, qu'il ne fût âgé de vingt-cinq ans, & qu'il n'eût passé dans les Ecoles comme simple auditeur sept ans, s'il étoit séculier; six, s'il appartenoit à quelque ordre religieux. On ne nous dit point combien duroit le cours: mais il étoit au moins d'un an. Entre ce premier cours & le second, qui rouloit sur le livre des Sentences, un intervalle de deux ans, pendant lequel le candidat devoit au moins soutenir une thèse. Ensuite venoit le cours des Sentences, qui ne pouvoit pas aller à moins de deux ans: & lorsqu'il étoit fini, le bachelier étoit encore obligé pendant l'espace de quatre ans, de fréquenter les actes de la Faculté, argumentant, répondant, prêchant. Enfin après ce terme il obtenoit la licence, que suivoit de près le doctorat. Ainsi depuis le commencement

des études théologiques jusqu'à la licence, il falloit qu'il s'écoulât feize ans, dont sept étoient employés à prendre les leçons des maîtres ou des bacheliers, & les neuf autres se passoient dans les exercices que je viens de détailler. Nous verrons dans un statut de l'an 1389, L. V. ci-dessous, l'espace destiné à la lecture des Sentences & aux exercices qui doivent la suivre, déterminé à cinq ans : ce qui abrège d'un an notre calcul.

La décence du vêtement est recommandée par les cardinaux de S. Marc. *Hist. Un. Par. T. I^{re} p. 389.* & de Montaigu, comme un objet important : & ils imposent la loi de l'habit académique, non seulement aux théologiens, mais aux bacheliers de la Faculté des Arts, à laquelle se rapporte la seconde partie du statut. *p. 390.*

La modestie est prescrite avec une attention singulière aux étudiants en cette Faculté : & il leur est enjoint d'écouter les leçons de leurs maîtres, assis à terre, suivant l'ancienne coutume, & non sur des bancs ni sur des sièges élevés, afin de bannir toute occasion d'orgueil. C'est par cette raison que les Ecoles étoient jonchées de paille, comme je l'ai déjà remarqué.

450 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Les conditions requises pour obtenir les degrés de bachelier, licencié, & maître ès Arts, sont expliquées dans le statut. Il marque les livres d'Aristote^e que l'on doit avoir lûs, les connoissances qu'il a fallu acquérir. J'observe qu'il est fait mention de Grammaire, & non de Rhétorique ; que le doctrinal d'Alexandre de Ville-Dieu est cité comme un livre employé dans les Ecoles ; (il avoit été substitué à Priscien) que l'on exige la lecture de quelques livres de Mathématiques ; enfin que l'on demande plus pour la maîtrise que pour la licence, ce qui suppose un intervalle entre ces deux degrés, & quelque exercice, quelque acte, affecté au dernier.

Viennent ensuite plusieurs articles concernant les examens pour la licence, les droits des chanceliers en cette partie, & les loix qui leur sont prescrites. Ceux qui seront curieux de ces objets, peuvent^e recourir à l'original. Je me contente de remarquer que la gratuité est toujours ordonnée avec la même sévérité.

Les dernières dispositions du statut contiennent des précautions pour em-

pêcher les abus qui pourroient se commettre à l'occasion des privilèges d'exemption de résidence, c'est-à-dire des privilèges par lesquels est accordée aux étudiants en l'Université la jouissance des revenus de leurs bénéfices, soit pour cinq, soit pour sept ans.

L'acte de la réformation des cardinaux de S. Marc & de Montaigu est daté d'Avignon : & voilà ce qui m'y a semblé de plus remarquable.

Les anciens statuts dont j'ai parlé, me donnent lieu d'ajouter ici quelques observations sur les lieux consacrés aux leçons de la Faculté de Décret & de celle des Arts, qui étoient le clos Bruneau & la rue du Fouarre.

Le clos Bruneau étoit dans l'origine une enceinte de terres cultivées, qui répondoit à peu près à l'isle que nous voyons aujourd'hui formée par les rues S. Jean de Beauvais, du Mont S. Hilaire ; des Carmes, & partie de la rue des Noyers. L'évêque de Paris, de qui relevoit ce terrain, y avoit en propriété une vigne, qu'il abandonna en 1202, afin que l'on y bâtît des habitations. Philippe Auguste venoit alors de tracer une nouvelle enceinte

Clos Bruneau.

T. III.

p. 22.

452 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de la ville , qui comprenoit le clos
Bruneau : & c'étoit entrer dans les
vûes du prince , que de procurer la
facilité de bâtir les emplacements qui
étoient encore vuïdes. Le clos chan-
gea donc de face : il se garnit de
maisons , il se peupla. Nous ne pour-
vons déterminer en quel tems les
Ecoles de la Faculté de Décret , &
une partie de celles de la Faculté des
Arts , s'y établirent. Le statut , dont il
s'agit ici , les y reconnoît subsistan-
tes avant l'an 1370 , non comme dans
un lieu récemment occupé , mais
comme dans une demeure d'ancien-
ne possession. La Faculté des Arts avoit
ses principales Ecoles , les Ecoles des
Nations , dans la rue du Fouarre , qui
faisoit partie , comme je l'ai remar-
qué ailleurs , de l'ancien clos Mai-
voisin ; & ce fut sans doute la multi-
tude de ses écoliers & de ses maîtres ,
qui ne pouvant être contenue dans la
rue du Fouarre , l'obligea de s'éten-
dre dans la rue Bruneau.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 427.

Autres faits Je trouve encore sous l'année 1366,
de l'année un projet de fondation de bourses
2366. pour le diocèse de S. Malo sur les
Hist. Un. biens de l'évêque , qui probablement
Par. T. IV. l'avoit ordonné ainsi par son testa-
p. 393.

ment. Mais quoique l'Université ait plaidé pendant vingt ans contre celui qui étoit chargé de remplir les intentions du testateur, & qu'elle l'ait enfin amené à s'y engager par une transaction, qui fut munie d'un arrêt du parlement, je ne vois point que la chose ait jamais eu son exécution.

En la même année 1366 le prévôt de Paris, qui deux ans auparavant avoit refusé de jurer à l'Université l'observation de ses privilèges sous prétexte d'impossibilité, comparut néanmoins devant elle dans l'Eglise de S. Eloi, & consentit à prêter le serment auquel il étoit obligé. Mais il y ajouta des restrictions, qui le rendoient illusoire.

L'Université, attentive à conserver la propriété & la salubrité du quartier qu'elle habitoit, obtint un arrêt du parlement contre les bouchers de la montagne sainte Geneviève, qui l'infectoient par leurs immondices.

*Hist. Un
Par. T. II
p. 394.*

Le Recteur dont le registre nous apprend ces derniers faits, & à qui en est dû le principal honneur, étoit un Suédois, chanoine & curé en Suède.

Il ne fut pas ses trois mois pleins

454 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 en charge. Il avoit été élu le vingt-trois Juin : & peut-être une mort prompte , ou bien un retour précipité dans son pays força de lui donner un successeur le seize Septembre. Ce fut Jean de Trelon , qui au contraire demeura plus de six mois en place , & donna ainsi le premier exemple qui soit connu d'une prorogation du réctorat. On peut croire que le motif de cette continuation infinitée, fut la poursuite de la grande affaire touchant la juridiction du tribunal de la conservation , qui en effet ne fut terminée que le dix-huit Mars de l'année suivante par l'ordonnance que j'ai rapportée plus haut.

Voyage du
 pape Urbain
 V à Rome ,
 malgré les
 représenta-
 tions du roi
 Charles V.

*Fleuri ,
 Hist. Eccl.
 T. X X.
 p. 209
 suiv.*

Le dernier Avril de cette année 1367, Urbain V partit d'Avignon pour se rendre à Rome. Il en avoit eu secrètement la pensée dès le commencement de son pontificat : & c'étoit remettre les choses dans l'ordre , & réunir l'époux avec l'épouse. Divers obstacles retardèrent l'exécution de ce projet , qui dans la position actuelle des choses renfermoit de grandes difficultés. Enfin en 1366 le pape déclara publiquement sa résolution , & il fixa son départ au tems Pascal de l'année suivante 1367.

Les François regardoient comme un avantage & une décoration le séjour des papes au milieu d'eux. Charles V, tout sage qu'il étoit , fut frappé de cette idée. Il entreprit de détourner Urbain d'aller à Rome , & pour cela il lui envoya une ambassade , dont Nicolas Oresme étoit l'orateur. On garde dans la bibliothèque de S. Victor un discours fait au pape à ce sujet de la part du roi. L'auteur n'en est point nommé, mais les circonstances portent à l'attribuer à Oresme.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 396.*

Ce discours n'est , à proprement parler , qu'un centon de passages tirés de différens livres , & surtout de l'Ecriture sainte & du Droit canon. Quand les raisons seroient bonnes , elles se trouveroient noyées dans cette multitude de citations étrangères à la question , & au moins inutiles. Mais les moyens employés sont au fond très foibles , pour ne rien dire de plus , & peu dignes de la majesté du grand roi que l'on fait parler. Je ne dois pourtant pas omettre , par rapport à mon sujet , que l'un des motifs dont on fait usage pour retenir le pape en France , est la considération de

p. 408.

455 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 L'Université de Paris, mère des sciences & source de lumières, surtout en ce qui regarde l'étude de la Religion. Tel étoit le cas que l'on faisoit alors de cette illustre compagnie.

Au reste si Charles V ne réussit pas à dissuader le pape du voyage de Rome, il eut la satisfaction de le voir repasser en France. Urbain, par quelque raison que ce puisse être, ne jugea pas à propos de s'établir en Italie, & après un séjour de trois ans il revint mourir à Avignon.

Statut de la
 Faculté des
 Arts, qui ré-
 gle l'heure
 d'entrer en
 classe le ma-
 tin.

Hist. Un.
 Par. T. IV.
 p. 412.

Le dix-huit Mai 1367 la Faculté des Arts, convoquée & présidée suivant l'usage par le Recteur, porta un décret qui fait voir jusqu'où alloit la rigidité de la discipline dans ces anciens tems. C'étoit un relâchement regardé comme scandaleux, que les régens n'entraissent en classe qu'au coup des Primes des Jacobins, ou au coup de la seconde Messe des Carmes. Les zélés observateurs des règles se plaignoient, que l'on dégénéroit ainsi de la louable pratique des tems précédens, & qu'on laissoit la jeunesse passer à dormir le tems le plus précieux pour l'étude. En conséquence le statut ordonne que les régens ès Arts commen-
 ceront

ceront leurs leçons au moment où ils entendront les Carmes sonner leur première messe, en même tems que les bacheliers en Décret & les docteurs en Médecine : circonstance qui montre que cette sévérité étoit commune aux autres Facultés. Car il paroît par le même acte que les leçons rhéologiques se faisoient aussi vers la même heure. Je ne saurois déterminer au juste cette heure, réglée par les offices des Carmes il y a quatre cens ans. Mais on ne peut douter qu'elle ne fût très hâtive, puisque cent soixante ans après Buchanan atteste, que les régens de la Faculté des Arts entroient en fonction à cinq heures du matin. Elog. I.

Le dix Octobre de la même année 1367 le nouveau prévôt de Paris prêta le serment qu'il devoit à l'Université. C'est le fameux Hugues Aubriot, re-
Hugues Aubriot, prévôt de Paris, prête serment à l'Université. Hist. Un. Par. T. I. p. 413.
 commandable à cette ville par les édifices publics dont il l'a embellie & fortifiée, & en particulier par la construction de la Bastille, mais encore plus ennemi de l'Université que ses prédécesseurs, & d'ailleurs décrié pour ses violences, injustices, & débauches. Il se fit beaucoup presser

458 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
pour prêter le serment que l'Université exigeoit de lui : mais enfin il s'y soumit, & en fit la cérémonie dans l'Eglise des Bernardins. Il excepta seulement deux articles du privilège, sur lesquels il ne promit autre chose sinon de faire tout ce qui seroit en son pouvoir sans dol & sans fraude. C'est ce qui étoit bien éloigné de sa pensée. Dès l'année suivante il voulut obliger les serviteurs de l'Université à faire le guet & la garde dans la ville : & il fallut que le roi, ainsi que je l'ai rapporté d'avance, interposât son autorité suprême pour les en dispenser. Je ne blâmerai pas Aubriot d'avoir rendu une ordonnance pour défendre de vendre ou prêter sans son congé aux écoliers soit épées, soit couteaux, ou autres armes. C'étoit une précaution sage, & il ne paroît pas que l'Université en ait fait aucune plainte.

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 417.*

Réparation
faite à l'Univer-
sité pour
l'emprison-
nement d'un
maître & de
ses écoliers.

p. 269.

Mais si elle étoit bien aise que ceux qui lui appartenotent fussent contenus dans le devoir, elle ne prétendit pas pour cela les livrer à d'injustes violences. L'un de ses maîtres & plusieurs écoliers ayant été traînés en prison par les archers du guet la veille

de S. Nicolas , elle s'en plaignit & obtint justice. Sept de ces archers vinrent aux Maturins faire réparation au Recteur & au maître offensé.

L'Université acquit dans ce même Droit de nomination à la tems-ci la nomination de la cure de cure de S. Germain le S. Germain le Vieux , par un accord Vieux , acquis par l'U- avec les moines de S. Germain des niversité. Prés. Voici quelle en fut l'occasion.

Le roi Charles V , qui se disposoit en Hist. Un. 1368 à la guerre qu'il déclara aux Par. T. I. p. 417. 418. Anglois l'année suivante , voulut mettre en état de défense les approches de sa Capitale. Il ordonna donc que l'abbaye de S. Germain , qui étoit encore hors de l'enceinte de la ville , seroit environnée de murailles , de fossés , de remparts , en sorte qu'elle devînt une forteresse ; & que les maisons & édifices qui se trouvoient dans l'alignement des nouvelles fortifications ou capables d'y préjudicier , seroient détruits. La chapelle de S. Martin des Orges avec les jardins & maisons en dépendantes étoit dans le cas , & elle devoit par les nouveaux arrangemens être démolie , & son terrain enclavé dans celui des moines. Or cette chapelle avoit un chapelain nommé par l'Université , à

460 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 laquelle par conséquent il falloit un
 dédommagement. L'abbé & les moi-
 nes de S. Germain d'une part, & les
 Recteur & Université de l'autre, con-
 yinrent d'échanger nomination pour
 nomination, celle de la cure de S.
 Germain le Vieux, qui appartenoit
 aux moines, pour celle de la cha-
 pelle de S. Martin qui dépendoit de
 l'Université. La délibération capitu-
 laire des religieux pour parvenir à cet
 échange est du onze Septembre 1368:
 & il paroît par l'acte, que l'Uni-
 versité en étoit consentante. Elle sti-
 pula aussi pour les intérêts du cha-
 pelain dont on détruisoit le jardin &
 la maison : & les moines s'engage-
 rent à le dédommager en lui assi-
 gnant, à lui & à ses successeurs, une
 rente annuelle & perpétuelle de huit
 livres Paris. Enfin comme on pre-
 noit deux arpens & dix verges du
 pré de l'Université pour les nouveaux
 fossés de l'abbaye, il fut dit que les
 moines lui rendroient deux arpens &
 demi d'un autre côté du pré, que
 l'on eut soin de déterminer.

Cet accord, pour avoir force &
 vertu, devoit être ratifié par le pape.
 Les parties contractantes s'adressèrent

*Hist. Un.
 Par. T. IV.
 p. 431-433.*

de concert à Urbain V, & elles obtinrent de lui en l'année suivante 1369 une bulle qui confirmoit tous les articles de la convention. Le pape ajouta sans en être requis une clause, qui portoit que l'office célébré jusqu'alors par le chapelain dans la chapelle de saint Martin des Orges, seroit continué par lui & par ses successeurs dans l'Eglise de l'abbaye, ou dans telle autre qui paroîtroit convenable. Cette clause n'eut point lieu dans le fait : & l'official de Paris, qui étoit commis pour l'exécution de la bulle, y mit une exception par rapport à l'article de l'office, sur lequel il se proposoit, dit-il, de délibérer plus amplement.

L'affaire fut consommée par un acte de consentement en forme, que passèrent les abbé & religieux d'une part, & de l'autre le Recteur & les députés de l'Université. Tout se traita pacifiquement : & même les religieux dans leur acte capitulaire, lorsqu'ils parlent de l'Université, la qualifient toujours par honneur *notre mère*.

Je suis fâché que Duboullai ait crû avoir à leur reprocher peu de fidélité à remplir leurs engagemens en deux

*Mém. sur la
Pré aux
Clercs
p. 136.*

p. 138

462 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
points. Il avance qu'ils n'ont jamais
payé au chapelain la rente de huit li-
vres Paris, & qu'il ne paroît aucun
vestige de la cession des deux arpens
& demi effectuée par eux. Je ne me
rends point garant de ces reproches :
& je conçois que sur des faits si an-
ciens, & si négligemment traités par
nos pères, la preuve négative n'est
pas d'une grande force.

Différend
entre l'évê-
que de Li-
sieux & l'U-
niversité.
L'évêque cé-
de.

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 420.

Je n'ai pas encore épuisé tous les
faits de l'année 1368. Sous le réctorat
de François de S. Mibel, qui fut élu
le dix Octobre de cette année, il sur-
vint un différend entre l'évêque de
Lisieux & la Nation de Normandie.
Un messager de cette Nation ayant
souffert quelque dommage de la part
d'un ami de l'évêque de Lisieux, elle
prit fait & cause pour son officier,
& l'évêque pour son ami. L'Univer-
sité intervint pour la Nation sa fille,
est-il dit dans l'ancien regître d'où ce
fait est tiré, & elle voulut traduire le
prélat devant le prévôt de Paris sui-
vant ses privilèges. L'évêque, qui
étoit maître des requêtes, prétendoit
avoir droit de ne plaider qu'au parle-
ment ou aux requêtes de l'hôtel. Sur
cette difficulté, l'Université ayant pris

conseil de ses avocats, résolut d'aller en droiture au roi, & de lui exposer l'affaire. L'évêque prévint le coup. Tout malade qu'il étoit, il se présenta dans l'assemblée de l'Université, & il satisfit la Nation offensée.

Le seize Décembre il fallut, suivant l'usage, élire un Recteur : & une première élection fut cassée, sans que nous puissions dire ni le motif de la cassation, ni la manière dont on y procéda. Sur le champ on substitua de nouveaux Intrans ou Electeurs, à ceux dont le choix avoit été improuvé : & ces derniers, plus heureux ou plus sages, élurent un sujet qui fut agréé & confirmé par les Nations.

Guillaume Boucher (c'étoit le nom de ce Recteur) entreprit contre le prévôt de Paris une affaire dans laquelle il ne réussit que médiocrement. Il

présenta contre lui une requête au roi, dans laquelle il articuloit plusieurs sujets de plainte. Le prévôt se défendit avec vigueur, & il opposa aux plaintes de l'Université d'autres plaintes qu'il forma contre plusieurs écoliers, & qu'il prouva si bien, qu'il fut avoué du roi sur plusieurs chefs. Néanmoins ce bon prince lui ordonna de

Election du
Recteur cas-
sée. Autres
Intrans. Au-
tre élection.

Hist. Un.
par. T. 1^{re}.
p. 420.

Plainte con-
tre le prévôt
de Paris,
sans succès.
Ibid.

464 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 traiter amiablement & avec honneur
 & respect les maîtres & écoliers de
 l'Université, sous peine d'encourir son
 indignation.

Fondation
 du collège
 de Dormans-
 Beauvais.

*Hist. Un.
 Par. T. IV.
 p. 429.*

L'année 1370 est celle de la fon-
 dation du collège de Dormans-Beau-
 vais par Jean cardinal de Dormans ,
 évêque de Beauvais , chancelier de
 France. Ce prélat s'y prit mieux pour
 remplir sa pieuse intention, que quel-
 ques autres de ceux qui avoient eu
 les mêmes vûes que lui , & qui at-
 tendirent à notifier leur volonté par
 un testament pour être exécutée après
 leur mort : témoin l'évêque de Char-
 tres , qui venoit de léguer à l'Univer-
 sité quatre mille francs pour fonder
 des bourses. Cette somme fut reçue
 par le Recteur en 1368 , & sans que
 je puisse dire à qui en est la faute ,
 rien ne s'en est ensuivi. Le cardinal de
 Dormans voulut faire le bien de son
 vivant. Dès l'an 1365 il avoit acheté
 par rapport au dessein qu'il avoit quel-
 ques maisons dans le clos Bruneau ,
 tant du collège de Laon que de celui
 de Presles. En l'année 1370 il mit tout
 de bon la main à l'œuvre. Il donna sa
 charte de fondation , & commença à
 l'exécuter.

*Hist. de Pa-
 ris , T. I.
 p. 665. &
 Mémoires de
 Grangier , de
 l'état du col-
 lège de Beau-
 vais.*

Il institua d'abord douze boursiers avec un maître, un sould maître, & un procureur. Les boursiers doivent être pris de la parenté du fondateur, ou du bourg de Dormans sur la Marne, dont il étoit natif, ou des lieux circonvoisins, ou enfin du diocèse de Soissons. Quant aux chargés de maître, sould maître, & procureur, son vœu est qu'elles soient aussi remplies par des sujets du même diocèse, autant qu'il sera possible. Mais s'il ne s'y trouvoit point de sujets capables, il permet d'en chercher & d'en choisir dans tout autre pays. Disposition très sage, qui ouvre au mérite l'entrée à des places dont le mérite doit décider, & non la circonstance fortuite du lieu de la naissance. C'est surtout par rapport à la première place que la liberté du choix est nécessaire : & c'est aussi par rapport à elle que l'on a usé le plus souvent de la permission donnée par le fondateur.

Les officiers & les boursiers doivent vivre en commun, & pour leur subsistance la fondation assigne aux boursiers quatre sols Parisiens par semaine, au maître sept, au sould maître cinq, six au procureur. Ces sommes

étoient alors d'une toute autre valeur sans doute , qu'elles ne sont aujourd'hui. Mais elles ne suffisoient pas pour faire bonne chère. Aussi n'étoit-ce pas l'intention du cardinal. Il prétendoit soulager des pauvres : & il ordonne que si un boursier vient à posséder quarante livres de revenu annuel , & les maître , sournaitre , & procureur , quatre-vingts livres , ils renoncent aussitôt à leurs places , dont ils peuvent se passer. Dans ce même esprit il détermine la forme & la couleur du vêtement des boursiers. Il veut qu'ils portent des robes *azurini coloris bruni* , c'est-à-dire de couleur bleue ou d'un violet couvert. Je suis fâché de voir que l'on se dispense depuis quelques années de cette pratique , ordonnée par le fondateur , & favorable à la modestie & à l'humilité.

Le cardinal de Dormans ajouta à sa fondation en 1371 cinq bourses , sept en 1372 : ce qui faisoit avec les premières le nombre de vingt-quatre. Parmi les vingt-quatre boursiers doit être un religieux de S. Jean des Vignes , prêtre , dont l'exemple & les avis servent à entretenir le bon ordre

& l'esprit de piété dans le collège. Quatre bourses ont été encore depuis fondées par des particuliers, dont deux pour Compiègne. Le cardinal de Dormans mit son collège sous l'inspection du prieur des Carmes, qui en sont voisins. Ce dernier article a été dans la suite changé en mieux, comme je le dirai incessamment.

Les statuts du collège de Beauvais furent ratifiés par l'évêque de Paris, & approuvés par l'Université en 1373: & sur la fin de la même année le cardinal fondateur mourut.

Il s'étoit réservé sa vie durant la collation de toutes les places de son collège, & il avoit ordonné par son testament qu'après sa mort elle passât successivement à Guillaume seigneur de Dormans son frère, qui lui avoit succédé en la charge de chancelier de France, & à Miles de Dormans son neveu, qui fut évêque d'Angers, ensuite de Bayonne, & enfin de Beauvais: après la mort duquel elle appartiendrait à l'abbé de saint Jean des Vignes & à ses successeurs à perpétuité. Le frère du Cardinal étoit mort avant lui. Ainsi Miles de Dormans succéda immédiatement à son oncle.

468 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
dans l'administration du collège.

Il restoit encore plusieurs choses à faire pour accomplir en entier le plan du fondateur. Miles de Dormans y mit la dernière main. Le cardinal avoit seulement commencé la construction de la chapelle, & le roi Charles V en avoit posé la première pierre. Miles l'acheva, & la bâtit si solidement qu'elle subsiste encore aujourd'hui en très bon état. Elle fut dédiée avec grande solennité l'an 1380.

Le neveu du fondateur, apparemment se conformant aux intentions de son oncle, y institua un office canonical, & quatre chapelains pour le célébrer & le chanter. Ces bons prélats s'imaginoient que l'on ne peut trop multiplier le service divin pour la plus grande gloire de Dieu. Le fait est que l'établissement dont je parle ici fut très nuisible au bien du collège. Ces quatre chapelains, fortifiés encore d'un cinquième par une fondation postérieure, devinrent le tourment des chefs de la maison, & un obstacle perpétuel à la bonne discipline. Leurs bourses ont été suspendues, il y a déjà plusieurs années au

teins où j'écris, par arrêt du parlement, & avec le consentement de l'abbé de S. Jean des Vignes, M. de Sassenages, qui a généreusement sacrifié son droit de nomination à l'avantage de la maison dont il est Proviseur. Le motif de cette suspension étoit pressant. Les revenus du collège sont diminués, les dépenses augmentées : & les gages des chapelains consommoient un argent, qui est bien mieux employé à former de jeunes élèves dans la piété & dans les lettres.

Après la mort de Miles de Dormans, arrivée en 1381, la nomination à toutes les places du collège passoit, suivant la volonté du fondateur, à l'abbé de saint Jean des Vignes. Guillaume de Dormans, alors évêque de Meaux, frère de Miles, & Jeanne de Dormans leur sœur, furent piqués de se voir exclus. Ils prétendoient qu'il devoit leur appartenir quelque droit, quelque autorité, dans un collège fondé par leur oncle, & auquel ils vouloient eux-mêmes faire du bien. Ils élevèrent donc une contestation contre l'abbé de S. Jean des Vignes, qui fut terminée par un

470 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
accommodement en 1389. Il fut dit
& convenu entre les parties, que la
présentation à toutes les places resté-
roit à l'abbé de S. Jean des Vignes,
& que la collation en seroit attribuée
à Guillaume de Dormans tant qu'il
vivroit, & après sa mort à la cour de
parlement. Cet accord fut confirmé
par arrêt du parlement, par lettres
patentes du roi, & par une bulle du
pape Clément VII siégeant à Avi-
gnon : & c'est ainsi que le collège de
Beauvais a acquis le plus grand avan-
tage qui pût lui arriver, & que seul
entre tous les collèges de l'Univer-
sité il se trouve avoir le parlement
pour supérieur direct & immédiat,
& conséquemment pour gardien &
protecteur. Cette supériorité est exer-
cée par le premier président, le doyen
du parlement, & un conseiller clerc,
qui est commissaire de l'abbé de saint
Jean des Vignes, & sur lequel roulent
communément tous les détails.

Ce collège est l'un de ceux où s'est
établi ce que nous appellons *le plein*
exercice, c'est-à-dire un cours entier
d'études depuis la Sixième jusqu'à la
Philosophie. En recevant des régens
il reçut aussi un principal, dont la

charge, qui consistoit à être le modérateur de l'exercice, a été quelquefois séparée de celle du maître, & alors n'étoit qu'une commission : le plus souvent les deux titres ont été réunis. En ce nouvel état le collège de Beauvais peut se glorifier de sa fécondité en hommes recommandables par leur savoir & par leur vertu. Il compte parmi ses Professeurs au seizième siècle S. François Xavier, Arnaud d'Osset, depuis cardinal, & le Maître, qui devint ensuite Professeur en Théologie & évêque de Lombès.

Au commencement du dix-septième siècle, le collège de Beauvais étoit tombé, ainsi que tous les autres, dans un état déplorable par les désordres affreux de la Ligue. Nicolas de Verdun premier président y appella pour le rétablir dans sa splendeur Jean Grangier, lecteur & professeur royal en Eloquence Latine, qui pour avoir été joué par un comique pétulant, n'en étoit pas moins homme de mérite, savant dans les Lettres Grecques & Latines, écrivant bien en Latin, zélé pour l'honneur de l'Université, & pour le maintien de la discipline dans la maison qu'il avoit à gou-

472 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

verner. Ce qu'on peut lui reprocher avec fondement , c'est la foiblesse qu'il eut de se marier étant diacre & principal du collège de Beauvais. Outre les autres inconvéniens de cet indécent mariage , le besoin qu'il eut de dépenses le força , pour en obtenir , des complaisances qui refroidirent de nécessité son ardeur à soutenir les droits de l'Université.

Vers le milieu du dix-septième siècle le collège de Beauvais forma un élève , qui s'est rendu bien illustre par la gloire de la Poésie ; Nicolas Boileau Despréaux. Ce fameux poète a jugé à propos d'immortaliser un trait ridicule de son Professeur de Rhétorique , qui pourtant ne manquoit pas de savoir , s'il ne l'eût gâté par la présomption & par l'emphase. Mais le même Despréaux avoit conservé de l'estime pour son régent de Troisième Sevin , & il reconnoissoit lui être redevable des premiers principes de ce goût sage & épuré qui régne dans ses ouvrages.

Sur la fin du même siècle , le collège étoit retombé dans une sorte de décadence ; quoiqu'il ait eu alors même un célèbre Professeur , Jean Viret.

tement, qui fut Recteur de l'Université, & que l'on a vû devenir ensuite lecteur des princes petits-fils de Louis XIV, & foup-récepteur du roi Louis XV actuellement régnant : homme d'une vertu fingulière, d'un défintéreffement parfait , & qui a donné à la France & à l'Efpagne l'exemple rare & peut-être unique d'une retraite exacte au milieu de la cour , ne fortant jamais de fon cabinet que pour remplir fes fonctions. Il avoit été bourfier au collège de Beauvais , & il a témoigné fa reconnoiffance à la maifon qui l'avoit élevé , en y fondant une bourse pour un Théologien. *

Il étoit coadjuteur du principal , lorsqu'il fut appellé par Louis XIV à prendre part à l'instruction des enfans de France. Il se démit alors de la coadjutorerie , & on lui substitua le grand Rollin , bien connu par ses ouvrages , qui lui ont acquis un nom immortel , mais , si j'ose le dire , plus estimable encore par la réunion de toutes les qualités nécessaires au gouvernement d'une maison destinée à former la jeunesse dans l'étude & dans

* Voyez son épitaphe dans les œuvres de M. Coffin, T. II. p. 128.

l'amour de la Religion : un zèle ardent pour le bien , & toujours conduit par la sagesse , une piété tendre & éclairée , une conduite qui faisoit voir en lui l'exemple de tout ce qu'il prescrivoit aux autres , une vigilance qui le tenoit toujours en action , toujours occupé de ses devoirs , & qui ne connoissoit point le besoin du délassement , le don de se faire respecter & aimer , des manières pleines de franchise & de cordialité , qui lui gagnoient les cœurs des écoliers & des maîtres , un désintéressement , ou plutôt une générosité qui n'a jamais regardé l'argent que comme un moyen de faire de bonnes œuvres , le talent de traiter avec les personnes élevées en dignité , & de leur dire la vérité sans leur déplaire. Je ne finirois point , si je me livrois non seulement à ma reconnoissance pour un maître à qui je dois tout , mais au simple dessein de faire un portrait où rien ne fût omis. Il s'est peint lui-même , sans le vouloir , dans le tableau qu'il a tracé d'un excellent principal à la fin de son premier ouvrage , si ce n'est peut-être qu'il a mieux fait encore qu'il n'a dit.

C'est M. Rollin qui a réuni pleinement l'exercice dans le seul collège de Beauvais. Avant lui les classes étoient partagées entre les collèges de Beauvais & de Presles , qui avoient communication ensemble , constituant néanmoins toujours deux maisons distinguées. On les unissoit pour la dénomination. On disoit le collège de *Presles-Beauvais* : l'ancien & vrai nom de *Dormans* avoit disparu. M. Rollin, en prenant l'administration du collège de Beauvais avec le titre de coadjuteur , & l'autorité de principal , conçut que l'association des deux collèges pour l'exercice étoit un obstacle au bien qu'il se proposoit de faire ; qu'ayant un compagnon dans le principal de Presles , il couroit risque de se trouver souvent arrêté par un suffrage d'un poids égal au sien ; que la communication des deux maisons faisoit que ni l'une ni l'autre n'étoit fermée , & qu'il en naîtroit un grand embarras pour la discipline. M. Rollin ménagea si bien les choses , qu'il fit rompre l'association par autorité publique & du consentement des parties. Il prit dans le collège de Beauvais les deux Professeurs de Philoso-

phie , qui jusques là avoient eu leurs classes & leurs logemens dans celui de Presles , il éleva un nouveau mur de séparation , qui ne laisse plus de passage d'une maison à l'autre : & le collège de Beauvais ainsi isolé a repris le nom de son fondateur , & du lieu pour lequel il a été établi. On l'appelle aujourd'hui comme dans son institution le collège de *Dormans-Beauvais*. Pour la construction du nouveau mur , & pour d'autres acquisitions & réparations , il falloit de l'argent : & M. Rollin n'étoit pas riche. La générosité de M. Herfan son maître y suppléa : & la reconnoissance du disciple ne nous a pas laissé ignorer , qu'il en coûta deux mille écus à M. Herfan pour un objet qui ne l'intéressoit en rien , sinon par l'affection qu'il portoit au nouveau principal , & par l'amour du bien public.

M. Rollin entra au collège de Beauvais en 1699 , & par des circonstances qu'il n'est pas de mon sujet d'expliquer ici , il fut forcé d'en sortir le six Juin 1712. Son loisir n'a pas été infructueux comme l'on fait , & il a produit ces excellens ouvrages.

qui ont instruit son siècle, & qui instruiront toute la postérité. La mort le trouva sur le travail, & seule elle a pû arrêter son utile activité. Il n'y a point d'építaphe sur la cendre de M. Rollin. Mais je rendis un hommage public à sa mémoire peu de tems après sa mort, dans un discours que j'eus occasion de prononcer. Le lecteur trouvera à la fin de ce volume les éloges & les regrets que me dicta alors ma douleur.

En quittant sa place, il avoit eu la consolation de la voir remplie par un digne successeur. M. Coffin, aussi recommandable par sa vertu que par ses talens, soutint le bien que son prédécesseur avoit établi, & il porta le collège de Beauvais au plus haut degré de splendeur, où cette maison soit jamais montée. * Pendant un

* Son építaphe, gravée en marbré dans la chapelle du collège de Beauvais, où il est inhumé; fait connoître plus en détail combien il a mérité & de l'Université, & de la maison qu'il a gouvernée pendant trente-sept ans. Il en court dans le public des exemplaires burinés. Peut-

être n'eût-il pas été hors de propos de la faire imprimer à la suite du Recueil de ses Œuvres. Les preuves de son goût exquis en éloquence & en poésie, sont consignées dans un grand nombre d'ouvrages, qui ont été recueillis en deux volumes, & donnés au public après sa mort.

de mi siècle (car M. Coffin est mort en 1749) elle a formé d'excellens élèves dans tous les genres : & en particulier le parlement , en échange de la protection qu'elle reçoit de lui , a reçu d'elle un grand nombre de sujets qui s'y distinguent par leur doctrine , par leur probité ; & par une fidélité constante à remplir leurs devoirs.

Le jour même où j'écris ceci , j'apprens la mort de l'un des plus illustres élèves du collège de Beauvais, M. le marquis de la Gallissonniere , lieutenant général des armées navales , qui vient d'acquérir tant de gloire par la victoire remportée sur l'amiral Byng , & par la conduite qu'il a tenue pour faciliter la conquête de l'Isle Minorque sur les Anglois. J'avois fait avec lui mes dernières années d'études. Il m'aimoit : je l'aimois avec cette tendresse & cette vivacité qui accompagne les amitiés de l'enfance , & qui ne connoît point la distinction des conditions. Cette amitié a duré jusqu'à sa mort : & le sentiment s'en conservera dans mon cœur autant que je vivrai. Toute la France , qui l'a connu tard , le pleurera. Pour moi je

j'ai connu dès l'enfance , & je n'ai jamais vû personne qui rassemblât autant de grandes parties. Un génie supérieur , un esprit d'observation , une vigilance , une activité , un courage , dont il a été la victime. Cette campagne si glorieuse pour lui , a épuisé par la fatigue un corps délicat , & que toute la sagesse d'une vie passée sans aucune sorte d'écarts n'a pû garantir de l'impression funeste d'un travail outré. Il réunissoit tout. Habile à manier la plume comme l'épée , il n'étoit pas moins capable de démêler dans une conférence les chicanes des ennemis de son pays , que de les battre à la tête de la flotte Françoisse. Son mérite seul l'a élevé , sans que l'ambition ni l'intrigue aient eu aucune part à son avancement : & si son élévation a excité l'envie , sa modestie l'a fait taire même avant sa mort. Simple jusqu'à être méconnu de ceux dont l'œil ne fait pas percer une première écorce , il avoit trop de mérite pour vouloir emprunter les dehors dont les génies vulgaires ont besoin. Mais à qui se donnoit la peine de l'étudier , quelle noblesse de sentimens ne montreroit-il pas , quelle élévation d'ame ,

quelle étendue de connoissances, quelle justesse & quelle fermeté de décision ? La douceur , l'égalité , la franchise , toutes les qualités aimables l'ont toujours fait adorer de ceux qu'il a commandés : & le sauvage en Canada , comme l'officier en France , a trouvé en lui un père digne de tout son attachement. La différence des états , ses emplois , ses voyages sur mer , m'ont empêché de jouir de tant de vertus , autant que je l'aurois souhaité. Mais je n'oublierai jamais qu'il m'a aimé jusqu'à la fin de sa vie : & je ne me consolerais qu'en pensant qu'une probité parfaite , un grand-respect pour la Religion , une piété sans fard , me flattent de l'espérance que je ne l'ai pas perdu pour toujours , & que je puis me promettre de le rejoindre dans le sein de la félicité éternelle.

Le regret , la vénération , la tendresse , m'ont forcé d'oublier pour un moment les règles communes d'un ouvrage tel que celui-ci. J'espère qu'on ne me saura pas mauvais gré du tribut payé à la mémoire d'un illustre ami , non plus que de l'étendue que j'ai donnée à l'article du collège de Beauvais.

Beauvais. Je ne pouvois pas traiter sèchement ce qui regarde une maison à laquelle je dois l'éducation, où j'ai eu l'honneur d'être l'un des maîtres pendant longtems, qui est en quelque manière la patrie de mon esprit, & dont je n'aurai plus guères occasion de parler.

Le collège de Notre - Dame de Bayeux, plus communément appelé de Maître Gervais, fut aussi fondé l'an 1370. Il porte le nom de son fondateur, Gervais Chrétien, né dans le diocèse de Bayeux, chanoine de Bayeux & de Paris, & médecin du roi. Les bourses de ce collège embrassent toutes les Facultés, la Philosophie, la Théologie, le Droit, & la Médecine. Le roi Charles V en ajouta deux pour des étudiants en Mathématiques. Les boursiers doivent être du diocèse de Bayeux. Il y a aussi quelques places sur lesquelles a droit celui de Coutances. La maison est soumise au grand aumônier, qui en est le supérieur & proviseur. Elle étoit dans un triste état en 1699, & il fallut supprimer les bourses. Depuis ce tems les édifices ont été reconstruits, les revenus rétablis : & le cardinal de Rohan, grand

Collège
Maître G
vais.

Hist. V.

Par. T. I

p. 430. &

Hist. de

ris, T.

p. 672.

482 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

aumônier, a fait revivre les bourses que l'on avoit été obligé d'éteindre : en sorte qu'aujourd'hui la fondation s'exécute d'une façon convenable. Seulement je ne vois pas qu'il soit question de Mathématiques.

Autorité de
l'Université
sur les libraires.


*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 435.*

Le 23 Novembre 1370 l'Université s'assembla, pour délibérer sur la punition qu'il convenoit infliger aux libraires qui se rendoient coupables de quelque fraude dans leur commerce, & sur les précautions qu'il falloit employer pour prévenir de tels abus. L'année suivante Henri Luillier, l'un des quatre libraires établis par l'Université inspecteurs de leurs confrères, prêta serment entre les mains d'Hugues Aubriot prévôt de Paris, comme il s'acquitteroit fidèlement de sa charge, & lui présenta deux cautions qui s'obligèrent pour cent francs payables à l'Université, au cas que Luillier fût convaincu de quelque prévarication. Telle étoit l'autorité que l'Université exerçoit en ces anciens tems sur les libraires.

Mort d'Urbain V. Son affection pour les Lettres.

16380.

Urbain V de retour en France fut pris de maladie, & mourut à Avignon le 19 Décembre 1370. La mémoire de ce pontife doit être chère aux gens

DE PARIS , LIV. IV. 483
 de Lettres, qu'il aimab beaucoup, & qu'il
 se fit un devoir d'avancer & d'élever
 en dignités. Il favorisa singulièrement
 les premières études, & pendant toute
 la durée de son pontificat, il entretint
 à ses frais en diverses Ecoles mille
 étudiants, auxquels il fournissoit la
 subsistance, & les livres dont ils avoient
 besoin. L'Université de Montpellier
 lui est redevable de douze bourses fon-
 dées pour la Médecine. Son successeur
 fut Pierre. Roger  neveu de Clé-
 ment VI, qui prit le nom de Gré-
 goire XI. Ce pontife hérita de l'estime
 qu'avoient témoignée ses prédécesseurs
 pour l'Université de Paris. En grati-
 fiant de ses libéralités l'abbaye de la
 Chaise-Dieu, il ordonna que les six
 moines de cette maison qui auroient
 le plus de dispositions & d'ouverture
 d'esprit, seroient envoyés à Paris pour
 y étudier, soit en Théologie, soit en
 Droit canon.

*Hist. V
 Par. T. II
 p. 984.*

Nous trouvons ici plusieurs années
 assez stériles en faits, & sur lesquelles
 je coulerai légèrement.

En l'année 1372 Pierre d'Ailli étant
 Procureur de la Nation de France, *Faits d
 moindre
 portance.*
 cette Nation acheta dans la rue du
 Fouarre deux écoles sous le même toit, *p. 979.*

484 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
qui étoient auparavant occupées par
la Nation de Picardie.

*Hist. Un.
Par. T. 17.
p. 439.*

En 1373 Duboullai rapporte une
conclusion de la Nation de Picardie ,
qui contient des précautions par rap-
port à l'administration des biens &
revenus de la compagnie , & pour
empêcher que son argent ne s'en aille
en repas , & , si nous osons parler fran-
çois , ne soit mangé & bû au cabaret.

*p. 442 ☉
843.*

La même année le 16 Octobre , fut
dédiée la chapelle du collège de Na-
varre.

Sous le rectorat de Guillaume Gor-
rien , élu le 16 Décembre , fut rendu
un arrêt du Parlement , dont on ne
nous explique point les motifs , mais
qui suppose & venge quelque injure
faite à l'Université , & à l'un de ses
membres qui se nommoit Simon de
Cervoi. Cet arrêt condamne Robert
de Puincome, écuyer , & un de ses fer-
gens, à faire satisfaction à l'Université
& à Cervoi , par une amende honbra-
ble en plein parlement , & à leur
payer par forme de dommages & in-
térêts la somme de six vingts livres ,
l'écuyer cent , le sergent vingt.

En la même année la Nation de
France acheta une maison dans la rue

du Fouarre , pour y construire des écoles , comme il paroît par une conclusion de l'an 1374. Sur quoi j'observerai que dans le statut de la Nation de Picardie , dont je viens de parler , il s'agit aussi d'achat & de construction d'écoles. *Hist. Un
Par. T. II
p. 970.
Voyez enco
p. 973. 97*

Pour ne rien omettre , disons que deux Recteurs , l'un en 1373 , l'autre en 1374 , ont jugé à propos de nous apprendre , le premier , qu'il avoit fait couvrir d'une peau rouge , & munir de nouveaux fermoirs l'ancien livre du Recteur ; le second , qu'il fit mettre au sceau du Recteur une chaîne d'argent neuve. Il est difficile qu'ils n'eussent pas des choses plus importantes à consigner dans leurs registres. *p. 442
443.*

Le 30 Mars 1375 la Nation de Picardie fit un statut , pour défendre & écarter les brigues qui troubloient souvent les élections aux charges de la compagnie , & y plaçoient des sujets peu capables de les remplir dignement.

Le roi Charles V adressa le 10 Novembre une lettre tout-à-fait pieuse au maître & aux écoliers du collège de Navarre , alors appelé le collège de Champagne , pour les exhorter à *p. 446.*

486 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 célébrer la fête de la Présentation de
 la sainte Vierge au Temple : dévotion
 qui venoit d'être apportée d'Orient
 par Philippe de Maisières, gentilhomme
 de Picardie, chancelier du royaume de
 Chypre.

Hist. Un. Sous le réctorat de Guillaume de
Par. T. IV. Gardin, qui fut élu le 23 Juin 1376,
p. 447. Guillaume de Boudeville, qui se por-
 toit pour official de Paris, fut retran-
 ché du corps de l'Université à cause de
ses démerites. C'est tout ce que nous
 apprend sur ce fait le livre du Re-
 cteur.

Wiclef fait En cette même année 1376 les er-
 reurs de Jean Wiclef, docteur & pro-
 fesseur en Théologie à Oxford, com-
 mencèrent à faire assez de bruit pour ar-
 tirer l'attention du pape Grégoire XI,
 qui envoya sur ce sujet l'année sui-
 vante plusieurs bulles en Angleterre.
 Nous pourrons avoir dans la suite oc-
 casion de parler de Wiclef, qui fut le
 précurseur de Jean Hus. Ici je ferai
 seulement deux remarques : l'une,
 que dans les invectives du docteur
 Anglois contre la cour de Rome il
 pouvoit y entrer du personnel, vû
 qu'il avoit été privé par le pape Ur-
 bain V d'une place importante qu'il

Wiclef fait
 du bruit en
 Angleterre.

*p. 447 &
 450-460. &*

*L'Enfant,
 Hist. du conc.
 de Const.*

l. II. art. 57.

possédoit dans l'Université d'Oxford. Il est vrai qu'il avoit fait parler de lui dès l'an 1360 : mais ses grands emportemens sont postérieurs à la date de son exclusion, qui est de l'an 1370. J'observe en second lieu, que les déclamations de Wiclef allèrent à des excès, que les Protestans modérés n'oseroient entreprendre de justifier. Il traitoit le pape d'*insolent Prêtre de Rome, d'Antechrist, de voleur.*

Grégoire XI étoit à Rome lorsqu'il envoyoit ses ordres contre Wiclef, & il y fixa son séjour. Cette démarche étoit dans l'ordre. Mais elle devint l'occasion d'un schisme déplorable, qui causa des maux infinis à l'Eglise. L'histoire de ce schisme appartient à mon sujet, parce que l'Université de Paris travailla beaucoup pour l'éteindre, & eut une très grande part à la pacification des troubles. Ce sera la matière du livre suivant. Il me reste encore quelques faits à placer ici.

Les Mendians étoient très avides du titre de docteur. Les Franciscains en particulier obtinrent en 1376 une bulle du pape, qui donnoit pouvoir à leur général de créer docteurs deux de ses religieux dans le chapitre gé-

Grégoire XI
à Rome.

Autres m
nus faits.

Hist. Un
Par. T. I
p. 448.

488 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
néral de son Ordre , qu'il devoit tenir à Aquilée. Les exemples pareils ne sont pas rares , & Duboullai en cite plusieurs. Mais on peut bien croire que ces docteurs , d'institution si peu conforme aux statuts académiques, n'étoient pas reconnus dans les Universités.

8. *Vn.*
T. *IV.*
49. Sous l'année 1377 il est fait mention dans le livre du Recteur du rétablissement de la paix entre l'évêque de Paris & son official d'une part , & l'Université de l'autre. Cette réconciliation est vraisemblablement relative à l'affaire de Guillaume de Boudeville. Mais nous n'en sommes pas mieux instruits , soit des causes de la brouillerie, soit des conditions de l'accommodement.

Il paroît seulement par un acte du 11 Octobre de la même année , qu'alors l'official de Paris étoit réellement en bonne intelligence avec l'Université. Cet acte regarde la personne d'un certain Guidomare , maître ès Arts , libraire juré , & l'un des quatre inspecteurs de la librairie. Guidomare déclare à l'official que pour sûreté de sa fidélité dans l'exercice de son emploi , il engage tous ses biens meubles &

DE PARIS , LIV. IV. 489
 immeubles , présens & avenir. Il lui
 offre deux cautions qui répondent de
 lui , & qui s'obligent pour lui solidai-
 rement jusqu'à la somme de deux cens
 francs. Enfin il se soumet en ce qui
 touche l'objet dont il s'agit à la jurif-
 diction de l'évêque de Paris. Nous
 avons vû précédemment deux actes
 presque semblables passés , l'un en
 1351 devant l'official , l'autre en 1370
 devant le prévôt Hugues Aubriot , &
 autorisés chacun par le juge qui le re-
 cevoit.

L'empereur Charles IV, élève de l'U- *Hist. U*
 niversité, étant venu à Paris sur la fin de *Par. T. I*
 cette même année , fut complimenté *p. 450.*
 par elle , Etienne Brulefer docteur en
 Théologie portant la parole.

Le 18 Février 1378 l'Université fit
 célébrer, dans l'Eglise de sainte Cathe-
 rine du Val des Écoliers, les obsèques
 de la reine Jeanne de Bourbon , qui
 étoit morte peu auparavant.

En la même année il y eut un Rôle *p. 460.*
 dressé par l'Université, des sujets qu'elle
 présentoit en cour de Rome pour être
 nommés aux bénéfices.

Comme tous les actes anciens sont
 précieux , je dois remarquer que nous
 avons de cette même année 1378 des *p. 461.*

490 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 452.

lettres d'écrivain & libraire, données par le Recteur à un clerc du diocèse de Sens, & une soumission faite par un autre libraire au prévôt Hugues Aubriot, à peu près en la même forme & avec les mêmes clauses, que celle qu'avoit reçue l'année précédente l'official de Paris. Je ne fais si les officiers subalternes de l'Université devoient faire cette soumission à l'un & à l'autre, à l'official & au prévôt, ou s'ils avoient le choix des deux. On peut aussi penser que ces actes assurant une protection & une sauvegarde à ceux qui les faisoient, il étoit de leur intérêt de se présenter aux deux juridictions.

p. 614. J'ajouterai ici par anticipation que sous la date de l'année 1387*, Duboullai cite des lettres de parcheminier & de libraire juré, qu'il assure être dans la même forme que celle qui étoit en usage de son tems, & qui s'observe encore aujourd'hui.

* La date originale porte | alors de commencer le
le 23 Février 1386, sui- | nouvelle année à Pâque.
vant la pratique usitée |

A D D I T I O N

relative à la page 477.

J'étois actuellement Professeur au collège de Beauvais, lorsque Rollin mourut le 14 Septembre 1741, & je devois, dans les premiers jours du mois d'Octobre suivant, faire le discours qui est d'usage parmi nous pour l'ouverture des leçons. Avant que M. Rollin tombât malade, mon discours étoit composé & fini. Je le prononçai tel que je l'avois préparé, & j'ajoutai à la fin ce qui suit :

HÆC coram vobis dicenda jam
commentatus fueram, Auditores,
quum me, imo litteratos omnes,

T R A D U C T I O N.

J'Av o i s déjà composé ce discours pour le prononcer devant vous, MM, lorsque j'ai vû tomber sur moi, ou plutôt sur tous les amateurs des lettres & de la vertu, un coup aussi

492 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

bonos , perculit inopinum pariter acerbumque vulnus , quod haret visceribus adhuc recens ; quo ego , nisi dolorem levaret Religio , concidisssem. Obiit decus Universitatis , parens hujus domûs , flos delibatus litteratorum , gloria humana natura Rollinus , eo nobis luctuosius ereptus , eum paulo antè receperamus media quasi ex morte redivivum. Spes nostras , quas fovebat & optima robustissimi corporis habitudo , & renovatus

rude qu'inopiné , dont la douleur encore récente me perce. jusques au fond de l'ame , & sous lequel j'aurois succombé , si la Religion ne me fournissoit le seul motif solide de consolation. Nous avons perdu un homme , l'honneur de l'Université , le père de cette maison , la fleur & l'élite des gens de lettres , la gloire de l'humanité : M. Rollin en un mot vient de nous être enlevé dans des circonstances d'autant plus douloureuses pour nous , qu'il n'y avoit que peu de mois que nous l'avions retiré comme des bras de la mort. Notre espérance , fondée sur un tempérament robuste , & sur un renouvellement de vigueur.

ex morbo mentis animique vigor, spes nostras, cheu! fefellit eventus: & nobis ipso periculo commendatus, quum diuturniorem ejus usuram jure nobis spondere videremur, inter vota nostra lacrymasque extinctus est.

Deus bone! quale orbi universo exemplum amissum est! Vir magnus in litteris, virtutibus major, cujus famam quum ad ultimas terrarum oras scripta

dans le corps & dans l'esprit depuis sa maladie, notre espérance, hélas! a été trompée par l'événement: & lorsque le danger où nous nous étions vus de le perdre nous le rendoit plus précieux, lorsque nous avions droit, ce semble, de nous promettre une jouissance plus durable d'un bien si cher à nos vœux, il est mort au milieu de nos regrets & de nos larmes.

Grand Dieu! quel exemple perdu pour le genre humain! un homme grand dans les lettres, plus grand par ses vertus: célèbre par des écrits immortels, qui portent son nom jusqu'aux extrémités de la terre, mais plus recommandable mille fois par sa simplicité, sa modestie, sa candeur,

sacrarium ingressus , stupui magnanimitatem facilitati conjunctam , invictam adversus omnes casus & pericula firmitudinem , nec minùs paratam in errores humanos indulgentiam , placabilem , si quis offenderet , animum , pacis tuenda ac concilianda studium acre & prudens , contemptum divitiarum & honorum , fidem arcani tenacem , erectam ad omnes benefaciendi occasiones voluntatem , & quemdam , ubi doctrina &

vertueuse , ai-je admiré une magnanimité sublime jointe à une facilité charmante , une fermeté invincible contre toutes les terreurs & toutes les disgraces , & en même tems une douceur toujours prête à excuser la fragilité humaine ; un cœur généreux & toujours disposé à pardonner à qui pouvoit l'avoir offensé , une attention charitable & empressée pour maintenir ou rétablir la paix , un mépris parfait des richesses & des honneurs , une fidélité inviolable à garder les secrets qui lui avoient été confiés , un zèle ardent qui le faisoit courir au devant de toutes les occasions de faire le bien , & qui , dès qu'il s'agissoit de

virtutis spargenda locus daretur , impetum mentis , qui velut aquila in prædam involaret !

Multa dixi , necdum attigi quod caput laudum ejus est , intimis infixum medullis Religionis amorem , qui ceteros ejus omnes amores non exsuperaret modo , sed ad se unum revocaret. Flagravit ille à teneris incredibili studio litterarum , & in iis juvenili ardore versantem post octogesimum ætatis annum morbus oppressit. At intimum pectus ,

répandre les belles connoissances , ou l'amour de la vertu , partoît & s'élançoit comme l'aigle sur sa proie ?

J'en ai dit beaucoup , & je n'ai pas encore entamé ce qui fait le comble de ses éloges , un amour de la Religion qui le pénétoit jusques dans les mouelles , & qui non seulement l'emportoit sur tous ses autres amours , mais qui les rappelloit tous à lui seul. Il a été enflammé dès ses plus tendres années d'une passion incroyable pour les Lettres : & à l'âge de plus de quatre-vingts ans , il en étoit encore occupé avec toute l'ardeur d'un jeune homme , lorsque la maladie est venue

& ille regnans in omnia amor , soli Religioni , soli Deo servabatur : adeo ut litteras , quas super humana omnia plurimi faciebat , pietati christiana famulari juberet.

Hac tot tantaque nobis adempta bona quomodo non lugeamus ? Lugeate , litterati , virum propagandis litteris natum : lugeate , boni , admirabile virtutum omnium exemplar : lugeate , juvenes , cum qui se dono quodam Pro-

interrompre son travail. Mais le fond du cœur , cet amour dominant qui subjugué tous les autres , c'étoit à la Religion , c'étoit à Dieu seul qu'il le réservoir : de sorte qu'en même tems qu'il prisoit les lettres bien au dessus de tous les avantages humains, il les soumettoit elles-mêmes , comme d'humbles esclaves , à la piété chrétienne.

Quel moyen de ne pas pleurer amèrement tant de biens qui viennent de nous être enlevés ! Pleurez , gens de Lettres , un homme né pour la propagation de la littérature. Pleurez , ames vertueuses , un modèle admirable de toutes les vertus. Pleurez , jeunes gens , un père , un maître destiné

videntia missum vobis educatorem & parentem exhibuit.

At tu nos flere vetas , sancte senex , mentesque nostras revocas ad cœlestia. Abstergamus ergo , si fieri potest , lacrymas , & Rollini triumphum christianis gaudiis celebremus.

O sancta & donis cœlestibus cumulata anima , quæ bonum illud incommutabile , unicum , æternum , quod semper sitisti , pleno jam de fonte hau-

par une Providence spéciale à vous instruire , & si fidèle à remplir sa destination.

Mais , ô saint & respectable vieillard , vous nous interdisez les pleurs ; vous nous invitez à élever nos regards & nos âmes vers le ciel. Essuyons donc , s'il nous est possible , les larmes qui coulent de nos yeux , & célébrons avec une joye chrétienne le triomphe de celui qui vient de recevoir la récompense de ses vertus.

O âme sainte & comblée des dons du ciel , qui après avoir toujours senti une soif ardente du bien immuable , unique , éternel , aujourd'hui le puisez dans sa source , & vous en enyvrez à

400 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
*ris , faxit Deus , ut tuis insistentes
vestigis , studia semper litterarum ma-
jore Religionis amore consecremus ! O
utinam ego , quem post tanta paterna
benevolentia testimonia , etiam supremo
judicio tibi successorem adscivisti , ô
utinam in vera tibi bona succedam ! Hoc
promitto , hoc testor , hoc spondeo , me
tua semper dicta , consilia , monita ,
presentia animo habiturum ; mihi tua
exempla fore pro legibus : ut quum huiç*

longs traits , puissions-nous en mar-
chant sur vos traces consacrer tou-
jours l'étude des lettres par un amour
de la Religion encore plus grand !
Puisse-je moi en particulier , à qui
après tant de témoignages d'une bien-
veillance paternelle , vous en avez
donné encore un nouveau par vos
dernières dispositions , puisse-je de-
venir l'héritier de vos biens vérita-
bles ! Je déclare du moins , je pro-
mets , je proteste , que toujours vos
paroles , vos conseils , vos avertisse-
mens seront présens à mon esprit ;
que vos exemples seront pour moi
des loix : afin que lorsque le terme
marqué par la volonté divine à cette

*erumnose vita statutus à Deo finis ad-
venerit , tecum , & cum his qui me au-
diunt , illo pascas bono quod unum
amasti , quod unum amore nostro di-
gnum est.*

vie malheureuse que nous traînons ici
bas sera arrivé , je puisse avec vous &
avec tous ceux qui m'écoutent être
rassasié de ce bien , que seul vous avez
aimé , qui seul est digne de notre
amour,

Fin du second Volume.





TABLE

DU SECOND VOLUME

DE L'HISTOIRE

DE L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.

LIVRE III.

§. I. **U**Rbain IV favorise & protège l'Université , pag. 1. Clément IV succède à Urbain IV , 6. Abus du tribunal de la conservation. Bulles du pape à ce sujet , 7. Troubles dans l'Université. Deux Recteurs , 11. Jugement & statut portés par le cardinal légat Simon de Brie , 13. Observations particulières , 21. Sur le Recteur , 22. Sur le chancelier de sainte Geneviève , *ibid.* Sur la nomination

DES SOMMAIRES. 503
*aux offices de l'Université , 23. Sur
la caisse commune des Nations , 24.
Sur les prérogatives des Régens actuels ,
ibid. Sur une circonstance singulière ,
26. Fin de Guillaume de S. Amour ,
27. Violences commises par les gens de
l'official de Paris contre des écoliers.
Jugement du légat Simon de Brie , 30.
Observations sur un acte de l'Univer-
sité dans cette affaire , 33. Traits sur
S. Louis , qui ont rapport au sujet de
cette histoire , 35. Son amour pour les
saintes Lettres , 36. Sa bibliothèque ,
ibid. Sa Pragmatique sanction , 38.
Ses legs testamentaires à de pauvres
écoliers , 39. Sa pratique improba-
tive de la pluralité des bénéfices , ibid.
Mort de S. Louis , 40. Affaires théo-
logiques , 41. Décret de la Faculté des
Arts pour la conservation de la Foi
parmi ses suppôts , 44. Observations
sur ce décret , 45. Thèses solennelles
au chapitre général des Franciscains ,
46. Livres commis à la garde du chan-
celier de Notre-Dame , pour être prê-
tés aux pauvres étudiants en Théolo-
gie , 47. Etat des autres genres d'étu-
des , 48. Premier exemple de coopta-
tion , 49. Décrets & statuts portés par
les Docteurs en Médecine , 50. Sceaux*

des Facultés de Droit & de Médecine ;
 54. *L'Université composée de sept com-*
pagnies , 55. Nouveau schisme entre
les Nations , terminé encore par le lé-
gat Simon de Brie , 56. Mort de
S. Thomas d'Aquin , 63. Mort de
S. Bonaventure , 65. Illustres élèves
de l'Université , ibid. Règlement de
l'Université pour les libraires , 66. Sta-
tut de la Faculté des Arts pour la ré-
forme de quelques abus & le maintien
de sa discipline. Tribunal de la Faculté
des Arts , 68. Confirmation du privilège
de Philippe-Auguste , 74. Statut de
l'Université , qui ordonne de n'ensei-
gner que dans des lieux publics & ou-
verts à tous , ibid. Erreurs enseignées
dans les Ecoles , 76. Censure portée par
l'évêque de Paris , avec le conseil des
docteurs en Théologie , ibid. Acte où
il est fait mention du consentement des
quatre Facultés , 80. Ordonnance du
cardinal Simon de Brie par rapport à
l'élection du Recteur , ibid. Querelle
violente entre les Nations d'Angleterre
& de Picardie pour la préséance , 82.
Autre ordonnance du légat par rapport
à la manière de notifier aux Doyens
de Décret & de Médecine la convoca-
tion des assemblées générales , 83.
 Statut

DES SOMMAIRES. 505

Statut de la Faculté des Arts pour le maintien de la discipline des études, 85. *Institution des catalogues*, 86. *Droit d'enseigner par tout*, 88. *Etablissement du conclave pour l'élection du Recteur*, 91. *Fondation de deux chapellenies, dont l'Université eut la présentation*, 93. *Pleine & entière association des Facultés aux droits & privilèges de l'Université*, 98. *Le cardinal Simon de Brie devient pape sous le nom de Martin IV. Bulle touchant la caisse commune de l'Université*, 101. *Privilèges accordés par ce pape aux Mendians. Plaintes des évêques de France, qui demandent l'adjonction de l'Université*, *ibid.* *Explications accordées par le pape*, 106. *Différend entre le Chancelier & l'Université de Paris*, 107. *Mort du roi Philippe le Hardi. Dispute au sujet de son cœur*, 111. *Mort du pape Martin IV. Honorius IV son successeur pense à établir dans Paris l'étude de l'Arabe*, 112. *Philippe le Bel au retour de son sacre, est harangué par Gilles de Rome au nom de l'Université*, 113. *Détails sur Gilles de Rome*, *ibid.* *Goût de Philippe le Bel pour les Lettres*, 115. *Divers statuts des années 1288 & 1289*, 116.

Erection de l'Ecole de Montpellier en Université , 120. Fondation de la chapelle du cardinal Cholet , 122. Affaire concernant une portion du Pré aux Clercs , 125. L'évêque de Paris célèbre la messe de la fête patronale de la Nation de France , 126. Suite des différends entre l'Université & le Chancelier de Notre-Dame, 127. Fin, 128. Statut de la Faculté des Arts contre quelques abus, 129. Règlement de l'Université pour les parcheminiers. Droits du Recteur sur le parchemin , 130. Transaction entre les moines de S. Germain , relative au Pré aux Clercs, 133. Faits moins importants, 135. Privilèges accordés à l'Université , ou renouvelés , par Philippe le Bel , durant tout le cours de son règne, 137. Fondation des chapelles du Châtelet , 145. Fondation des chapelles du trésor , 147. Protection accordée par Boniface VIII aux Mendians , 151. Canonization de S. Louis , 154. Mort de Pierre-Jean d'Olive. Récit abrégé de ce qu'il le regarde, 155. Fondations de collèges, 157. Collège de Clugni , ibid. Collège du Trésorier , 161. Collège d'Harcour , 162. Collège des Cholets , 167.

DES SOMMAIRES. 507

S. II. D *Emélé entre Boniface VIII & Philippe le Bel , 169. L'Université adhère à l'appel que Philippe avoit interjetté au futur concile , 202. Autres adhésions , 204. Opiniâtreté de Boniface , ibid. Il est fait prisonnier par Nogaret , 205. Affaire des Templiers , 207. Fondation du collège de Navarre , 208. Collège du cardinal le Moine , 214. Clément V transfère le S. Siège à Avignon , 215. Erektion de l'Ecole d'Orléans en compagnie , jouissante des droits d'Université , 216. Bulle de Clément V , qui autorise & étend la juridiction des conservateurs apostoliques des privilèges de l'Université , 219. Fondation d'une chapelle dans l'Eglise de S. André des Arcs à la présentation de l'Université , 220. Mort de Jean Duns Scot , 221. Fondation du collège de Bayeux , 222. Négligence des bedeaux punie , 223. Jurisdiction de l'Université & de son Recteur , ibid. Astronomie cultivée. Eclipsé prédite , 224. Statuts pour le collège de S. Nicolas du Louvre , 225. Décret du concile de Vienne pour établir des Professeurs des langues Grecque , Hébraïque , Arabe , & Chaldaïque , 226.*

Autre décret contre les dépenses excessives du doctorat , 228. Ce décret fut occasionné par un mémoire de Durand évêque de Mende , qui proposoit de réformer les Universités , 229. Ce même prélat vouloit que l'on affectât aux maîtres & aux étudians une partie des bénéfices , 230. Révocation de la bulle de Benoît XI touchant les privilèges des Mendians , 231. Affaire des exemptions , 232. Affaire du schisme entre les Franciscains , 233. Affaire d'Arnaud de Villeneuve , 234. Trois statuts portés par l'Université , 236. Fondation des collèges de Prêles & de Laon , 238. Collège de Montaigu , 239. Confirmation des privilèges de l'Université par Louis X , 240. Jurisdiction de l'Université , ibid. Institution de la Sorbonique , 242. Confirmation des privilèges de l'Université par le pape Jean XXII , 244. Ce pape recommande à tous les collateurs de bénéfices les suppôts de l'Université , 245. Il exhorte l'Université à réformer les abus qui s'introduisoient dans sa discipline , 246. Quatre bulles du même pape , favorables à l'Université , 247. Institution d'un Greffier de l'Université, Un notaire est choisi pour cet office , 249.

DES SOMMAIRES. 309

Elémentines publiées , 251. Fondation du collège de Narbonne , 252. Décrets de l'Université contre les abus qu'occasionnoit le tribunal de la conservation , ibid. Bulles du pape pour assûrer à l'Université la jouissance de ses privilèges , 254. Professeurs réguliers assujettis à prêter serment à l'Université , 256. Sermons généraux de l'Université , 257. Jalousie & rivalité de l'Université d'Oxford contre celle de Paris , 258. Grand crédit de l'Université de Paris , 259. Affaires théologiques , 261. Bulle de Jean XXII contre Jean de Poilli , au sujet de la confession à son propre prêtre , 262. Opiniâtreté des prétendus Spirituels de l'ordre de S. François dans les querelles sur la pauvreté parfaite. Troubles dans l'Eglise & dans l'Etat , 264.

L I V R E I V.

§. I. **N**UL siècle plus fécond en fondations de collèges , que le quatorzième , 273. Collège du Pleffis , ibid. Collège de Marmoutier , 276. Collège de S. Denys , 278. Collège d'Arras , ibid. Collèges de Cornouaille , de Tréguier , & de Léon , ibid. Collège

de Tours , 279. *Collège de Bourgogne* , *ibid.* *Collège des Ecoſſois* , 281. *Collège des Lombards* , *ibid.* *Collège de Suède* , 282. *Collège des Allemans* , *ibid.* *Canonization de S. Thomas d'Aquin* , 283. *Réglemens & actes concernant les libraires* , 284. *La mémoire & la doctrine de S. Thomas vengées* , 288. *Abus du tribunal de la conſervation , réformés* , 290. *Contestations dans l'Université au ſujet des bénéfices qui dépendoient de ſa nomination* , 293. *Inſtitution de la fête de S. Romain dans la Nation de Normandie* , 298. *Grande dévotion pour les ſaints dans l'Université* , *ibid.* *Le chapitre de Paris traité rigoureuſement par l'Université , & forcé de céder* , 299. *Monitoire de l'official de Paris contre ceux qui tenoient cachés les titres des privilèges de l'Université* , 301. *Divers ſtatuts de la Nation de France* , 302. *Collection de ſtatuts de la Nation de Picardie* , 304. *Distribution de l'année ſcholastique pour la Faculté des Arts* , 305. *Deux ſtatuts de l'Université pour prévenir l'abus du privilège de ſcholarité* , 307. *Fameuſe conteſtation ſur la juridiction eccléſiaſtique* , 310. *L'évêque de Paris ſe ſoumet avec l'Université : & il n'a pas*

DES SOMMAIRES. 511

l'avantage , 311. Bulle en faveur des maîtres de Paris bénéficiers , 314. Question de la vision béatifique. Autorité de la Faculté de Théologie en cette affaire , 315. Benoît XII pape , 322. Bulles de Benoît XII touchant les études des religieux , 324. Statuts , 325. Doyen électif de la Faculté de Médecine , 328. Fondations de collèges , ibid. Collège de Lisieux , ibid. Collège d'Autun , 329. Collège d'Hubant , dit de l'Ave Maria , 330. Privilèges accordés par Philippe de Valois à l'Université , 331. Doctrine d'Ockam condamnée par la Faculté des Arts , 334. Réglemens de discipline , 335. Inventaire du trésor de la Nation de France , 336. Statuts concernant les offices divins , ibid. Taxe imposée par l'Université. Résistance des Théologiens , ibid. Statuts des Nations de Picardie & de France , 337. Compte rendu pour la maison de Sorbonne au Recteur , 338. Contestation entre les Facultés de Théologie & des Arts sur la convocation des assemblées générales , 339. L'affaire s'accorde à l'avantage du Recteur & de la Faculté des Arts , 341. Statuts , 344. Articles du serment que devoient prêter ceux qui entroient dans la

régence ès Arts , 346. Serment que devoient prêter les maîtres en Théologie , en Droit , & en Médecine , qui n'avoient point passé par la Faculté des Arts , 348. Mort de Benoît XII , vertueux & saint pontife , 349. Il a pour successeur Clément VI , 350. Bulles de Clément VI en faveur des maîtres & étudiants bénéficiers , 354. Décret de l'Université concernant les libraires , 355. Bulles obtenues des papes pour parvenir au docteurat , ibid. Gabelle. L'Université n'obtient point d'abord l'exemption à cet égard , 356. Détails sur Jean Buridan , ibid. Affaires concernant le Pré aux Clercs , 360. Procès pour la justice du Pré , ibid. Décret de l'Université contre le gardien préposé sur le Pré au nom du roi , 362. Accommodement projeté entre l'Université & les moines de S. Germain , 365. Accord conclu & exécuté. Le patronage des cures de S. André & de S. Côme cédé à l'Université , 367. Avertissement donné par le pape aux Théologiens de Paris , 368. Erreurs de Jean de Mercœur condamnées , ibid. Erreurs de Nicolas d'Outricour condamnées & rétractées , 370. Réglemens & faits de moindre importance , 371. Différend

DES SOMMAIRES. 513

entre le conservateur apostolique & l'évêque de Paris , accommodé , 373. Rôle pour les bénéfices envoyé par l'Université au pape , ibid. Érection de l'Université de Prague , 376. Flagellans condamnés par l'Université de Paris , 377. Faits de moindre importance , 378. Contestation entre le chapitre de Paris & l'Université aux obseques de Philippe de Valois , 379. Affaire avec l'évêque de Paris , terminée à l'avantage de l'Université , 380. Lettres de libraire accordées par le Recteur , 381. L'official étoit juge ordinaire des membres & suppôts de l'Université , 382. Rétractation d'un théologien , qui avoit avancé des erreurs , 383. Statuts , 384. Gratification attribuée à un nouveau Recteur , ibid. Procès contre le prévôt de Paris , 385. Querelles dans l'Université au sujet des droits & de la prééminence du rectorat , ibid. Erreurs rétractées , 393. Statut sur les dispenses ou délais de payemens , 394. Statut qui défend aux Professeurs ès Arts de dicter , 395. Exemption des impositions , 396. Cliens de l'Université armés pour la garde de la ville , ibid. Conduite louable de l'Université dans les troubles de Paris , 397. Confirmation des privilèges d'exemption

par le roi Jean , 397. Contestation sur les limites entre les Nations de Picardie & d'Angleterre , 398. Difficultés sur l'appel des jugemens du tribunal de la Faculté des Arts à l'Université , 399. Décret de l'Université contre l'abbé de sainte Geneviève. Le trésor & les archives transportés à Navarre , 400. Suite & fin de la contestation sur la prééminence du rectorat , 402. Pauvreté honorable de nos pères , 404.

§. II. **F**ondations de collèges , 405. Collège Mignon , aujourd'hui de Grandmont , *ibid.* Collège de S. Michel , 407. Collège des trois Evêques , *ibid.* Collèges de Boncour, de Tournai , & de Justice , 408. Collège de Boissi , 410. L'Université nomme un curé de S. Côme , 415. Faits moins importans , *ibid.* Fondation du collège de la Marche , 416. Appel d'une Nation à la Faculté des Arts , & ensuite à l'Université , 420. Urbain V , pape ; 421. Affaires de moindre conséquence , *ibid.* Statut sur la décence de l'habillement , 422. Rétractations d'erreurs , 423. Libéralité de la Nation d'Angleterre envers les Recteurs tirés de son corps , 424. Bonté du roi Charles V pour l'Université , *ibid.*

DES SOMMAIRES. 515

Son goût pour les Lettres. Traductions faites par son ordre , 426. Nicolas Oresme , 427. Bibliothèque de Charles V , ibid. Détails sur les témoignages de bonté de Charles V envers l'Université. Privilèges , 428. L'Université protégée par Charles V contre le prévôt de Paris , 432. Partie du Pré aux Clercs enssemencée par un particulier. L'Université fait arracher le bled , 433. Affaire de Denys Soullechat , 439. Un seigneur redoutable par ses brigandages , est obligé par l'Université à restitution , 442. Contestation entre la Faculté de Droit & le Recteur , 443. Réforme des cardinaux de S. Marc & de Montaigu , 444. Clos Bruneau , 451. Autres faits de l'année 1366 , 452. Voyage du pape Urbain V à Rome , malgré les représentations du roi Charles V , 454. Statut de la Faculté des Arts , qui règle l'heure d'entrer en classe le matin , 456. Hugues Aubriot , prévôt de Paris , prête serment à l'Université , 457. Réparation faite à l'Université pour l'emprisonnement d'un maître & de ses écoliers , 458. Droit de nomination à la cure de S. Germain le Vieux , acquis par l'Université , 459. Différend entre l'évêque de Lisieux &

516 TABLE, &c.

L'Université. L'évêque cède , 462. Élection du Recteur cassée. Autres Intrants. Autre élection , 463. Plainte contre le prévôt de Paris, sans succès , ibid. Fondation du collège de Dormans-Beauvais , 464. Collège de Maître Gervais , 481. Autorité de l'Université sur les libraires , 482. Mort d'Urbain V. Son affection pour les Lettres , ibid. Faits de moindre importance , 483. Wiclef fait du bruit en Angleterre, 486. Grégoire XI à Rome , 487. Autres menus faits , ibid.

**Fin de la Table des Sommaires
du Tome II.**

TOME SECOND.

Fautes à corriger ,

E T

Eclaircissemens à ajouter.

Page 10, ligne 13, la soumettre, lisez le soumettre.

Pag. 14, lig. 4, du 25 Mars 1265, ajoutez cette note. * Telle est la date que marque Duboullai. Mais je suis fort porté à croire qu'il y a erreur pour l'année, & que la pièce doit être rapportée à l'an 1266.

Pag. 21, lig. 9, dans l'Eglise de sainte Geneviève, ajoutez le 27 Août 1266.

Pag. 28 en marge, 982, lis. 382.

Pag. 35, lig. 24, qui a rendu, lis. qui pendant qu'il vivoit sur la terre, a rendu la France heureuse par un sage gouvernement.

Pag. 38, lig. 26, la Pragmatique, lis. la Pragmatique.

Pag. 182, lig. 17, la petite bulle, ajoutez cette note. * Un écrivain tout-à-fait estimable, qu'une mort prématurée a empêché d'achever une Histoire de France commencée dans un très bon goût, a démontré par des preuves de fait, en traitant le règne de Philippe le Bel, que la petite bulle de Boniface & la réponse du roi sont des pièces légitimes, & à tort suspectées de faux. Je souscris volontiers à son jugement, & je l'aurois pleinement

suivi dans mon texte , si j'avois pû voir
cette partie de son ouvrage , dans le tems
où je travaillois sur le même sujet.

Pag. 238 , *lig.* 18 , Raoul de Prêles , *ajoute*
cette note. * Raoul de Prêles fut un homme
important , & employé dans de grandes
affaires sous les régnés de Philippe le Bel
& de ses enfans. On peut consulter sur
ce qui le regarde , la nouvelle histoire de
France de l'abbé Velli. Il eut un neveu
de même nom , avocat & conseiller du
roi Charles V , homme habile , & qui tra-
duisit en François , par ordre de son maître ,
les livres de la Cité de Dieu. *Hist.*
Un. Par. T. IV. p. 987.

Pag. 256 , *lig.* 24 , le vendredi 3 Novem-
bre , *ajoutez* 1318.

Pag. 269 , *lig.* 16 , se portant , *lis.* en se por-
tant.

Pag. 284 , *lig.* 5 , le corps , *lis.* ce corps.

— *lig.* 6 , la composoient , *lis.* le com-
posoient.

Pag. 390 , *lig.* 29 , de Recteur , *lis.* du Re-
cteur.

Pag. 492 , *lig.* 1 , *bonos* , *lis.* *omnes bonos.*

